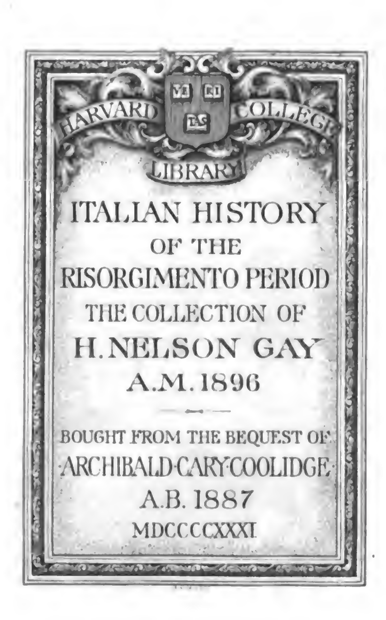
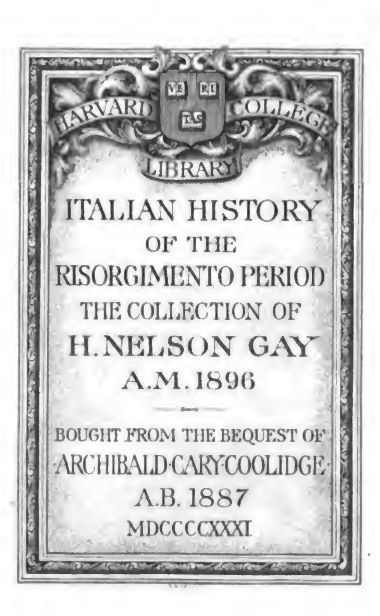

WIDENER
HN PNKM 1

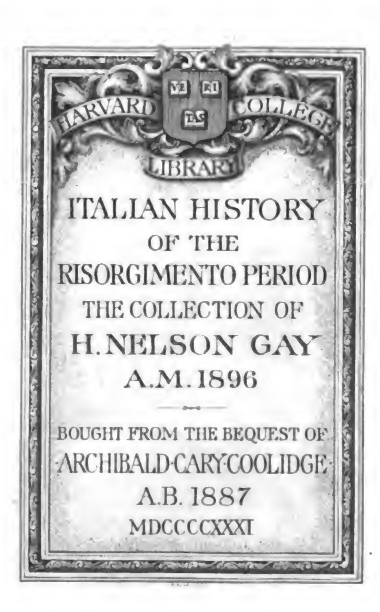


HARVARD COLLEGE LIBRARY
VE RI TAS
ITALIAN HISTORY
OF THE
RISORGIMENTO PERIOD
THE COLLECTION OF
H. NELSON GAY
A.M. 1896
BOUGHT FROM THE BEQUEST OF
ARCHIBALD·CARY·COOLIDGE
A.B. 1887
MDCCCCXXXI

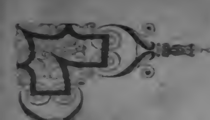
Italy 1848-49


HARVARD COLLEGE LIBRARY
VE RI TAS
ITALIAN HISTORY
OF THE
RISORGIMENTO PERIOD
THE COLLECTION OF
H. NELSON GAY
A.M. 1896
BOUGHT FROM THE BEQUEST OF
ARCHIBALD CARY COOLIDGE
A.B. 1887
MDCCCCXXXI

Italy 1848-49


HARVARD COLLEGE LIBRARY
VE RI TAS
ITALIAN HISTORY
OF THE
RISORGIMENTO PERIOD
THE COLLECTION OF
H. NELSON GAY
A.M. 1896
BOUGHT FROM THE BEQUEST OF
ARCHIBALD·CARY·COOLIDGE
A.B. 1887
MDCCCCXXXI

Italy 1848-49



ÉCLAIRCISSEMENTS

SUR

LES DERNIERS MOUVEMENTS RÉVOLUTIONNAIRES

DE L'ALLEMAGNE ET DE L'ITALIE,

LES CAMPAGNES DE 1848 ET 1849 DANS LA PÉNINSULE,

LA VÉRITÉ SUR LES DÉSASTRES DE NOVARE.

PAR

M. Georges MŒLLER,

Officier de l'ordre national de la Légion d'Honneur, ancien chef d'état-major,

Auteur des Eclaircissements sur les Constitutions modernes de l'Allemagne, etc.

GENÈVE

CH. GRUAZ, IMPRIMEU[illegible] ÉDITEUR,

Place du Grand Méz[illegible]

1851

ÉCLAIRCISSEMENTS

SUR

LES DERNIERS MOUVEMENTS RÉVOLUTIONNAIRES

DE L'ALLEMAGNE ET DE L'ITALIE.

ÉCLAIRCISSEMENTS

SUR

LES DERNIERS MOUVEMENTS RÉVOLUTIONNAIRES

DE L'ALLEMAGNE ET DE L'ITALIE,

LES CAMPAGNES DE 1848 ET 1849 DANS LA PÉNINSULE,

LA VÉRITÉ SUR LES DÉSASTRES DE NOVARE.

PAR

M. Georges MŒLLER,

Officier de l'ordre national de la Légion d'Honneur, ancien chef d'état-major,

Auteur des Éclaircissements sur les Constitutions modernes de l'Allemagne, etc.

Il avait troqué son épée contre une plume ; mauvais, détestable marché, que celui-là! Mais il est prêt à reprendre la première à temps opportun.

GENÈVE,

CH. GRUAZ, IMPRIMEUR-ÉDITEUR,

Grand Mézel, 254.

1851

AVANT-PROPOS.

Quoique la préface d'un livre se lise rarement, à coup sûr elle peut servir à faire juger du but et de la valeur du livre.

C'est Pie IX qui a donné le branle aux mouvements de la péninsule italique. Dès son élection au siége de Saint-Pierre en 1846, son autorité temporelle nuisait à son autorité spirituelle ; il était démontré que l'une était opposée à l'autre ; pour l'autorité temporelle, on en faisait toujours le même mauvais usage dans les États Romains. Il est désormais prouvé jusqu'à l'évidence que le gouvernement des prêtres ne saurait bien gouverner l'État, et qu'il est devenu impossible ; le temps en fera raison. Le gouvernement temporel d'un pontife fait plus de tort au régime monarchique que les gouvernements républicains n'en feront jamais.

C'est le roi Ferdinand de Naples qui a retardé

pour l'Italie l'heure de l'indépendance, qui était, pour ainsi dire, assurée en 1848. Il a rappelé son armée et sa flotte au moment décisif. Avec ses six mille mercenaires suisses, qui font tête de colonne, il tient en échec son armée, c'est-à-dire près de 100,000 hommes, ainsi que tout son peuple.

L'Autriche était alors à deux doigts de sa perte; cette puissance, ennemie jurée des nationalités, tient sous le joug une dixaine de nations, et combat l'une par l'autre avec un bonheur inoui.

Que les gouvernements sages posent la nouvelle base de la réforme sociale, qu'ils embrassent franchement la voie du progrès, et ils reculeront le communisme, plutôt qu'ils ne l'appelleront, comme les réactionnaires et les rétrogrades le prétendent, pour faire peur aux princes et aux propriétaires.

Les Italiens ont commis la faute d'avoir entrepris deux choses *à la fois: l'indépendance* du pays, et la *forme* du gouvernement : *l'Italia fece un doppio fiasco*. Il fallait réunir toutes les forces dans le seul but de chasser les étrangers du sol de la patrie; au lieu de cela, les républicains ont paralysé les efforts du parti monarchique constitutionnel, ce qui a perdu l'Italie en rompant l'union des peuples et des gouvernements. Le

Piémont, en conservant sa constitution, pourrait être un jour l'ancre de salut de la nationalité italienne ; mais la conservera-t-il intacte? J'en doute ; elle gêne les rois dans leur vaste plan d'oppression et d'asservissement.

Unité des peuples contre l'unité des rois : sans cette solidarité des peuples, les rois auront encore une fois raison, et le sang coulera encore par torrents pour soutenir une quarantaine de familles princières. L'heure solennelle s'approche à pas de géant, et la bataille décisive entre les deux principes est plus près qu'on ne le pense. Si des coups d'état n'avancent pas ce moment, cela sera probablement l'année 1852.

Du congrès en miniature de Berlin et de Dresde, pas un de ces petits princes ne se sauvera de l'*impasse* de *Calypso*, sans avoir perdu une grande partie de sa dignité *héréditaire*. Mecklenbourg, Oldenbourg, Baden, Hesse, Reusse, etc., se dépêcheront de signer leur arrêt de mort politique. En même temps, l'Autriche tient des conférences à Francfort-sur-Mein ; elle y a appelé des délégués des États allemands. C'est bien pitoyable de voir se débattre ces petits princes à moitié morts, se jeter des bras de l'un dans les bras de l'autre ; les petits gouver-

nements sont à l'enchère; quand l'heure solennelle sonnera, on fera un partage de l'Allemagne, comme on en a fait un de la Pologne. C'est de Nicolas, à Varsovie, que les rois attendent l'ordre et le signal du grand duel.

A la France on prépare de longue main une restauration légitime : c'est Henri V, avec le comte de Paris pour Dauphin, le premier étant *impuissant*. — Mais on n'aura pas de modération : le bonheur inattendu rendra fiers les ennemis éternels de la France; on lui prendra quelques provinces dans le nord et dans l'est, comme on en avait formé le projet en 1815, après les désastres de Waterloo.

Peut-être se présentera-t-il encore une fois l'occasion de l'année 1848 pour les peuples; qu'ils sachent en profiter mieux; sinon, leur salut sera reculé pour longtemps.

J'ai été témoin oculaire des évènements révolutionnaires et contre-révolutionnaires de l'Italie.

Ayant embrassé depuis longtemps la cause de l'humanité, je jugeai à propos d'offrir au magnanime roi Charles-Albert mes services et une vieille expérience de la guerre, acquise dans plus d'une bataille et plus d'une affaire. Malheureusement il

n'avait que le courage du soldat, et non le génie d'un général. Il eut le grand courage de déclarer la guerre à une puissance de premier ordre avec ses quatre millions et demi d'âmes; chose sublime! qui méritait la victoire.

J'ai reçu à mes lettres deux réponses de la part de ce roi guerrier : elles m'engagèrent à partir de Nancy le 10 octobre 1848, pour me rendre à Turin. A la fin du livre, on trouvera les différents documents.

Il n'y a qu'une cause à défendre, celle de l'indépendance de l'Italie, de l'Allemagne, de la Hongrie, de la Pologne, du monde civilisé en un mot. Je me suis donc adressé à peu près en même temps au gouvernement du grand-duc Léopold II de Toscane; le ministre de la guerre m'écrivait, au mois de septembre 1848, qu'il leur fallait un *général en chef;* j'ai accepté ce poste sans hésitation, toutefois à condition de passer un examen tant en stratégie qu'en tactique, sachant que l'Italie produit plus de moines que de généraux.

J'étais sûr de mon fait; j'ai servi dans toutes les armes; j'ai assisté, dès l'année 1805, à toutes les campagnes de l'Empire, jusqu'à sa malheureuse fin; j'ai étudié depuis plus de quarante ans l'art de la

guerre. Mon école a été celle du plus grand capitaine des temps modernes, de l'homme politique le plus profond, qui a été seul l'artisan de sa gloire. Il a passé sans interruption par la hiérarchie militaire, et de simple sous-lieutenant il est devenu empereur. Je pouvais donc me croire assez d'expérience de la guerre pour commander avec honneur et succès le corps d'armée de Toscane, fort de 17,000 hommes, tant de troupes de ligne que de volontaires, réunis dans deux camps, l'un à Pistoia, et l'autre en avant de Pontremoli dans les Appennins.

En 1811, j'ai été major de la place de Danzick, forteresse de premier ordre, sous les ordres du général comte Rapp, gouverneur. A ma demande, j'ai été employé dans l'état-major du général de division comte Morand, commandant la première division du premier corps (Davoust), avec laquelle j'ai fait la campagne de Russie. Dans le courant de la campagne, j'ai été nommé chef d'état-major de la division, en remplacement du général Delort de Gléon.

J'ai été assez heureux pour être toujours employé aux coups vigoureux. A la bataille de Smolensk, j'ai conduit les cinq bataillons du 13e léger

(général d'Alton) et les cinq bataillons du 17e de ligne (général Gratien), pour enlever le faubourg du centre de Smolensk, ce qui nous réussit parfaitement.

A la bataille de la Moscowa, c'est encore moi qui ai conduit les cinq bataillons du 30e de ligne (général Bonami), pour prendre par assaut la grande redoute du centre de la position ennemie; ce qui réussit encore, bien qu'il fallût ensuite l'abandonner.

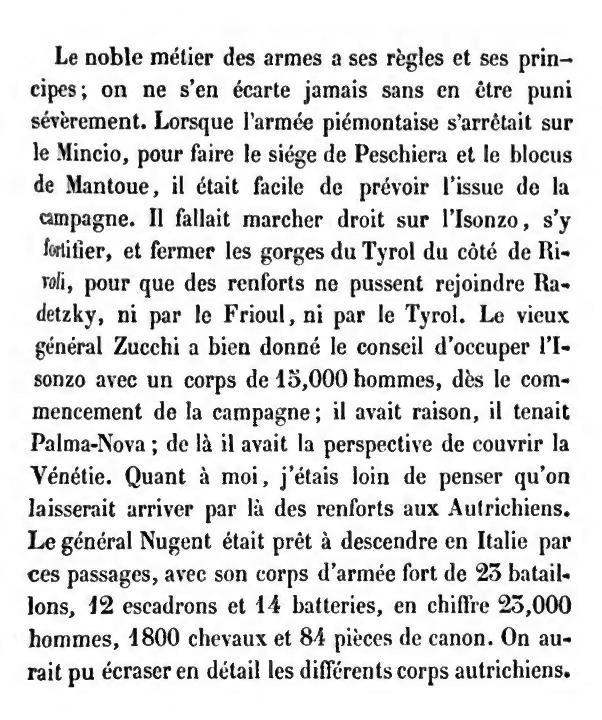
Je donne un aperçu sur les deux années révolutionnaires de 1848 et 1849 en Europe, alors que les peuples se débattaient contre des maîtres imposés, pour établir leurs nationalités respectives, et pour se débarrasser de leurs *bergers*. Les peuples, qu'on a parqués comme des moutons, sont assez mûrs pour savoir choisir eux-mêmes leurs bergers, pour atteindre enfin le but de se constituer en grande famille, d'après leurs besoins et d'après leur degré de civilisation.

La révolution arrive à grands pas! Elle arrive par le suffrage universel, par le droit chemin. Soyons prêts! Heureux les rois et les principicules de l'Allemagne et de l'Italie, qui comprennent la tendance de ce temps! Qu'ils se mettent résolument

et de bonne foi à la tête de ce mouvement sublime, qui, quoique dans le cœur de toutes les nations, ne se traduit pas encore dans les faits. Ils sauveront *peut-être* ainsi pour quelque temps encore la forme monarchique en Europe, jusqu'à ce que ce régime tombe de lui-même.....

CAMPAGNES D'ITALIE

DE 1848.



Le noble métier des armes a ses règles et ses principes ; on ne s'en écarte jamais sans en être puni sévèrement. Lorsque l'armée piémontaise s'arrêtait sur le Mincio, pour faire le siége de Peschiera et le blocus de Mantoue, il était facile de prévoir l'issue de la campagne. Il fallait marcher droit sur l'Isonzo, s'y fortifier, et fermer les gorges du Tyrol du côté de Rivoli, pour que des renforts ne pussent rejoindre Radetzky, ni par le Frioul, ni par le Tyrol. Le vieux général Zucchi a bien donné le conseil d'occuper l'Isonzo avec un corps de 15,000 hommes, dès le commencement de la campagne ; il avait raison, il tenait Palma-Nova ; de là il avait la perspective de couvrir la Vénétie. Quant à moi, j'étais loin de penser qu'on laisserait arriver par là des renforts aux Autrichiens. Le général Nugent était prêt à descendre en Italie par ces passages, avec son corps d'armée fort de 23 bataillons, 12 escadrons et 14 batteries, en chiffre 23,000 hommes, 1800 chevaux et 84 pièces de canon. On aurait pu écraser en détail les différents corps autrichiens.

Dans des guerres révolutionnaires, on n'a pas besoin d'être peureux pour la ligne d'opération; le pays était pour l'armée; la révolution aurait pu s'étendre sur toute l'Italie. Italiens, vous auriez pu éviter les revers de Vicence, qui vous faisaient grand tort, et vous ôtaient peu à peu l'appui de la Toscane et de Rome, peut-être même celui de Naples !

Si dans toutes les guerres une sage économie du temps, de la rapidité dans les opérations, font beaucoup, elles font tout, pour ainsi dire, dans des guerres de révolution. On avait tout-à-fait oublié le grand maître : lui savait si bien profiter de son temps, qu'il devait une partie de ses grandes victoires à la précision avec laquelle il l'employait, à l'audace avec laquelle il savait tirer parti de ses victoires, en poussant à outrance en avant, et poursuivant sans relâche l'ennemi battu. Il ne suivait pas l'ennemi seulement à la queue : il l'obsédait sur les flancs, il l'attaquait de plusieurs côtés à la fois. L'armée piémontaise, qui a débuté par remporter des victoires, ne savait pas en profiter du tout; elle paraissait se mouvoir sans le secours des plus simples éléments de l'art militaire.

La guerre de 1848 était une guerre d'invasion proprement dite, pour ainsi dire forcée par la révolution triomphante de Milan.

Cette guerre, qui s'ouvrait guerre nationale italique, car le Pape, la Toscane, les duchés de Parme, de Modène, de Naples, y prenaient plus ou moins part, cette guerre commençait sous des auspices favorables pour la cause sacrée de l'indépendance de ce beau pays; mais

l'héroïque roi Charles-Albert paraissait n'avoir adopté aucun plan ; on ne consultait ni la stratégie, ni l'histoire des guerres du grand capitaine ; on n'employait pas même la bonne tactique.

Je n'admets pas que chaque roi doive commander en personne l'armée du pays ; combien de rois ont eu le talent de bons généraux ? Très-peu ; l'histoire les connaît. La grande bravoure d'un roi sans le talent du général est plus nuisible qu'utile, sans parler d'autres inconvénients. Le magnanime Charles-Albert ne savait *pas non* plus choisir son monde; il lui fallait un chef d'état-major avec de vastes connaissances, d'autant plus que la nature les avait refusées à ce roi guerrier. M. le général comte Salasco a convenu lui-même qu'il n'avait pas les connaissances nécessaires pour le poste le plus essentiel de l'armée. Ce poste exige même plus de connaissances que celui de général en chef. Je sais parfaitement bien que les Berthier, les Gneisenau, les Scharnhorst, les Hess, sont rares : raison de plus de choisir entre ce qu'on trouve de mieux pour ce poste éminent, qui exige un officier savant et d'une grande activité. Je comprends bien que dans cette guerre d'invasion , pour établir la liberté, l'unité et l'indépendance de l'étranger, il fallait, pour faire une telle guerre, un chef d'armée en même temps qu'un homme politique et militaire, un homme qui eût en vue non pas seulement les opérations de la troupe, mais encore les intérêts communs d'un pays trop peu uni par le lien d'une fédération. La plus grande partie des coalitions échouèrent, ou luttèrent avec peine, dès qu'on en vint à négli-

ger leurs intérêts. Or, on peut dire avec raison que le roi avait plus à cœur la réunion de la Lombardie avec son royaume que l'indépendance de l'Italie entière ; et encore négligeait-il ses alliés, faute politique des plus grandes ; cependant le plus petit allié même n'est pas à dédaigner. Charles-Albert, grenadier du Trocadero, et qui avait fait l'expédition du duc d'Angoulême en 1823 en Espagne, aurait dû se rappeler que telle expédition, enhardie par le bon accueil des populations, était une opération plus politique que militaire, et qu'il s'agissait de la mener rapidement à sa solution. Loin de s'amuser à prendre des places fortes, l'armée française agit conformément au principe d'une telle guerre : après avoir poussé vivement jusqu'à l'Èbre, elle se divisa alors seulement, pour détruire ce que l'ennemi pouvait appeler le gros de ses forces. Elle ne fit cette diversion que parce qu'elle se savait secondée par la majorité du peuple ; elle pouvait donc se diviser sans danger. La théorie condamne la division des masses, en thèse générale, et avec raison ; mais j'admets des exceptions pour les guerres de révolution. La conduite du chef de l'armée piémontaise a donc démontré, dès le commencement, qu'il s'est passé des enseignements de l'histoire militaire.

Si la connaissance de la stratégie et de la tactique est de rigueur pour un général en chef, il lui faut encore quelque chose de plus essentiel : c'est un grand caractère, une grandeur d'âme à toute épreuve. C'est pour renseigner, et non pas pour jeter du blâme sur cette noble victime d'une des plus belles causes ; c'est

pour dire la vérité, c'est en vue de l'avenir de ce peuple, qui s'agite sur le beau sol de l'Italie; c'est, en un mot, pour continuer l'histoire fidèle de la liberté des peuples, qu'il faudra que les contemporains fassent les enquêtes les plus minutieuses pour découvrir tous les fils de ce drame malheureux, dont une nation de 24 millions souffre, et par suite duquel elle se voit menacée dans son existence et dépouillée de son indépendance.

Si le roi Charles-Albert avait eu seulement un peu de génie militaire, il n'aurait pas gardé le mauvais système de recrutement usité en Piémont. Si nous trouvons dans cette armée, malgrésa mauvaise organisation, des corps comme le génie, l'artillerie et les bersaglieri, qui ont supérieurement bien rempli leurs devoirs, on le doit à leurs chefs distingués. Toutefois, Charles-Albert conservera dans l'histoire une belle page; la fortune l'avait beaucoup protégé, mais la nature ne l'a pas assez favorisé pour sa haute mission. L'idée magnanime d'affranchir l'Italie, en faisant reconnaître et respecter sa nationalité, lui fera pardonner ses erreurs et ses défauts; c'est à son manque d'énergie au moment décisif, qu'on attribuera la cause majeure des revers de cette déplorable campagne. Il avait trop de foi en son astre, il était fataliste; ses qualités chevaleresques, qui devaient contribuer à sa grandeur, l'ont plutôt perdu dans le temps qui court. Il aspirait beaucoup à la popularité, sans en avoir les qualités morales et physiques; sa taciturnité, son œil impassible, sa longue taille et sa figure pâle et amaigrie n'avaient rien d'entraînant pour enflammer les masses. Le roi avait

la manie d'appeler souvent des conseils de guerre, où les intrigues avaient quelquefois le dessus : on voulait plaire au roi, on se rangeait de son côté, et la raison a eu ordinairement le dessous. Les conseils de guerre ne valent pas grand'chose. C'est l'instruction qui manquait partout. Le général Bava disait que l'armée manquait des premiers éléments de l'art de combattre, sans parler de sa mauvaise formation. Le système en temps de paix d'avoir beaucoup de garnison d'un simple régiment ne vaut rien pour l'instruction; il faudrait, au moins, une brigade dans une garnison pour les évolutions de guerre et pour l'esprit de corps. Ce qui est encore à refaire, c'est la discipline, qui est la première chose pour une armée, car après elle marche la bravoure. Si même le réglement en est bon, cela ne suffit pas dès qu'on en néglige la rude application. La discipline était dans la cavalerie et dans l'artillerie, mais elle manquait totalement à l'infanterie, à l'arme principale. On a vu des actes déshonorants pour une brave armée, surtout dans la seconde campagne et dans le Piémont même, parce que dans cette courte et malencontreuse campagne la discipline n'existait plus.

Quant à la manière de récompenser les faits d'armes dans l'armée piémontaise, elle est aussi imparfaite que tout le reste. On basait les récompenses sur l'ancienneté; ce système ne vaut rien du tout en temps de guerre. On distribuait une médaille en argent aux officiers, sous-officiers et soldats, à laquelle est attachée une pension de 100 fr.; cette pension est bien pour les sous-officiers et soldats, mais pour les officiers c'est

bien mince. Au reste, il faudrait donner des ordres militaires aux officiers comme on fait dans toutes les armées. Quant à moi, je les adopterais même pour les soldats; Napoléon a fait des miracles avec la Légion d'Honneur, que le soldat porte comme le général.

L'armement de l'armée piémontaise est, en général, bien. Le fusil à percussion est bon, la carabine des bersaglieri est une très-bonne arme, le matériel de l'artillerie ne laisse rien à désirer, et les lances de la cavalerie sont parfaites. Il me semble que cette armée devrait avoir au moins un régiment de cavalerie légère (hussards ou chevau-légers). Les fusées à la congrève ne furent pas employées dans l'armée, quoiqu'elles produisent beaucoup de mal à une armée battant en retraite. J'ai encore cette remarque à faire, que les gibernes de l'infanterie sont trop petites et mal couvertes, de sorte que les cartouches sont facilement mouillées et gâtées en temps de pluie. Les schakos ne sont pas commodes pour le soldat. L'armée n'a pas de tentes, c'est une privation; toutefois, on s'en passait dans les guerres modernes de Napoléon. L'état-major piémontais ne valait absolument rien. Il n'avait même pas de cartes militaires; tous ses moyens de renseignements se réduisaient à quelques cartes de poste; c'est honteux ! On avait pourtant l'occasion de se fournir de tout très-facilement, grâce aux communications très-faciles qui existaient depuis fort longtemps entre l'Autriche et le Piémont. Les Autrichiens ont, en fait de cartes militaires, tout ce qu'il y a de mieux, et on peut dire, à juste titre, que les Autrichiens connaissent

mieux l'Italie que les Italiens ne connaissent leur patrie. Un corps de guides n'existait pas non plus dans l'armée piémontaise; cependant il est de première utilité à l'état-major; avec un corps de guides, on n'est pas obligé d'enlever aux régiments leurs meilleurs cavaliers. L'expérience l'a démontré, et c'est pourquoi la France l'a formé il y a quelque temps.

Les inconvénients sont graves de ne pas avoir un bon état-major, car c'est par son état-major que souvent le chef s'éclaire, et que toujours il transmet ses ordres.

Ce qui était la partie la plus mauvaise dans l'organisation de l'armée sarde, c'étaient l'intendance, l'approvisionnement et les hôpitaux. Ce mauvais système a manqué de laisser mourir de faim une armée dans la Lombardie, le pays le plus fertile du monde. Le gouvernement provisoire de Milan fournissait *en abondance* des munitions de bouche de toutes qualités; par conséquent, ce n'était pas par le mauvais vouloir des Lombards que l'armée, au milieu de l'abondance, n'avait très-souvent pas de pain. Si c'est bien essentiel pour toute armée d'avoir non pas seulement sur toutes les lignes d'opération de grands magasins de vivres et de fourrages, il faut encore une grande régularité et de grandes précautions dans l'expédition des convois, et beaucoup d'ordre dans la distribution des vivres aux différents corps. Il faudrait donc, en temps de paix, travailler à un bon réglement sur ce service des plus importants; il ne faudrait y employer que des hommes de grand talent administratif, d'une probité à toute

épreuve ; car non-seulement le bien-être du soldat dépend absolument de telles précautions, mais encore l'issue de la campagne.

En France, en Belgique, et dans tous les pays où l'on est avare de la vie du soldat, on prend pour l'armée ce qu'il y a de mieux en médecins et chirurgiens; mais, dans les régiments piémontais, on plaçait des barbiers, pourvu qu'ils pussent saigner, et l'on n'avait égard pour motiver la préférence qu'à l'ancienneté du service: ainsi le plus vieux barbier pouvait obtenir le plus haut grade dans cet emploi si important. Il faut de plus soumettre absolument le corps médical aux ordres militaires, pour que les ambulances ne soient jamais trop éloignées du champ de bataille.

Bien qu'il soit démontré que la préférence accordée par système au service le plus ancien soit souvent pernicieuse, cependant on n'en suit pas moins partout cette routine en Piémont.

Le peuple piémontais a l'esprit militaire : la nature du soldat suppléait à ce que les plans avaient de vicieux, tant que son moral n'eut pas été ébranlé, et tant que l'enthousiasme exista pour cette guerre. L'intrépidité du roi et des princes soutenait merveilleusement cet esprit pendant la première campagne. Ce qui faisait grand tort à ce bon esprit du soldat, c'est que les officiers et d'autres se permettaient de critiquer leurs chefs dans les endroits publics, dans les cafés et devant leurs soldats sans la moindre retenue. Les soldats pouvaient entendre à chaque instant qu'on traitait de sot et d'imbécille le supérieur le plus élevé dans la hiérar-

chie militaire. C'est là un grand défaut dans une armée, que tout le monde prétende se poser en raisonneur et ne réussisse à faire que le bavard, puisque la connaissance des causes et l'instruction suffisante manquent à ces sortes de censeurs. On voit donc que ces esprits raisonneurs ne font que nuire à la bonne tenue du soldat. Je signalerai encore un autre inconvénient qui résulte, pour la discipline, de ce qu'une partie des officiers se lient entre eux, mais pour se tenir trop à l'écart du soldat, tandis que l'autre partie, au contraire, qui est montée en grade en passant par les rangs inférieurs, se familiarise trop avec les sous-officiers et soldats. Ces deux manières ne valent rien. Il ne faut les approcher ni trop, ni trop peu, et toujours leur imposer par sa supériorité de savoir, gagner leur confiance et leur amour. Car, dans des temps extraordinaires, le plus haut grade même ne suffit pas, si les autres qualités font défaut. On comprendra donc qu'une armée si mal organisée, mal instruite, peu disciplinée, bavarde, ne pouvait passer que pour une armée fort médiocre, conduite par un roi mauvais capitaine, et dirigée par un état-major qui à peine en méritait le nom. L'esprit militaire et de corps doit être nourri religieusement, préparé de longue main, inspiré et augmenté par l'habileté du chef. Toute exaltation morale, produite par une opinion politique ou religieuse, n'est que d'un effet plus ou moins passager. L'amour de la patrie, soutenu et réveillé à temps, fera des merveilles. L'histoire de tous les temps nous le démontre. Sans l'esprit militaire, l'armée n'aura pas de fermeté dans les revers,

ne saura battre en retraite sans se débander; l'art de battre en retraite sans se laisser entamer est plus beau, plus important et plus grand que de marcher hardiment sur l'ennemi et de remporter la victoire sur lui; il ne faut que du courage pour enlever une position, il faut de l'héroïsme pour une belle retraite.

La retraite de Moreau, en 1796, et celle de Macdonald, de Naples, méritent d'être étudiées à fond par tous les militaires. Une belle retraite devrait être récompensée au moins comme la plus belle victoire.

Le soldat piémontais a de commun avec le soldat français l'ardeur pour l'attaque; mais faire des mouvements rétrogrades avec ordre et fermeté comme sur la place de l'exercice, cela n'est pas son fort. D'ailleurs, il ne faut pas laisser chômer le soldat dans les garnisons, il faut qu'il fasse des promenades militaires, de grandes manœuvres; il faut, en un mot, le tenir en haleine sans toutefois le fatiguer sans but et le dégoûter par des choses minimes. C'est encore une faute énorme d'une armée, qu'on entretienne chez elle trop de mépris pour ses adversaires; l'armée sarde poussait trop loin cette faute, ainsi que tous les Italiens. A la première résistance solide, le 6 mai, à Ste-Lucie, et aux revers de juillet, l'armée sarde a pu reconnaître son tort à cet égard envers les Autrichiens.

Enfin, il faut récompenser la valeur, punir la faiblesse et flétrir la lâcheté. On a récompensé la première, mais quelquefois, par une fausse honte, on a encore davantage relâché la discipline, parce qu'on ne savait ou on n'osait punir la faiblesse.

Le 6 mai, un régiment piémontais se lançait sur une route exposée à la mitraille de St-Massimo; il ne tint pas, et plus de 300 hommes manquèrent plusieurs jours à l'appel. Aucun de ces déserteurs devant l'ennemi ne fut puni d'après les ordres existants, qui exigent la mort sans phrase; il fallait les décimer au moins. D'un autre côté, il faut bien convenir qu'on a bien mal dirigé ce régiment. Les suites fâcheuses de cette faiblesse inouie se faisaient sentir dès le commencement de la seconde campagne. L'armée sarde a aussi le défaut des autres armées du midi, qui ont une imagination vive; elles sont plus sujettes à des déroutes, à des terreurs même ridicules. En voici un autre exemple: Après les premiers revers, deux régiments, des plus braves, avaient enlevé Somma-Campagna à la course et fait 1250 prisonniers à la division Simbschen; ils furent pris deux jours après d'une terreur panique, et se sauvèrent en désordre devant un escadron autrichien. Une des raisons est encore que dans l'armée sarde on n'instruisait pas le soldat à faire usage de la baïonnette; le soldat ne connaissant pas assez la force de son arme, cela seul peut ôter la confiance au fantassin contre le cavalier, quoique le premier soit plus fort, s'il sait se servir de son arme, que le dernier. Dans toutes les armées, on a établi une école pour apprendre à se servir de la baïonnette d'après des règles offensives et défensives contre la cavalerie, parce qu'il arrive quelquefois que l'infanterie marche à la baïonnette contre la cavalerie. Dans la campagne de 1814, j'exécutais moi-même, à la tête de mon infanterie, une telle attaque

contre la cavalerie ennemie, et avec un plein succès.

Il est incontestable qu'à une armée si défectueuse tant moralement que physiquement, il est et sera toujours très-difficile de faire la guerre avec succès. Un génie à la tête d'une armée ainsi composée aurait seul pu parer en partie aux revers; d'ailleurs, les fautes politiques neutralisaient entièrement les avantages qu'on aurait pu tirer des alliés et de leur population. La diplomatie italienne était aveuglée, comme les masses, par les illusions, propres à des peuples qui se trouvent libres sans avoir été préparés à la liberté.

Radetzky, général en chef de l'armée autrichienne, a fait toutes les campagnes contre Napoléon. A Marengo, il était déjà colonel d'état-major ; c'est lui qui a fait le plan de la bataille de Leipsig; il était chef d'état-major du feld-maréchal prince Schwarzenberg. On hisse ce maréchal avec ses 84 ans à cheval, et il s'y tient toute une journée.

Ce vieux soldat, instruit à la grande école des guerres, avait bien amélioré son armée; il savait y infiltrer un esprit de corps et une bonne discipline ; tous ses soins étaient pour son armée, dans laquelle il voyait le salut de l'Empire. On peut soutenir avec raison qu'il a rendu des services peut-être plus grands par sa prévoyance, par l'exemple de sa prudence, par la manière d'agir sur l'armée, que par sa conduite et ses manœuvres dans cette guerre.

L'armée sarde avait en face une armée supérieure sous beaucoup de rapports ; les premiers succès des Piémontais sont une preuve qu'un jour, quand on aura

donné de meilleures institutions à cette armée, elle prendra sa revanche.

Les guerres doivent être faites méthodiquement et conformément aux principes de l'art de la guerre. Napoléon disait : Cet art est composé de trois parties : la stratégie, la tactique et la logique.

L'armée sarde entrait en campagne le 23 mars 1848 avec cinq divisions d'infanterie, environ 40,000 hommes, avec près de 4,000 chevaux et 120 pièces de canon, les différents corps volontaires non compris.

Le 25 mai 1848, l'armée comptait de plus un renfort de près de 20,000 hommes, compris les volontaires de Parme et de Modène, mais non compris 7,000 hommes de troupes de la Toscane.

Cette guerre d'invasion avait le but de chasser les Autrichiens du sol de l'Italie, et de soutenir les mouvements révolutionnaires du peuple. Milan a donné le signal, et après quatre glorieuses journées, les Autrichiens furent obligés de battre en retraite et d'évacuer Milan le 23 mars.

D'après la règle des grandes guerres modernes, il ne fallait pas attaquer l'imposant échiquier des quatre forteresses de Vérone, Mantoue, Peschiera et Legnago. Il restait donc l'autre alternative d'observer seulement ces places en attendant, et de marcher droit sur la communication de l'ennemi et de la lui couper, c'est-à-dire de marcher sur l'Isonzo et de s'y fortifier d'une part, et de l'autre part, d'occuper les vallées du Tyrol en même temps, pour barrer le chemin aux renforts autrichiens, qui ne pouvaient déboucher que par le Frioul ou le

Tyrol. C'est pour n'avoir pas pris ce double front d'opération, que les Italiens ont tout compromis. J'exposerai pourquoi l'Isonzo et le Tyrol étaient les points stratégiques sur lesquels il fallait se diriger à marches forcées, car de la célérité dépend tout dans les guerres révolutionnaires.

Mais l'armée sarde partait sans plan arrêté, sans préparatifs, sans parc de siége, sans point objectif, c'est-à-dire sans direction, pour ainsi dire. (Lisez la brochure du général Bava, et vous verrez qu'on marchait au hasard.) Le bonheur protégeait l'armée, qui, en occupant tout d'un coup les lignes de l'Oglio, de l'Adda, avec Pizzighettone, Lodi, Crémone et Plaisance, s'assurait la ligne défensive du Pô; elle prenait le Mincio pour sa ligne d'opération, mais elle négligeait tout-à-fait la ligne de défense sur ses derrières, bien qu'il eût été très-facile d'y pourvoir, le pays se montrant favorable aux patriotes et à soutenir la guerre avec eux; mais on ne faisait rien du tout (*far niente italiano*). Dès les premiers revers on ne put garder ces lignes, et il fallut bien se sauver à toutes jambes pour gagner le Tessin, faute nouvelle d'avoir dirigé la retraite sur Milan.

Le rayon d'opération des Piémontais était entre le Mincio et l'Adige, position qu'ils quittaient après avoir échoué dans leur dessein de livrer bataille entre Vérone et Mantoue, plan hasardé et d'une exécution peu probable, parce que Radetzky était trop bon général d'abord pour faire ce que l'ennemi désirait, et cela, avant l'arrivée de ses renforts.

Examinons le point stratégique et les inconvénients tactiques des Piémontais.

D'après l'objet qu'on a choisi, il faut diriger ses mouvements en grand, selon la stratégie et la tactique.

D'une part, il faut présenter des fronts d'opération ; de l'autre, des lignes de défense.

Le choix des lignes d'opération converge vers le point objectif.

Les magasins sont échelonnés selon les marches de l'armée.

Les forteresses regardées comme refuge d'une armée, place d'armes, place d'attente pour prendre à temps opportun l'offensive.

Les camps retranchés et les têtes de pont.

Nous examinerons donc toutes ces parties dont la stratégie est composée, et de la manière qu'il fallait l'employer pour soutenir les alliés et l'insurrection générale, qui embrassait le Lombard-Vénitien en entier.

Le Vénitien était libre le 1er avril; seulement Vérone, Mantoue et les rayons étaient encore occupés par l'ennemi, ce qui assurait encore les communications du Tyrol par la vallée de l'Adige.

Palmanova et Osopo, forteresses qui jouèrent un rôle dans les guerres de la haute Italie, formaient deux points stratégiques, qui pouvaient servir de point d'appui à un corps pour défendre la frontière du côté du Frioul, car Osopo domine la route de la vallée du Tagliamento, et Palmanova défend l'entrée du Frioul par la grande route de Gorice.

Venise était tombée aux mains des Italiens par capi-

tulation, car les flottes réunies de la Sardaigne et de Naples étaient assurées de la mer Adriatique et pouvaient appuyer la base d'opération du Pô et assurer Venise comme point stratégique d'une grande importance. La belle ligne du Pô était, pour ainsi dire, gagnée, à l'exception de la citadelle de Ferrare, qui ne pouvait faire de mal ; on aurait même pu l'enlever assez facilement. Dès l'ouverture de la campagne, l'armée italienne était maîtresse du pays entier, Radetzky s'étant renfermé avec toute son armée : 57,000 hommes d'infanterie, 5,400 de cavalerie et 108 pièces de canon attelées, dans ces quatre forteresses ; il s'y tenait sur la défensive, par suite des revers imprévus et vu son infériorité numérique (croyant toutes les populations en armes). Il fallait donc, comme je l'ai dit plus haut, opérer sur double base en occupant les montagnes du Tyrol et les vallées du haut Frioul. En faisant la guerre dans les montagnes, l'armée sarde avait deux grands avantages : elle faisait une guerre offensive dans un pays ami, et l'insurrection, facile à étouffer dans les plaines, pouvait résister plus longtemps dans les montagnes. Le passage du Cador, dans la vallée de la Piave, était fortement occupé par les braves montagnards de ces contrées ; il s'agissait donc de s'établir sur les derrières des communications de l'ennemi, qui était cerné de tous les côtés, et, pour ainsi dire, bloqué dans l'échiquier de ses forteresses ; mais cette opération si importante, et probablement décisive pour toute la campagne, exigeait une grande promptitude. Ce qui faisait le génie de Napoléon, d'aller droit au but, devait

être suivi comme principe de tactique militaire dans une guerre de peuples, où le succès eût été une garantie d'une insurrection plus étendue. Il me semble que ces conclusions sont de valeur pour tout le monde, et ne sauraient être considérées seulement comme pures spéculations sur l'art militaire.

Il faut tâcher de porter le gros de l'armée sur les points décisifs du théâtre de la guerre et, autant que possible, sur les communications de l'ennemi ; manœuvrer de manière à être supérieur en nombre, savoir diriger de plusieurs côtés des masses contre des fractions ennemies, et il faut savoir faire agir avec ensemble la masse de ses forces sur le point décisif, appelé clef de la position de l'ennemi. On a vu qu'on n'a point employé ces règles de guerre.

Les alliés du Piémont, les Duchés, mirent de suite en campagne 2,600 hommes, tant soldats que volontaires ; les Lombards-Vénitiens comptaient 12,000 hommes ; une réserve de 7,000 hommes rejoignit l'armée au mois de juillet ; la Toscane envoyait 5,000 hommes, les Etats du pape fournissaient 5,500 soldats, 700 chevaux et 8 pièces de canon, outre 8,000 volontaires. — L'armée napolitaine ne passa pas le Pô, sauf le brave général G. Pépé et le 10e régiment d'infanterie.

L'armée piémontaise marcha sur le Mincio sans brûler une amorce ; Radetzky avait évacué Montechiari, sans y attendre son ennemi.

GOITO, LE 8 AVRIL 1848.

La première affaire fut l'attaque des ponts de Goïto et de Mozambano (Borghetto, position très-forte). On put voir là le courage des troupes, et en même temps qu'on n'avait pas de plan arrêté.

RECONNAISSANCE VERS MANTOUE LE 19 AVRIL, ET ATTAQUE DE PESCHIERA LE 13 AVRIL.

Une reconnaissance vers Mantoue et l'attaque de Peschiera, forteresse régulière avec deux forts, Mandella sur la gauche et les lunettes Salvi, sur la droite du Mincio. En 1800, cette forteresse, sans ces forts, résista quelque temps à un siége des Français, commandé par Chasseloup, général du génie; il n'y entra qu'après l'armistice de Trévise, conclue entre les généraux Delmas et Bellegarde.

On perdait inutilement du temps sur la gauche du Mincio; Goïto était peu défendu ; les informations prises donnaient la certitude aux Piémontais que Radetzky avait concentré son armée à Vérone, tenant Pastrengo pour couvrir sa communication sur l'Adige. A la fin du mois d'avril, les Piémontais passaient en force le Mincio, et on bloqua Peschiera, devenu point objectif, mais on s'en éloigna en occupant Villafranca ; le quartier-général était à Somma-Campagna ; on fit une reconnaissance inutile vers Vérone, parce qu'on se faisait des illusions sur de prétendus soulèvements.

Le seul mouvement ayant un but raisonnable a été fait pour chasser les Autrichiens de Pastrengo, d'où ils se retirèrent à Rivoli ; les Piémontais firent à cette occasion 600 prisonniers; la gauche de l'Adige était désormais libre; c'était encore un moment pour pousser vigoureusement sur les communications de l'ennemi. Mais, au lieu de cela, on laissait l'armée sarde trois semaines dans une inaction complète, excepté le corps qui faisait le siége de Peschiera. L'armée sarde a donc embrassé la défensive contre le bon sens même. Napoléon disait : « Au commencement d'une campagne, il faut bien méditer si l'on doit s'avancer ou non ; mais, quand on a pris l'offensive, il faut la soutenir jusqu'à la dernière extrémité. »

La petite garnison de Peschiera ne pouvait guère détourner le gros de l'armée de son objet principal. En poussant vers les gorges du Tyrol, on aurait rempli le double but d'être sur les communications de l'ennemi et de protéger le siége de Peschiera.

Le duc de Gênes faisait ce siége; la place a capitulé le 29 mai; cette opération, qui a été bien conduite, fait honneur aux armes spéciales des Piémontais.

Pendant le temps perdu, ce qui est impardonnable, le corps de Nugent avait refoulé les insurgés à Venise et l'armée du pape à Vicence; mais, après avoir attaqué sans succès cette ville, il opérait sa jonction avec Radetzky le 25 mai. La plus grande faute qu'on ait commise a été de laisser seul Durando sur une communication de l'ennemi, dont les forces n'étaient que de 14,000 hommes; mais l'armée sarde n'avait pas une

communication directe avec ce corps qui se trouvait en l'air; le courrier avait besoin de huit jours, à cause du détour qu'il était obligé de faire par Ferrare.

Durando a fait ce qu'il a pu; il n'avait que 5,000 hommes de troupes de ligne, le reste volontaires. Ce corps était destiné pour la plus importante opération de cette guerre. Il ne permit au corps de Nugent, fort de 25,000 hommes et de 84 bouches à feu, que le 25 mai de se réunir à l'armée de Radetzky à Vérone. Ce corps se présentait le 16 avril; il l'a donc détourné de son but pendant cinq semaines. Les ordres du quartier-général défendaient à Durando de se porter à la rencontre de Nugent!

Après sa retraite sur Vérone, Radetzky s'y fortifia encore davantage; c'était donc le point auquel il tenait le plus. Les Piémontais observaient Mantoue de manière à laisser à Radetzky la communication parfaitement libre entre deux places qui lui servaient de centre d'opération. Une chose aurait dû ouvrir les yeux aux Piémontais: c'est que Radetzky, pendant les dernières semaines du siége de Peschiera, n'attaquait pas le corps qui faisait ce siége, qu'il attendait des renforts. Et, malgré cela, on n'osait pas se porter en avant; on était comme cloué; et cependant la possession de Venise, Palmanova, Osopo, la flotte dans l'Adriatique, les alliés dans le Vénitien, qui n'attendaient plus rien, sinon que l'armée leur donnât la main; tous ces avantages n'ont pu décider le roi à agir vigoureusement. Je le répète, cette inertie est la cause majeure des revers de l'armée piémontaise. Le maréchal Radetzky prit l'offensive, le 27 mai; deux jours après la réunion avec le corps de Nugent,

il sortait de Vérone en se dirigeant sur Mantoue. Il laissa le corps de Nugent à Vérone ; il amenait avec lui deux corps et une réserve, sous les ordres de Wratislaw, d'Aspre et Wocher, forte de 43,000 hommes d'infanterie (43 bataillons, 6,600 chevaux, 44 escadrons, avec 151 bouches à feu).

Le grand capitaine disait : « Le passage de l'ordre défensif à l'offensif est une des opérations les plus délicates de la guerre. » Certainement, l'ennemi qui sortait des places, n'éprouvait pas les difficultés d'une armée qui se trouve en rase campagne. Ce mouvement, qui n'était pas fait d'après les grandes règles de la guerre, aurait pu et dû être funeste aux Autrichiens ; mais toujours la même inertie à prendre un parti convenable, laissait l'ennemi se tirer de cette impasse sain et sauf. Radetzky savait parfaitement bien à qui il avait à faire ; cela seul l'excuse des mauvais mouvements qu'il a faits de temps en temps.

Le but de Radetzky était de faire reculer les Piémontais des environs de Vérone, de tourner leur base d'opération et leurs points fortifiés sur le Mincio, en rompant la ligne au point le plus faible, à l'extrême droite ; enfin d'attaquer les Piémontais, s'ils étaient inférieurs en nombre. En cas de revers, il avait sa retraite assurée. On donna l'ordre à la brigade Zobel d'attaquer Bardolino ; Zobel était, le 28 mai, à Rivoli. L'armée de Radetzky entra, le 28 mai à midi, à Mantoue. Le matin du 28, on savait au quartier-général du roi le mouvement de l'ennemi ; on négligeait d'avoir de bons espions ; sans cela, on aurait pu avoir des nouvelles de ce qui se

préparait à Vérone. C'était trop tard pour attaquer l'ennemi sur le flanc qu'il nous prêtait; mais on pouvait pénétrer ses plans, puisque le gros de l'armée de 50,000 hommes opérait du côté de Mantoue. Ces masses étaient donc destinées à attaquer la gauche des Piémontais. L'ennemi rencontra les troupes de la Toscane, le 29 mai, à Curtatone : on les avait laissées devant Mantoue.

Le maréchal attaqua, le 29 mai à 10 heures du matin, les 5,000 Toscans; il les chassa, leur fit 1080 prisonniers, et leur prit 5 bouches à feu. La perte des Autrichiens dans cette affaire fut de 35 officiers et 800 soldats, morts et blessés. Si le maréchal avait tourné ce petit corps, il pouvait l'anéantir très-facilement; la jeunesse se battait très-bien, mais leur position était vicieuse dès le commencement. Le 30 mai, vers 4 heures du soir, le maréchal trouva les Piémontais à Goïto; ils n'avaient en position tout au plus que 20,000 hommes, 1,400 chevaux, avec 36 bouches à feu; les Piémontais étaient si mal renseignés, que le roi partait à trois heures pour Volta, ne sachant absolument rien sur le dessein de l'ennemi. Vraiment on n'ose ajouter foi à une telle ineptie de ce roi guerrier. Radetzky prévoyait bien qu'il rencontrerait les Piémontais à Goïto; cela n'empêcha pas qu'il ne commit une grande faute stratégique : au lieu de marcher avec toute son armée vers Goïto, son point stratégique, il s'y présenta seulement avec son premier corps; il avait dirigé son deuxième corps à Ceresara, sans but, pour ainsi dire; sa réserve arriva fort tard sur le champ de bataille, pour soutenir le premier corps, qui attaqua les Piémontais tout seul.

Les forces qui donnaient étaient égales en nombre; le maréchal fut battu, et recula à la Sacca. S'il avait livré bataille avec son armée réunie, il aurait pu écraser les Piémontais. Pour ne pas convenir qu'il avait débuté en faisant une grande faute, le maréchal disait « que son deuxième corps avait fait une reconnaissance dans la plaine. » C'est une triste excuse pour un capitaine tel que Radetzky.

Son deuxième corps restait dans l'inaction, sur la droite des Piémontais. Peschiera s'est rendue le même jour. Si le maréchal avait suivi l'art de la guerre, il aurait donné ce jour avec toutes ses forces; il n'aurait pas seulement remporté une victoire signalée, il pouvait dicter la paix sur le champ de bataille; car il pouvait détruire l'armée piémontaise. Il ne manœuvrait pas alors à la Napoléon. Après tant de fautes, la fortune souriait encore ce jour au roi; le maréchal avait quitté son pivot d'opération ; on aurait pu et dû le couper et le renfermer dans la place de Mantoue; mais Charles-Albert n'était pas propre à frapper des coups pareils. Radetzky persista dans sa faute grave : il resta trois jours en avant de Mantoue; le 4 juin, il se trouvait sur la gauche du Mincio, sous Mantoue; le 6 seulement il passa l'Adige, et le 10 au matin il attaqua Vicence. Que faisait l'armée piémontaise, après avoir gagné cette bataille contre toute attente? Elle faisait moins que rien (*far niente italiano*); elle se croisait les bras, en s'étonnant! Le roi réunissait son armée à Goïto, et il débouchait seulement de là le 4, lorsqu'il eut connaissance de la retraite de l'ennemi; par une chaleur de 30 degrés,

il jugea à propos de pousser jusque sous Mantoue. Si on n'osait donc pas poursuivre l'ennemi avec toute l'armée et le mettre entre deux feux pour soutenir Durando, il fallait menacer la ligne d'opération de Vérone; on aurait peut-être détourné le maréchal de son plan sur Vicence, point extrêmement important sur la communication du Tyrol; mais il fallait se dépêcher et ne pas perdre inutilement son temps; on entendait une messe à Peschiera, pour remercier le Dieu des armées; on tenait des conseils de guerre, au lieu de faire des mouvements qui rappelleraient Radetzky vers Vérone; on choisissait, comme toujours, le plus mauvais parti, parce qu'on n'avait ni énergie, ni connaissance de l'art de la guerre. On fit la faute d'occuper Rivoli; le point saillant était Vicence; on employait pour ce mouvement toute l'armée contre la brigade de Zobel, et encore ne fallait-il pas attaquer de front cette brigade; il fallait la tourner, ce qu'on aurait pu exécuter très-facilement en passant par Garda, dans la nuit du 9, pour venir par le revers oriental du Monte Baldo, par Pra-Maledetti et Colonnei de Pesima, occuper Corana. Un seul homme l'a proposé, c'est ALPHONSE LA MARMORA, qui pensait aux marches des Français sur ce terrain. L'ennemi battait donc en retraite en plein jour, sans perte aucune, par le mont Magnon et la vallée de l'Adige. On avait prévenu Durando de la marche du maréchal; le roi lui donnait, le 7, l'ordre d'y tenir ferme. On pensait donc que 14,000 hommes pourraient résister à 50,000, dans une ville qui n'avait que quelques fortifications. Durando fut attaquée le 10; il résistait avec gloire; surtout les Suisses du Pape se

battaient à merveille; les volontaires suivirent leur exemple. Le 11 au matin, Vicence capitulait; Durando recevait pour condition de ne pas servir avec sa troupe pendant trois mois. Il repassa le Pô avec armes et bagages. C'était bien un résultat important pour Radetzky, qui avait hâte d'en finir. Cette journée lui livrait la terre ferme de Venise. La confiance de l'armée dans ses chefs commençait à disparaître dans beaucoup de corps: on réfléchissait aux conséquences d'un revers, qu'on prévoyait. Le malheur de deux corps alliés, qu'on avait abandonnés à leur sort à Curtatone et à Vicence, laissait à penser. On commençait à donner le nom de trahison à ce qui n'était que des erreurs et des fautes. Après l'affaire de Goïto, on n'était pas encore rassuré, et après l'arrivée dans Mantoue, on n'osait plus s'arrêter dans le triangle des places; on voulait menacer Vérone, protéger Vicence, protéger les plaines de la Lombardie. Celui qui veut couvrir tout, ne couvre rien.

On concentrait l'armée sarde à Calzoni seulement le 13 et le 14 juillet, sans en obtenir aucun résultat; l'armée rentra dans ses cantonnements.

Vers la fin du mois de mai, entra en ligne par le Frioul le corps de Welden, fort de 16 bataillons, 4 escadrons, avec 8 batteries. Sa première opération fut la prise de Palmanova, où commandait un vieux général de l'école de Napoléon (Zucchi); il était bloqué depuis le 15 du mois d'avril; il capitula le 24 juin. Trévise avait capitulé le 13 juin; le petit corps du général Ferrari fut refoulé du côté de Venise. Vers le milieu du mois de juillet, 12,000

hommes du corps de Welden renforcèrent l'armée du maréchal, et formèrent le quatième corps à Legnago, derrière l'Adige.

Après deux mois de fatigues, la position des Piémontais empirait de jour en jour. Les réserves arrivaient de la Lombardie; 12 bataillons manquaient de tout, et les germes de démoralisation s'y montraient de manière qu'ils étaient plutôt une charge qu'un soutien pour l'armée piémontaise. Enfin on finit par prendre une détermination, mais la plus funeste : on résolut de tenir la *ligne* de Rivoli à Mantoue, et de bloquer cette place.

La ligne du Mincio était la position naturelle des Piémontais. Après avoir fait tant de bévues, c'était une ligne défensive; Peschiera et la tête de pont de Goïto rendaient une certaine force à cette position : elle était à même d'arrêter quelques jours la marche de l'ennemi, parce qu'il ne pouvait nous attaquer de front sans trop d'inconvénients. On n'avait point de fortification sur le Mincio, on négligeait tout, et la retraite n'était nullement assurée vis-à-vis d'une armée qui, avec les renforts indiqués, était beaucoup plus forte que les Piémontais. Au reste, la ligne des Piémontais était beaucoup trop étendue, et on pouvait bien prévoir qu'elle serait enfoncée. Un camp à Castelnuovo, devant la ligne de défense, est indiqué par la nature; Napoléon avait fortifié ce point. Au lieu de cela, on fortifia le petit défilé d'Osteria del Bosco sur la route de Peschiera à Vérone, ce qui n'avait pas de but réel, si on ne tenait occupés Sona et Somma-Campagna, par où l'on marche à St.-Georges. Enfin, ce blocus de Mantoue avec le gros de l'armée était

dangereux, parce que, l'ennemi étant supérieur en nombre, on ne pouvait guère espérer de le chasser. Il me semble qu'on a encore commis une grande faute en se décidant au blocus de Mantoue, vu la position morale de l'armée.

Bonaparte à Mantoue, en 1796, donna un modèle d'opération ; mais cet exemple n'a pas servi aux Piémontais. L'armée marchait à grands pas vers sa démoralisation, en voyant tous ces tâtonnements qui ne pouvaient aboutir à rien du tout ; les soldats ont un certain instinct qui leur découvre la situation.

L'armée autrichienne se renforçait jusqu'à 132,000 hommes d'effectif (126 bataillons, 60 escadrons et 240 bouches à feu). Elle était concentrée sur la gauche de l'Adige, de Rivoli à Legnago ; son centre était à Vérone.

L'armée du roi ne comptait guère plus de 65,000 hommes.

Le général Bava prenait, le 19 juillet, Governolo ; par cette occupation, l'armée était maitresse des deux rives du Mincio.

Enfin le maréchal se décida à percer le centre des Piémontais, comme prévu, et de battre en détail l'armée ; l'occasion lui en a été donnée par la mauvaise position des Piémontais. Il disposait de 60,000 hommes pour ce mouvement ; il avait contre lui, sur ce point, 16,000 hommes. Le 22, le 3me corps autrichien attaqua Rivoli ; mais les Piémontais y tenaient ferme, et, après avoir reçu quelques renforts, ils repoussèrent l'ennemi ; ce ne fut que dans la nuit qu'ils évacuèrent Rivoli. Si l'ennemi avait

attaqué sur ce point avec toutes ses forces, en poussant jusque sous Peschiera, il aurait coupé le corps de Rivoli ; mais il fallait le faire dans la nuit du 22 au 23.

Le maréchal attaqua le 23 juillet 1848 avec environ 50,000 hommes la ligne de Ste.-Justine à Somma-Campagna, défendue par 10,500 Piémontais, entre Soppa, Ste.-Justine et Pastrengo. Il y avait 9,000 hommes, et à Somma-Campagna 1,500 hommes, dont la moitié était des troupes de Toscane; les Piémontais furent repoussés vers Castelnuovo et Valleggio; le 24 juillet, le maréchal avait la position ci-après : deux brigades vers Monzambano ; elles y passèrent le soir le Mincio ; une brigade à Montivento et Valleggio ; la brigade Klam se rapprocha de Valleggio en tenant les hauteurs, et la cavalerie se porta en avant de Valleggio. Le deuxième corps d'Aspre se trouvait à Castelnuovo, où il attendait le troisième corps Wocher avec la réserve ; il se dirigea vers Oliosi et Salionze. La brigade Simbschen suivit le 23, par Isola della Scala, et arriva le soir à Somma-Campagna. Ce qui est de première nécessité fut tout-à-fait négligé ; on ne connaissait même pas les règles élémentaires de l'art de la guerre ; on n'avait ni postes de cavalerie, ni signaux, ni rien du tout pour être averti de ce qui se passait chez l'ennemi, ce qui était si nécessaire, surtout pour les Piémontais, qui occupaient une ligne si étendue; les coups de canon de l'ennemi avertirent les Piémontais, comme toujours, qu'ils étaient attaqués. Le roi ordonna par hasard la concentration des troupes à Villefranche ; en vain voulait-on le persuader de se diriger sur Valleggio. On se

fourra donc dans la souricière de Villefranche, qui n'avait qu'une sortie, le pont de Goïto. La confusion du commandement fit beaucoup de tort; le roi mettait toute sa confiance dans le général Bava, homme intrépide, excellent soldat; mais cela ne suffit pas pour être bon général, et encore moins pour passer pour un génie de guerre, ce qui manquait à l'armée piémontaise.

Bava se trouvait encore du côté de Mantoue; le roi ne prit aucune décision avant son arrivée.

Le 24 juillet, dans la matinée, Bava arriva de Borghetto; il avait donné l'ordre de défendre le passage du Mincio et de le repasser à Valleggio; il donna en même temps l'ordre au corps de Sonnaz de se porter vers Salionze et Valleggio.

On se décidait donc à attaquer les Autrichiens sur toute la ligne. On avait trois brigades: les gardes de Piémont et Coni; la brigade d'Aoste restait devant Valleggio; une brigade de cavalerie surveillait la plaine au-dessous de Somma-Campagna.

Le combat de Somma-Campagna, le 24 juillet, fut hardi; il débuta par une attaque sur les flancs de l'ennemi, qui avait une belle position. Les brigades du deuxième corps autrichien marchaient à droite de Custoza; la brigade Simbschen, à l'avant-garde, fut promptement attaquée et culbutée vers Somma-Campagna et Custoza; un renfort de quelques compagnies d'infanterie, amené par François-Charles, ne pouvait pas réparer l'échec. Les Autrichiens perdirent 3 officiers et 200 hommes, tant morts que blessés; 33 officiers et 1600 soldats furent faits prisonniers. Le duc de Gênes,

avec la brigade de Piémont, deux batteries et deux escadrons, restèrent à Somma-Campagna. Le duc de Savoie, avec les gardes de Piémont et Coni, tenait Staffalo et Custoza ; la brigade d'Aoste et la cavalerie se trouvait en réserve près de Valleggio. Les Toscans, et deux bataillons de Pignerol, avec 16 bouches à feu, étaient à Villefranche.

Le général Bava dirigeait les mouvements de l'armée ; malheureusement, il n'eut aucune nouvelle du corps de Sonnaz, sinon très-tard à Villefranche ; mais il espérait que le deuxième corps pourrait opérer vigoureusement le 25 vers Valleggio, et empêcher le passage du Mincio.

Le succès de Somma-Campagna releva un peu le moral de l'armée, et on se décida à prendre l'offensive le lendemain, en attaquant Valleggio de deux côtés, afin d'avancer vers le Mincio.

Le maréchal ne prêtait pas le flanc, comme le roi le supposait. Il fit, le 25, ses dispositions, après avoir été informé, le 24 au soir, du revers de Simbschen. Il exécuta avec beaucoup de précision un changement de front sur sa gauche, avec toute l'armée, opération fort délicate, dont voici l'ordonnance : Le premier corps de la brigade Strassoldo se porta à Valleggio ; la brigade Wohlgemuth, deux bataillons à Monzambano et Borghetto, le reste à Valleggio ; la brigade Supplikatz, un bataillon à Monzambano et le reste à St.-Zeno ; la brigade Klam à St.-Zeno et Fornelli. Le deuxième corps, trois brigades et une de cavalerie à Somma-Campagna, et une brigade à St.-George ; un bataillon resta à Sa-

lionze pour couvrir le pont ; il dirigea toutes ses forces à St.-Rocco de Palazzuolo et Oliosi. Le troisième corps en réserve à Castelnuovo. Le général Haynau, laissé à Vérone, reçut l'ordre, le 24, d'expédier la brigade Perin sur Castelnuovo ; mais il avait été averti de l'affaire de Somma-Campagna ; il dirigea alors cette brigade de son propre mouvement sur ce point ; cette décision de Haynau a été très-avantageuse pour la journée du 25 juillet. La bataille de Custoza, le 25 juillet, commença par l'attaque de Somma-Campagna, où se trouvait la brigade de Piémont, deux batteries et deux escadrons. Elles furent attaquées par deux brigades Giulay, venant de St.-Georges, et par la brigade Perin, dans la plaine, soutenue par sa brigade de cavalerie ; ce fut alors que la chance tourna contre les Italiens. Le duc de Gênes se plaça sur la Berettara, la brigade Ziechtenstein l'y attaqua ; le duc tint ferme et ne se retira que vers la nuit sur Villefranche, sans éprouver de pertes. Le duc de Savoie se trouvait avec deux brigades à Custoza ; elles n'avaient point eu de distribution de vivres le 24, et il ne leur en fut fait que le matin du 25. Le duc voyait bien les mouvements de l'ennemi, mais il hésitait à quitter ses belles positions ; il y fut attaqué d'abord par la brigade Kerpan, et vers le soir par la brigade Schwartzenberg et par plusieurs autres bataillons. Le duc de Savoie tint ferme à son poste, et il ne battit en retraite que dans la nuit, en protégeant la retraite de l'aile gauche de l'armée.

Le roi avait attaqué très-mollement Valleggio ; il avait exposé sa troupe inutilement au feu de l'ennemi, car,

sans la coopération du deuxième corps, il ne pouvait guère tenter sérieusement de prendre de vive force Valleggio ; l'aile gauche fut donc obligée de battre également en retraite. Vers le soir, l'armée était réunie à Villefranche.

L'armée sarde fut donc repoussée, sans toutefois avoir éprouvé de grandes pertes; l'ennemi fit bien quelques centaines de prisonniers ; mais le moral de l'armée avait reçu son coup de grâce : elle se trouvait dans un état déplorable à Villefranche, encombrée de malades et de blessés ; en un mot, le désordre était complet.

Le général de Sonnaz, commandant le deuxième corps, informé que l'ennemi jetait un pont à Salionze, ne jugeait même pas à propos de faire cette reconnaissance importante en allant lui-même sur les lieux ; il restait tranquillement à Monzambano ; il se porta sur la rive du Mincio, lorsque le pont était établi ; il s'y conduisit sans énergie ; autrement il aurait pu encore empêcher le passage du fleuve à l'ennemi. Les fautes d'un côté ont leur contre-coup de l'autre. De Sonnaz laissa passer le fleuve à l'ennemi, qui perça ainsi notre véritable ligne de défense et coupa l'armée de Peschiera ; quelques bataillons de son corps furent alors refoulés vers Desenzano. Il se dirigea vers Volta ; le roi craignait pour la sûreté de Goïto, sa seule ancre de salut. Faute de direction et de commandement, on vit alors 15,000 hommes restés parfaitement inoccupés plusieurs jours de suite. Le maréchal réussit donc à couper l'armée de Peschiera, et à battre les deux corps, l'un après l'autre.

L'armée sarde, refoulée à Valleggio, n'avait que le seul pont de Goïto pour retraite; elle était obligée d'exécuter une marche de flanc dans la plaine, aux pieds des hauteurs occupées par l'ennemi. Si le maréchal avait su profiter de sa victoire, il se serait lancé la nuit dans la plaine, attaquant avec vigueur de ses belles positions; sa force numérique lui donnait presque la certitude de détruire une armée battue, inférieure en nombre et démoralisée; il aurait pu et dû jeter les Piémontais dans les marais de Mantoue ou dans le Mincio. Jamais l'armée autrichienne n'a su profiter de la victoire; sous ce rapport, toujours et partout elle est la même. On n'a qu'à penser à la bataille d'Essling en 1809 : l'archiduc Charles, un des plus grands capitaines des temps modernes, gagna cette bataille, parce que l'armée française se trouvait divisée en deux parties. Si donc les Autrichiens avaient détruit les ponts sur le Danube, s'ils avaient poursuivi en forces les Français à outrance, ceux-ci devaient être jetés dans le Danube; la bataille de Wagram, six semaines après, n'aurait pas eu lieu, et l'issue de la campagne était pour ainsi dire décidée.

L'armée sarde battit en retraite, sans être entamée par l'ennemi; elle se concentra à Goïto. On donna l'ordre aux brigades de Savoie et de la Reine de reprendre Volta, ce qui échoua.

Faute de vivres, la démoralisation de l'armée grandissait; il s'ensuivit désordre et terreur panique. La troupe n'avait plus de confiance dans ses chefs. Vu cette situation déplorable le 27 juillet, le roi envoya les gé-

néraux Bès et Rossi et le colonel Alphonse La Marmora en parlementaires à Radetzky, pour demander la ligne de l'Oglio; on lui offrit celle de l'Adda pour traiter de la paix, en quittant toutefois les duchés et le Lombard-Vénitien, et en évacuant les places de Rocca, d'Anfo, Osopo et Peschiera. Les Piémontais furent donc forcés à la défensive des lignes de l'Adda et du Pô; leur droite s'appuyait sur ce dernier fleuve. L'armée fut poussée sur l'Oglio à Crémone; là, on fit mine de vouloir résister; mais, mieux inspiré, on recula sur l'Adda ; à Pizzighettone, on n'avait rien préparé pour s'y défendre : on laissa le passage libre à l'ennemi, et l'on continua à battre en retraite, sans disputer les passages des rivières, sans qu'une forte arrière-garde ait jamais tenu l'ennemi en respect. On ne pouvait pas tenir de cette manière l'Adda; il fallait donc marcher vers le Pô, le vrai point de retraite. Mais on outrepassait toujours les règles classiques de la guerre; le roi marchait sur Milan, faute énorme! car Milan, dans toutes les guerres, est tombée dans les mains du vainqueur sans coup férir, et Milan n'est pas un point de valeur ni un point stratégique. La confusion était partout: ordres, contre-ordres, désordres; on dirigea le grand parc d'artillerie sur Plaisance! En face de Milan on se battit, on y perdit une batterie d'artillerie; les habitants incendièrent les faubourgs de Milan. On ne pouvait guère y tenir longtemps sans risquer d'être coupé de la ligne de retraite. Le 9 août, le roi fut forcé de subir la loi de l'ennemi; on y conclut le fameux armistice de Salasco.

Les fautes énormes commises dès le commencement de la campagne avaient préparé les revers de l'armée, et seulement la bravoure des soldats piémontais et les fautes de l'ennemi ont sauvé l'armée avec son matériel. Radetzky suivait pas à pas les Piémontais; il leur a construit un pont d'or; si, au contraire, il avait agi d'après les principes de guerre, il aurait dirigé des divisions sur la ligne de retraite des Piémontais; même il n'aurait pas dû suivre le roi à Milan, mais bien prendre position sur le Tessin avec son principal corps d'armée : Milan lui était assuré. Les retraites sont l'opération la plus difficile, et peu d'armées savent battre en retraite d'après les principes de l'art de la guerre; on y commet de grandes fautes ordinairement.

Le dénouement de cette campagne fut la conséquence du manque d'organisation, des fautes statégiques et tactiques, de l'absence de tout plan et de tout principe de guerre, ce qui se punit toujours. L'indécision du roi, à Volta, à Goïto, et encore à Milan, n'a pas peu contribué à l'issue malheureuse de la campagne. Le roi chercha la mort à plusieurs reprises, et il la préférait à l'humiliation; mais cet acte de désespoir aurait-il sauvegardé l'armée, l'intérêt et l'avenir de l'Italie?

Le peuple de Milan criait à la trahison en voyant encore tant de canons et de baïonnettes sans emploi pour défendre la cité; le peuple ne juge pas d'après la raison : il juge seulement d'après son cœur et son courage. Ce peuple de Milan, qui a chassé en cinq jours l'ennemi de sa ville, qui n'avait alors ni canons, ni fusils, ne voulait pas comprendre qu'une armée qui comptait

encore plus de 30,000 hommes, pouvait abandonner sans coup férir la héroïque cité de Milan.

Le roi chevaleresque, mais malheureux, fut insulté dans cette cité d'une manière indigne et non méritée ; on lui lança le mot terrible de *traître !* Le brave général Bava alla à minuit, avec une compagnie, chercher ce roi infortuné, pour le soustraire peut-être à un crime. L'histoire lèvera plus tard le voile dont ces événements malheureux sont encore couverts aux yeux des contemporains.

L'art de se garder militairement n'était pas connu non plus dans l'armée piémontaise; on ne savait même pas placer convenablement les avant-postes ; si on avait eu affaire avec un ennemi entreprenant, l'armée aurait été surprise à chaque instant; mais heureusement les Autrichiens ne sont pas eux-mêmes très-forts là-dessus. Le général Bava, qui est bon tacticien, disait après la surprise de Marcarie : « Nos soldats étaient continuellement sujets à des terreurs paniques. A tout moment des coups de fusil tirés par eux produisaient de fausses alertes dans le camp, surtout dans la nuit, de manière qu'il fallait prendre garde au feu de nos soldats plus qu'à celui de l'ennemi. » Les officiers supérieurs de cette armée sont si peu instruits, qu'ils demandaient de quel côté ils devaient placer les avant-postes! En général, le service des corps-de-garde, des piquets, des vedettes, des patrouilles, était bien négligé.

La veille de la bataille de Goïto, on disait « que le général Sommariva avait eu une heureuse inspiration en plaçant un factionnaire sur le clocher. » Dans toutes

les armées on place des sentinelles tant sur les clochers que sur des lieux d'où l'on puisse découvrir au loin ce qui se passe.

L'armée piémontaise marchait, pour ainsi dire, sans avant-garde. Et cependant l'avant-garde est nécessaire, en premier lieu, pour la sûreté de la colonne en marche, et pour prendre des renseignements en route, reconnaître les défilés, les gués; pour se procurer des guides, interroger les autorités dans les villages, les curés, les maîtres de poste; pour saisir les lettres à la poste, envoyer des espions dans plusieurs directions, prendre des mesures pour établir des magasins de vivres, etc. Ainsi, pour ce qui regarde les reconnaissances, l'armée sarde n'était pas très-forte, comme on l'a vu, non plus que dans cette partie de l'art de la guerre où cette tactique est si essentielle.

Je cite encore Bava qui disait : « La veille de la bataille de Goïto, après deux heures, je chargeai mon chef d'état-major d'une reconnaissance; il revint vers trois heures, en me disant qu'il n'avait rien vu que des vedettes; mais, à trois heures et demie, nos avant-postes étaient attaqués vigoureusement. »

Le 14 juin, une division se retirait de Calzoni vers Somma-Campagna; après elle marchait un régiment de cavalerie, qui avait à son arrière-garde ses bagages et ses chevaux de main; ils furent surpris, et les hulans leur enlevèrent des voitures, des chevaux et des hommes.

Dans la marche des colonnes, il n'y avait pas d'ordre; on marchait à peine d'après les premières règles; lorsque les troupes arrivaient à leurs étapes, on les tenait

inutilement encore trop longtemps sous les armes; on fatiguait la troupe et les chevaux; on épuisait leurs forces avant les combats. L'art de nourrir une armée nombreuse est très-difficile : raison de plus pour avoir des distributions de vivres régulières, afin que le soldat n'aille pas à la maraude, et afin qu'il ne se démoralise pas.

Napoléon écrivait sous ce rapport au Directoire : « Envoyez-moi un ordonnateur habile, distingué, homme de génie. Je n'ai que des pygmées, qui me font mourir de faim dans les plus beaux pays du monde. »

Pourquoi la discipline était-elle tout-à-fait relâchée? Ce n'est pas faute de lois, mais bien faute de chefs habiles à les appliquer dans toute leur rigueur. La justice a la plus grande influence sur la discipline; il faut être juste envers tout le monde, et punir d'après les lois existantes. La discipline est donc la première qualité du soldat; après vient le courage.

Dans les armées italiennes une justice prompte et ferme est encore plus nécessaire que dans toute autre armée. Le sentiment d'individualité est puissant chez l'Italien, quoiqu'il n'ait ni instruction, ni éducation, ni penchant dominant pour le noble métier des armes.

Macchiavelli disait : « Il y aurait des vertus dans la nation, si elles ne manquaient aux chefs. Regardez les armées : elles ne se distinguent plus; la faiblesse et l'ignorance des chefs y est pour beaucoup; ceux qui ont du savoir n'obéissent pas, et tout le monde pense en avoir. »

Dans cette campagne on n'avait que trois auditeurs

(capitaines rapporteurs) à l'armée, pour instruire les procès; ils étaient vêtus en bourgeois, faute énorme et très-inconvenante. Il faut qu'ils portent l'habit militaire avec le grade d'officier. Il faut à l'armée établir des conseils de guerre permanents. Eh bien! révisez votre code militaire.

DISPOSITION DU ROI, DU 5 MAI 1848, DE SOMMA-CAMPAGNA.

Sa Majesté ordonne de faire, demain le 6 mai, une reconnaissance vers Vérone et d'offrir la bataille à l'ennemi. Le général Bava en aura la direction; les trois divisions, ainsi que la réserve, sont mises sous ses ordres. La brigade de la Reine, précédée par les bersaglieri de la 1re division, est destinée à faire l'avant-garde avec la brigade de cavalerie de la réserve sous les ordres du général marquis d'Arvillars, réuni à sept heures et demie, à la hauteur de Mancalacqua et Givolara. La brigade de la Reine sera suivie par sa batterie de campagne, la cavalerie avec la batterie à cheval. Le général commandant de l'avant-garde se dirigera vers Vérone, en faisant soutenir les bersaglieri par sa cavalerie, qui agira d'après le terrain. La brigade de la Reine la suivra sur les deux routes, prête à se former sur deux lignes.

A sept heures et demie, la brigade Aoste commencera son mouvement avec sa batterie, sur la route directe de Somma-Campagna à Vérone, marchant par échelon, mille pas en arrière de la droite de l'avant-garde. A la même heure, la brigade Coni avec sa batterie sera à Sona; elle suivra à la hauteur de la brigade Aoste le mouvement de l'avant-garde.

A sept heures et demie, la brigade Casale sera à Gonfardine; elle suivra en échelon à mille pas derrière la brigade Aoste, suivie à égale distance derrière sa droite par la brigade Acqui, qui marchera sur la grande route de Villefranche. La brigade de cavalerie du 1er corps d'armée précèdera sur cette route et flanquera celle de droite, en tâchant de surprendre les détachements ennemis.

La 3me division partira avec sa droite de Ste.-Justine, à sept heures et demie; elle suivra avec le 1er régiment de Savoie en échelon à mille pas derrière la gauche de la brigade Coni, tandis que le 2me régiment et la brigade composée du 16me régiment et des Parmesans occuperont en même temps Bussolengo, et suivront de la même manière en échelon le 1er régiment. Les neuf escadrons de cavalerie du 2me corps d'armée flanqueront à gauche ce mouvement, avec la demi-batterie à cheval.

La division de réserve suivra avec la brigade des Gardes à mille pas derrière la brigade Aoste.

Les troupes se concentreront sur le sommet de la légère élévation qui s'étend devant Feniletto et Cabuelta.

L'aile gauche de l'armée s'appuiera aux hauteurs de Palazzino et Feniletto en les tenant occupées, tandis que la droite, soutenue de l'artillerie et de la brigade de cavalerie du 1er corps, se placera échelonnée en arrière de Moreschi à Palazzo della Madonna; la brigade Aoste se réunira sur ce point en ligne avec la brigade de la Reine; la cavalerie qui avait l'avant-garde, rentrera et se placera en réserve; mais la brigade des gardes s'avancera en ligne avec celle de Coni.

Quand les troupes auront pris leurs positions respectives, le centre de la ligne passant par Speziale et Fusaro attaquera St.-Massimo, soutenu par un régiment de cavalerie, et ira occuper le saillant que forment les hauteurs près Cioletta, par où il menacera le flanc de l'ennemi près Croce-Bianca et St.-Massimo.

L'extrême gauche partant de Palazzino et Feniletto, secondera cette attaque et se rendra maîtresse de Croce-Bianca, tandis que l'aile droite attaquera de front Ste.-Lucie, et empêchera avec sa cavalerie la rentrée de l'ennemi de Tomba et Tombetta à Vérone.

La réserve suivra les mouvements indiqués, tandis que les divisions de la 1re ligne occuperont avec leurs bersaglieri les hauteurs de Chievo, Croce-Bianca, St.-Massimo, et devant Ste.-Lucie la réserve remplacera la première ligne.

Les généraux de divisions veilleront aux mouvements de leurs troupes ; surtout qu'on ne les expose pas au feu de la place de Vérone, et qu'on n'attaque point l'ennemi quand il sera protégé par l'artillerie de cette place.

Lorsqu'on fera un mouvement en arrière pour rentrer dans les cantonnements, les troupes marcheront sur les mêmes routes qu'elles auront parcourues, de manière que le centre commencera le mouvement ; les ailes suivront par échelons, et formeront l'arrière-garde.

La cavalerie, soutenue de quelques bataillons d'infanterie, de l'artillerie et des troupes légères, suivra le mouvement des divisions.

Il est en même temps ordonné que les troupes aient mangé la soupe avant six heures du matin.

Le général Bava sera à la cassine Buetta, à gauche de la route de Sona à Vérone.

Le général Ferrère, commandant la 2me division, se trouvera à Moreschi, à droite, près la route de Somma-Campagna à Vérone; et le général de la 3me division, comte Broglia, à Pontara, là où la rive fait angle, vers l'Adige et la cassine Como, et l'autre s'étend jusqu'à Croce-Bianca.

Second mouvement, une fois les positions ci-dessus occupées :

Le général commandant, à St.-Massimo.

Le commandant de la 2me division, à Ste.-Lucie.

Le commandant de la 3me division, à Croce-Bianca.

Le commandant de la 1re division, à St.-Massimo.

Sur les hauteurs de Croce-Bianca, St.-Massimo et Ste.-Lucie, finira le mouvement. Les troupes attendront les ordres.

Si l'ennemi occupe Bussolengo, la division Broglia marchera avec précaution et poussera la cavalerie, soutenue par un régiment d'infanterie, sur la route de Bussolengo à Vérone, pour assurer sa marche. De Pontara, cette division observera l'ennemi à Bussolengo; elle se portera en avant le long de la rive par les fermes Bassoni, Cà dell'Albero et Feniletto jusqu'à Croce-Bianca, où elle se réunira avec la brigade de la Reine, en soutenant l'attaque.

Alors on prendra les précautions nécessaires. Si le signal de repos est donné, on distribuera aux troupes du vin et du fromage; le soldat aura du pain sur lui. La cavalerie aura une demi-ration d'avoine, ainsi que l'artillerie.

L'ordre et le silence sont à observer rigoureusement pendant l'exécution des différents mouvements.

Par ordre : Le Chef d'état-major général,

(Signé) De Salasco.

Jusqu'ici tout se faisait avec un certain ordre : les troupes avaient battu l'ennemi à Goïto et à Pastrengo; leur moral était bon ; la confiance dans les chefs n'avait pas encore souffert. Mais, en lisant ce dernier ordre avec attention, on ne peut attribuer cette grande reconnaissance qu'à l'espérance mal fondée du roi, qui s'imaginait qu'en se rapprochant de Vérone, le peuple dans la place se révolterait et lui ouvrirait les portes. Le roi disait au général Bava qu'il avait des intelligences dans Vérone.

La conduite à tenir en arrivant près de l'armée qu'on veut reconnaître, exige de l'habileté, un coup d'œil juste et l'art de manier les troupes. Il faut montrer de la hardiesse; mais il faut éviter de s'engager avec lui.

L'intention d'attaquer l'ennemi dans ses positions sous Vérone, sans vouloir les conserver, n'avait pas le sens commun : c'était ce qu'il y avait de plus contraire aux principes de l'art de la guerre. L'armée sarde sacrifia douze cents hommes tant en morts qu'en blessés, sans profit aucun; l'effet que ce faux mouvement fit sur l'armée ne fut rien moins qu'avantageux.

En lisant l'ordre donné pour cette reconnaissance, on croirait qu'il s'agissait d'une manœuvre, ou d'une promenade militaire. Pour bien comprendre cet ordre et l'ensemble de l'opération, il faut vraiment une étude.

Une reconnaissance doit bien être échelonnée, mais la trop grande régularité n'est pas de rigueur, non plus que les distances égales : c'est la forme du terrain qui les détermine.

Mais supposons qu'on eût trouvé l'ennemi en route et qu'un échelon eût été battu ; que faire? où est le signal de ralliement? Contre les règles de la guerre, on attaqua Ste.-Lucie de front, point le plus fort ; l'ennemi avait sa gauche appuyée à Vérone.

On attaqua donc Ste.-Lucie, et *de front*. C'est le brave général Sommariva, avec la brigade Aoste, qui donnait. La défense fut opiniâtre ; elle était dirigée par le prince Charles de Schwartzenberg, avec la brigade Strasoldo et 1200 chasseurs tyroliens. Ils étaient barricadés, les murs crénelés. Les carabines des chasseurs faisaient leur devoir ; les Piémontais éprouvaient de grandes pertes. Enfin on employa l'artillerie contre l'église ; mais les Tyroliens et le bataillon archiduc Sigismond, grenadiers italiens, tenaient encore. Un fait, c'est que le dernier bataillon autrichien disponible était engagé à Sainte-Lucie.

Le duc de Savoie accéléra sa marche avec la réserve, brigade des Gardes, dont un bataillon occupait Pellegrina, à la gauche de Ste.-Lucie. Le général Sommariva enleva le village. L'aile gauche attaqua Croce-Bianca et St.-Massimo ; c'étaient les brigades de Savoie et de Savone, ainsi que les Parmesans. On ne savait rien des retranchements des Autrichiens : c'est ce qui faisait éprouver de grandes pertes aux Piémontais ; on avait poussé inconsidérément des colonnes jusque sous des



batteries masquées et à la portée de la mitraille ; un grand désordre dans cette partie de l'armée en fut le résultat. Le roi donna l'ordre de la retraite générale.

On tirait quelquefois de trop loin ; tirer de trop loin, c'est le fait de la mauvaise infanterie ; la bonne ne prodigue pas inutilement son feu. Les Autrichiens avaient ce même défaut. C'est principalement l'artillerie piémontaise et les troupes légères qui décidèrent l'action. On employait mal la cavalerie ; on ne savait pas l'employer en masse là où le terrain le permettait ; ces lances, mieux employées, étaient dans le cas de rendre de bons services. En différentes occasions, on aurait pu enlever des pièces de canon à l'ennemi, et faire des prisonniers en masse, car les Autrichiens une fois battus à plate couture, on peut en faire des prisonniers tant qu'on veut.

Quant à la politique de l'Italie, on ne savait même pas précisément ce qu'on voulait. Le Piémont, sous l'influence du clergé et d'une forte aristocratie acquise au despotisme, agissait depuis très-longtemps dans le sens politique de l'Autriche. Le Lombard-Vénitien, si longtemps sous le sceptre de l'Autriche, n'avait pas de politique ; sa seule sphère d'action était son système municipal. La Toscane avait une espèce de liberté pour son bien matériel ; mais le gouvernement évitait avec soin de favoriser l'esprit politique et militaire chez ce peuple : raison de plus pour que cet état tombât encore plus dans l'anarchie que les autres. Les Etats du St.-Père n'étaient qu'un bailliage de l'Eglise. Le royaume de Naples était gouverné par l'absolutisme pur sang ; il

n'y a là que des jésuites et des soldats. Quant aux troupes de l'Italie, il n'y avait d'armées qu'en Piémont et à Naples; les autres soldats ne méritaient pas le nom de troupes régulières. C'était donc bien difficile d'inspirer l'esprit militaire tout d'un coup à un peuple qui est plutôt moine que soldat. La jeunesse italienne, qui se levait et marchait quelquefois bravement à l'ennemi, n'avait aucune instruction militaire, et sur les questions politiques elle était d'une ignorance complète. Ce sont surtout les populations des campagnes qu'il faut plaindre, car elles n'ont pas même l'idée d'une instruction quelconque autre que celle des moines; aussi la populace dans ce pays est-elle parfaitement abrutie, et nulle part vous ne trouverez une si vile canaille. J'ai parcouru une grande partie de l'Europe, mais nulle part je n'ai trouvé la populace si dépravée de mœurs. On faisait bien une révolution en Italie, on savait renverser, mais on ne savait point construire un nouvel état basé sur les vrais intérêts des différents peuples et approprié à leurs degrés de civilisation. On voulait la République, sans en avoir les vertus nécessaires, et sans s'y être préparé par une certaine instruction. En Italie, ce genre de gouvernement est beaucoup plus difficile à établir que partout ailleurs, parce que dans ce pays rien n'est respecté, ni lois, ni autorités, ni armée. Les chefs ne savent se faire respecter; rien n'y est sérieux; en un mot, il faut encore bien du temps pour que ce pays soit mûr; on y voulait voler, et on n'y peut pas marcher. On y a vécu des siècles dans l'indolence et dans l'abrutissement. La révolution de février éveilla



les esprits; une révolution à Vienne, de ces bons Viennois que je connais, étonnait le monde; les Italiens voyaient leur sol délivré des étrangers, qu'ils haïssent sans exception aucune. Le poète assis sur le fauteuil de France chantait la résurrection de l'Italie. On voulait devenir une nation; cela suffisait à entraîner ces populations vives, exaltées et turbulentes. La révolution éclata à Milan; les coups de canon retentirent dans toute l'Italie. Le magnanime Charles-Albert lança alors son armée au secours des Lombards. Cette révolution avait été préparée de longue main; on travaillait la basse classe des grandes villes, mais point de plan arrêté; le désordre et la désunion des pouvoirs après l'événement de Milan étaient partout. On recevait même Charles-Albert avec beaucoup de méfiance, et cependant ce n'était que lui et son armée qui furent capables d'établir un nouveau gouvernement central; mais on n'aimait pas sa dynastie dans la Lombardie. Les idées républicaines avaient pénétré dans les masses. Il fallait un roi d'un grand caractère et d'une personnalité extraordinaire pour diriger et régulariser ces mouvements révolutionnaires. Mais ces qualités manquaient totalement au roi, qui ne savait même pas prendre une décision quelconque; en un mot, il ne savait dire ni oui, ni non. La question politique le faisait donc oublier, et la question militaire était toujours pendante. Terrassez l'ennemi avant de prétendre en vendre la peau! La misérable tentative des voraces de Lyon sur Chambéry, arrêta le roi à Volto; l'armée s'en troubla.

La bonne foi du roi envers les Lombards lui attira

des insultes à Milan; sa bonne foi vis-à-vis des républicains de Rome et de Toscane le poussa à la seconde lutte, malgré le mauvais esprit de l'armée, malgré les conseils sages qu'on avait donnés à ce malheureux roi. Son abdication seule lui gagna de la popularité, comme roi martyr de la liberté et de l'indépendance de l'Italie.

D'un autre côté, son abdication sauva l'intégrité du pays pour le moment ; son successeur, gendre de l'archiduc Régnier, se trouva de fait en tête de l'armée en retraite. L'Angleterre avait encouragé le mouvement du roi, et voyait avec plaisir son influence augmenter en Italie; celle de la France déclinait. L'agrandissement du Piémont n'inquiétait nullement l'Angleterre, s'il n'allait pas trop loin, c'est-à-dire pas au-delà de la Lombardie ; Charles-Albert cacha soigneusement ses vues sur le Vénitien et jusqu'à la mer Adriatique, mais la diplomatie britannique rappelait à chaque instant au roi guerrier de ne pas passer l'Adige. Le roi n'osait point contrarier cette grande puissance, et on ne voyait que des demi-mesures envers les Etats Vénitiens, ce qui faisait soupçonner d'autres vues à leur égard.

Les populations de la Lombardie votèrent à l'unanimité la réunion avec le Piémont. Cette réunion produisit un grand contentement; mais on oublia les exigences de la guerre. Enfin l'Autriche, dans sa position critique, offrit un traité de paix, en y reconnaissant l'indépendance de la Lombardie, ce qui fut refusé. C'était une faute grave, vu la propre position, qui ne permettait plus de tenir le Vénitien. Il fallait prendre une grande résolution et abandonner ce pays ; certainement, c'était bien

dur d'abandonner l'héroïque cité de Venise, en concluant une espèce de paix de Campo-Formio; mais pour le moment, il fallait l'accepter dans l'intérêt même de ce pays. C'est une vérité que les masses ne voulaient pas de paix partielle; on aurait crié à la trahison; et cependant une politique raisonnable l'exigeait. Après avoir gagné la bataille de Goïto et occupé Peschiera au mois de juin, on refuse la paix offerte par les Autrichiens, on craint de braver l'opinion publique; on ne savait juger ni la situation politique, ni la situation militaire. A la vue des malheureuses journées de juillet, le roi rejette les meilleurs conseils, il ne cède qu'à la dure nécessité, à l'armistice de Milan, le 9 août 1848.

Cet acte terminait pour ainsi dire le mouvement italien. L'union entre peuples et princes n'existe plus; même en Piémont, elle a reçu de fortes atteintes.

Dans le malheur, l'un attribue les fautes commises à l'autre; le parti républicain en voulait au roi, l'armée en voulait aux républicains; d'autres faisaient valoir que la Lombardie n'avait pas pris assez de part à la guerre. On proclamait tout haut que le principe républicain seul pouvait sauver l'Italie; que la guerre des princes était finie, que celle des peuples commençait; que la trahison du roi Charles-Albert était évidente! Les bouillantes paroles de Mazzini, de Guerrazzi et de Montanelli remuaient les masses. En Toscane, c'était facile : la mollesse et l'indolence du gouvernement de Léopold II prêtaient la main à l'anarchie de cet Etat.

Dans les Etats Romains la haine contre le régime clérical date de longtemps; les événements ont monté

les têtes contre ce pauvre pontife, dont on voulait faire tout d'un coup un homme politique; l'énergie du peuple de Rome proclama la République; c'est l'instinct du peuple qui a frappé ce coup, sans en juger la portée. Sans appui du dehors, sans force morale et physique à l'intérieur, le coup était des plus audacieux. On s'établit au Vatican, dans l'espérance qu'une nouvelle révolution en France remettrait les reines du gouvernement au parti de la Montagne; mais, fatalité! ce parti succomba le 13 juin 1849.

La Toscane et Rome étaient abandonnées et réduites à elles seules.

La première, sans force morale, sans conviction républicaine, subit d'une manière honteuse la réaction; elle ne savait même pas sauver l'honneur national, en résistant à l'invasion autrichienne, ce qui n'était pas difficile, vu la position couverte d'un côté par les Apennins, de l'autre côté par la mer. Voyant moi-même l'inertie du gouvernement à cette époque, je présentai à ce gouvernement un plan de défense, qui fut goûté; mais Guerrazzi ne voulut pas se battre, il ne voulut pas sauver l'honneur de la Toscane. Il mérite, d'après mes vues, un double châtiment. Il ne voulait pas se réunir avec Rome, ce qui aurait été raisonnable: la défense aurait doublé en résistance.

Rome fit des prodiges de valeur; Bologne et Ancône résistaient; mais le résultat en fut l'invasion des quatre nations, et une réaction cléricale à sa suite.

Le roi Charles-Albert, en dénonçant l'armistice en 1849, si à l'improviste, fut obligé de se passer des

troupes auxiliaires de la Toscane et de Rome, qui n'étaient pas prêtes à entrer en campagne.

Le roi, le cœur navré, voulait atteindre son but d'affranchir l'Italie, quoique sa position, la raison, eût dû le décider à ne plus tirer son épée. Il n'exposait pas seulement sa vie, mais son trône; son élan chevaleresque ne connaissait pas de bornes. Toutefois cette noble conduite d'un prince donnera un exemple utile : on voit par son malheur comment il faut dompter ses passions, être uni à ses alliés, sans vouloir primer sur eux, et abandonner ses opinions personnelles pour le bien futur de la patrie.

On faisait en Piémont beaucoup de réformes; mais c'était trop tard. On voulait augmenter l'armée jusqu'à cent-vingt mille hommes, sans avoir de bons cadres. Réformer une armée pour ainsi dire à la veille de la guerre, n'était point sage, surtout dans un moment où les passions politiques avaient tant d'influence. On vit sept ministres de la guerre en sept mois! Ce qui influait sur l'esprit de l'armée, c'est qu'on était généralement d'accord qu'on manquait de généraux capables de la commander. Faute de mieux, on nomma enfin comme pis-aller le général Bava. Ce général, par la publication de sa brochure, qui a dit beaucoup de vérités sur la campagne de 1848, s'est fait des ennemis, et sa position est devenue équivoque. C'est donc à un étranger, à un Polonais, qu'on eut enfin recours. On trouvera développée en son lieu la manière dont il a débuté à la tête de près de 100,000 hommes.

Ces deux campagnes sont propres à fournir à l'his-

toire des renseignements précieux ; il faut seulement écrire avec impartialité, et utiliser tous les avis, pour pouvoir dire la vérité toute entière.

La seule monarchie constitutionnelle en Italie, c'est le Piémont ; à l'heure qu'il est, les tendances générales de ce pays sont plus pour cette forme de gouvernement, que pour la République.

Le roi actuel, Victor-Emmanuel II, a fait les campagnes avec son noble père, en exposant sa vie pour l'indépendance du pays ; il lui a conservé ses institutions ; qu'il tâche seulement de les lui garantir pour l'avenir inconnu ; qu'il soit l'ancre de salut et de réunion des peuples de l'Italie et de ses princes, quand un temps plus favorable les appellera encore à l'épreuve de sacrifier tout pour élargir les constitutions et les mettre en harmonie avec les besoins et le degré de civilisation de la nation italienne. Notre époque nous promet que les nationalités l'emporteront un jour.

Toutes les révolutions se font au nom du principe de l'indépendance des nationalités ; si la lutte se complique d'utopies et de folies, le grand principe ne l'emportera pas moins tôt ou tard.

L'Autriche, l'antagoniste le plus acharné de ce grand principe qui vibre chez toutes les nations, lui a porté un rude coup, il est vrai ; mais elle a pu reconnaître sa faiblesse dans la lutte même qu'elle a soutenue contre ce principe ; c'est au prix de son honneur national qu'elle a été sauvée temporairement par l'intervention russe contre la nationalité si vivante des Hongrois.

Jamais une puissance italienne n'osa déclarer seule la

guerre à l'Autriche ; et cette fière maison de Habsbourg faisait à part des offres de paix à ce petit pays de Piémont.

C'est le nom redoutable de *nationalité italienne,* qui était seul propre à engager l'Autriche à en finir, pour ne pas voir élargir sa plaie saignante.

En attendant, les populations de l'Italie se sont plus ou moins aguerries par les combats ; elles se sont familiarisées avec le danger. Que l'expérience n'en soit pas perdue ; alors, et alors seulement, les générations futures récolteront ce que les contemporains ont semé. Que tous les bons citoyens travaillent à réaliser cette idée sublime. Pour y parvenir sûrement, Italiens, instruisez-vous ! posez dès à présent dans vos intelligences les éléments solides de la société à venir ! Ne courez pas après des chimères et des choses non réalisables ; et la nationalité italienne, ainsi que toutes les nationalités, existera ! En un mot, ne vous faites plus d'illusion ; rentrez enfin dans le positif du monde, pour ne plus être le jouet du premier charlatan politique.

DERNIERS DÉSASTRES.

Dans la nuit du 5 août 1848, le peuple de Milan attaqua la maison Greppé, où Charles-Albert se trouvait ; tout le monde voulait sauver le roi. Le comte Charles Arrivabene, aide-de-camp du général Olivieri, et le lieutenant Losio de Bobbio, passèrent par-dessus une muraille pour appeler du secours. Ils réussirent dans leur

projet, quoiqu'on leur tirât des coups de fusil. Vers onze heures de la nuit, la fusillade adressée aux croisées de la maison redoublait ; on commença à incendier la grande porte du palais pour pouvoir y entrer. Tout le monde voulait se sauver ; toutefois, les généraux Olivieri, Fanti, La Marmora, aide-de-camp du roi, et Lisio, montraient beaucoup de courage.

Vers minuit, Bava, avec les bersaglieri, arriva près le palais ; on chargea la foule, et le roi et sa suite purent alors quitter le palais assiégé. La *Concordia* du 23 août a raconté tous les détails de cette malencontreuse affaire de Milan ; elle cite, entre autres, le comte Charles Arrivabene et le lieutenant Losio, qui ont contribué par leur courage à hâter l'arrivée de la troupe pour sauver le roi qui se trouvait dans un danger imminent. Ces deux officiers intrépides n'ont reçu aucune récompense ; on oublie bien vite les services rendus dans cette belle Italie. C'est encore une des raisons, qu'on y trouve si peu d'élan et tant d'inertie, et qu'on aime, avant tout, *il dolce far niente* (à ne rien faire).

Le général Romarino a été imposé au roi par les clubs ; le 12 octobre 1848, le cercle de l'émigration italienne à Turin fit une manifestation en faveur de Romarino ; le lieutenant-colonel Alexandre Monti (le même qui commandait avec grande distinction la légion italienne en Hongrie), le major Griffini et le major Gradi la dirigeaient. Romarino fut nommé lieutenant-général et commandant de la division lombarde ; il remplaça le général Olivieri, bon soldat, mais ce n'était pas un organisateur, ce qu'il fallait être avant tout. Romarino se

mit à l'œuvre à Vercelli; au mois de décembre 1848, on comptait près de 10,000 hommes avec 1,200 officiers; il en forma quatre régiments d'infanterie et trois bataillons de bersaglieri (Manara, etc). Le général Romarino ne connaissait pas le service du détail; ses capacités militaires n'étaient pas à la hauteur de sa mission. Au reste, il savait se faire aimer par la troupe: il était bavard, il aimait à faire bonne chère, il aimait même trop les liqueurs, le soir il était ordinairement ivre; il était généreux, comme tous les bons vivants, mais c'était un panier percé; il blaguait trop: il jouait le héros devant ses soldats. Après avoir dénoncé l'armistice, il disait qu'il n'avait pas de confiance dans l'armée, qu'elle serait battue; cependant les soldats étaient braves; malheureusement ils n'avaient aucune confiance dans leurs chefs. Au mois d'octobre 1848 je me trouvais à Turin; les soldats de tous les corps m'ont dit de n'avoir pas de confiance dans leurs chefs; ils demandaient hautement un général français.

Le fait est que la désobéissance de Romarino est la première raison de la perte de la bataille de Novare. Il vivait dans l'illusion que les Autrichiens voulaient occuper la grande route de Voghera, passant le Pô pour menacer Alexandrie, qui n'était guère en état de défense.

Chrzanowski, en apprenant le passage de Radetzky sur trois points, à Gravelone, à Sainte-Sophie et à Zerbolo, aurait dû exécuter une marche de flanc de Magenta sur Vigevano, à Mortara, et Radetzki aurait pu être écrasé, si toutefois Chrzanowski n'osait se lancer

immédiatement sur Lodi et Pizzighettone, où se trouvaient les magasins de l'ennemi.

La trahison notoire de Romarino coupait l'armée piémontaise. L'armée avait été travaillée par le parti austro-jésuitique, qui semait l'insubordination et la mutinerie. La défection de Romarino fit le reste. Le mauvais renom de ce général aurait dû l'exclure de tout commandement. L'autre cause du malheur a été le plan du général en chef Chrzanowski, qui, dans cette guerre, a fait preuve d'une incapacité incroyable; son plan fut désapprouvé unanimement par le conseil de guerre. Il a commencé par des fautes stratégiques, et fini par des fautes de tactique.

L'ancien préfet de police de Paris, M. Gervais, en mission, a parcouru toute la ligne des Piémontais, ligne de plus de 60 milles d'Italie : l'extrême droite, la 6e division, Alphonse Della Marmora, à Sarzana degli Appennini et plus tard à Parme; l'extrême gauche près le Lac Majeur; le centre à Novare. M. Gervais arriva à Florence quelques jours avant la bataille de Novare. Après m'avoir communiqué la position et la ligne trop étendue des Piémontais, nous tombâmes d'accord, que la campagne serait malheureuse pour le Piémont. Victor-Emmanuel pouvait encore sauver sa couronne. Pourtant il fallait qu'il se hâtât; il fallait réparer la honte de Novare. Sans cela, c'en était fait de la maison de Savoie.

CAUSES DE LA DÉFAITE DE CHARLES-ALBERT.

Il y en a trois principales : d'abord, la direction monarchique donnée à la guerre par Charles-Albert ; en second lieu, la convoitise du roi, qui le portait à vouloir ajouter à ses Etats le royaume Lombard-Vénitien ; en troisième lieu, l'inertie de la France.

Quant au général Romarino, on prétend qu'il s'est vendu au roi de Naples, moyennant 300,000 francs, pour laisser entrer les Autrichiens à Pavie. Il est suspect pour plusieurs raisons : en premier lieu, pour ne pas avoir défendu la belle position *de la Cava* (il en avait l'ordre formel) ; et, en second lieu, pour ne pas avoir battu en retraite vers l'armée principale, du côté de Novare. Il passa le Pô et se laissa couper de l'armée piémontaise par cette fausse manœuvre, comme La Marmora (Alphonse), commandant de la 6me division, l'était *de fait*, dès le commencement du mouvement offensif de Radetzky.

Romarino pendant son procès n'a rien dit, et il conserva le silence même à l'heure suprême de la mort ; il n'avait donc rien de bon à dire. Quelle faiblesse et quelle faute de confier le commandement le plus important, dans ce cas donné, à un homme dans lequel le roi n'avait pas de confiance, à un homme qui ne la méritait pas par sa vie précédente ! Les clubs l'imposaient ! Et dans ce beau pays d'Italie, où l'on ne sait que crier à la trahison, pendant qu'ils se trahissent tous eux-mêmes ;

dans ce pays, tout le monde veut savoir, mais personne ne sait rien. L'officier d'état-major qui a écrit une brochure sur la campagne de 1848, l'a bien dit, et il avait raison. Il a bien fait de dire la vérité à ses compatriotes; car, si un étranger eût lancé le premier ces paroles, quelque vraies qu'elles soient, on ne l'aurait pas cru, et les Italiens auraient dit : C'est un Autrichien qui lance de telles paroles! Car ces malheureux Italiens vivent encore, à l'heure qu'il est, dans l'illusion, et il n'y a pas moyen de leur faire entendre raison. C'est pourquoi je crains qu'ils ne soient encore bien éloignés du moment de leur délivrance; j'en suis fâché, ils ne sont pas encore mûrs.

Je comprends parfaitement bien, comme témoin oculaire des derniers événements, que les princes d'Italie n'y peuvent plus régner sans des troupes étrangères, et sans l'état de siége; car les lois ordinaires, avec l'indolence italienne, ne pourraient guère y maintenir l'ordre. C'est une malheureuse nation : elle est très-divisée; elle aime plus le bien-être matériel que le bien-être spirituel. Metternich leur disait à l'échauffourée de 1821 : « Mangez, buvez et faites des enfants; ne faites pas de politique. » Peut-être n'avait-il pas tort, connaissant son monde.

Le général Romarino a été trompé par les ruses de Radetzky; celui-ci a rassemblé beaucoup de troupes, le 19 mars, aux rives du Pô, faisant mine de vouloir le traverser; mais le 20, de grand matin, il les avait retirées et les avait concentrées vers Pavie, pour y passer le Tessin. Romarino n'exécutait pas ses ordres; il a subi

les conséquences de cette grande faute de discipline ; il l'a payée de sa vie. Il pensait bien agir, en prenant une position intermédiaire, pour couvrir le passage du Pô et celui du Tessin. Il a mal fait ; des demi-mesures ne valent rien.

Les Italiens crient toujours à pleine tête : *traîtres ! espions !* Et ce ne sont qu'eux-mêmes qui trahissent et espionnent le plus, parce qu'ils aiment trop l'argent. Radetzky en a dans sa solde des milliers, et il est mieux renseigné en pays étranger que les nationaux, qui ont négligé ce service important en temps de guerre. Romarino n'avait pas de grands moyens, et il aimait trop la boisson forte (*acquavite*) ; tous les soirs il était ivre-mort. C'est à de tels hommes que l'Italie confiait le poste le plus important avec 7500 fantassins seulement, 10 ordonnances à cheval. On aurait dû réunir à cette division un régiment de cavalerie, pour surveiller de près les différents passages des rivières, d'autant plus que le régiment de dragons lombard n'avait pas achevé sa formation.

On a traduit devant un conseil de guerre le général Fanti, successeur du commandant de la division lombarde, parce qu'il battait en retraite vers Alexandrie, au lieu d'exécuter les ordres donnés *au commandant de la division lombarde.* Quoique Romarino lui eût tourné le dos, le devoir de son remplaçant lui faisait une obligation d'exécuter ces ordres, autant que les circonstances changées le permettaient. Il ne pouvait plus disputer le passage des deux ponts sur le Tessin (grand et mort) ; l'ennemi les avait passés ; mais il le pouvait

harceler sur les flancs, ce qui aurait été d'une grande utilité, vu qu'il se dirigeait avec son extrême aile droite vers Mortara, direction qui menaçait déjà de couper l'armée sarde de ses communications. Il fallait donc battre en retraite dans la direction de l'armée. Au lieu de cela, il bat en retraite du côté opposé, pour se mettre à l'abri de tout danger. Le général Fanti a donc paralysé lui-même une division de 7,500 hommes, qui criaient de plus haut : *Guerra ! à Turin !*

Le conseil de guerre l'a absous. Dans ce pays-ci les chefs sont faibles; ils n'osent pas exécuter même les lois existantes. C'est un phénomène qu'ils osèrent fusiller Romarino, qui a subi un sort bien rude, je ne dis pas non mérité. Il me semble qu'il y avait là-dedans jalousie de Romarino contre Chrzanowsky, et qu'ils avaient encore de la rancune du temps de la révolution de Pologne (1831) l'un contre l'autre. Machiavel, un des penseurs d'Italie, disait : « Il y a quelque chose dans cette nation qui promet; mais les chefs et les directeurs sont trop mous, et ne valent rien. » C'est une vérité frappante encore aujourd'hui. On n'a pas de dignité dans ce pays : on blague trop, et avec tout le monde; c'est pourquoi rien n'est respecté.

Avant tout, il faut que les Italiens deviennent des hommes; sans cela, ils ne feront jamais rien. Des moments aussi favorables qu'en 1848 ne se présentent guère deux fois aux peuples.

Radetzky lui-même pensait l'Italie perdue pour l'Autriche : une preuve en est, que cette puissance, qui est si tenace, voulait céder la Lombardie au Piémont;

mais Charles-Albert n'osait pas braver l'opinion publique des Italiens. Il fallait, sans doute, sacrifier l'héroïque Venise *pour le moment.* Il me semble qu'on aurait dû le faire. Qu'est-ce que nous voyons maintenant ? Le Piémont court un danger imminent ; il aurait besoin d'une grande prudence et d'une grande force en même temps pour se soutenir en Etat indépendant de second ordre, vis-à-vis de son ennemi naturel, l'Autriche ; mais pourrait-il se soutenir, si la réaction européenne venait à renverser le ministère Russell-Palmerston ? Je ne le pense pas. Il lui faut une réforme complète de son armée, et de bons cadres, pour l'augmenter en cas de besoin, afin que les autres États italiens puissent s'appuyer sur lui. L'Autriche le comprend parfaitement : ses précautions prises dans les derniers temps le démontrent suffisamment. Elle se fortifie partout ; sa position nouvelle sera inexpugnable pour les Italiens seuls. Mais le Piémont a encore besoin de toutes les précautions pour l'intérieur du pays. Avant la guerre de 1848, ce pays n'avait qu'une dette publique de 150 millions de francs ; à l'heure qu'il est, il en a une de 500 millions, et encore vient-on de décréter 6 millions de rentes, représentant 120 millions de capital à 5 pour cent. Il est prouvé qu'il ne fallait que 54 millions au gouvernement ; on lui accorde le double ; quel aveuglement ! Quelle charge énorme pour un pays qui ne compte pas cinq millions d'habitants !

Le député Rattazzi disait, le 15 novembre 1849, à la Chambre, que l'armistice était décidé le 8 mars, et que lui-même en avait envoyé la nouvelle par le télé-

graphe au major-général Chrzanowski à Alexandrie. Ce dernier nie absolument avoir reçu cette nouvelle ; il soutient qu'il n'avait reçu que le 13 mars la dépêche qui lui annonçait la publication de l'armistice. Le voile qui couvre encore les tristes événements de la campagne de 1849, ne s'en lèvera pas moins tôt ou tard. Alors seulement on saura juger, si l'on a préparé de longue main la trahison, ou si ce n'était qu'une guerre de convention? Il est un fait sûr et significatif, que je puis assurer être parvenu à ma connaissance à Florence, trois mois avant la reprise des hostilités. Voici ce qu'on annonçait : la guerre éclaterait en mars, mais elle ne durerait que quelques jours ; les Lombards formeraient l'avant-garde ; on les laisserait écraser, et tout serait fini.

Le député Rattazzi riposte de Casale, le 20 novembre 1849, en posant des questions à l'ancien major général sur les différentes dépêches qu'on lui a expédiées. Rattazzi, dans la *Concordia* du 22 novembre, donne un défi formel à la réponse de Chrzanowski. C'est grave; le général polonais a donc menti? Par une autre accusation de ce genre d'un général polonais (Miroslawski), il est maintenant prouvé qu'*il a menti*, en disant qu'il n'avait reçu à Bade que 1,700 fr., au lieu que le chef du gouvernement provisoire de Bade (Brentano) et d'autres soutiennent qu'il a touché en tout 27,000 francs, et qu'il avait d'abord demandé 160,000 fr.

DÉMISSION DU GÉNÉRAL BAVA.

Le ministre de la guerre du Piémont, général Bava, a donné sa démission, par suite de l'opposition d'une camarilla aristocratico-militaire bien connue. Il voulait réorganiser l'armée, en commençant par changer le mode de recrutement et par mettre à la retraite les généraux invalides. Hélas ! grâce au duc de Gênes et au prince de Carignan, qui protègent cette aristocratie jésuitique, dont les frères DELLA MARMORA font partie, Alphonse Della Marmora fut pour la troisième fois ministre de la guerre, remplaçant le brave général *Bava*, qui, de simple soldat, était devenu général en chef, quoique pour un moment seulement. Son héritier, le général Chrzanowski, ne l'a pas remplacé, car Bava, et même le dernier sous-lieutenant, n'auraient pas perdu le royaume en cinq heures de temps avec 100,000 hommes.

Le général Bava a levé un peu le voile, dans sa brochure sur la première campagne en 1848, brochure dans laquelle il blâme l'organisation si vicieuse de l'armée sarde, qui a toujours passé pour offrir les troupes les plus braves de l'Europe. Mais elle n'est pas forte sur la discipline. Dans la première campagne, l'enthousiasme du soldat suppléait; mais dans la seconde cet enthousiasme n'existait plus, et le manque total de discipline est pour beaucoup dans les revers de cette campagne si funeste au royaume sarde, ainsi qu'à l'honneur de l'armée. J'ose espérer qu'elle saura prendre sa revanche à la première occasion, qui peut-être n'est pas si éloignée.

INSURRECTION DE MANTOUE.

L'insurrection de Mantoue commença le 18 mars 1848, jour de la fête du protecteur de la ville (Sant Anselmo). On y établit un comité, on arbora le drapeau italien, on forma la garde nationale; enfin on somma le gouverneur, Gorkowsky, de rendre la forteresse; le peuple comptait sur le régiment Haugwitz (Italiens). Le général refusa de rendre la place, et le régiment ne passa pas du côté du peuple. On temporisait pour gagner du temps; on retenait le peuple, qui était sur le point de faire des barricades. Bientôt une partie du corps d'Aspre entra dans la place, et Gorkowsky déclara, le 2 avril, Mantoue en état de siége. Ainsi fut étouffée sur ce point l'insurrection.

Cependant si on avait vu agir avec plus de résolution, on aurait peut-être entraîné la troupe; d'autant plus que, le 5 avril, le général Bava passait l'Oglio; les Piémontais étaient donc tout près de la place.

C'est à Chrzanowski qu'est due la perte de la bataille de Novare, ce dont font foi la description et l'aperçu sur cette bataille, que le lecteur trouve ci-après.

On a beaucoup parlé de trahison. Si l'on excepte la défection de Ramorino, tous les malheurs qui ont assailli le Piémont ne furent pas dus à la trahison, mais bien plutôt à l'impéritie, à la mollesse, aux mauvaises dispositions et au manque de vigueur des principaux chefs. On a négligé de fortifier Novare et la position de la Cava,

et d'augmenter la défense d'Alexandrie, enfin de mettre Turin en état de faire quelque résistance; on n'a littéralement rien fait.

Chrzanowski manqua à la fois de résolution et d'intelligence, et, comme tous les généraux médiocres, il n'osa pas se donner l'avantage de l'initiative, et subordonna ses mouvements à ceux de son adversaire.

LA BRIGADE DE SAVOIE.

La brigade de Savoie s'est trouvée blessée, à juste titre, de la nonchalance avec laquelle elle s'est vue traitée par le ministre actuel de la guerre, M. Della Rocca. L'ordre du jour, contre-signé Della Rocca, a été donné à l'armée; il y était dit que la victoire était dans les mains de Dieu; que l'armée avait su conserver et sauver son honneur, malgré ses revers. Il nomme comme les meilleures troupes l'artillerie et la cavalerie, les brigades de Piémont et de Pignerol, la brigade de Savone, les bersaglieri d'ancienne formation, et le régiment des grenadiers-gardes, quoique ce régiment n'ait pas donné dans la dernière campagne. L'oubli qu'on faisait exprès de la brigade de Savoie dans cette circonstance, est une accusation directe portée contre elle. On avait dit que cette brigade ne s'était point battue et avait occasionné la perte de la bataille. On a distribué à l'armée 600 médailles, pour la perte de la bataille de Novare en cinq heures de temps; la moitié de l'armée ne voulait pas se battre; les soldats n'avaient pas de confiance en leurs généraux (ils les nommaient un troupeau

d'ânes); leurs officiers se tenaient trop éloignés d'eux, de manière qu'ils n'avaient aucun ascendant, aucune action sur eux. A Novare, les soldats tiraient sur leurs officiers, qui voulaient empêcher le pillage de la ville.

La brigade de Savoie, reconnue comme une des plus braves de l'armée, a fait son devoir dans les deux campagnes. Elle a largement payé de son sang dans la première campagne; dans la seconde, le 21 mars, à la bataille de Sforzesca, l'ennemi attaqua les Piémontais, secondés par le deuxième régiment de la brigade de Savoie, qui soutint avec valeur toutes ces attaques. Vers les quatre heures de l'après-midi, l'ennemi assaillit les troupes placées sur la route de Gambolo; là, le premier régiment de Savoie, seul, avec huit pièces d'artillerie, résista pendant plus d'une heure à tous les assauts, sans perdre un pouce de terrain.

M. le duc de Dino, jeune français d'une haute distinction, et capitaine dans le corps de l'état-major général, s'exprime ainsi :

« A Gambolo, les Savoyards restèrent impassibles sous le feu des tirailleurs ennemis ; puis, lorsque, arrivés à cinquante pas des colonnes autrichiennes, celles-ci étonnées voulurent se déployer, un terrible feu de file s'ouvrit au commandement du général; en même temps, l'artillerie tonna à droite et à gauche. Les ennemis prirent la fuite en désordre. Le régiment de Savoie s'ébranla et se jeta à la baïonnette sur les colonnes dispersées. Les soldats voulaient poursuivre à outrance; mais le régiment était seul, sans soutien...... On ordonna au

régiment de reprendre sa première position, et on ramena de force les soldats derrière le ravin. »

Dans cette malheureuse et courte campagne, partout la même chose : les Piémontais n'avaient qu'une ligne, et ils étaient partout plus faibles que l'ennemi, bien que l'armée sarde fût forte de 100,000 hommes, auxquels Radetzky n'avait à opposer que 57,000 hommes.

La bataille de Novare eut lieu le surlendemain, le 23 mars, de triste mémoire !

A onze heures, les Autrichiens commencèrent à attaquer les Piémontais à leur gauche, à la Bicocca. Le régiment de Savone, placé en première ligne, plia bientôt, et on fit entrer en action la brigade de Savoie. Bientôt Savoie et Savone reprirent les positions perdues, et poussèrent jusqu'à la cassine Lavinchi. Plus tard (vers les deux heures), l'attaque devint plus vive de ce côté, et la brigade de Savoie fut forcée de se replier sur la Bicocca. On envoya au secours la réserve du duc de Gênes, mais trop tard : tous ses efforts et sa bravoure devinrent inutiles. La brigade de Savoie s'est battue pendant près de trois heures avant d'être secourue ; et la division du duc de Gênes, avec tout le courage possible, ne put, non plus qu'elle, venir à bout d'un ennemi trop supérieur en force. Au reste, pendant la journée, la brigade de Savoie occupa trois fois la Bicocca, et n'abandonna le champ de bataille qu'à la nuit close. Savoie eut, comme toutes les autres brigades, des soldats débandés, surtout le deuxième régiment, qui avait beaucoup de conscrits ; mais la position ren-

dait la chose inévitable. Il suffira, pour le faire comprendre, de dire qu'un de ses régiments se trouvait divisé en onze fractions détachées les unes des autres, qui ne pouvaient avoir connaissance de leurs mouvements respectifs, et qui n'avaient aucun noyau, aucun corps principal, auquel elles pussent se rallier.

Qu'on mette en parallèle les pertes qu'elle a éprouvées avec celles des régiments qui en comptent le plus. La brigade de Savoie a eu deux cent cinquante hommes hors de combat; la brigade de Pignerol environ trois cents; mais elle comptait huit bataillons, et Savoie six seulement.

Les Savoisiens sont les enfants de huit siècles de gloire, et il leur est bien permis d'éprouver un sentiment d'orgueil et de fierté en lisant l'histoire de leur pays. La bravoure, l'honneur et la fidélité y sont à chaque page; la dernière fut écrite en Lombardie avec leur sang, et ils peuvent la rappeler à qui l'oublie. Il n'y a pas une autre brigade de l'armée qui puisse, comme elle, compter huit combats pour sa part : Valleggio, Sainte-Justine, Pastrengo, Croce-Bianca, Sona, Monzambano, Volta, Milan. A elle seule est dû le succès des deux premières; Sona et Volta resteront toujours comme une preuve irrécusable du courage et de l'intrépidité de ses soldats; et, dans cette dernière action, elle aurait eu la gloire de sauver l'armée, si des fautes majeures dans le commandement n'avaient rendu inutiles son dévouement et ses efforts. Placée à l'arrière-garde, elle a aidé de tout son pouvoir à protéger la retraite, et Milan la vit rentrer la dernière dans ses murs.

Son général, trente officiers et près de huit cents soldats ont versé leur sang pour l'indépendance italienne.

Quel prix en a-t-elle reçu ?..... Dans tous les bulletins de l'époque elle est oubliée à dessein..... pas un mot de gratitude ou d'encouragement !

Quand elle repassa la frontière, elle comptait le double de combats, sans pouvoir compter le dixième des récompenses accordées aux autres. Dans la dernière distribution des 600 médailles, elle a eu pour sa part une portion bien minime, et l'on trouvera ce nombre peut-être excessif dans le cas d'une bataille perdue en 5 heures de temps avec une armée de 100,000 hommes contre 45,000 hommes. Napoléon a donné 25 croix pour la bataille de Wagram, en 1809, et cette bataille a décidé cette campagne glorieuse. Le major-général Chrzanowsky a été nommé grand'croix de l'ordre St.-Maurice ; on ne sait si c'est pour la perte de la bataille de Novare. D'ailleurs, la Savoie contribue proportionnellement plus que les autres parties des États Sardes au recrutement de l'armée : elle donne le huitième au moins des soldats, et n'y compte pas le vingt-quatrième d'officiers.

Il est incontestable que la situation de la Savoie la rendrait plus heureuse réunie à la France, ou même à la Suisse ; que Nicolas, l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse, qui se croient maintenant assez forts pour refaire la carte de l'Europe, y songent, d'autant plus que les traités de 1814 et 1815 ont conclu de bien mauvais mariages.

Pour en revenir à l'armée piémontaise, il est extrêmement triste à dire qu'elle n'avait pas de discipline du

tout ; sans cela elle n'aurait pas pillé Novare, quoiqu'elle fût mal nourrie dans un pays fertile ; mais que penser d'une armée qui n'est pas capable de supporter des privations pendant quelques jours ? Elle ne prenait pas seulement, à Novare, des vivres, mais elle pillait ; honte éternelle : les habitants de Novare reçurent à bras ouverts les Autrichiens comme leurs sauveurs ; et tout cela a pu arriver sous un roi guerrier qui était aimé de l'armée. Qu'est-ce qu'on peut attendre d'une telle armée sous un roi qui ne serait pas aimé ? Dans tous les cas, après la paix, il fallait licencier cette partie de l'armée qui n'avait pas fait son devoir ; il fallait réformer toute l'armée, et la diminuer considérablement, pour ne pas dépenser plus de 30 millions en pure perte.

La moitié de cette armée ne voulait pas se battre ! A quoi bon une armée aussi considérable, qui absorbe des millions, pour détruire la liberté du pays, pour se battre enfin contre les citoyens qui la nourrissent ? — Le grand-duc de Toscane eut le bon esprit de licencier son armée, puisque c'est l'Autriche qui garde les princes d'Italie ; c'est elle qui peut seule y maintenir la tranquillité et l'ordre. Je suis fâché d'être obligé de le dire, mais les princes d'Italie ont fait banqueroute, à l'exception du Piémont, dont le jeune roi marche d'accord avec son peuple.

Les Italiens, excepté les Piémontais, ne se battront pas pour leurs princes ; ils se battront tout au plus pour l'indépendance et par haine contre les étrangers ; toutefois il leur faut des auxiliaires. Les princes d'Italie ont mieux aimé se jeter dans les bras de l'Autriche que de transiger

avec leurs peuples; craignaient-ils peut-être d'être étouffés dans les bras de leurs sujets, s'ils s'y abandonnaient? L'Italie ne sera jamais délivrée du joug autrichien par ses princes; cette question est désormais résolue et reconnue du monde entier.

L'Italien, qui est brave, ne l'est guère par nature ou par point d'honneur; il ne l'est que par calcul. La vaillante et magnanime défense de Venise, de Rome, de Bologne, de Vicence et de Brescia, ne changera rien dans mon opinion en général. D'ailleurs, qu'est-ce que cinquante mille ou cent mille hommes en bataille sur quinze millions, non compris Naples? Que penser de cette armée piémontaise forte de cent mille hommes, et qui se laisse battre, couper de ses communications et de sa retraite en cinq heures de temps, à Novare? Une partie de cette armée s'est bien battue, il est vrai, mais plus de la moitié ne voulait pas donner. Le soir de la bataille, il manquait à l'appel plus de quinze mille hommes, qui s'étaient débandés. Une nouvelle formation de cette armée sous tous les rapports était de rigueur, mais celle du 12 octobre 1849 est encore très-vicieuse.

Quelles espérances peut-on concevoir pour la réussite d'une révolution en Italie, si l'on a vu faire la révolution et la contre-révolution en Toscane et ailleurs? Ce peuple est encore très en arrière; par ses deux ans de révolution, il est devenu encore plus farouche, faute d'instruction et d'éducation. Il apprend à lire depuis deux ans, mais ce qu'il lit, il ne le comprend même pas; il n'a pas d'idée d'une éducation politique. En fait de grands hommes, il ne se

présentait que M. Manin à Venise, et M. Mazzini à Rome; les autres qui se sont présentés momentanément n'étaient que des doctrinaires, comme Gioberti, Mamiani, etc. J'ai dit ailleurs ce que je pense de Guerrazzi, qui n'était qu'un ambitieux; Montanelli, malgré sa Constituante non digérée, valait beaucoup plus. Le vaillant défenseur de Venise, le général G. Pepe, et le brave Garibaldi, général de division de la République romaine, méritent les plus grands éloges. On conviendra avec moi qu'il faut des gouvernements forts en Italie, pour rétablir l'ordre ébranlé jusque dans ses fondements. Le bas peuple est au-dessous de la brute, surtout en Toscane, à Florence, à Livourne et à Gênes. Naturellement à la réaction barbare succèdera l'action, et il est bien à craindre que nous ne voyions aussi des crimes de la part du peuple, parce que l'aristocratie est partout la même: elle n'a rien oublié, ni rien appris; de manière que nous marcherons vers un avenir peu fait pour rassurer l'impitoyable réaction. Les rois et principicules sanguinaires ne pensent-ils donc pas que leur tour pourrait bien venir un jour? Il n'y a plus de main assez vertueuse pour guérir les écrouelles, plus de sainte ampoule assez salutaire pour rendre les rois inviolables.

Jusqu'à présent le peuple n'a pas jugé: on l'a jugé; il est trop bon, il a pardonné; mais si on l'accoutume à voir le sang des patriotes versé par torrents par ceux qui s'appellent les vicaires de Dieu sur la terre, par ceux qu'il a généreusement pardonnés la veille, qu'en résultera-t-il?

L'Autriche fait le métier de bourreau en Europe.



Metternich, qui a fait assassiner quinze cents nobles en Gallicie, vient de subir une rude épreuve : il a été obligé de quitter l'Angleterre ; lord Palmerston était probablement las de nourrir dans son sein un espion de haut parage pour la Russie et pour l'Autriche.

J'ai écrit de Nancy, le 4 janvier 1848, au feu roi Charles-Albert, en lui offrant mes services ; plus tard je lui écrivis qu'il serait battu dans la campagne contre l'Autriche, et qu'il perdrait le trône. Il a encore perdu la vie ; le trône est la vie des rois, et cependant ils ne savent s'y tenir avec dignité.

Le lieutenant-général Salasco, chef de l'état-major alors, m'a répondu du quartier-général d'Alexandrie que j'avais bien prévu et prédit les malheureux événements, et les suites des batailles perdues.

Malheureusement cela n'empêcha pas qu'on ne commît les mêmes fautes que dans la première campagne. Chrzanowsky a mal débuté, et il a fait tort à tous les étrangers ; il faisait faire à la troupe des marches, des contre-marches ; il les fatiguait tellement, que les forces du soldat étaient épuisées avant cette bataille, perdue en moins de six heures ; il se laissait surprendre partout. Les Italiens sont si jaloux des étrangers, et cependant ils n'ont pas de généraux ; ils ont été obligés de prendre des étrangers ; mais ils n'ont fait que de mauvais choix, faute de jugement et de connaissances militaires : Chrzanowsky en Piémont, Mieroslawsky à Catanea (Sicile). Les Polonais sont de braves soldats en général, mais ils ont aussi leurs trainards ; ils sont bavards, et n'ont pas plus de discipline que les Italiens,

ou ils tournent vite le dos, s'il survient quelque revers. Ils veulent commander partout, sans en avoir les moyens ; les Bem, Dembinsky, Rybinsky, Dvernisky, etc., sont de nobles exceptions. Encore une faute à observer : ils montrent trop qu'ils n'ont que leur patrie en vue, au lieu d'en faire abstraction. Ne sauraient-ils la subordonner au concert général des peuples? car ce n'est qu'une cause, la délivrance et l'indépendance de toutes les nations. Mais à ces généraux polonais il manque la chose principale : c'est, en conservant la discipline, de se montrer affables, doux envers le soldat citoyen, au lieu d'être rudes, grossiers et inaccessibles.

Parmi les causes de la déconfiture de l'armée sarde, on peut signaler les suivantes : Sa mauvaise loi de recrutement, une défectueuse organisation, le manque total de la cavalerie légère, si nécessaire pour les avant-postes. Les soldats ne sont, pour la plus grande partie, que 16 mois sous les armes. L'artillerie est très-bonne, mais elle n'est pas assez nombreuse. Les ambulances étaient très-mal organisées et insuffisantes. N'était-ce pas une faute grave de renvoyer la sixième division Alphonse La Marmora? Et parce que la Toscane et Rome n'étaient pas prêtes à entrer en campagne, on ne se mettait pas même en rapport avec ces deux gouvernements démocratiques. Pour que le mouvement de la sixième division eût eu un but sérieux, il fallait marcher droit sur Lodi, sans s'occuper de Radetzky ; mais on préféra les batailles défensives ; on avait grand tort ; la sixième division aurait pu tomber sur les derrières des Autrichiens, ou il fallait la diriger sur Venise, point émi-

nemment important. Les Piémontais perdirent douze pièces de canon, dont cinq à Mortara et sept à Novare. La perte en hommes, tant morts que blessés, était de 4,000, plus 2,000 prisonniers.

Il faut organiser dès le commencement d'une campagne un corps d'infirmiers, car le transport des blessés enlève aux rangs une foule de combattants, et souvent il est un prétexte de se sauver, tout en ayant l'air de secourir un camarade. L'ordre du jour doit être rigoureusement observé : qu'aucun soldat ne quitte son rang, et que les infirmiers armés suivent les corps sur le champ de bataille, ainsi que les chirurgiens avec les ambulances ; le soldat doit être pénétré de la pensée que s'il est blessé il sera soigné de toute manière; cela doublera son courage au feu. Mais malheureusement, dans l'armée piémontaise, on ne pensait à rien du tout : on marchait au hasard ; on est entré en campagne sans ambulance à la suite de l'armée; ce n'est que trop tard qu'on a avisé. Quelle inertie italienne! Peut-on alors s'étonner que l'armée n'ait pas eu confiance dans ses chefs, que la discipline ait faibli, que les plus braves régiments hésitassent à marcher à l'ennemi?

Il ne fallait pas former une division composée des Lombards; on aurait dû, au contraire, les incorporer par bataillons aux divisions piémontaises. On a encore fait une bévue d'avoir confié à Ramorino avec cette division une position des plus importantes, La Cava. Il fallait confier cette position au général Alphonse La Marmora, qui a fait si vite son chemin; il aurait pu y prouver qu'il mérite un avancement si rapide. La

plus grande faute était de l'avoir dirigé avec la sixième division à Parme, d'autant plus que le général polonais ne voulait pas faire l'invasion de la Lombardie. Il livra à Novare une bataille défensive; il n'osa même pas prendre l'offensive, vers trois heures après midi, où on aurait pu tailler en pièces d'Aspre. Le duc de Savoie (le roi actuel) eut le bon sens alors de dire: Il me semble que le moment est arrivé de marcher en avant. L'envoi d'une division à Parme n'aurait été avantageux que si l'on avait voulu se porter immédiatement sur Lodi, et si les troupes de la Toscane et de Rome avaient été prêtes à se réunir avec cette division, ce qui n'a pas eu lieu. L'armistice a été dénoncé trop tôt. Mais on n'avait pas fait cette combinaison avec la Toscane et Rome, parce que ces deux pays étaient dirigés par des gouvernements provisoires; or, Charles-Albert craignait plus la république que les Autrichiens! ce qui lui a fait faire tant de faux mouvements dans la première campagne.

C'est un triste spectacle que l'ancien chef d'état-major de l'armée sarde à Novare: se voir obligé de fulminer contre des articles de journaux. Le journal l'*Italia* avait donc bien tort de parler de trahison, de licence, et d'avoir rappelé que trois jours avaient suffi pour livrer le Piémont à l'Autriche. Le journal dit qu'il ne fait que de l'histoire, et il commente cette parole de Charles-Albert, au moment où ce roi, menacé de mort par ses soldats en fuite, quittait le champ de bataille: « Tout est perdu, même l'honneur! » On comprend la susceptibilité de l'armée piémontaise, mais on

la trouvera tardive et mal adressée. C'était le lendemain de Novare, et contre les signataires de l'armistice, qu'elle devait manifester sa valeur, et laver la tache reçue? L'armée piémontaise mise en déroute par les Autrichiens, et ne se réorganisant que pour bombarder Gênes : quoi de plus significatif!

La catastrophe de Novare a amené des suites funestes : la soumission de la Sicile, la réaction et l'occupation de la Toscane par les Autrichiens, l'invasion des Légations et de Bologne, le siége d'Ancône, le siége de Rome, les faits glorieux mais infructueux de Venise; enfin le traité de paix avec l'Autriche : l'Italie entière, pour ainsi dire, à genoux devant le vainqueur, devant le grand oppresseur de toutes les nationalités.

Charles-Albert voulait intervenir en Toscane; mais l'Autriche s'y opposa, en le menaçant de passer le Tessin. Gioberti, l'auteur de ce plan, perdit le portefeuille. Guerrazzi était soutenu sous main par l'Angleterre; mais elle l'a abandonné après les événements de Novare.

Les Autrichiens ont occupé la Toscane, et probablement ils n'en sortiront plus; car une heure après leur départ la révolution éclaterait de plus belle. La Toscane, Rome avec les Légations, Modène et Parme ne pourraient guère être abandonnées par leurs hôtes étrangers; des mouvements populaires y éclateraient immédiatement. Ces pays n'ont plus de forces vivantes; on y a établi un état qui n'est ni la paix ni la guerre.

Il faut enlever l'ancien monde de ses pôles pour re-

construire un monde nouveau. Si les princes ne se dépêchent pas à y mettre la main, ce seront donc les peuples qu'on forcera à y pourvoir.

L'Autriche, par gratitude envers ses généraux, qui l'ont sauvée, en fait tomber maintenant une partie en disgrâce. Voyez Haynau, Schœnhals, Windischgrætz, Jellachich ; d'Aspre est mort en disgrâce ; le comte Wrbna, lieutenant-feld-maréchal, commandant de Vérone, s'est brûlé la cervelle ; c'est de la faiblesse d'esprit que de ne pas savoir se passer, par le temps qui court, des grâces des rois. Dans la désastreuse campagne de Russie, en 1812, le brave général de division Baraguay-d'Hilliers s'est suicidé de la même manière à Berlin, et par le même motif : il avait laissé surprendre sa troupe, chose peu étonnante à cette époque, où les Cosaques harcelaient partout l'armée en retraite. C'était le père du général de ce nom qui commande en ce moment l'armée à Paris. Voyez en France les généraux Cavaignac, Changarnier, Julien et d'autres, qui ont rendu des services signalés au gouvernement ; on a brisé leurs épées, pour le moment du moins.

En Italie, en 1848, on a commis les mêmes fautes qu'en Pologne en 1831 : on voulait faire et diriger la révolution italienne au profit du Piémont (ou du moins de sa dynastie), comme en Pologne on avait voulu le faire pour la noblesse (parti Czartorisky), au lieu de la faire en faveur de la masse du peuple, en déclarant les serfs libres, ce qui aurait centuplé la force de la révolution polonaise ; à l'heure qu'il est, après vingt ans

d'expérience, à peine les Polonais le comprennent-ils. Partout le même aveuglement du parti aristocrate. La solidarité des peuples sauvera la cause de l'humanité contre les rois réunis. Tous les peuples sont frères, comme tous les rois étaient cousins.

Les derniers événements ont démontré jusqu'à l'évidence deux grandes vérités, que les nations en travail de liberté n'ont pas assez comprises : la première, propre à l'Italie, c'est qu'elle ne pourra guère conquérir son émancipation par les princes, et qu'elle doit se rallier autour du principe républicain, qui est l'ancre de son salut; la seconde vérité démontrée, c'est que les nations ne peuvent rien isolément. La ligue des rois n'est pas dissoute ; au contraire, elle est plus forte que jamais, pour s'opposer à l'exécution de leur arrêt de mort; d'ailleurs cette ligue, aidée par le parti du juste-milieu, sera toujours puissante contre la désunion des peuples. C'est grâce aux intrigues de ce parti que le faible Charles-Albert s'est effrayé d'une alliance intime avec Rome et la Toscane; c'est par les conseils de ce même parti que le roi s'est amusé à faire voter la Lombardie sur la question de son annexion à la Sardaigne, alors que le plus pressant était de chasser l'ennemi.

Les souverains de Naples ont commis successivement une série d'injustices contre le peuple sicilien, depuis que cette ile leur a été rendue conjointement avec le royaume de Naples. Ils ont violé la constitution (de 1812, de lord Bentink), qu'ils avaient promis d'observer, et ils ont

détruit la nationalité qu'ils avaient également promis de respecter.

Les réfugiés de la Lombardie à Turin criaient à tue-tête sur les galeries des Chambres, au théâtre, dans les rues : *Guerra! guerra!* Charles-Albert, au lieu de braver cette opinion exaltée, se laissa entraîner à faire la seconde campagne, avec moins de perspective de succès qu'à la première. Lorsque la guerre commença le 20 mars 1849, la plupart de ces crieurs fanfarons ne bougèrent pas et continuèrent à peupler les cafés de Turin. M. Bois-le-Comte, alors ambassadeur de la République française à Turin, me dit : « Ces fous ne savent rien faire que de crier *Guerra!* » Il n'avait que trop raison. Au reste, M. Bois-le-Comte se donnait beaucoup de mouvement pour empêcher cette guerre, et il a montré beaucoup d'habileté ; pour l'en récompenser, on lui donna de l'avancement dans la Légion-d'Honneur ; mais quelques jours après, Louis-Napoléon jugea à propos de le remplacer par un de ses cousins, M. Lucien Murat, novice dans la diplomatie, quoique le poste de Turin soit un des plus importants pour la France dans les conjonctures actuelles de l'Italie. On nomma M. Bois-le-Comte ministre aux Etats-Unis de l'Amérique. On eut tort ; il était bien vu à Turin, et son expérience diplomatique le rendait propre à ce poste, où il aurait toujours bien rempli les instructions du gouvernement de la République française.

« Le *Lloyd*, journal autrichien, avoue que la dame Olivari (marchande de gants à Milan, où elle faisait

beaucoup d'affaires avec MM. les officiers autrichiens qui sont tous gantés) comptait au nombre de ses courtisans tous les officiers de la garnison. Il dit, en outre, que Mlle Conti était renommée à Milan pour sa beauté; à quoi nous ajoutons que Mlle Conti, ainsi que Mlle Galli, joignait au prestige de la beauté une grande pureté de conduite, et que ces demoiselles avaient toujours repoussé les hommages autrichiens et leurs grossières galanteries. Les officiers autrichiens, par un motif de vengeance digne de ces lâches, les arrêtèrent eux-mêmes; eux-mêmes les traînèrent au château; et lorsque le moment arriva d'appliquer les verges à ces jeunes filles, ils exigèrent qu'on les mît toutes nues, et ils assistèrent à leur supplice, afin de repaître leurs obscènes regards de la vue de leurs charmes et du spectacle de leur humiliation et de leurs douleurs.

» Après avoir subi leur supplice, on les fit habiller et on les chassa brutalement, endolories, à demi mortes, pouvant à peine se soutenir, et le corps tout ensanglanté, sans même vouloir leur permettre de prendre une voiture. »

Le guet-apens du 18 août 1849 a été préparé avec les officiers par la courtisane autrichienne Olivari. La ville de Milan a été ensuite obligée de lui payer, comme dommages et intérêts, 30,000 livres, pour qu'elle quittât Milan, où elle ne pouvait plus séjourner.

Espère-t-on gagner l'attachement des Italiens par de tels procédés, qui vouent à l'exécration un corps d'officiers, dépravés de mœurs et indignes de porter l'épée? Il est vrai qu'on a puni un général L... et le commissaire

civil; mais est-ce assez pour effacer un procédé aussi injuste que barbare envers des innocents et des femmes? Mille fois non. La Némésis se vengera des outrages commis sur le genre humain. Soyez sévère, gouvernement autrichien, mais soyez juste, et n'employez pas des moyens qui révoltent l'humanité; certainement, vous ne gagnerez pas les cœurs des Italiens, tant que vous vous servirez de préférence de moyens cruels, réprouvés par les nations civilisées.

Depuis cet outrage, plus de sept mille personnes ont quitté Milan pour se soustraire à la barbarie autrichienne. Il faut mettre au pilori de l'Europe les noms de Haynau et de Radetzky, pour les atrocités que cette hyène de Haynau a commises en Hongrie, et Radetzky en Italie. L'Italie gémit sous un joug de fer.

Il n'y a que deux choses qui soient toujours belles en Italie: c'est le ciel bleu et les hanches des Italiennes. Tout le reste ne mérite pas de mention. Le pays est beau, mais là où il n'y a pas de vie spirituelle, on s'ennuie à la longue. Il paraît que MM. les Autrichiens voulaient se procurer le plaisir d'admirer les belles hanches italiennes en faisant fustiger à Milan les deux belles sœurs N. N. Dernièrement encore, une pareille fustigation fut répétée à Venise: une demoiselle distinguée, jeune et belle, passait devant quelques soldats; ceux-ci prétendirent que cette femme les avait insultés; l'officier autrichien la fit arrêter et fustiger. Après avoir supporté cette punition infâme, elle dit à l'officier: « Je vous méprise maintenant encore davantage. » On

allait réitérer le barbare châtiment, lorsque le médecin déclara que la jeune personne ne pourrait plus le supporter sans danger pour sa vie. On se contenta donc de lui couper ses beaux et longs cheveux noirs. La nature se révolte à la vue d'une telle barbarie au dix-neuvième siècle.

CONDUITE ABOMINABLE DES AUTRICHIENS SOUS LE FÉROCE HAYNAU A BRESCIA.

Ce qui achevait de bouleverser les esprits et de glacer le sang dans les veines, c'était le spectacle des horribles monstruosités commises par les impériaux, soit qu'ils fussent ivres, soit qu'ils eussent reçu des ordres en conséquence, ou qu'ils obéissent à leur instinct stupidement féroce. Ce que j'en pourrais dire dépasserait les limites, non pas du croyable, mais de l'imaginable. Non-seulement leur rage prit pour victimes des gens sans défense, des femmes, des enfants, des malades, mais leur fureur s'exalta au point de justifier ce dire : que les bêtes humaines surpassent en cruauté tous les autres. Ils jetaient par les fenêtres et contre les barricades les membres déchirés de leurs victimes, comme on jette aux chiens un os à dévorer. Des têtes d'enfants coupées, des bras de femmes, des morceaux de chair humaine rôtis au feu, pleuvaient au milieu des défenseurs de Brescia, à qui les bombes parurent dès lors miséricordieuses. Ces cannibales se complaisaient surtout dans le spectacle des horribles tortures de ceux qui mouraient brûlés. Pour cela, ils enduisaient leurs corps de résine, et les brû-

laient sous les yeux de leurs femmes, qu'ils forçaient à assister à cette abominable fête; ou bien encore, pour insulter au noble sang des Brescians, qui bouillonnaient d'impuissantes colères, ils liaient étroitement les hommes, et, sous leurs yeux, ils outrageaient et égorgeaient leurs femmes et leurs enfants. On en vit qui forcèrent des malheureux à moitié morts à avaler les entrailles déchirées des êtres qu'ils aimaient sur cette terre. Plusieurs en moururent ; d'autres, en plus grand nombre, en devinrent fous.

Le peuple de Londres n'a été que trop généreux envers un monstre tel que Haynau ; il fallait le noyer dans la Tamise, pour donner un exemple à ces êtres vils dont les rois se servent, aux dépens de l'humanité, pour affermir leurs trônes chancelants.

LA PUISSANCE DES PRÊTRES EN ITALIE ET EN PARTICULIER DANS LE ROYAUME DE SARDAIGNE.

Le 24 novembre 1849, la sœur de l'ex-député *Raggi*, accompagnée de son fiancé et des témoins dont la présence est nécessaire pour contracter mariage, se présente à l'église paroissiale de . . . à Turin, pour y recevoir la bénédiction nuptiale. Le curé examine les papiers et les trouve en règle ; il fait ensuite réciter à la jeune personne les prières du soir et du matin ; puis se tournant vers le fiancé, il lui adresse cette question, au moins singulière : « Quelle est celle des trois personnes de la Très-Sainte Trinité qui a le plus de pouvoir? » Le

jeune homme se contente de sourire; mais le curé, peu satisfait, le somme de répondre à cette seconde question: « Quelle est celle de ces trois personnes qui est la plus âgée? » Le fiancé répond qu'il n'entend rien à ces logogriphes théologiques. Alors le ministre du Seigneur se fâche, s'emporte, et finit par refuser le sacrement au jeune couple, qui fut obligé d'aller chercher un autre curé moins fort sur la métaphysique du moyen-âge.

Si les passions et les excès du parti démagogique n'avaient point dès l'origine discrédité, en la dénaturant, la cause de l'indépendance italienne, il n'est pas douteux que les nouveaux efforts qui furent tentés en 1848 pour assurer son triomphe, n'eussent été accueillis dans le monde entier par d'ardentes sympathies. Charles-Albert, l'infortuné prince, peut-être fût-il resté victorieux, même ayant affaire à la fortune et à l'habileté de Radetzky. Mais le vieux guerrier n'était point son seul, ni même son plus indomptable adversaire; il avait encore à combattre contre les méfiances et la perfidie de ceux-là mêmes dont il défendait si héroïquement la nationalité. C'était trop. Cette dernière lutte surtout convenait mal à sa loyauté. Il devait donc succomber, et la malheureuse Italie devait voir s'évanouir avec lui, pour longtemps peut-être, ses meilleures chances d'affranchissement. Le parti démocratique, tel qu'il s'était implanté en Italie, a démontré son impuissance absolue.

Le peuple vicentin abattit par trois fois, à coups de fusil, le drapeau blanc arboré par le général Jean Durando, qui signa la capitulation de Vicence. M. d'A-

zeglio, aide-de-camp de ce général, fut blessé à Vicence. Les temps avaient marché : M. d'Azeglio avait séparé sa cause de celle du peuple italien ; il avait intrigué pour les princes, et il fut porté au ministère par l'épouvantable et mystérieuse catastrophe de Novare.

Durando a commis la faute de livrer bataille dans la ville de Vicence en 1848, avec 14,000 hommes, contre des forces supérieures ; il savait d'avance que l'ennemi marchait contre lui ; il avait peu d'espérance d'être secouru à temps. Il aurait donc mieux valu battre en retraite vers Marghera sous Venise, au lieu d'être forcé à capituler.

Le colonel d'Azeglio était un brave militaire, sans doute, mais les poètes sont de mauvais hommes d'État ; le poète domine l'homme politique, et lors même qu'il serait bon théoricien, il n'est guère praticien. Voyez M. Lamartine, ce brillant génie : qu'a-t-il produit comme homme d'état? Le fameux *Manifeste* à l'Europe, mensonge officiel.

On ne savait pas assez se sacrifier pour la liberté, ni en Italie, ni en Allemagne ; les braves Hongrois seuls font exception. A Vicence, par exemple, les *prodi Italiani* s'empressaient de venir en aide aux blessés des deux régiments suisses au service de Rome, pour les conduire aux ambulances. Ces mangeurs de Croates, à longue barbe, savaient se soustraire au combat de toutes manières. Il va sans dire que beaucoup cependant ont fait leur devoir.

Il n'y a dans aucune classe des nations un enthousiasme capable de suppléer à la froideur des princes.

Charles-Albert est mort le cœur navré. L'ambition de la maison de Savoie et ses défauts personnels l'ont poussé dans l'abime. Sa faiblesse de caractère s'est montrée dans les moments les plus importants de sa vie, et a eu les suites les plus graves; il s'est trahi lui-même, ainsi que les autres. En campagne il montrait le courage du soldat, sans avoir les talents du général. Il a bien régné sous beaucoup de rapports. L'étiquette espagnole de la cour le séparait trop du peuple. Il n'a pas détruit cette formidable et jésuitique aristocratie de Turin ; il n'a fait que la blesser ; c'est elle qui l'a tué.

Malgré ses défauts naturels et ses erreurs, Charles-Albert occupera une place distinguée dans l'histoire de la maison de Savoie. Le grand courage avec lequel il a attaqué une des plus fortes puissances, la valeur militaire qu'il a déployée surtout dans la première campagne, lui ont gagné l'estime du vrai soldat, et lui ont fait pardonner ses fautes.

Charles-Albert a préféré la mort à la honte. Il a fait le sacrifice d'une couronne et d'une vie pour l'indépendance de sa patrie. Pour fuir les hontes et les infamies de Novare, il est allé rendre son dernier soupir sur l'extrême rivage de l'Europe.

C'est au peuple italien, c'est à l'armée piémontaise en particulier, à venger en temps opportun ce grand champion de la liberté.

Chose singulière! Radetzky savait la dénonciation de l'armistice douze heures *plus tôt* que le général en chef sarde.

Dans les guerres modernes on ne s'occupait pas des places fortes; on tâchait de gagner au plus vite le point stratégique, et l'on y livrait bataille. Charles-Albert n'aurait donc pas dû faire le siége de Peschiera, qui a été du reste assez bien conduit; mais on y a perdu un temps précieux. Il fallait marcher sur l'Isonzo, fermer les débouchés du Frioul et du Tyrol, pour empêcher l'entrée des renforts autrichiens, les battre en détail, généraliser la révolution, comme faisait le grand capitaine des temps modernes.

Pescaire sera fortifié par l'Autriche de manière à pouvoir recevoir dans son enceinte une armée entière, et occuper une place importante dans l'avenir; mais il lui faut encore au moins cinq ans; d'ici là, bien des événements pourront surgir.

Le général Bava, ministre de la guerre de la Sardaigne, a pris sa démission; c'est un malheur pour l'armée et pour le pays. Nul plus que lui n'a connu les vices de l'organisation de l'armée piémontaise; le premier, il a eu le courage de les dénoncer dans le rapport qu'il a fait sur la campagne de l'an 1848; nul n'avait recherché avec plus de zèle un remède efficace. Dans le court espace de temps qu'il a passé au ministère, il a entrepris des réformes hardies, mais judicieuses, et qui promettaient les meilleurs résultats; mais elles ont

déplu à ceux qui vivent des abus, et qui, dit-on, ont découragé par leur opposition le ministre réformateur. C'est dommage qu'il n'ait pas eu plus de persévérance; malheureusement, en Italie on n'est ni constant, ni tenace : tout y est comme un feu de paille; rien n'y est sérieux ; on a le cigare toujours à la bouche.

Il me semble que le brave général Bava a eu tort de supprimer les brigades, et de vouloir dissoudre des bataillons de bersaglieri. La Marmora a conservé la formation des brigades; le plus ancien colonel les commande, au lieu d'un général. Il a bien fait aussi de conserver les cinq bataillons de bersaglieri, vu que l'Autriche a augmenté ses bataillons de chasseurs.

Alphonse La Marmora, ministre de la guerre, soumet l'armée à des épurations, qui sont constamment favorarables à la noblesse, efface des cadres de l'armée, et en très-grand nombre, les officiers plébéiens, c'est-à-dire ceux dont le tort irrémissible est d'être nés dans la bourgeoisie. Il aurait de la besogne s'il pensait plus à l'organisation de l'armée, car elle laisse beaucoup à désirer. La cavalerie existante est bonne, mais il faut de la cavalerie légère, et il faut donner aux cuirassiers des lances, et à presque toute la cavalerie des sabres droits : les coups de sabre ne valent pas les coups de pointe.

.Les exploits de la cavalerie piémontaise de Pastrengo, les charges brillantes de Governolo, Custoza, Goïto, Volta, Berretara, Somma-Campagna, sont des souvenirs glorieux que les régiments de Piémont-Royal, de Gênes, Savoie et Novare (cavalerie), peuvent inscrire sur leurs drapeaux. La cavalerie d'Aoste s'est distinguée en sauvant

une partie de l'artillerie de la 3me division (Perrone), à Novare.

L'Autriche change ses sept régiments de chevau-légers en lanciers. La lance est la reine des armes pour la cavalerie.

La réaction prend donc haleine dans ce pays de Sardaigne, que le père du roi actuel voulait émanciper de l'aristocratie formidable de Turin; mais il n'était pas assez fort pour briser cette aristocratie et le jésuitisme, qui n'est nulle part plus puissant, et il l'a payé de sa vie.

Le général Alphonse della Marmora, qui n'était en 1848 que major d'artillerie, figurait en 1849 comme lieutenant-général, quoiqu'il n'ait pas donné dans cette courte et honteuse campagne; il était à Sarzana et à Parme, à l'extrême droite de l'armée. Plus tard, il se signala comme bombardeur de Gênes. J'admets que c'était là un triste devoir pour tout brave officier; mais cela ne forçait pas à n'avoir aucun ménagement pour des compatriotes égarés ou mal avisés. M. Alphonse La Marmora a fait, dans l'espace de cinq ans, une carrière rapide, sans exemple même parmi les héros de la grande armée de Napoléon. Ce général est dans la force de l'âge; il est appelé à rendre de grands services à sa patrie; je désire qu'à l'avenir il soit plus Italien que Piémontais.

C'était une bévue de l'envoyer à Parme, au lieu de le rappeler de Sarzane et de lui confier la défense de la Cava; mais on ne savait pas utiliser les capacités. Il est

à conseiller à M. La Marmora d'être sévère, mais de ne pas être rude ni injuste, et d'être moins partisan de l'aristocratie, sans toutefois se faire le camarade des démocrates. Que le Piémont continue de marcher dans la voie du progrès ; qu'il s'occupe de son armée, en formant de bons cadres et en nombre suffisant, car le temps s'écoule. Le ministre de la guerre est en bonne voie : il a entre autres établi des écoles pour l'infanterie ; qu'il établisse aussi une école pour former de bons officiers d'état-major ; l'état-major est l'œil de l'armée. Qu'enfin on instruise mieux les sous-officiers, car ils sont l'âme du soldat.

On sait quelle fièvre de libéralisme s'empara des monarques européens après le coup de foudre de février 1848. Chaque royaume, chaque duché obtint sa constitution. Les souverains ne faisaient plus valoir leurs droits sur le trône par la grâce de Dieu. Ils ne disaient plus qu'ils transmettraient à leurs successeurs leurs droits *intacts* comme ils les avaient reçus. Malheureusement, les peuples oublièrent bientôt les motifs qui avaient fait agir les démocrates, et ils se laissèrent aller, par bonté de cœur, à la faute grave de la reconnaissance envers leurs souverains. Ils oublièrent les antécédents véreux de ces nouveaux convertis, et applaudirent.

L'Italie se souleva ; la guerre sainte fut entreprise contre l'Autriche, ce tourmenteur implacable de l'Italie. Pour la première fois, la Péninsule tout entière s'émut d'une même colère. Chacune de ses provinces envoya

son contingent sous le drapeau de l'indépendance nationale. Cependant, la guerre à peine entamée d'une manière brillante, les choses commencèrent à se gâter. Les Italiens déployèrent du courage, mais commirent aussi des fautes graves. Charles-Albert agissait surtout pour son intérêt particulier.

Quant à l'insurrection de Gênes, en avril 1849, on ne peut pas en dire grand'chose ; le peuple se battait mollement et en petit nombre ; c'étaient les étrangers qui résistaient. Un peloton de bersaglieri a pris la forteresse de Gênes, que Masséna avait si longtemps défendue contre les Autrichiens, il y a cinquante ans. Les Génois sont plus insolents que braves ; c'était une bêtise de se soulever avec si peu de moyens, pour protester contre l'armistice conclu après les désastres de Novare. D'ailleurs, un chef capable y manquait, comme partout. Avezzano est un bien brave patriote, voilà tout. A Rome, il ne savait pas diriger non plus l'armée.

L'Italien est énervé ; il n'a pas de caractère vigoureux, point d'énergie, point de patriotisme ; il n'a que des sentiments de haine et de vengeance contre l'étranger, surtout contre les Autrichiens (*i Tedeschi*). En Italie, le courage moral est du côté du sexe faible. Les fortes têtes manquent dans ce pays, plus que partout ailleurs. A Gênes, en particulier, les hommes ressemblent en tout aux Juifs, jusqu'à leur langage. Ces gens de la Bourse ont un écu à la place du cœur, et je ne m'étonne pas que la peur les gouverne. Bien qu'ils eussent mérité un châtiment pour leur légèreté, les

bersaglieri, en entrant dans la ville, se sont conduits comme des cannibales, comme des sauvages, dans leur propre pays. Ils ont volé tout ce qu'ils ont pu trouver, et violé les femmes : par exemple, la fille d'un boucher de Gênes a été maltraitée et déshonorée par vingt de ces cannibales. Un officier de cette troupe indisciplinée a volé la madone dans une église ; il a été fusillé pour ce sacrilége. Quatre bersaglieri ont *maltraité d'une manière honteuse deux prêtres !* Ces troupes se sont conduites d'une manière scandaleuse, absolument comme celles de Novare le soir du 23 mars, après avoir été battues par les Autrichiens ; aussi les habitants de cette ville reçurent les ennemis comme des sauveurs. Quelle honte !

Filangieri lançait des bombes contre Messine, et La Marmora (Alphonse) contre Gênes. Etait-ce des bombes républicaines ou royalistes ?

LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES ÉVÉNEMENTS DU MOIS DE MARS 1849.

Il résulte des recherches de cette commission qu'un employé du télégraphe, M. Ragazzoni, à Alexandrie, a affirmé par serment qu'il avait remis, le 8 mars, aux mains du général Chrzanowsky, la dépêche relative à la dénonciation de l'armistice, signée Rattazzi.

A la bataille de Novare, vers trois heures, le major-général aurait dû faire un grand effort en engageant sa réserve, la brigade des gardes, et en rassemblant tout

ce qui n'était pas absolument nécessaire sur d'autres points; il aurait pu gagner la bataille; et si Romarino avait fait son devoir, il n'était pas très-difficile de jeter dans le Pô l'armée de Radetzky.

Chrzanowsky a certainement beaucoup de théorie, mais peu de pratique; il n'a montré ni le génie ni le coup d'œil nécessaires pour profiter du moment, qui était vers deux heures de l'après-midi, où une partie de l'armée gagnait du terrain, pendant que l'autre reculait; peut-être des revers à jamais regrettables auraient pu être évités. Une partie de l'armée s'est bien battue; les généraux Perrone, Alexandre de La Marmora, Bès et d'autres se sont distingués. C'est M. de La Marmora (Alexandre) qui a organisé les bersaglieri, cinq bataillons, une belle et bonne troupe; il s'était fait remarquer déjà à Goïto en 1848, où il a eu la mâchoire fracassée.

Vidons maintenant la question. Pourquoi Chrzanowsky a-t-il nié avoir reçu, le 8 mars, la dépêche qui l'informait de la dénonciation de l'armistice? Même en ne la prenant pas pour officielle, il fallait agir en conséquence. Il est vrai que c'est le major-général de l'armée qui aurait dû dénoncer l'armistice, et non pas le ministère. Mais quel motif le général avait-il pour ne pas dire toute la vérité? En tout cas, il est suspect. Aurait-il en effet trempé dans la trahison qui entourait en 1849 Charles-Albert, ce vaillant champion de l'indépendance de l'Italie? Quoi qu'il en soit, on peut reprocher au général de n'avoir pas soutenu la vérité toute nette, chose fort grave dans une position supérieure. Son honneur exige une explication satisfaisante; il ne doit pas garder

le silence en présence des charges accablantes que font peser sur lui soit les contradictions des trois anciens ministres, soit le témoignage des employés du télégraphe.

Je comprends parfaitement que la position d'un général étranger dans une armée italienne est des plus difficiles sous plus d'un rapport; il ne connait pas la langue du pays, ni ses coutumes : raison de plus pour un étranger qui se présente pour commander une telle armée, d'avoir non-seulement des connaissances de théorie et de tactique, mais encore une grande expérience pratique de la guerre, et d'être inspiré du feu sacré, ce qui entraine le soldat, surtout dans des guerres de révolution, où la discipline est relâchée, et où la plus haute dignité militaire même n'est pas à l'abri de la critique et du blâme; un grand caractère, une personnalité remarquable est seule capable d'obtenir du soldat le respect et l'obéissance nécessaire. Pour entraîner le soldat dans des moments critiques, il faut lui adresser des discours courts, mais énergiques, et lui rappeler l'honneur du corps; il faut faire vibrer la corde des sentiments sympathiques. Avec ces qualités réunies vous irez loin, vous réussirez presque toujours. Napoléon possédait éminemment toutes ces précieuses qualités, qui lui ont fait gagner des batailles. Beaucoup de ses lieutenants en étaient doués aussi, par exemple : Masséna, Murat, Ney, Davout, Soult, Lannes, Friant, Compans, etc., tandis que d'autres généraux de cette grande époque, comme : Gouvion St.-Cyr, Macdonald, Marmont, Regnier, etc., étaient malheureux et presque toujours

battus, quoiqu'ils eussent plus de connaissances stratégiques, qu'ils fussent plus savants que les premiers, qui étaient presque toujours victorieux. Ce qui fait beaucoup, c'est l'élan, la confiance qu'on sait inspirer aux soldats. Blücher n'était qu'un sabreur hardi, et de Wrede n'avait guère plus de moyens; mais ils savaient agir sur le soldat de toutes manières, et ils se sont acquis ainsi une grande réputation.

Le général Chrzanowsky a pris sa démission, en conservant son grade dans l'armée; il a noblement refusé une pension de retraite. Avant de quitter Turin, il a présenté au ministre de la guerre un mémoire justificatif, qu'on ne paraît pas oser publier en ce moment-ci; cependant le pays attend de la Commission d'enquête le résultat de ses recherches sur les désastres de Novare. Chrzanowsky a nommé les personnes qui n'ont pas fait leur devoir; il y a donc des réputations à ménager? Cependant, comme le général a été suspecté, son honneur exige que la lumière se fasse. En attendant, il suffit de savoir qu'on a fait connaitre au Gouvernement une partie au moins des auteurs des désastres de la campagne de Novare. Le général est peut-être appelé à remplir un triste devoir; car ce n'est pas seulement sa propre réputation qui exige qu'il fasse connaitre toute la vérité : il le doit aussi aux étrangers qui ont servi l'indépendance; il le doit à l'histoire, juge suprême des princes et des peuples; il le doit d'autant plus que les Italiens crient toujours dans le malheur à la trahison. Il faut qu'il leur apprenne que les traîtres étaient des Italiens, et non pas des étran-

gers. Je pense que le général comprendra sa position et son devoir, et qu'il ne se laissera pas arrêter par une fausse délicatesse. Il y a encore des officiers polonais au service de la Sardaigne ; il leur doit cette satisfaction ; il la doit à tous les étrangers qui ont embrassé la cause sacrée de l'indépendance de l'Italie, surtout vis-à-vis des Italiens qui sont si jaloux des étrangers, dont ils sont cependant forcés de reconnaître la supériorité. Le général outragé doit encore la publication de la vérité à l'avenir de l'Italie, afin que les générations futures abandonnent leurs préjugés contre l'étranger, sans l'aide duquel ils ne se débarrasseront jamais du joug autrichien.

L'*Armonia*, journal des prêtres, prétend qu'on a trouvé des lettres adressées au feu général Romarino, desquelles il résulterait que Naples lui avait promis 300,000 francs pour sa retraite à la Cava. Les prêtres sont ordinairement bien renseignés, grâce à la confession, par laquelle ils découvrent les plus grands secrets. C'est par la confession que des diamants de grand prix, appartenant à la comtesse Bathyani, sont tombés entre les mains du Gouvernement autrichien ; le prêtre auquel un domestique de la comtesse s'était confessé à son lit de mort, le dénonça. Ce Gouvernement paraît vouloir récompenser par les biens spoliés et confisqués en Hongrie et en Italie, ses généraux bourreaux, tels que Haynau, Windischgrætz, Jellachich, Radetzky, dont chacun a reçu 400,000 florins. L'un d'eux, d'Aspre, est mort avant d'avoir pu recevoir le prix de ses œuvres ; peut-être le recevra-t-il dans l'autre monde. Il a con-

fessé à l'évêque de Padoue qu'il avait fait fusiller 70 personnes à Livorno, sans preuves de culpabilité, outre ses crimes commis le 8 février 1848 à Padoue. Il est mort dans cette ville, le 24 mai 1850, d'une maladie de cœur : il ne savait pas supporter la disgrâce d'un empereur ! Pauvre mortel, qui a cependant pu supporter l'exécration du monde civilisé pour ses cruautés. Ne savait-il donc pas qu'on doit tout aux princes, que les princes ne doivent rien à personne, et que par conséquent on a tort de se plaindre de leur ingratitude? Il est incontestable que l'audace et la grande bravoure du général d'Aspre a remporté la victoire à Mortara ; l'intrépidité du colonel Benedeck y est cependant pour beaucoup. Cette victoire fut le prélude de la bataille décisive de Novare; c'est d'Aspre qui a commencé seul cette bataille, avec ses 15,000 hommes contre 53,000 Piémontais ; sa position était critique vers deux heures, avant l'arrivée des renforts. Si le général piémontais avait eu l'audace d'un d'Aspre pour faire un grand effort à propos, l'issue de cette bataille aurait pu rétablir les affaires des Piémontais.

Que le général polonais soulève le voile qui couvre encore tant d'infamies, pour qu'on ne puisse pas dire : le receleur vaut le voleur. Qu'il se hâte donc de dire toute la vérité. On l'a accusé de trahison ; son honneur et l'intérêt du Gouvernement piémontais exigent que la lumière se fasse; d'ailleurs il le doit à la glorieuse mémoire du feu roi Charles-Albert, martyr de l'indépendance de l'Italie. Ce qu'on peut dire en toute justice, c'est que le général Chrzanowsky aurait dû se démettre

du commandement, en voyant que l'armée n'était pas prête, qu'on dénonçait l'armistice pour ainsi dire à l'improviste, qu'il ne pouvait sauver le pays, et qu'il mettait sa réputation en jeu.

Au départ du général, le journal ministériel de Turin a jugé à propos de faire son éloge; mais les autres journaux disent qu'il aurait mieux valu pour son honneur de lui donner le conseil de ne pas partir avant d'avoir répondu aux accusations élevées contre lui, d'autant plus que la nation attend avec impatience le rapport de la Commission d'enquête sur les désastres de Mortara et de Novare. Des bruits sinistres courent dans le pays sur cette affaire : on va jusqu'à insinuer que Chrzanowsky avait agi d'intelligence avec un personnage haut placé dans ce malheureux pays. Un voile couvre encore les noms de ceux dont la honteuse conduite a causé la catastrophe de Novare, qui ne pouvait être prévue que par ceux qui l'avaient préparée. Charles-Albert disait à neuf heures du matin, le 23 mars 1849, à son premier aide-de-camp général Carlo La Marmora et à Giacomo Durando : *Io ho speranza che le cose andranno bene, e che se i soldati, come ne ho fede, faranno il loro dovere, batteremo gli Austriaci.* (J'espère que les affaires iront bien, et que si les soldats font leur devoir comme je le pense, nous battrons les Autrichiens.) Le roi parlait cependant en même temps de l'abdication de sa couronne, et il abdiqua en effet le soir, pensant que c'était la seule chose à faire après des événements aussi désastreux que cette bataille. Il envoya le général Cossato au camp de Radetzky, pour faire part à ce général de la résolution qu'il avait

prise pour le salut du pays, et la guerre était finie! Mais quelle paix! On fut obligé de subir de bien dures conditions, outre les 75,000,000 de contributions; l'entrée des Autrichiens à Alexandrie blessait beaucoup l'amour-propre des Piémontais. Il est à craindre même qu'on ne soit pas à bout de sacrifices. La Constitution piémontaise gêne l'Autriche dans ses mouvements réactionnaires, ainsi que la position formidable du Piémont près de la France et de la Suisse. Gênes et Alexandrie conviendraient fort aux Autrichiens.

Dans tous les temps, un général qui perdait une bataille passait par un conseil de guerre, tant pour son propre honneur que pour découvrir la cause de sa défaite. Si l'on a décoré le major-général Chrzanowsky du grand cordon de l'ordre Saint-Maurice et Saint-Lazare, après la perte d'une bataille à forces doubles de celles de l'ennemi, qu'en penser? L'honneur du général exige qu'il demande sans retard un conseil de guerre; le ministère en aurait dû prendre l'initiative déjà par respect pour le moral de l'armée. Il y a donc une cause mystérieuse qui a empêché l'ex-major général de dire la vérité; c'est cette cause qu'il importe de connaître.

L'armée, harassée de fatigue, a été concentrée trop tard, et encore n'était-elle pas toute réunie à cette malencontreuse bataille de Novare. On n'a pas massé les troupes vers le point d'attaque et vers la clef de la position (la Bicoque). Napoléon ne perdait pas de vue ce stratagème. Il faut commencer par vaincre l'ennemi moralement, et l'achever physiquement.

Une armée piémontaise de 120,000 combattants a

été mise en fuite et battue à plate couture par 70,000 Croates. La cause de la fuite de cette armée n'est pas encore tout-à-fait éclaircie, surtout vu la campagne de 1848. Le général de division Bès a dit dernièrement aux représentants du Piémont : « Il y a un an, j'annonçais toutes les chances qui ont précédé et suivi la catastrophe de Novare; cependant les pauvres soldats mouraient de faim dans le pays le plus fertile du monde, et une brave armée n'a pas seulement pris la fuite, mais elle a tourné sa baïonnette contre ses supérieurs. » Il est donc de rigueur pour la Commission d'enquête à Turin de dire la vérité à l'Europe sur ces honteux événements.

Le testament de Mgr. Corboli-Bussi dit que le pontife a poussé le roi Charles-Albert à la guerre contre l'Autriche. On lit dans ce testament : « Je donne 1,500 piastres à M. Pieri en reconnaissance des services qu'il m'a rendus comme secrétaire dans ma mission de la part du Saint-Père chez le roi Charles-Albert. » M. Gonella, qui était, avant la bataille de Novare, directeur du télégraphe, a été arrêté à Turin. Le parti aristocrate jésuitique désire l'occupation du Piémont par les Autrichiens ; il y a pour cela une conspiration permanente. Peut-être cette arrestation mènera-t-elle à des découvertes, par rapport à la dépêche que l'ex-général en chef nie avoir reçue le 8 mars 1849.

L'enquête contre l'archevêque Franzoni de Turin promet de dévoiler la conspiration qui a facilité la victoire des Autrichiens. On a trouvé chez lui des papiers qui compromettent l'avocat Gonella, l'ex-directeur du télé-

graphe. On suspectait l'ex-général en chef; mais il parait que la trahison se trouve d'un autre côté.

Les lettres découvertes chez l'archevêque de Turin et chez le curé Pittavino de San Carlo donnent la preuve que, pendant la dernière guerre, il existait une correspondance entre quelques prélats de Turin et les curés des provinces d'Aoste et de la Lomelline. Il en résulte que ce sont les agents de cette conspiration qui faisaient mettre dans le pain de munition des écrits contre Charles-Albert. On sait maintenant par qui et comment ils étaient faits. Qu'une justice sévère se fasse!

Un ordre du jour de S. M. le roi de Sardaigne du 6 juillet 1850 nomme une vingtaine d'officiers démissionnés et mis en retraite, suites des recherches de la Commission d'enquête sur les désastres de Novare; on a en outre mis en disponibilité et en retraite quelques généraux, entre autres le lieutenant-général Morella, ainsi que le colonel d'artillerie Morella. Voilà un résultat bien minime, après quinze mois de recherches!

Ce serait un magnifique moyen de se procurer l'attention des Italiens, que de raconter comment M. le général Chrzanowsky a obtenu le grand cordon de l'ordre de Saint-Maurice et Saint-Lazare. On serait alors forcé de convenir des grandes qualités militaires de ce général; car, sans cela, on ne peut guère s'expliquer pourquoi cette grande récompense lui a été décernée. Mais qui voudrait entendre parler encore des grands plans de batailles, à présent que toute guerre a été déclarée impossible?...

Les marches et contre-marches qu'on fait exécuter

aux troupes piémontaises les fatiguent inutilement, et occasionnent de grands frais, qu'on pourrait épargner. Mais c'est là encore un dernier effet du génie stratégique de Chrzanowsky. La nouvelle formation de cette armée a été publiée : on a dissous les brigades; à l'avenir, le régiment n'aura que trois bataillons à cinq compagnies chacun, organisation vicieuse surtout pour les manœuvres, excepté pour le carré, où la cinquième compagnie sera placée aux quatre coins. Les compagnies n'auront que 84 hommes : elles seront ainsi beaucoup trop faibles; on leur a conservé quatre officiers : c'est un de trop, si on ne les conserve pas pour les cadres. La troupe légère a été formée en un régiment de trois bataillons, à quatre compagnies par bataillon; la force de la compagnie est de cent hommes : encore trop faible. Une compagnie ne devrait pas compter moins de cent cinquante hommes, parce qu'en entrant en campagne, elle diminue sensiblement; puis il faudrait six compagnies par bataillon : c'est ce qu'il y aurait de plus convenable, tant pour les manœuvres que pour la voix du chef de bataillon. La France même, qui avait huit compagnies par bataillon, a maintenant admis les six compagnies; presque toutes les autres armées ont conservé cette formation. Je crois aussi qu'on aurait bien fait de conserver la formation sinon des divisions, au moins des brigades, ce qui n'aurait pas empêché de distribuer les régiments dans les brigades formées autrement que par province, surtout parce que leur valeur n'est pas égale. On compte au nombre des meilleures brigades Savoie, Pignerol, et Piémont.

Le député Rattazzi, ex-ministre de Charles-Albert, disait dans la chambre que le ministère n'avait pas pu prévoir que 7,000 Autrichiens battraient 22,000 Piémontais à Mortara, et que 25,000 Autrichiens mettraient en complète déroute une armée de 100,000 Piémontais. Quelle honte pour cette armée! Elle devrait envelopper son drapeau d'un crêpe noir, jusqu'à ce qu'elle ait lavé cette tache inouïe dans l'histoire militaire moderne.

La réorganisation de l'armée en Piémont a modifié le recrutement. Les fantassins resteront au service pendant quatre années consécutives; les militaires appartenant aux armes spéciales resteront un an de plus. Le mariage ne sera permis qu'à l'expiration du terme de service : quatre années d'activité, et deux de réserve. M. La Marmora a bien fait; qu'il ne s'arrête pas dans cette bonne voie.

Le rapport de la Commission d'enquête dit que les Piémontais n'avaient que 55,000 hommes à opposer à 70,000 Autrichiens, à Novare. Cependant l'ancien ministre Rattazzi n'a pas été démenti, lorsque dans la chambre il lança contre l'armée les paroles foudroyantes que nous avons rapportées.

La garde nationale de Casale a bien mérité de la patrie, en se battant bravement, le 24 et le 25 mars 1849, contre les Autrichiens.

La Lombardie n'offre point de défense : on peut y prendre en flanc les Autrichiens. Durando et Pepe avec 30 mille hommes auraient dû passer le Pô : l'ennemi était coupé et obligé de se retirer tant bien que mal, en ne laissant que des garnisons dans le quadrangle

des forteresses. Ce n'est pas la science de Radetzky qui a sauvé les Autrichiens : c'est la peur du Pape, la défection du roi de Naples, et le mauvais accord des Italiens.

Le général Chrzanowsky et Willisen ont commis la même faute : le premier a livré, à Novare, une bataille à moitié défensive et à moitié offensive, et Willisen en a fait autant à Idstedt. Pour Chrzanowsky l'offensive valait mieux, pour Willisen la défensive. Ces deux généraux malheureux se ressemblent beaucoup : tous les deux sont bien instruits, mais ils manquent de l'énergie et de l'audace nécessaires à un général en chef. Ils seraient mieux à leur place comme chefs d'état-major. Willisen a encore commis la grande faute d'avoir nommé M. de Thann chef d'état-major, au lieu de conserver M. Wyncken à ce poste important. M. de Thann aurait été mieux placé comme commandant de l'avant-garde, ou d'un corps franc.

On commence à revenir de la malheureuse idée, qu'il faut des généraux polonais pour commander des armées. Les Polonais sont en général de bons soldats, avec beaucoup de mauvaises passions. Dans leur guerre de 1831, il n'y avait que Klopiky qui fût un bon général. Ils n'ont répondu nulle part à l'attente, excepté Bem, Dembinsky, et quelques autres.

Il est prouvé maintenant que la dépêche qui dénonça l'armistice, est arrivée le 8 mars à Alexandrie; mais dans quelles mains traitresses est-elle tombée? Le voile qui couvre encore la trahison de tant de monde, se lèvera peu à peu; je désire de tout mon cœur que l'honneur du major-général Chrzanowsky en sorte sain et sauf.

Les fils du roi Charles-Albert se sont vaillamment battus; la bravoure est héréditaire dans la maison de Savoie; mais les Eugène de Savoie sont rares! la nature en est avare.

Dans la seconde campagne, la troupe d'ancienne formation se battit seule; celle de la nouvelle levée se débanda honteusement.

La Commission d'enquête sur les désastres de Novare n'a pas encore eu le courage de communiquer au public le résultat de ses recherches; il paraît qu'on ne lui permet pas de lever le voile.

On voudrait faire de Chrzanowsky une victime du ministère démocrate; on prétend maintenant qu'il avait prévu et prédit l'immense catastrophe, et qu'il ne conservait le commandement que par dévouement. Il me semble qu'il aurait mieux fait de ne pas pousser son dévouement jusqu'à ce point, puisqu'il a prévu les revers, sans avoir en mains les moyens de les détourner.

Les Italiens sont un peuple mou et indolent, qui ne connaît que l'argent et la jouissance, et qui ne tient pas à se battre contre les Croates, ces enfants du camp. De la fanfaronnade à l'action la distance est immense chez les Italiens. Que les autres nations chassent les Autrichiens, et qu'elles disent que ce sont les braves Italiens qui l'ont fait; voilà ce qu'ils voudraient; ils attendaient leur délivrance des Hongrois. Ce sont des cerveaux brûlés.

Charles-Albert a commis des fautes; l'affranchissement de l'Italie ne fut à ses yeux qu'une occasion d'agrandir ses domaines; il décourageait les volontaires

accourus de tous les côtés. Il ne tenait compte que de son armée, peu nombreuse dans la première campagne ; on ne savait utiliser le service des volontaires, qui certainement, en rase campagne, ne pouvaient tenir contre des troupes régulières et si bien disciplinées ; il fallait s'en servir pour harceler l'ennemi sur ses flancs, en former des bataillons de tirailleurs, en organiser des compagnies d'infirmiers. On peut servir la patrie partout, chacun selon ses capacités. Le roi perdait le temps ; le premier élan des populations vénitiennes et lombardes s'était refroidi.

Pie IX leva le masque de son prétendu libéralisme, en refusant de déclarer la guerre à l'Autriche, et d'aider efficacement ses compatriotes à délivrer le pays du joug étranger. Le pape disait alors : « Comme chef de l'Église, je ne saurais autoriser les fidèles à s'entr'égorger. » Ces paroles chrétiennes protégeaient l'oppresseur ; mais il les oublia l'année suivante, lorsqu'il envoya quatre armées se ruer sur ses propres sujets. Le grand-duc de Toscane, malgré lui, prit part à la première campagne ; il envoya six mille hommes, sous les ordres du lieutenant-général Arco Ferrari, à l'armée libératrice. Ferrari avait fait la guerre en Espagne comme capitaine ; le général Rey l'a rossé à coups de cravache dans les Castilles, pour n'avoir pas fait son devoir ; il y en a encore des témoins à Florence. Les Toscans ont bloqué Mantoue et assisté aux combats de Curtatone et de Montenara, non sans gloire.

Il y eut encore un moment favorable, dont on n'a pas su profiter : le Pape et Léopold de Toscane prirent

la fuite ; Rome et la Toscane auraient dû se réunir immédiatement et se constituer en république fédérative ; voilà cinq millions d'auxiliaires pour le Piémont. Alors on aurait même pu révolutionner le royaume de Naples. L'Autriche avait encore la Hongrie sur les bras. Ce nouvel élan de l'Italie centrale aurait peut-être pu changer le sort de la Péninsule.

Le 4 octobre 1849, a passé par Gênes le cadavre royal de Charles-Albert ; plusieurs milliers de prêtres lui ont rendu les derniers honneurs. Le corbillard doré, qui renfermait le royal défunt, était traîné par huit chevaux noirs et escorté par de la cavalerie ; la brigade de Savoie formait la haie dans les rues. Les arrangements funèbres étaient, du reste, tout italiens, c'est-à-dire pitoyables. Dans les rues on ne voyait que de simples curieux et des indolents ; on ne voyait nulle part le deuil ou l'affection pour la noble victime.

En Italie, et notamment à Milan, la vexation pour les passeports est aussi stupide que brutale. On a à payer les différents visas à la police, aux consulats respectifs, à la douane. Ce n'est pas pour la sûreté de l'État, c'est plutôt pour rançonner les étrangers. On visite à plusieurs reprises les malles dans le même pays, pour tirer de l'argent ; en Toscane surtout, on est volé de toutes manières.

Le pillage de la ville de Nice s'accomplit sans que la police intervienne ; ses agents se promènent les mains dans les poches et le cigare à la bouche, et MM. les gendarmes bâillent au clair de la lune.

Désormais la cause des rois en Italie est jugée, et le mouvement qui assurera, dans un délai moins éloigné qu'on ne le suppose, l'affranchissement définitif de la Péninsule, se fera au nom et au profit des peuples.

Lorsque Charles-Albert quitta son fils, il lui dit: « Vous allez maintenant prendre les rênes du gouvernement, mon fils; mais, d'après mes pressentiments, cela ne sera pas pour longtemps? »

La guerre d'Italie est une guerre de principes. Cette guerre, quoi qu'en pense aujourd'hui la réaction, n'est point finie, et les parties belligérantes ne s'appuieront encore que sur des forces morales, actives ou négatives. Le maréchal Radetzky compte sur la crainte qu'il inspire aux populations beaucoup plus que sur l'effectif de ses bataillons. Il voit derrière lui l'Allemagne dynastique et l'empereur de Russie.

La lutte est réellement nationale. Tous les peuples d'Italie ont le même désir de conquérir une existence politique indépendante, et de se constituer en un corps d'états homogènes. Sur les moyens de conquérir la liberté, les Italiens diffèrent beaucoup entre eux. Cette nation a plus qu'aucune autre des éléments hétérogènes. Elle a un souverain spirituel, des rois, des princes, un clergé nombreux et riche, une aristocratie influente, des états et des villes dont les intérêts sont divers et souvent opposés. Tout cela modifie la tendance universelle vers l'unité.

Le royaume de Sardaigne représente la force active de la révolution. Un échec, quel qu'il soit, peut se réparer, mais l'État Sarde est composé lui-même d'élé-

ments différents; ses soldats ne sont ni d'une même race ni de même caractère. Les Savoisiens sont presque Français ; ils ont la même vivacité et le même courage militaire; ce sont les meilleurs soldats de l'armée. On en compte à peu près vingt-cinq mille. Ils n'ont de commun avec les Italiens que la haine contre l'Autriche. Ce qui les enthousiasmait, il y a trois ans, c'était l'espoir de voir faire à leurs chefs de grandes choses, dont l'éclat rejaillit sur la Savoie. Les Piémontais, race mêlée, tiennent un peu du Suisse et beaucoup de l'Italien. Moins inflammables que leurs frères de la Basse-Italie, prenant peu de part aux intérêts moraux de la Péninsule, ils combattraient de nouveau avec joie pour l'indépendance de leur pays. Ils sont bons soldats et susceptibles d'enthousiasme, mais à condition d'avoir un chef digne d'en inspirer.

La ville de Gênes avec son territoire appartient, depuis 1815, au royaume de Sardaigne. Elle a conservé ses anciens souvenirs républicains, et n'a cessé de faire une opposition systématique au Gouvernement piémontais, qu'elle regardait comme étranger, jusqu'à la révolution de février et les événements qui s'ensuivirent en Italie. Du moment où Charles-Albert fit marcher ses troupes contre l'Autriche, les Gênois, oubliant leurs anciennes querelles politiques avec le Piémont, sacrifièrent généreusement à l'intérêt de la patrie italienne tout, jusqu'au souvenir de leur ancienne existence républicaine. Les Gênois se distinguent des autres peuples d'Italie par l'activité, la sagacité politique et l'énergie du caractère; Gênes est une des grandes positions révo-

lutionnaires. Elle rapporte à l'État 36 millions par an. Cette ville peut opposer aux impériaux une résistance bien autrement redoutable que celle de Milan, de Vicence ou de Bologne. Elle est d'ailleurs mieux située. L'aristocratie gênoise est franchement révolutionnaire, de même que celle de Venise.

La Toscane est le seul pays qui ait joui, sous le régime des traités de 1815, d'une liberté politique inconnue aux autres peuples d'Italie. On n'y connaissait ni espions, ni sbires; on y discutait des questions politiques partout; le grand-duc permettait tout cela. Ce qui lui répugnait, c'était de rompre ouvertement avec la famille impériale. Ce qu'il ne pouvait jamais comprendre, c'était le désir qu'avaient les Toscans de devenir Italiens, et de risquer leur bonheur matériel dans une guerre qui ne pouvait avoir pour dernier résultat que de changer leur État, indépendant, comme duché, en une province de l'État italien. Or, c'est précisément ce que les Toscans voulaient à tout prix. Ils peuvent servir de preuve comme quoi le bonheur matériel n'est pas le seul but d'une nation. Gloire à ce peuple d'avoir préféré être soldat! Les Toscans, dans la guerre de 1848, ont montré de l'élan et de la bravoure. Ce qui leur manque, c'est l'expérience militaire et un général expérimenté, un autre que Ferrari ou Laugier; ce dernier est au moins brave soldat. Ils peuvent fournir 20,000 hommes de bonnes troupes.

Livourne est à la Toscane ce que la ville de Gènes est au Piémont. Livourne, ville plébéienne, a déjà acquis un nom historique. C'est la bourgeoisie de Li-

vourne qui entretient l'agitation dans la république de Toscane. Il y a là un grand nombre d'Israélites, très-dévoués à la cause du mouvement et très-capables de la servir. Ils devraient servir d'exemple à leurs co-religionnaires des autres pays.

La Lombardie avec la ville de Milan, ancienne capitale du royaume d'Italie, la Lombardie, qui, sous le règne de Napoléon, avait une armée et une administration nationale, n'a pas pu se résigner à redevenir une province de l'Autriche. La plus exposée aux vexations de l'étranger, la première elle a réagi. C'est elle qui a le plus osé et le plus souffert. Siége de sociétés secrètes et de conspirations incessantes, elle compte le plus grand nombre de martyrs politiques. Les autres États d'Italie avaient quelques troupes, des arsenaux et des finances organisées ; les Lombards, eux, attaquèrent les Autrichiens à Milan, en 1848, avec 300 fusils seulement. Ils levèrent plus de 20,000 soldats et volontaires pour la guerre de l'indépendance. L'aristocratie lombarde est en général patriote, mais elle n'a pas l'énergie de celle de Gênes. La bourgeoisie est partout franchement révolutionnaire. Le paysan fait des vœux pour la cause de la révolution ; il aimerait voir l'Italie unie et puissante. Il ne se pressera pourtant pas trop d'aller combattre les Autrichiens. Il n'a pas eu beaucoup à souffrir d'eux.

Le Gouvernement autrichien tirait de la Lombardie des ressources immenses. Il appelait ce pays son grenier ; mais il l'administrait par des employés italiens. C'est sur ces employés que retombait tout l'odieux des

mesures oppressives. Le clergé lombard, les hauts dignitaires exceptés, fraternise avec le peuple. Les prêtres faisaient le service de la garde nationale. Il y a eu dans les compagnies de volontaires des pelotons formés de prêtres, marchant en soutane, en tricorne et le mousquet au bras. Les Lombards pourraient mettre sur pied 60,000 hommes de bonnes troupes.

La ville de Modène, clergé, noblesse et peuple, arbora avec enthousiasme le drapeau de la révolution. Le petit nombre de soldats de la maison militaire du duc paraissait d'abord hésiter ; ils marchèrent pourtant contre l'Autriche et firent bien leur devoir. Les paysans semblaient assez indifférents. Tout le monde avait une certaine crainte de voir revenir ce souverain tant de fois chassé, et pourtant toujours rétabli par l'étranger. Les Modenais sont bons soldats. Ils fourniraient sans peine un contingent de 4 à 5,000 hommes.

Parme et Plaisance, grandes et belles villes, gouvernées avant la révolution par un même souverain, se séparèrent pendant la révolution et formèrent deux gouvernements distincts. On cherchait alors un centre nouveau d'action nationale. On s'adressa à Milan et plus tard au Piémont. Ces deux villes, avec leurs territoires, peuvent mettre sur pied 10,000 hommes.

Toutes les capitales dont nous avons parlé sont plus ou moins fortifiées, et seraient facilement mises en état de défense. Il en est de même des villes de Crémone, de Bergame, de Brescia, etc.

Rome et la Romagne formaient, pour ainsi dire, deux États étrangers et hostiles. Les Bolonais, les Ferrarais,

les Ancônais, ne payaient qu'avec répugnance les impôts destinés à enrichir les cardinaux et leur nombreuse domesticité, ainsi que les troupes étrangères à la solde du Pape. La dernière révolution réunit ces villes et ces populations, si longtemps divisées d'intérêt et d'opinion. La Romagne ne commença réellement à exister, comme État, que depuis la proclamation de la République romaine.

Rome elle-même est composée de quartiers habités par des populations qui ont l'air d'appartenir à des nationalités diverses. L'aristocratie princière romaine est de toutes celles de l'Italie la plus dégradée. Elle doit ses richesses aux bienfaits des papes; elle remplit à leur cour les hautes charges héréditaires, et possède le privilége de donner au sacré collége la majorité des cardinaux, et à l'Église le Pape. Par intérêt, par tradition et par caractère, elle est papiste sans être religieuse, et anti-révolutionnaire sans aimer la monarchie. Le haut clergé, en général, est dans la même disposition. Le bas clergé et les moines voient sans trop de déplaisir arriver le moment de la fermeture des couvents. Ils voudraient profiter de la nouvelle liberté, en conservant pourtant leurs vieilles habitudes d'oisiveté et leur influence. La bourgeoisie est révolutionnaire. Le peuple, les Transtévérains surtout, était très-dévoué à la papauté. Il a fallu toutes les fautes et tous les crimes de Grégoire pour affaiblir dans le peuple son respect religieux pour la personne des successeurs de Saint-Pierre. A l'heure qu'il est, la majorité du peuple s'est ralliée à la révolution.

Quand on parle du royaume de Naples, sous le rapport politique et militaire, on n'a réellement en vue que la ville de Naples; c'est elle qui règne et gouverne. Les provinces, habitées par des populations qui diffèrent les unes des autres par les mœurs, divisées par les intérêts locaux, sont toutes également étrangères à la ville de Naples.

La bourgeoisie de cette ville n'est ni assez énergique, ni assez unie, pour pouvoir attaquer avec succès un ennemi si bien préparé à la défense. Les Suisses, établis dans des casernes, et des postes bien fortifiés et protégés par les canons de Castelnuova suffisent pour garder toute la capitale. D'ailleurs, la bourgeoisie est menacée elle-même par les 40,000 lazzaronis. Les lazzaronis sont tous papistes, légitimistes et conservateurs. Paresseux et lâches de leur naturel, ils sont cependant capables de s'enflammer, et leur enthousiasme monte jusqu'à la rage toutes les fois qu'il s'agit de combattre la révolution, c'est-à-dire tout ce qui est nouveau, tout ce qui les menace dans leur paresse et leur cynique pauvreté. Ainsi, comme il n'y a pas possibilité de faire marcher contre Naples les paysans, et qu'il est difficile de vaincre les Suisses et les lazzaronis à l'aide des seuls bourgeois, l'état actuel de Naples pourrait durer indéfiniment; c'est un malheur pour l'Italie. On pourrait tirer de Naples 100,000 hommes de troupes, qui seraient employées, sinon à combattre, du moins à garnir des places fortes. Naples a une belle marine militaire.

D'après tout ce que nous avons dit, la première chose que devrait faire le commandant en chef des forces mi-

litaires de la révolution, ce serait d'envoyer quelques régiments de bonnes troupes pour organiser les armées à Modène, à Parme, Florence et Rome ; puis, de prendre des mesures pour s'assurer du royaume de Naples. Une armée de 12,000 Romagnols et Toscans, envoyée au secours des révolutionnaires de Naples, suffirait pour y vaincre les Suisses. Il n'est pas probable que l'armée ou les populations napolitaines fassent des efforts pour la défendre. Ces opérations intérieures auraient dû précéder l'ouverture de la campagne.

Quant à la ville de Venise, nous la considérons, soit au point de vue politique, soit au point de vue militaire, comme une position capitale, qu'on a négligée dans la dernière campagne.

Une remarque encore : le Lombard n'aime pas le Piémontais, le Sicilien hait le Napolitain, le Florentin hait le Livournais, et il ne voulait pas se réunir avec Rome. L'esprit de municipalité est encore prédominant dans cette belle Italie, qui n'est pas encore assez avancée pour l'unité.

Enfin, la Savoie est pour le Piémont ce qu'est l'Irlande pour la Grande-Bretagne. Sa position et son intérêt la rapprochent de la France ou de la Suisse française.

FORCES DES PIÉMONTAIS.

Le 15 avril 1848.

5 divisions, 41,608 hommes.
Chevaux, 3,831.
Bouches à feu, 120.

Le 25 mai 1848.

57,960 hommes.
4,563 chevaux.
160 bouches à feu en 20 batteries.

Le 20 mars 1849.

L'avant-garde,	4,460	hommes.	
1re division,	12,529	»	
2me »	12,422	»	
3me »	10,902	»	
4me »	13,734	»	
5me »	7,050	»	
6me »	8,460	»	
Réserve,	12,933	»	
3me brig. détachée,	5,193	»	
Quartier-général,	4,042	»	
Artillerie,	872	»	avec 151 bouches à feu.
Chevau-légers lombards,	609	»	
Cavalerie,	4,810	»	
	98,016	hommes.	
A déduire les malades, 9,583 h. Les absents, 3,549 h.	13,132	»	

Restent : 84,884 hommes présents sous les armes, avec 4,810 chevaux de selle et 5,510 chevaux de train.

Total : 10,320 chevaux.

FORCES DES AUTRICHIENS.

Au mois de mars 1848.

	Bataillons.	Escadrons.	Batteries.
1er corps, Wratislaw,	30	22	12
2e » D'Aspre,	33	16	8
Forces totales :	63	38	20

C'est-à-dire : 73,000 hommes, 7,000 chevaux, 108 bouches à feu.

Renforts.

Corps de Nugent : 23 bataillons, 12 escadrons, et 14 batteries. Total : 23,000 hommes, 1800 chevaux, et 84 bouches à feu.

Corps de Welden : 16 bataillons, 4 escadrons, 8 batteries. Total : 16,000 hommes, 600 chevaux, et 48 pièces de canon.

Les forces de l'armée avec ses renforts consistaient donc en 112,000 hommes, 9,400 chevaux, et 240 bouches à feu.

Au mois de mars 1849, le maréchal Radetzky passa le Tessin seulement avec 69,000 hommes de toutes armes ; mais il était plus fort en artillerie que les Piémontais.

La perte des Autrichiens, en 1848, a été d'environ 5,000 hommes, tués, blessés et prisonniers ; en 1849, de 4,000 hommes.

CAMPAGNE DE 1849.

Armée piémontaise. — Armée autrichienne. — Dénonciation de l'armistice. — Projets et dispositions de Chrzanowsky. — Plan de campagne de Radetzky. — Passage du Tessin par l'armée autrichienne. — Combat de la Sforzesca. — Combat de Mortara. — Bataille de Novare. — Abdication de Charles-Albert. — Armistice. — Insurrection de Brescia. — État du Piémont. — Révolte de Gênes.

L'armée piémontaise, dans la campagne de 1848, n'avait éprouvé que des pertes insignifiantes; mais elle était revenue de cette campagne dans un grand état de désordre et de délabrement, et son moral avait reçu de profondes atteintes. Son effectif, qui avant la guerre n'était que de 40,000 hommes environ, avait été doublé en peu de temps, et cette augmentation trop rapide et sans cadres suffisants, d'une armée déjà mal organisée de longue date, en avait fait une masse sans instruction, sans esprit militaire, sans amour de ses devoirs, et que les premiers revers avaient réduite à l'impuissance. Il ne suffit pas à l'homme de guerre d'être brave à certains moments; ce n'est là qu'une des moindres vertus de sa noble profession. Il faut qu'il sache supporter avec fermeté les épreuves et les traverses, qu'il ne se laisse point abattre dans le malheur, qu'il montre toujours du caractère et de la constance. Mais ces qualités, on ne les acquiert qu'au bout d'un certain temps, par la pratique de la vie et des devoirs du soldat; les armées ne s'improvisent pas, et un pays qui manque de bonnes institutions

militaires, qui n'entretient pas, dans la proportion de l'effectif qu'il peut être appelé à mettre sur pied, des cadres instruits et disciplinés, se trouve toujours faible au moment d'entrer en action. Les cadres sont l'épée d'une nation, la vraie force de ses armées dont ils constituent la vie et la valeur morale; ils entretiennent l'esprit de corps, font aimer le drapeau, transmettent l'instruction et les bonnes traditions, et donnent seuls le moyen de passer du pied de paix au pied de guerre, sans trop sacrifier la qualité au nombre. Ils sont bien autrement importants que tous les systèmes de réserve dont on fait tant de bruit et qui rendent toujours si peu de services. L'organisation militaire d'un pays n'est vraiment bonne que lorsque les cadres sont tels, qu'ils peuvent, sans augmentation ni modification, recevoir l'effectif de guerre. Au moment des hostilités, il ne faut rien avoir à créer, c'est le point essentiel; chacun doit entrer en campagne avec le grade et l'emploi qu'il exerce depuis quelque temps. Les formations subites, les augmentations de cadres jettent dans chaque grade des hommes dont on ne voudrait pas en temps ordinaire: étrange contradiction, qui rend presque inutile l'entretien d'une armée permanente. Puisque la qualité d'une armée dépend entièrement des cadres, il faut apporter des soins extrêmes à leur formation; mais en Piémont, comme dans tous les pays où les affaires de guerre sont ou mal comprises ou négligées, on ne s'était guère attaché qu'aux apparences, et il y avait une foule d'officiers qui n'étaient bons qu'à servir en temps de paix. Le mode d'avancement qui accordait trop à l'ancienneté, était

une des causes principales d'un tel état de choses ; il avait encombré tous les grades d'hommes peu capables, sachant mal le métier, ne l'aimant pas, et ne restant au service que par la certitude d'arriver à leur tour, et, par le seul bénéfice du temps, à une position assez élevée.

Ce n'était pas au bout de quelques mois qu'une telle armée pouvait être mise en état de rentrer en campagne, car il fallait la réorganiser, l'instruire, et, ce qui est plus difficile et surtout plus long, la discipliner. La seule chose possible, en si peu de temps, était une nouvelle augmentation d'effectif, qui, dans les mauvaises conditions où l'on se trouvait, ne pouvait ajouter que bien peu à la force réelle. Les soins de l'administration de la guerre tendirent là presque exclusivement, et avant janvier 1849 l'armée comptait 135,000 hommes, y compris 9 à 10,000 Lombards et autres Italiens. C'était là une charge exorbitante pour le Piémont, qui n'a pas cinq millions d'habitants, et dont le budget n'a jamais atteint cent millions ; c'est comme si la France mettait sur pied plus d'un million d'hommes. On n'a le droit d'exiger de tels efforts et de tels sacrifices d'un pays que dans le danger le plus pressant, alors qu'il s'agit de son propre salut.

Dans les États où a lieu la conscription, c'est-à-dire le recrutement forcé, et aujourd'hui l'effectif si élevé des armées rend tout autre mode à peu près impraticable en Europe, à l'exception de l'Angleterre, l'armée est l'expression fidèle des populations du sein desquelles elle est tirée ; elle partage leurs sentiments et leurs dis-

positions, elle éprouve les mêmes entrainements et les mêmes répulsions. Ici le pays voyait la guerre de fort mauvais œil; il fallait donc bien s'attendre à trouver les soldats, les recrues surtout, dans les mêmes dipositions. Leur répugnance était grande en effet, si grande même qu'elle devenait un sentiment coupable que rien ne pourrait justifier. Quel que soit un gouvernement, quelles que soient ses fautes et ses erreurs, l'armée n'a rien à y voir, et dès qu'il l'envoie contre l'étranger, son devoir à elle est de marcher, de combattre et de mourir, même avec la conviction que son devouement est inutile.

La discipline, ce premier des intérêts, cette véritable vertu des armées, et sans laquelle l'homme le plus brave n'est jamais qu'un médiocre soldat, avait toujours été faible dans les troupes piémontaises; elle se relâchait chaque jour davantage sous l'influence des prédications des démagogues et des intrigues des rétrogrades, et c'est ainsi que les plus chauds partisans de la guerre travaillaient aussi bien que ses adversaires les plus déclarés, à la rendre impossible. Les chefs ne possédaient pas assez la confiance du soldat, n'étaient pas eux-mêmes assez fortement imbus de l'esprit militaire, et se servaient trop mollement de leur autorité pour pouvoir détruire les dées subversives qu'on semait dans l'armée. Le ministère ne faisait rien de son côté pour les arrêter, et semblait croire que l'insubordination était une marque de zèle et d'ardeur chez le soldat. Enfin il n'y avait pas dans les troupes, il ne pouvait pas y avoir, cette confiance mutuelle, cet esprit de corps, cette fraternité mi-

litaire, qui font d'un régiment, d'une division, d'une armée entière, une seule famille, et qui contribuent tant à sa force.

L'infanterie qu'un système vicieux de recrutement rendait déjà si médiocre, l'était devenue bien plus encore par la formation de nouveaux régiments, de nouveaux bataillons dans les régiments, de nouveaux pelotons dans les compagnies, et par d'autres mesures et changements exécutés à la veille même des hostilités. Composée en majeure partie de recrues, avec des cadres insuffisants, surtout en sous-officiers, elle n'était, à proprement parler, qu'une espèce de garde nationale; c'est dire assez de quelle qualité elle pouvait être. C'est l'infanterie qui est la force principale, le cœur et le nerf des armées; avec une bonne infanterie, une armée est toujours sûre d'elle-même; elle est résistante et durable. C'est uniquement la solidité de leur infanterie qui rend si redoutables les armées russe et anglaise, inférieures à beaucoup d'autres pour tout le reste. Négliger l'infanterie pour les autres armes, comme on le fait chez tant de nations, c'est sacrifier le fond aux accessoires. Le fantassin est le véritable homme de guerre; nécessaire partout, employé dans toutes les circonstances, ses dangers et ses fatigues sont de tous les instants, et c'est lui qui subit les plus dures épreuves. Il a donc besoin, plus que tout autre soldat, de vigueur physique et morale, doit être mieux discipliné, mieux rompu à la vie militaire; cependant on le choisit généralement mal, et on le forme plus mal encore. Comme on peut lui apprendre assez vite la pratique des armes et des manœuvres,

et les détails du service, c'est-à-dire l'apparence du métier, on croit qu'il faut moins de temps pour son éducation militaire que pour celle d'un cavalier ou d'un artilleur ; mais un homme ainsi exercé est loin encore d'être un soldat, car il n'a pas encore pu acquérir ce caractère, cet ensemble de sentiments et de vertus qu'on appelle esprit militaire, qui est autre chose que l'instruction et la bravoure, et qui fait seul les armées.

On a vu, dans la campagne précédente, que l'artillerie et la cavalerie étaient bonnes, mais trop peu nombreuses, l'artillerie surtout, et cet inconvénient était plus sensible encore cette fois. On manquait toujours de cavalerie légère, indispensable partout, et la seule utile dans le pays où l'on avait à combattre. La cavalerie légère est l'œil d'une armée ; sans elle on ne peut s'éclairer convenablement, et l'on risque à chaque instant de tout compromettre. L'état-major était toujours le même, nullement à la hauteur de ses importantes fonctions. Il y avait aussi parmi les aides-de-camp et les officiers d'ordonnance, une foule de jeunes gens sans instruction, sans connaissance du métier, tandis qu'il est essentiel d'avoir dans ces emplois des officiers expérimentés, sachant la guerre, capables enfin d'être non-seulement les agents directs, mais encore les conseillers et même au besoin les suppléants des généraux. Les services des vivres. des ambulances et de tout ce qui concerne l'entretien du soldat, étaient en fort mauvais état et n'existaient que de nom. Ces détails ont pourtant une immense influence ; la vigueur et la durée d'une armée en dépendent, et la grande affaire, après la discipline, doit être

la santé du soldat. Le système d'alimentation a d'ailleurs une part directe dans les opérations d'une armée; car, s'il n'est pas bien établi, il la prive de sa liberté de mouvement, lui enlève un des plus grands moyens de la guerre, la vitesse, et peut même l'annuler complètement. Au total, l'ensemble de l'armée piémontaise était peu satisfaisant : mauvaise infanterie, artillerie trop peu nombreuse, cavalerie mal appropriée au pays, état-major fort médiocre, tous les services d'administration en désordre. On ne pouvait donc pas faire beaucoup de fond sur elle, et il fallait être bien peu clairvoyant pour la croire en état de se mesurer si tôt avec les Autrichiens.

Il aurait fallu du moins à de telles troupes des officiers généraux habiles et actifs, partisans décidés de la guerre, dévoués à la fois au roi et à la cause italienne, sachant entraîner le soldat, payant sans cesse de leur personne, capables enfin, s'ils devaient périr sur le champ de bataille, de verser utilement leur sang, car il y a jusque dans la manière de se sacrifier et de donner sa vie, de grandes différences. La plupart de ceux qui avaient commandé dans la première campagne avaient été tellement discrédités par la presse, l'opinion s'était si fortement prononcée contre eux, qu'il n'était plus possible de les employer ; mais ceux qui les remplacèrent ne leur étaient guère supérieurs. Ce n'était pas qu'ils ne connussent le métier et qu'ils manquassent de tout mérite, mais ils n'avaient pas tout ce qu'il fallait dans les conditions difficiles de l'armée, et ils ne pouvaient pas être comparés aux généraux ennemis. On ne fut pas plus heureux dans le choix du général

en chef. Le roi, reconnaissant sa propre insuffisance, avait eu la modestie de l'avouer, et avait renoncé au commandement qu'on offrit en vain à plusieurs généraux français de quelque renom ; aucun ne consentit à venir se mettre à la tête d'une armée dont tout le monde, excepté le Gouvernement piémontais, connaissait la mauvaise formation et aussi la répugnance pour cette guerre. On finit par trouver un Polonais, Chrzanowsky, à qui la guerre de 1831 contre les Russes avait donné, comme à beaucoup d'autres, une certaine réputation, due bien moins à leurs talents qu'à la sympathie générale qu'inspirait alors en Europe la malheureuse Pologne. Chrzanowsky connaissait l'art et la théorie de la guerre, avait l'habitude des détails, et c'était là sa seule supériorité sur ceux des généraux piémontais qui, comme Bava et Sonnaz, avaient exercé quelquefois le commandement dans l'autre campagne. Il n'avait pas le savoir réel et les qualités nécessaires à un chef d'armée, n'était pas assez pénétré des grands principes de la guerre, manquait de décision et de vigueur dans les résolutions, d'activité et de vigilance dans l'exécution. Pour commander les armées, comme pour gouverner les États, il est indispensable d'avoir une connaissance profonde du caractère des hommes que l'on dirige ; Chrzanowsky, étranger aux mœurs et à la langue du pays, ne cherchait pas à connaître son armée, ni à se faire connaître d'elle, à lui inspirer de la confiance, à relever son moral. D'un caractère froid, d'un extérieur peu imposant et peu militaire, il n'avait rien de ce qu'il fallait pour agir sur l'esprit des soldats ; il ne se montrait jamais et se livrait,

dans le silence du cabinet, à des détails d'organisation qui l'absorbaient et le détournaient de son vrai rôle de commandant en chef.

Il était regrettable qu'à défaut du roi, l'un de ses fils ne pût se charger du commandement, ce qui aurait pu avoir sur l'esprit de l'armée et sur les dispositions du pays une heureuse influence. Mais ces jeunes princes, confiés à des mains inhabiles, élevés dans une sphère trop étroite, n'avaient pu encore recevoir ou se donner eux-mêmes cette forte éducation qui peut suppléer l'expérience, et qui même vaut quelquefois mieux. L'instruction militaire est celle qu'on semble s'attacher à soigner le plus chez les princes; mais la plupart du temps on ne lui donne pas une bonne direction, et elle porte à faux, sur les apparences bien plus que sur les réalités. De nos jours, la guerre ne peut pas être seulement une affaire d'inspiration; avec les plus grandes et les plus belles qualités naturelles, un général qui n'a pas étudié à fond la science, qui n'a pas surtout médité l'histoire et les exemples des hommes de guerre illustres, ne peut jamais rien faire de grand. L'Italie, mieux que tout autre pays, prouve cette vérité, car nulle part on ne trouve plus de gens de guerre heureusement doués et qui pourraient devenir d'habiles capitaines, mais qui, faute de savoir s'instruire, ne sont jamais que des *condottieri*. Cette pléiade de généraux qui, dans les guerres de la révolution, pour le salut et la gloire de la France, se sont trouvés tout à coup dignes du commandement : Dumouriez, Pichegru, et surtout les jeunes Marceau, Hoche, Desaix, Bonaparte, étaient des hom-

més nourris de fortes études, grandis en silence, et que les événements ne firent que mettre à la place qui leur était due. D'autres, comme Masséna, Lannes, Ney, aussi bien et peut-être mieux partagés que les premiers sous le rapport des dons naturels, mais dont les facultés n'avaient pas été ainsi préparées, eurent besoin de beaucoup plus de pratique pour se développer, et leur restèrent toujours inférieurs, parce que le sens le plus droit et les plus heureux instincts ont besoin eux-mêmes de culture et d'éducation premières. Mais il ne se trouvait pas sans doute de tels hommes dans l'armée piémontaise, où l'application au métier et les études sérieuses avaient toujours été négligées et dédaignées, et étaient presque un titre de défaveur; s'il s'en trouvait cependant, ils n'avaient pu encore percer, ou plutôt on n'avait pas su les découvrir, voulu ou osé se confier à eux. Quant aux fils du roi, ils avaient bien dirigé leurs divisions, mais ils étaient restés complètement étrangers aux combinaisons et à la conduite de la guerre. Après l'armistice, ils n'avaient pas quitté leurs troupes, et remplissaient assez exactement leurs devoirs militaires, mais sans paraître ambitionner le commandement en chef, qu'ils ne se sentaient pas encore capables d'exercer.

Sur les 135,000 hommes formant l'effectif total, cent mille seulement, et c'était déjà beaucoup, pouvaient faire partie de l'armée active, et ces cent mille se réduisaient au moment d'entrer en campagne, par suite de non-valeurs de toute espèce, à 84 ou 85 mille. Ils étaient répartis en sept divisions, plus deux brigades séparées; la force des divisions variait de 8 à 12 et même

13 mille hommes de toutes armes, masses trop considérables pour être bien maniées par des chefs peu expérimentés, dans un pays où le terrain est partout difficile, et lorsque les troupes sont si peu formées. Pour ces 85 mille hommes, on n'avait que 156 bouches à feu. Les généraux divisionnaires étaient : les deux fils du roi et Perrone, qui avaient déjà commandé dans l'autre campagne; Bès et La Marmora, qui s'étaient fait remarquer dans des grades inférieurs, le dernier surtout; Durando, connu par ses fautes et ses malheurs dans la Vénitie; Romarino qui, comme Chrzanowsky qu'il jalousait fort, avait pris part en Pologne à cette guerre de 1831 si mal connue. C'était un héros de club, qui avait su s'imposer au roi et aux ministres, et se faire donner le commandement de la division lombarde, formée des 7 ou 8 mille hommes, restes de l'armée levée par le Gouvernement de Milan, et qui, sans avoir jamais vu l'ennemi, s'était réduite de plus de moitié, car elle comptait en août 1848 près de 20 mille hommes. C'était une faute à la fois politique et militaire d'avoir mis ensemble les corps lombards, au lieu de les disperser dans les divisions piémontaises, et c'en était une autre encore de n'avoir pas mis à leur tête l'un des fils du roi. On verra plus tard qu'à ces deux fautes du Gouvernement, Chrzanowsky ajouta celle de confier à cette division, la moins bonne et la moins nombreuse de toutes, et dont le chef lui inspirait peu de confiance, un poste qu'il jugeait très-important.

L'armée autrichienne avait subi peu de changements depuis l'armistice; son effectif était d'un peu plus de

100,000 hommes. Au moment de l'insurrection, et pendant la campagne de 1848, elle avait résisté à de nombreuses causes de désorganisation, et la victoire avait achevé de remonter son moral. Cependant la révolte de Vienne, les événements d'Allemagne, la guerre de Hongrie, avaient depuis l'armistice jeté de nouveau quelque trouble dans ses rangs ; des symptômes d'hésitation et de mécontentement s'étaient produits, surtout parmi les Hongrois. Mais Radetzky avait eu la main assez ferme pour étouffer le mal dans son germe et faire triompher la discipline. Il y avait bien de temps à autre quelques désertions, inévitables dans une armée composée d'éléments si divers, et comptant beaucoup de Hongrois et même d'Italiens ; mais ces désertions n'étaient pas assez nombreuses pour avoir une importance réelle, et il fallait avoir une grande inexpérience militaire pour en conclure, comme on le faisait assez volontiers en Piémont, que Radetzky n'était plus sûr de son armée. Ce vieux guerrier, plein de sagacité et d'expérience, ne se contentait pas, comme Charles-Albert, dans l'organisation et l'instruction des troupes, des apparences ; il s'était surtout appliqué à bien discipliner son armée, à lui donner l'esprit militaire, et à l'exercer aux manœuvres et aux pratiques de guerre. Son service des vivres était fort bien entendu, et le soldat avait toujours dans le sac le pain de deux ou trois jours ; c'était là un immense avantage sur les Piémontais, qu'on laissait toujours mourir de faim. On sait d'ailleurs que l'Autriche est, après l'Angleterre, le pays où l'on s'occupe le plus du bien-être du soldat, et ces soins ne contri-

buent pas peu à consolider la discipline et à soutenir le moral. Le maréchal avait mis à profit l'expérience de la campagne de 1848, pour faire quelques améliorations; il avait principalement cherché à alléger l'armée, qui était en effet trop encombrée de bagages; il avait aussi voulu avoir plus de tirailleurs, troupes dont l'action est si utile depuis les grands perfectionnements apportés au tir des armes portatives.

L'artillerie des Autrichiens, inférieure en qualité à l'artillerie piémontaise, était dans une bien plus forte proportion, à peu près trois bouches à feu par mille hommes, tandis que celle-ci n'en avait pas tout-à-fait deux. Leur cavalerie, malgré sa réputation, ne valait pas mieux que celle des Piémontais; mais, presque entièrement composée de hussards et de chevau-légers, elle était mieux appropriée à la nature du pays. Quant à leur infanterie, elle avait une supériorité incontestable sur l'infanterie piémontaise, et c'était là leur avantage réel. Cette infanterie, recrutée avec soin, se composait en grande partie d'hommes vigoureux et d'une taille élevée, ayant presque tous cinq à six ans de présence sous les drapeaux, rompus à la discipline et à tous les détails du métier, et même aguerris pour la plupart. Les officiers des diverses armes, surtout ceux d'état-major, étaient beaucoup plus instruits que les officiers piémontais, et si, comme leurs soldats, ils manquaient d'élan, ils avaient ce courage ferme et réfléchi qui, chez les chefs, vaut toujours mieux qu'une bravoure trop brillante. Rien assurément n'est plus propre à faire comprendre la puissance des bonnes institutions mili-

taires, que la comparaison des armées autrichiennes et italiennes. L'Autriche, avec des hommes d'une nature peu énergique, d'un caractère froid et d'un esprit lourd, a su faire de bons soldats, former des armées redoutables, et devenir un empire puissant, tandis que l'Italie, dont les habitants sont individuellement si supérieurs aux Allemands et aux hommes du nord, a les plus mauvaises armées de l'Europe, ce qui fait que la plupart des États italiens ne sont que des fantômes de nations.

Les cent et quelques mille hommes de l'armée autrichienne, qui, avec les non-valeurs, se réduisaient à quatre-vingt-dix mille environ présents sous les armes, formaient six corps d'armée de seize à dix-huit mille hommes. Chacun de ces corps, complet en troupes de toutes armes, était composé de deux divisions; cette organisation en corps et en divisions d'un effectif pas trop élevé était préférable à celle des Piémontais; elle rendait l'armée autrichienne très-maniable, et facilitait le commandement. Les cinq corps qui ont fait la campagne étaient commandés par les généraux Wratislaw, D'Aspre, Appel. Thurn, Wocher, qui tous avaient l'habitude de la guerre et avaient au-dessous d'eux de bons généraux de division. Obligés de garder, au moins en partie, la Lombardie et la Vénitie, les Autrichiens allaient être inférieurs en nombre aux Piémontais; mais cette infériorité, assez peu considérable si Radetzky savait prendre une détermination hardie, devait être amplement rachetée par la qualité des troupes et l'habileté des chefs. Si à tant d'avantages on en ajoute un

dernier très-important, celui d'une base d'opération excellente sur le Mincio et l'Adige, avec quelques points d'appui le long du Pô, on reconnaîtra que Radetzky avait tout ce qu'il fallait pour recevoir vigoureusement et même prévenir l'attaque du Piémont. C'est ce que son armée comprenait bien, et, animée par ses premiers succès et pleine de confiance dans son chef, elle ne demandait pas mieux que de faire une nouvelle campagne qui lui promettait de nouvelles victoires.

Radetzky, né en Gallicie en 1765, avait quatre-vingt-trois ans. Vers la fin des guerres de l'Empire, il avait exercé de grands commandements ou des fonctions importantes dans les armées alliées, qui combattaient Napoléon ; mais avant la campagne de 1848 il n'avait jamais commandé en chef devant l'ennemi, et c'était seulement alors qu'il venait de commencer à se faire un nom, à un âge où le très-petit nombre d'hommes qui y parviennent, ne sont plus depuis longtemps capables de rien, surtout dans la carrière des armes. Chez lui, le visage seul accusait un si grand âge ; les yeux encore vifs, la démarche assez ferme, le son même de la voix ne révélaient pas tant d'années, et le caractère et l'intelligence étaient encore dans toute leur force. Il savait se faire aimer de ses soldats et s'attacher toutes les personnes qui l'approchaient ; tous ses lieutenants, tous ses subalternes lui étaient entièrement dévoués. Depuis plus de quinze ans qu'il était à la tête de l'armée autrichienne d'Italie, il l'avait toujours tenue sur un bon pied, et ce fut là la cause la plus réelle de ses succès de 1848, car ses opérations militaires dans cette

campagne prêtent beaucoup à la critique; mais, en 1849, il fut plus hardi et plus habile, et aussi heureux qu'il pouvait espérer de l'être. Quoique assez peu importantes comme actions de guerre, ces deux campagnes, avec les batailles de Custoza et de Novare, occuperont une grande place dans les annales de l'Autriche. Elles n'ont pas seulement conservé à cet empire ses provinces d'Italie, elles l'ont raffermi dans son existence générale, et l'ont peut-être préservé d'une dissolution dont il paraissait aussi menacé qu'à l'avènement de Marie-Thérèse et à l'époque de la guerre de Trente ans. Si les armes italiennes eussent obtenu en 1848 des succès plus décisifs, ou si en 1849 la lutte n'eût pas été engagée trop tôt, avec des forces mal préparées et tandis que la position expectante était bien meilleure pour l'Italie que pour l'Autriche, la situation intérieure de l'empire, déjà fortement ébranlée, aurait pu devenir désespérée. Radetzky, depuis l'insurrection de 1848, gouvernait tout le royaume lombard-vénitien avec un pouvoir illimité, mais il ne joignait pas les talents politiques aux talents militaires. Non content de s'en tenir aux mesures sévères que justifiait et même commandait la situation, il se laissait aller à un système de violences et d'injustices, bien peu fait pour ramener les habitants à l'Autriche. Sans être aussi cruel que le prétendent les Italiens, qui exagèrent tout, il a terni plus d'une fois ses lauriers par des rigueurs et plus encore peut-être par des procédés indignes de notre époque, indignes surtout de l'homme de guerre, chez qui il se trouve ordinairement plus de noblesse, de loyauté et de générosité que dans le cœur des autres hommes.

Le ministère piémontais, plein de présomption et d'impatience, et ne voulant pas reculer devant ses engagements, bien qu'il sentît parfois l'étendue du péril qu'il allait faire courir au pays, ne retardait la dénonciation de l'armistice que sur les instances les plus vives de Chrzanowsky. Ce général, effrayé du triste état de l'armée, sentait chaque jour davantage toute la difficulté de sa tâche, et semblait convaincu que la guerre était encore impossible ; mais il n'eut pas la force de renoncer au commandement, et assuma ainsi une responsabilité dont il a voulu en vain se décharger plus tard, en alléguant les motifs qui le déterminèrent à rester à la tête de l'armée. Aucun de ces motifs ne pouvait être valable; on ne doit pas se charger de la conduite d'une guerre si l'on est persuadé que l'on n'a presque aucune chance de réussir. Chrzanowsky, étranger au Piémont, n'avait pas l'excuse de se dévouer pour son pays; en se retirant, en renonçant librement, lui homme obscur et sans position, au commandement d'une armée de cent mille hommes, il eût fait ouvrir les yeux à beaucoup de monde, et évité peut-être au Piémont des revers honteux, fruit d'une politique d'aventure. Mais il n'eut pas cette grandeur d'âme, et se laissa au contraire arracher la déclaration que l'armée pourrait être prête pour le milieu du mois de mars ; la dénonciation de l'armistice fut aussitôt décidée et fixée au 12; c'était donc le 20 que les hostilités devaient recommencer. Chrzanowsky, qui était à son quartier-général d'Alexandrie, fut averti immédiatement de cette décision par dépêche télégraphique. C'était le 8 mars,

et comme jusqu'au 13 il ne reçut aucune autre communication du Gouvernement, il paraît n'avoir pas pris ce simple avis pour une chose définitive, de sorte qu'à proprement parler, il ne fut informé qu'après Radetzky. Voilà comment les choses se passaient en Piémont; les ministres n'avertissaient qu'imparfaitement le chef de l'armée, de peur que Radetzky, qu'ils croyaient prendre au dépourvu, ne vînt à connaître leur décision quelques heures avant qu'elle ne lui fût signifiée; ce fut leur propre armée qu'ils surprirent, car les Autrichiens, que trop d'indices faisaient tenir depuis longtemps sur leurs gardes, avaient assez de huit jours pour être prêts. Ce trop grand désir de ne révéler leurs intentions qu'au dernier moment, fit commettre aux ministres de Turin une autre faute bien grave: quoique le trésor fût entièrement vide, ils attendirent que l'armistice fût dénoncé pour proposer aux Chambres des mesures financières, et commencèrent ainsi la guerre sans argent, sans les moyens de s'en procurer, et on peut même dire avec la certitude de n'en point trouver. Mais ils ne perdirent pas de temps pour décréter la levée en masse des Lombards et des Vénitiens; ce décret s'appliquait immédiatement en Piémont, puis successivement aux pays évacués par l'ennemi. On comptait sans doute beaucoup sur une telle mesure, mais les réfugiés ne l'acceptèrent pas avec beaucoup d'ardeur, et l'on put juger bien vite qu'il ne fallait pas trop compter sur ces populations pour lesquelles on jouait si légèrement le sort du Piémont.

La nouvelle de la dénonciation de l'armistice, quoique généralement attendue, frappa de stupeur et d'inquié-

tu de tous les gens du pays, et ne changea en rien les dispositions de l'armée. A Rome et en Toscane, elle produisit un grand enthousiasme et une grande exaltation de paroles ; on porta aux nues Charles-Albert et le Piémont, mais on n'avait rien fait pour les aider, et après les revers dont on aurait dû s'attribuer une bonne part, on cria plus fort que jamais à la trahison. Il arrivait donc ce qu'il n'était que trop facile de prévoir : le Piémont était abandonné à ses propres forces, plus encore que l'année précédente. Naples et la Sicile s'apprêtaient à se combattre de nouveau ; les gouvernements de Rome et de Toscane s'occupaient de fonder leurs républiques, et désiraient moins peut-être l'expulsion des Autrichiens que la chute des trônes de Naples et de Piémont. Les républiques faisaient ce qu'avaient fait les princes qu'elles avaient renversés ; elles se défiaient du Piémont et redoutaient son triomphe ; le pape et le grand-duc avaient tremblé pour leurs couronnes ; les républicains craignaient pour leurs gouvernements : triste effet de ce sentiment de jalousie et d'égoïsme qui a toujours causé les malheurs de l'Italie ! Quant à la Lombardie et à la Vénitie, il était difficile de connaître leurs dispositions réelles ; en tout cas, il ne fallait compter sur quelque effort de leur part qu'après les premiers succès du Piémont. L'annonce de la guerre les avait profondément émues ; mais, partagées entre l'espoir et la crainte, leur attitude n'annonçait pas beaucoup d'énergie. On pouvait seulement espérer quelque soulèvement dans les montagnes de Bergame et de Brescia. Restait Venise ; elle se montrait prête à appuyer

de toutes ses forces le Piémont ; mais, si elle pouvait bien se défendre, elle ne pouvait guère attaquer : ses troupes n'étaient pas capables de tenir la campagne.

En reprenant les armes, on publia de part et d'autre des manifestes et des proclamations contenant les reproches ordinaires et les griefs réciproques des gouvernements qui se font la guerre, et dans lesquels chacun fait à sa manière l'histoire des événements. Le cabinet de Turin, qui avait dédaigné les représentations de plusieurs puissances, particulièrement de celles qui s'étaient offertes et avaient été acceptées pour médiatrices, sentait le besoin de justifier une entreprise blâmée par tout le monde ; son manifeste adressé à l'Europe, développait longuement et inutilement les griefs trop évidents de l'Italie contre l'Autriche, et contenait des reproches indirects à la France et à l'Angleterre. Son langage, quoique véhément, au fond était modéré dans la forme et ne sortait pas des bornes des convenances. Le manifeste du cabinet de Vienne était plus modéré encore ; il détournait la question, passait sous silence l'insurrection, se bornait à présenter la guerre comme une guerre de conquête de la part de Charles-Albert, et appuyait ses droits sur ses provinces d'Italie à ces mêmes traités de 1815 auxquels la maison de Savoie devait son rétablissement et l'augmentation de ses États. Mais Radetzky, dans une longue proclamation à ses soldats, descendit aux plus dures personnalités contre Charles-Albert, et, violant tous les égards et toutes les convenances, lui prodiguait les épithètes de déloyal et de parjure ; l'accusait de faire maintenant de la politique

de carrefour pour se faire pardonner son despotisme d'autrefois; lui reprochait de ne s'entourer que d'intrigants, d'incapables, d'anarchistes et de scélérats; de compromettre par une folle ambition son royaume et sa dynastie; de travailler mieux que Mazzini lui-même au renversement de son trône. Cette violente diatribe se terminait par la menace d'aller promptement dicter la paix dans les murs de Turin. A Turin! Tel était le mot d'ordre qu'il donnait à ses troupes. Dans d'autres proclamations, il cherchait à exciter l'enthousiasme de son armée et à intimider les habitants. En même temps il prenait rapidement ses mesures, et portait en toute hâte ses forces dans la vallée du Pô, vers la frontière. Les Piémontais, de leur côté, se concentraient vers le Tessin, et tout annonçait que c'était près de ce fleuve, témoin, depuis Annibal, de tant de batailles célèbres, qu'allait avoir lieu le premier choc et peut-être même une affaire décisive.

La frontière orientale du Piémont, qui longe la Toscane, les Duchés et la Lombardie, s'étend, à travers les Apennins et les Alpes, de la Méditerranée à la Suisse. Le Pô la divise en deux parties. Celle comprise entre le fleuve et la mer est très-forte: la nature et l'art ont beaucoup fait pour sa défense. Gênes, Alexandrie et Valence forment une ligne solide, couverte par divers contre-forts des Apennins et par plusieurs rivières ou torrents, tels que la Bormida, la Scrivia, le Tidone, la Trebbia. Gênes est sur la mer, Valence sur le Pô, et Alexandrie en intermédiaire, dans l'étroite vallée du Tanaro, qui sépare les Apennins de la contrée monta-

gneuse qui contourne le Pô; elle ferme cette vallée. Située au confluent du Tanaro et de la Bormida, au point de jonction de presque toutes les routes qui mènent du Pô à la mer, elle est la clef de toutes les communications de la rive droite. Sous ce rapport, Alexandrie est d'une importance extrême; et dans leurs guerres avec l'Autriche, les Français, qui n'ont pas beaucoup à s'inquiéter de voir l'ennemi momentanément maitre de la rive gauche du Pô et des plaines du Piémont, pourvu qu'ils conservent leurs communications avec la mer et le Var, doivent attacher le plus grand prix à occuper fortement un tel point; aussi l'Autriche, toujours prévoyante, a-t-elle exigé en 1815 la destruction des immenses fortifications qu'avait fait construire là Napoléon; il ne reste plus aujourd'hui que l'ancienne citadelle. Mais pour le Piémont lui-même, pris comme État isolé, l'importance d'Alexandrie n'est que secondaire, du moins dans l'état actuel des choses; cette place, en effet, n'a aucune action sur la gauche du Pô, et là, du fleuve au Lac Majeur et aux Alpes, le pays est entièrement ouvert. Le Tessin n'est qu'une faible barrière; la Sesia et les autres lignes ne sont pas susceptibles de défense; il n'y existe aucune place forte; rien ne couvre la capitale, rien ne peut arrêter l'ennemi, qui, l'armée une fois battue, peut courir impunément tout le Piémont, du Tessin aux Alpes occidentales, et du Pô aux Alpes du nord. On comprend aisément combien un tel état de choses est dangereux pour le Piémont dans ses guerres avec l'Autriche, bien que la Lombardie soit aussi sans défense; car il importe assez peu au vaste et puissant empire de

voir ses armées perdre quelques lieues de terrain et se replier sur le Mincio et l'Adige, où elles trouvent de solides points d'appui, et d'où, refaites et renforcées, elles peuvent bientôt reparaître en Lombardie. Mais le petit royaume de Sardaigne une fois envahi, avec sa capitale prise et toute la plaine occupée et ravagée, se trouve dans une position toute différente, et s'il veut continuer une défense désespérée dans les Alpes et les Apennins, ce n'est qu'au prix d'efforts et de sacrifices immenses, qui achèvent de l'épuiser, et le mettent hors d'état, s'il vient à bout de rejeter l'ennemi au-delà de la frontière, de la passer à sa suite. Ce manque de défense n'avait pas peu contribué à déterminer Charles-Albert à abandonner si vite le Mincio après Custoza, à capituler dans Milan, et enfin à conclure l'armistice. Depuis, le Gouvernement piémontais, toujours très-borné dans ses vues et ses idées militaires, s'était occupé uniquement d'augmenter l'effectif de l'armée, et l'on sait le résultat qu'il avait obtenu. Il n'avait pas songé que des positions fortifiées, des bases d'opérations, des points d'appui, de dépôt et de refuge sont indispensables dans toute espèce de guerre. On avait du temps devant soi, puisque l'Autriche n'avait aucun intérêt à dénoncer l'armistice, et que, l'eût-elle fait, on pouvait gagner du temps en offrant de négocier sérieusement et en appelant de cette attaque injuste aux puissances médiatrices, qui, dans un tel cas, n'auraient pu refuser leur appui. Il était donc facile de faire quelques travaux défensifs d'une certaine valeur; d'établir un camp retranché sous Novare; de fortifier la position de La Cava, qui commande le passage

du Tessin vers Pavie et celui du Pô vers Mezzana-Corte ; d'augmenter la défense d'Alexandrie, la seule chose dont on s'occupa un peu ; enfin, de mettre Turin en état de faire quelque résistance. Ces travaux, outre leur utilité matérielle, auraient eu un grand avantage moral ; ils auraient donné un peu de confiance à la jeune armée piémontaise ; ils auraient aussi probablement changé les projets des Autrichiens, peu entreprenants de leur nature, et qui, en présence du moindre obstacle, hésitent et tâtonnent toujours avant de s'engager. Le Piémont ne sera jamais, vis-à-vis de l'Autriche, dans une position un peu respectable, tant qu'il n'aura pas assuré sa frontière d'Italie. Ce ne serait pas du reste une œuvre très-considérable, puisqu'il suffirait de faire une bonne place de guerre de Novare, de fortifier La Cava, et de couvrir à Valence et à Casal le passage du Pô. Il faudrait aussi fortifier la capitale. De nos jours, par suite d'une centralisation excessive, les capitales ont une importance plus grande que jamais ; elles sont la tête et le cœur de l'État, la concentration de ses intérêts, c'est-à-dire de ses forces les plus réelles ; et leur possession rendant l'ennemi maître de ces intérêts, oblige le pays tout entier à mettre bas les armes. Il est donc de toute nécessité, sinon d'en faire des places fortes, au moins de les mettre à l'abri d'un coup de main, de manière à laisser à l'armée la faculté de manœuvrer sans être obligée de les couvrir à tout prix. La dépense qu'exigeraient les travaux dont on vient de parler, n'est pas au-dessus des forces financières du Piémont, et il ne saurait en faire de plus utile, de plus piémontaise, de plus italienne. La France, qui,

par sa frontière du nord, se trouvait autrefois dans une position analogue à la position actuelle du Piémont, n'a rien épargné pour parer à un tel danger : depuis plus de trois siècles elle n'a cessé d'élever des fortifications entre le Rhin et la Manche, et s'est ainsi créé, dans un pays tout ouvert, où la nature n'a rien fait pour la défense, un système de places fortes le mieux entendu de toute l'Europe. C'est par lui qu'elle a été sauvée tant de fois ; c'est contre lui que sont venus se briser les efforts de tant de coalitions, de 1635 à 1795 ; c'est lui qui, malgré l'épuisement extrême du pays, aurait encore arrêté l'Europe en 1814, si Napoléon eût su se résigner à se mettre dans des conditions raisonnables de défense, en évacuant à temps l'Espagne, l'Allemagne et même l'Italie, pour replier les forces de la France entre le Rhin, les Pyrénées et les Alpes. Les prodiges qu'il a accomplis dans cette campagne, aussi belle, plus belle même, sauf le bonheur, que celle d'Arcole et de Rivoli, disent assez ce qui serait arrivé si, au lieu de soixante mille hommes, il en eût eu cent cinquante mille, comme il pouvait facilement les avoir, outre de bonnes garnisons dans les places du nord, ou si seulement peut-être Paris eût été alors fortifié comme il l'est enfin aujourd'hui. Les places de guerre et toutes les espèces de fortifications, pas trop nombreuses, bien réparties, proportionnées à l'ensemble des conditions et des ressources d'un pays, sont un élément important de sa puissance, un capital militaire, qui, au jour du danger, donne largement son intérêt. Elles sont un des moyens de guerre les plus efficaces, et le seul qui permette d'utiliser les troupes incapables

de tenir la campagne, les bandes levées à la hâte, les gardes nationales et tout ce qu'on peut appeler les rebuts des armées.

La guerre actuelle était, de la part du Piémont, une guerre de conquête, dont le premier acte, et même le seul possible, à moins de circonstances bien exceptionnelles comme celles de 1848, était l'envahissement de la Lombardie et des Duchés, c'est-à-dire de la vallée du Pô, depuis le Tessin et la Trebbia jusqu'au Mincio et au Tanaro. Cette grande vallée est un magnifique pays, l'un des plus fertiles du monde, coupé d'une foule de rivières et de canaux, couvert d'arbres, de plantations et de cultures de toute espèce, parsemé de villes, de villages et d'habitations sans nombre. De toutes ses lignes d'eau, deux seulement, le Tessin et l'Adda, ont quelque importance; les obstacles qu'offre son sol aux mouvements d'une armée sont les mêmes dans tous les sens, et embarrassent autant les défenseurs que les attaquants. Il n'y a point de véritables places fortes, point de lignes de défense avant le Mincio. Le but de l'armée envahissante doit être d'arriver à ce fleuve, en poussant vigoureusement l'ennemi, ou mieux encore en cherchant à le déborder et à le couper de cette base. Ce qu'elle a de mieux à faire pour cela, c'est de se placer à cheval sur le Pô, de marcher ainsi par les deux rives, en se tenant toujours bien en communication d'une rive à l'autre, emportant rapidement, masquant ou même négligeant les points défensifs qui peuvent se trouver le long du fleuve. Si, dans cette marche, elle juge à propos ou si elle est forcée de livrer bataille, elle peut le faire dans

une position qui lui permette de se couvrir du fleuve, en cas de revers, et de rester ainsi en Piémont sans être trop inquiétée. Elle peut aussi marcher par une seule rive, en s'appuyant fortement au fleuve, ne s'étendant pas trop, et se ménageant toujours les moyens de passer de l'autre côté.

Chrzanowsky ne paraît pas avoir voulu opérer ainsi ; on ne sait pas du reste quelles étaient ses intentions réelles. On sait seulement que, pour franchir le Tessin et pénétrer en Lombardie, il considérait la ligne de Novare à Milan, par le pont de Buffalora, comme la plus avantageuse. Il espérait que les Autrichiens ne disputeraient pas le passage du Tessin, et laisseraient libre la route jusqu'à Milan, où le roi pourrait faire tout de suite une rentrée triomphale; il comptait ne trouver de résistance qu'à l'Adda, et peut-être même au-delà. Mais, d'un autre côté, il craignait de voir Radetzky se jeter en Piémont, et songeait à l'arrêter en prenant sur le Tessin une position à la fois offensive et défensive, pour agir selon les circonstances ou plutôt selon la volonté de l'ennemi. Ce sont les manœuvres, bien plus que les positions, qui préviennent une invasion, et le cas actuel en est la meilleure preuve. Pour empêcher les Piémontais de pénétrer en Lombardie, Radetzky ne les attendit pas derrière le Tessin : il porta la guerre en Piémont, et il réussit ; pour empêcher Radetzky de venir en Piémont, Chrzanowsky devait envahir hardiment la Lombardie. Que serait devenu Radetzky en Piémont, avec toute l'armée piémontaise sur ses derrières, la Lombardie et les Duchés plus ou moins soulevés et en tous cas hostiles,

séparé enfin de sa base d'opération? Il était forcé de revenir immédiatement sur ses pas, sous peine d'être perdu sans ressources. Loin de craindre son entrée en Piémont, il fallait la désirer, la faciliter, le laisser s'engager aussi loin qu'il voudrait, et pendant ce temps-là se placer avantageusement pour lui couper la retraite. Il ne fallait pas perdre de vue que l'armée piémontaise était chez elle en Lombardie, et que sa présence n'aurait pu manquer de donner un peu d'énergie et de patriotisme aux habitants. Il ne fallait pas craindre, dans cette situation, le résultat d'une bataille malheureuse, car ce résultat, avec la qualité de l'armée, devait être le même partout ; une fois battue, une telle armée était anéantie, aussi bien en Piémont et sous les murs d'Alexandrie qu'au milieu de la Lombardie et en faisant face au Tessin. Mais Chrzanowsky manqua à la fois de résolution et d'intelligence, et, comme tous les généraux médiocres, il n'osa pas se donner l'avantage de l'initiative, et subordonna ses mouvements à ceux de son adversaire. Ce fut là une détermination fort malheureuse, et le commencement des fautes militaires qui allaient égaler les fautes politiques. L'heure des calamités était venue pour le Piémont ; tout se réunissait pour les appeler.

On a vu que l'armée piémontaise se composait de sept divisions et de deux brigades séparées, fortes ensemble de quatre-vingt-cinq mille hommes environ. L'une de ces divisions, celle de La Marmora, avait été envoyée à Sarzane, vers la frontière de Toscane, lors de la révolution de ce pays et des projets d'intervention de Gioberti ; elle y était encore à la dénonciation de l'armistice. La

distance qu'elle avait à franchir pour se rallier au gros de l'armée était de deux cents kilomètres au plus, distance que des troupes peuvent parcourir en six jours de marche, sans trop se fatiguer. Néanmoins Chrzanowsky, soit qu'il ait songé trop tard à la rappeler, soit qu'il ait cru avoir assez de forces sur le Tessin, lui donna une autre destination : il lui envoya l'ordre de marcher sur Parme, se réservant de la faire agir ensuite selon les événements. L'une des deux brigades séparées, dite brigade d'avant-garde, fut placée sur la rive droite du Pô, à Castel S. Giovanni, pour observer Plaisance et forcer l'ennemi à tenir dans cette place des forces considérables pour garder le passage du fleuve. Tout le reste de l'armée, destiné à agir ensemble, dut s'échelonner le long du Tessin, d'Oleggio à La Cava, mais massé principalement vers la route de Novare à Milan. Le Tessin sort du Lac Majeur à Sesto-Calende, et après un cours d'environ cent kilomètres, dans une espèce de vallée formée par deux rideaux qui depuis le lac se soutiennent à droite et à gauche jusqu'au confluent, il se jette dans le Pô à dix kilomètres au-dessous de Pavie. Il est assez rapide, mais peu profond, et guéable sur plusieurs points pendant une grande partie de l'année ; il n'a que deux ponts, ceux de Buffalora et de Pavie, mais plusieurs bacs, entre autres ceux de Vigevano et de Beregardo, où viennent aboutir de bonnes routes. Un peu au-dessus de Pavie, un bras appelé le Gravellone se sépare, à droite, du cours principal, et forme une île en face de la ville. L'île fait partie du territoire autrichien, et le Gravellone n'est qu'un ruisseau toujours guéable ; c'est donc là le

point le plus commode pour une armée qui veut déboucher en Piémont, d'autant plus qu'elle se trouve en même temps couverte sur son flanc gauche par le Pô. Mais Chrzanowsky, tout en restant dans une certaine incertitude, se disposa plutôt pour une marche en avant par Buffalora, que pour disputer le passage vers Pavie; il plaça cinq divisions entre Novare et le Tessin; la seconde brigade séparée, brigade Solaroli, à gauche vers Oleggio, pour observer l'ennemi de ce côté, et sans doute aussi pour appuyer, aussitôt le Tessin franchi, l'insurrection des montagnes; enfin une seule division vers Pavie, dans le but seulement d'éviter une surprise de ce côté. Il se croyait ainsi prêt à tout événement; mais pour arrêter, entre le Tessin et la Sesia, l'ennemi débouchant par Pavie, il fallait faire avec les cinq divisions un changement de front ou mouvement de flanc rapide, difficile à exécuter avec ensemble. Pour s'opposer avec succès à l'entrée des Autrichiens, sans vouloir entrer soi-même en Lombardie, et en restant derrière le Tessin, il fallait mettre vers Buffalora et vers Pavie des forces capables de disputer sérieusement le passage, et se placer avec le reste de l'armée entre ces deux points, prêt à accourir vers celui où se montrerait l'ennemi. C'était d'ailleurs une faute grave que de laisser inutilement sur la rive droite du Pô les douze mille hommes de La Marmora et de la brigade d'avant-garde. Tout était donc mal préparé: plan de campagne, distribution générale des forces, dispositions particulières pour la défense du Tessin. Il faut ajouter que les renseignements que l'on avait sur l'armée autrichienne, sur ses mouvements et sur les

projets de Radetzky, étaient très-faux et très-confus. Ils évaluaient à soixante mille hommes au plus les forces que le maréchal pourrait réunir, et présentaient ses soldats comme animés d'un mauvais esprit et peu disposés à faire leur devoir; les uns parlaient de la retraite sur l'Adda et de l'établissement d'un camp retranché à Crême; les autres, de masses considérables placées à Magenta et à Sadriano; d'autres enfin, de troupes nombreuses occupant Plaisance ou se dirigeant sur Pavie. L'état-major piémontais ne trouvait pas, dans un pays qu'on allait délivrer, des espions ou des gens dévoués capables de le bien informer; il ne savait pas non plus dégager la vérité ou au moins tirer de bonnes inductions des récits obscurs et contradictoires qu'il recevait de tous côtés, et qu'un examen et une comparaison attentive lui auraient fait sans doute découvrir.

Le roi, partisan si décidé et on peut même dire auteur principal de cette guerre imprudente, qu'il eût pu prévenir en se séparant des démocrates, le roi avait voulu venir à l'armée. Il pensait que sa présence relèverait le moral et exciterait l'ardeur des troupes, qui se montraient si peu animées; peut-être aussi voulait-il avoir sa part directe de gloire militaire, ce rêve de tous les princes. Mais la présence d'un souverain qui ne commande pas et qui ne comprend rien à la guerre, est toujours nuisible. La place de Charles-Albert n'était pas à l'armée; il devait rester dans la capitale, pour y soutenir et exciter l'esprit public, pourvoir aux affaires, et veiller attentivement au salut d'un trône qu'on cherchait à ébranler.

Radetzky, sans s'attendre à une reprise d'hostilités aussi prompte, ne fut cependant pas pris au dépourvu, comme le croyait le cabinet de Turin. Si, après l'armistice, il avait pu croire à la fin de la guerre, l'avénement du ministère démocratique l'avait détrompé; le langage de la presse piémontaise et de l'émigration lombarde, les allures du nouveau cabinet, tout lui indiquait une déclaration de guerre peu éloignée. D'ailleurs, le Piémont regorgeait d'espions aux gages de l'Autriche; beaucoup d'entre eux figuraient à la tête des exaltés, et les projets les plus cachés du Gouvernement ne leur échappaient pas. Néanmoins la position de Radetzky, au moment de la dénonciation de l'armistice, paraissait difficile et l'était en effet; mais il sut prendre hardiment son parti, et ses dispositions habiles vinrent dérouter complètement le malheureux Chrzanowsky. Il avait plusieurs dangers à craindre; il ne s'occupe que d'un seul, le principal, sûr qu'en éloignant celui-là, il éloignera tous les autres. Si en évacuant entièrement la Lombardie et les Duchés, concentrant toutes ses forces vers le Tessin, entrant en Piémont et livrant immédiatement bataille à l'armée piémontaise, il peut la battre, tout est fini, car, le Piémont vaincu, les insurrections et toutes les autres attaques tomberont d'elles-mêmes. Ce plan, qui réunissait le calcul à l'audace, était fort habile, et l'exécution ne le fut pas moins. Radetzky se montrait cette fois bien plus hardi qu'en 1848; c'est qu'il connaissait l'état de l'armée ennemie, l'indifférence, l'aversion même des populations piémontaises pour cette guerre, et le peu d'énergie des Lombards.

L'armée autrichienne se composait de six corps : un resta sur le Mincio et l'Adige, et dans la Vénitie ; les cinq autres, ne laissant des garnisons que dans les châteaux de Milan, Brescia, Bergame et Modène, à la tête de pont de Brescello et dans la citadelle de Plaisance, 10,000 hommes en tout, se dirigèrent vers l'angle du Pô et du Tessin. Les ordres furent donnés avec tant de promptitude et de secret, et toutes les précautions si bien prises, que, dans la nuit du 19 au 20, l'armée était concentrée autour de Pavie, prête à prendre l'offensive au moment qu'expirerait l'armistice, sans que l'ennemi eût su distinguer ce grand mouvement convergent qui se faisait par toutes les routes de la Lombardie. Radetzky avait beau dire qu'il portait la guerre en Piémont, tout le monde refusait de le croire. Quelquefois la meilleure manière de détourner l'attention, est de divulguer ses projets ; que le maréchal ait eu ou n'ait pas eu cette intention, il n'en est pas moins vrai que, malgré ses déclarations réitérées, on ne s'attendait pas à son mouvement offensif, l'état-major piémontais moins que qui que ce fût. Il avait quitté Milan le 18, par la route de Lodi, pour aller placer son quartier-général à S. Angelo, au milieu de ses troupes qui arrivaient de tous côtés. Les Milanais, en le voyant sortir par la porte Romaine, purent croire qu'il se retirait sur l'Adda, et cette circonstance confirma encore les Piémontais dans leur erreur. La ville restait sans troupes ; mais le Château, mis en état de défense, avait une garnison de 3,000 hommes environ, et était hérissé de canons braqués contre la ville. La population était inquiète et agitée ; mais, avant

de se soulever, elle voulait attendre les premiers événements, car le nom seul de Radetzky faisait trembler tout le pays, contenu par l'exemple de sévères et impitoyables exécutions.

Le maréchal connaissait assez exactement la distribution des forces piémontaises; en débouchant par Pavie, il coupait leur ligne, isolait tout ce qui était sur la rive droite du Pô, et, se portant rapidement contre la masse principale, pouvait par une seule bataille terminer la campagne. Il devait donc profiter bien vite de l'occasion, et c'est ce qu'il fit. Dans la matinée du 20, il fit jeter deux ponts sur le Tessin, au-dessous du pont permanent de Pavie; à onze heures, le corps de d'Aspre entra dans l'île par les trois ponts, et à midi, l'armistice expiré, franchit le Gravellone sur trois colonnes. Celle de droite passa à gué; celle du centre sur le pont de barques existant pour la route de Pavie en Piémont, et celle de gauche sur un pont qu'elle jeta au-dessous de celui-là. Tout cela se fit sans rencontrer de résistance; la division Ramorino, qui devait occuper La Cava et surveiller le Gravellone, était restée sur la rive droite du Pô, aux environs de Casatisma, et avait seulement envoyé quatre bataillons sur la rive gauche, un vers Zerbolo, un à La Cava, et deux à Mezzana-Corte pour garder le pont. Le bataillon de Zerbolo, coupé de Mezzana-Corte, se retira en désordre sur Mortara; celui qui était à La Cava et qui s'était approché de Gravellone, échangea quelques coups de fusil avec l'ennemi, et se replia bien vite vers Mezzana-Corte. D'Aspre s'avança dans la direction de Garlasco, suivi d'Appel qui avait

passé après lui. Wratislaw, qui venait ensuite, marcha à droite vers Zerbolo, tandis que Thurn, qui passa le quatrième, appuya à gauche vers La Cava, et envoya à Mezzana-Corte, pour surveiller le passage du Pô, une brigade qui rejeta sur la rive droite les trois bataillons qu'elle trouva là. La réserve passa aussi ce jour-là, et à la nuit l'armée entière se trouvait au-delà du Tessin sur le territoire ennemi, la droite près de Zerbolo, le centre vers Gropello, la gauche à La Cava, et la réserve un peu en avant du Gravellone. Une brigade de la réserve resta à Pavie, pour couvrir les derrières de l'armée. Deux autres ne passèrent pas non plus ce jour-là; l'une, appartenant au corps de Wratislaw, était restée vers Magenta, pour simuler la présence d'un corps d'armée ou même d'une masse plus considérable, et descendait rapidement vers Bereguardo pour y franchir le Tessin, dans la journée du 21, et rejoindre son corps; l'autre, qui faisait partie de la réserve, ne devait arriver à Pavie que le 22. La force totale des Autrichiens entrés et sur le point d'entrer en Piémont, était de 69 à 70 mille hommes, avec 210 bouches à feu. Chrzanowsky ne pouvait plus leur opposer le même nombre, et ce seul fait peut faire juger de la différence d'habileté des deux adversaires. Radetzky, en entrant en Piémont, adressa une proclamation aux habitants pour les engager à demeurer tranquilles et à laisser les deux armées vider seules la querelle. Il leur disait que c'était malgré lui qu'il faisait la guerre, et leur promettait, s'ils suivaient ses conseils, de leur alléger, autant qu'il le pourrait, les maux inévitables qu'elle entraine.

Pendant que l'armée autrichienne entrait si tranquillement en Piémont vers Pavie, l'armée piémontaise l'attendait vers Buffalora ou la croyait en retraite sur l'Adda. Dès le matin, les cinq divisions destinées par Chrzanowsky à franchir ou à défendre le Tessin, étaient à leurs postes; la division du duc de Gênes en avant de Trecate, avec une avant-garde près du pont de Buffalora ; la division Perrone à gauche, à Romentino et Galliate ; la division Bès à droite, à Cerano et Cassolnovo ; la division Durando à droite aussi, mais plus en arrière, autour de Vespolate ; la division de réserve près de Novare, sur la route de Mortara. La brigade Solaroli était à l'extrême gauche, entre Oleggio et Bellinzago, liée à la division Perrone par quatre bataillons, ainsi que par un régiment d'infanterie et un régiment de cavalerie de la réserve placés à Cameri. Enfin la division lombarde, sous les ordres de Ramorino, devait se trouver à La Cava, placer une avant-garde sur le Gravellone, et s'éclairer jusqu'au bac de Bereguardo, où elle aurait rencontré les parties de cavalerie de la division Bès; quatre bataillons avaient été placés sous Vigevano, pour relier ces deux divisions. Ramorino avait ordre de ne rien négliger pour connaître les forces qu'il pouvait avoir devant lui, et si elles n'étaient pas trop considérables, il devait chercher à enlever Pavie le 21 au matin, et, en cas de succès, prendre immédiatement la route de Lodi. Si au contraire les Autrichiens débouchaient en force de Pavie, il devait retarder autant que possible leur marche, sans toutefois se compromettre, et en se retirant sur Mortara ou sur S. Nazzaro, d'où il pour-

rait facilement se réunir à l'armée, qui, prévenue par la canonnade, se porterait immédiatement entre Tromello et Mortara par les deux routes parallèles conduisant dans cette direction. On a vu que Ramorino n'avait pas exécuté les ordres du général en chef, et qu'il se tenait au-delà du Pô, tandis qu'on le croyait à La Cava.

A midi, la division du duc de Gênes était massée contre le pont de Buffalora; on n'apercevait point de troupes au-delà du fleuve, on n'entendait rien du côté de Pavie, et l'on ignorait toujours la concentration des Autrichiens sur le bas Tessin. Vers une heure, Chrzanowsky se détermina à entreprendre une reconnaissance sur Magenta; le roi voulut passer le premier avec une compagnie de tirailleurs. On arriva à Magenta sans rien rencontrer, et l'on aperçut seulement au loin quelques piquets de cavalerie. L'ennemi, n'étant pas de ce côté, ne pouvait être que vers l'Adda ou vers Pavie, puisque l'on savait que Milan était entièrement dégarni, ainsi que le haut Tessin. Dans l'un ou l'autre cas, il n'y avait qu'un seul parti à prendre: c'était de faire passer immédiatement toute l'armée et de la porter entre Milan et Pavie, dans la direction de Lodi. C'était une manœuvre semblable qu'exécutaient en ce moment même les Autrichiens; mais Chrzanowsky n'avait ni l'habileté ni la décision de Radetzky, et l'absence de l'ennemi, au lieu de lui donner quelque confiance, ne fit qu'augmenter ses irrésolutions. Il laissa le duc de Gênes à Magenta, repassa le Tessin avec le roi et le quartier-général, renvoya dans ses positions la division Perrone qu'il avait fait avancer jusqu'au pont pour appuyer la reconnais-

sance, et retourna à Trecate chercher ou attendre des nouvelles. Il paraît que Charles-Albert ne fut pas étranger à cette bizarre détermination. Les habitants de Magenta avaient reçu très-froidement les Piémontais, se refusaient à leur donner le logement et à leur fournir des vivres, et ne voulaient pas même dire ce qu'ils savaient de la position et des mouvements de l'ennemi. Le roi craignit le même accueil à Milan, et cette crainte puérile, ralentissant son ardeur, lui fit désirer qu'avant de s'engager en Lombardie, on fût bien sûr que l'ennemi ne pénétrait pas en Piémont. En rentrant à Trecate, on n'apprit encore rien. Un général qui aurait senti la gravité de la situation et la valeur du temps, aurait tout mis en mouvement autour de lui, aurait couru lui-même vers Vigevano pour savoir au plus vite ce qu'il avait tant d'intérêt à connaître. Chrzanowsky ne fit rien, se résigna à attendre, et se coucha tranquillement à huit heures. A neuf, un officier de l'état-major de Bès vint lui annoncer le passage des Autrichiens et l'absence de Ramorino, et peu après il reçut enfin de ses espions des renseignements certains sur la concentration de toute l'armée ennemie vers Pavie. L'annonce tardive du mouvement des Autrichiens et l'éloignement de la division lombarde étaient deux circonstances fâcheuses sans doute, mais qui n'avaient pas l'importance qu'on a voulu leur attribuer; avec un peu d'activité ou avec quelques modifications dans la manœuvre projetée pour se jeter au devant de l'ennemi, il était facile de parer à l'un de ces inconvénients; quant à l'autre, l'absence de la division lombarde, il n'y avait pas lieu de s'en préoccuper

beaucoup, car on ne pouvait guère compter sur de pareilles troupes, et il n'est pas probable que leur coopération aurait changé le cours des événements. Si Ramorino a tenu dans cette occasion la conduite la plus coupable, il faut aussi reconnaître que Chrzanowsky, par son incurie et son manque de vigilance, doit porter une grande partie de la responsabilité. Quand un chef voit son autorité méconnue, ses ordres inexécutés, c'est presque toujours à lui-même qu'il doit s'en prendre. Est-ce que Chrzanowsky n'aurait pas dû s'assurer par lui-même de l'état des choses, parcourir la ligne jusqu'au Pô le 19 ou même le 20 au matin, établir des signaux ou des relais de cavalerie pour être averti promptement, au lieu de compter sur le bruit du canon? Pourquoi aussi n'ordonner l'occupation de La Cava que pour le 20? Pourquoi confier ce poste à un homme dont on se défiait, et rester plusieurs jours sans communiquer avec lui, sans s'inquiéter s'il a bien compris et s'il est bien disposé à exécuter les ordres qui lui ont été donnés, et dont quelques-uns manquaient de précision et pouvaient même être mal interprétés? Quant aux motifs de la désobéissance de Ramorino, désobéissance d'autant plus grave qu'elle était préméditée plusieurs jours à l'avance, ainsi que cela résulte de diverses circonstances particulières, ils sont restés inconnus. Traduit devant un conseil de guerre, condamné à mort et exécuté, ce général n'a donné aucune explication réelle, n'a fait aucun aveu; mais tout porte à croire qu'il a agi par jalousie contre Chrzanowsky, par le désir de s'isoler et d'opérer pour son propre compte, ou bien enfin, ce qui est encore

plus probable, pour se ménager le moyen de donner la main à la faction républicaine à Gênes, avec laquelle il passait pour avoir des engagements.

Malgré tout ce qui venait d'arriver, le projet de Chrzanowsky de se porter au devant de l'ennemi, entre Tromello et Mortara, restait exécutable, à la condition toutefois d'opérer avec beaucoup de rapidité et de précision, car l'ennemi était bien près. Ce général est donc excusable de n'avoir rien changé à son plan, bien qu'il eût mieux valu le modifier un peu, pour en rendre l'exécution plus sûre et plus facile; mais on va voir qu'il prit si mal ses mesures qu'il se laissa prévenir par l'ennemi.

La contrée où la guerre allait décider du sort de l'Italie, est l'étroite bande de terrain comprise entre le Tessin et la Sesia, fermée au midi par le Pô, et s'arrêtant au nord au pied des Alpes, près du Lac Majeur et du lac d'Orta; sa longueur est d'environ cent-vingt kilomètres, et sa largeur moyenne de cinquante. Elle coupe perpendiculairement la route de Turin à Milan. La Sesia coule à égale distance de ces deux capitales, situées toutes deux sur la rive gauche du Pô à cent-cinquante kilomètres l'une de l'autre, baigne les murs de Verceil, qu'elle laisse à sa droite, et va se jeter dans le Pô, entre Casale et Valence. Le Tessin, dont on a déjà indiqué le cours, coule au levant de la Sesia. Novare occupe le centre de cette bande de terrain; au-dessous de Novare, on trouve Vigevano, Mortara, La Cava, qui commande le passage du Tessin vers Pavie et celui du Pô à Mezzana-Corte; au-dessus, Momo, Borgomanero, Aro-

na. C'est un pays peu accidenté, mais très-couvert et sillonné de petites rivières, de torrents et de canaux dont la direction générale est parallèle au Tessin et à la Sesia. Une de ces lignes d'eau, un canal appelé la Roggia Biraga, passe à quatre ou cinq kilomètres au levant de Mortara, et coupe les deux routes, qui, de cette ville, vont à Pavie et à Vigevano. C'est derrière ce canal, vers la route de Pavie, entre Tromello et Mortara, que Chrzanowsky voulait concentrer toutes ses forces et attendre l'ennemi, et il le pouvait facilement en les faisant marcher sans retard; mais il perdit du temps, et combina leurs mouvements de la manière la plus malheureuse. Durando et Bès eurent seuls l'ordre de se porter, dans la nuit, le premier en avant de Mortara, le second en avant de Vigevano; le duc de Savoie, Perrone et le duc de Gênes ne furent mis en marche que le lendemain matin, ainsi que Solaroli, qui dut descendre près du pont de Buffalora. Enfin, Ramorino, appelé au quartier-général pour rendre compte de sa conduite, dut laisser le commandement de sa division au général de brigade Fanti; mais Chrzanowsky, au lieu de donner à ce dernier l'ordre de tout tenter pour amener la division sur la droite du Pô, le laissa libre d'agir comme il l'entendrait. Ces dispositions lentes et décousues indiquent que Chrzanowsky, au moment où il les prenait, doutait que les Autrichiens oseraient s'éloigner du Tessin et s'avancer vers la Sesia, et qu'elles n'étaient, dans sa pensée, que des mesures de précaution, qu'il se réservait de compléter, si cela devenait nécessaire. Il comptait, en effet, que si l'ennemi marchait en avant, ses

têtes de colonne seraient arrêtées vers Mortara et Vigevano dans la journée du 21, et que la concentration pourrait alors se faire dans la matinée du 22.

Durando arriva de grand matin à Mortara, où il fut rejoint dans l'après-midi par le duc de Savoie. Bès, de son côté, fut à Vigevano au jour, se porta dans une bonne position en avant, à La Sforzesca, et poussa une avant-garde jusqu'à Borgo S. Siro, pour observer le passage du Tessin à Bereguardo. Comme Chrzanowsky, qui ne mettait pas ses généraux de division au courant de ses opérations d'ensemble, lui avait laissé ignorer la présence de Durando à Mortara, et qu'il craignait d'être tourné à droite, il se prolongea de ce côté, en envoyant la brigade de Casale vers Fogliano; ainsi placé, il attendait les divisions Perrone et duc de Gênes, dirigées aussi sur Vivegano, et cherchait à avoir des nouvelles de l'ennemi. La brigade de Savoie, de la division Perrone, arriva vers les onze heures, et fut placée par Chrzanowsky, qui venait aussi d'arriver avec le roi, un régiment près de La Sforzesca, pour servir de réserve à Bès, l'autre sur la route de Gambolo avec une batterie et un régiment de cavalerie. La seconde brigade de Perrone et la division du duc de Gênes, par suite de malentendus et de la distribution tardive des vivres, ne purent se trouver à Vigevano qu'entre cinq et six heures du soir.

Les Autrichiens marchaient dans la direction de Mortara, pour se porter ensuite sur Verceil ou sur Novare, selon les mouvements des Piémontais. D'Aspre, Appel et la réserve suivaient la route de Garlasco; Thurn s'a-

vançait à gauche sur St.-Georges; Wratislaw prenait à droite la route de Zerbolo à Gambolo, et envoyait un détachement sur Vigevano. Vers une heure, ce détachement arriva à Borgo S. Siro, où il trouva l'avant-garde piémontaise, et, soutenu par la brigade Strassoldo, qui formait la tête de colonne de Wratislaw et arrivait presqu'en même temps, il l'attaqua. Les Piémontais, trop faibles pour tenir tête à des forces si supérieures, se replièrent, mais lentement et en combattant toujours; à S. Vittore, ils trouvèrent deux bataillons placés là en intermédiaires pour leur donner la main, et tous ensemble arrivèrent en bon ordre près de La Sforzesca. Au premier bruit de l'attaque, Bès, averti d'ailleurs de la présence de Durando à Mortara, rappela la brigade de Casale, mais cette brigade se perdit dans des chemins de traverse et ne put revenir à temps. Néanmoins Bès avec son autre brigade, deux escadrons de cavalerie, une batterie et quelques tirailleurs, résista victorieusement à l'ennemi, qui était plus nombreux, et qui échoua dans toutes ses attaques contre La Sforzesca qu'il essayait de tourner. Repoussés plusieurs fois à la baïonnette par le 17e et le 23e d'infanterie, et chargés ensuite par la cavalerie qui acheva de les mettre en désordre, les Autrichiens se retirèrent, en laissant un assez grand nombre de prisonniers entre les mains des Piémontais. Bès les poursuivit à une assez grande distance; mais l'arrivée de renforts à l'ennemi, entre autres d'une partie de la brigade Gorger, qui, laissée la veille en Lombardie, passait en ce moment le Tessin au bac de Bereguardo, le força de se replier. Pendant ce temps-là,

Wratislaw était arrivé avec le gros de ses troupes à Gambolo, et envoya dans la soirée une colonne pour attaquer le détachement piémontais placé sur la route de Vigevano; mais cette attaque n'eut pas de succès, et la colonne se retira bien vite. Sur ce point, les choses se passaient donc assez bien pour les Piémontais, et les divers combats qu'ils venaient de livrer étaient un heureux début; mais il aurait fallu compléter le succès en attaquant l'ennemi à Gambolo, si l'on avait encore le temps dans la soirée après l'arrivée de toutes les troupes, ou mieux encore, en se portant immédiatement derrière la Biraga, car autrement le mouvement de concentration devenait difficile pour le lendemain; néanmoins il paraissait possible, et Chrzanowsky le jugeant ainsi et ne tenant pas suffisamment compte de la valeur du temps, se contenta des avantages obtenus, et remit au lendemain ce qui pouvait et devait se faire le soir même. Du reste, les troupes qui venaient de combattre se montraient assez animées, et le succès avait dissipé en partie l'impression fâcheuse produite sur elles par l'entrée audacieuse des Autrichiens en Piémont et par la conduite de Ramorino, qu'elles traitaient de trahison; on était, d'ailleurs, fort tranquille pour Mortara, où se trouvaient vingt-deux mille hommes avec quarante-huit bouches à feu. Mais, dans la nuit, on reçut les nouvelles les plus désolantes: les deux divisions avaient été battues, avaient perdu beaucoup de prisonniers et du canon, et se retiraient en désordre, partie derrière l'Agogna, vers Robbio, partie dans la direction de Novare. Voici, en effet, ce qui s'était passé.

Chrzanowsky, en dirigeant Durando et le duc de Savoie sur Mortara, ne leur avait pas donné des instructions précises; il avait seulement ordonné à Durando de prendre une position défensive en avant de la ville, et au duc de Savoie de couvrir à droite la division Durando et la ville, qui auraient pu être tournées de ce côté. Comme son intention était de faire occuper à Durando la ligne de la Roggia Biraga, dans la partie de ce canal qui coule du nord au midi, des moulins de Faënza au hameau de S. Albano, et les positions avancées de Garbana et Remondo qui se trouvent au-delà, il envoya son chef d'état-major, le général La Marmora, frère de celui qui commandait une division, porter de nouvelles instructions à Durando et au duc de Savoie, et veiller à leur exécution. Mais ces instructions n'étaient point encore assez précises, et ne rendaient pas complètement la pensée du général en chef, car elles portaient que les deux divisions devaient couvrir Mortara en se plaçant à cheval sur les routes de Garlasco et de St.-Georges; s'étendre d'un côté jusqu'à Faënza, de l'autre jusqu'à Castel d'Agogna, qui devait être fortement occupé; enfin, se mettre en communication par Fogliano avec les troupes de Bès, et par la grande route de Vigevano avec le quartier-général. Les ordres de Chrzanowsky étaient toujours vagues, trop concis et ne prévoyaient rien; ce n'est pas ainsi que parle un esprit net et lumineux qui sait bien ce qu'il veut. La Marmora, parti de Trecate à neuf heures du matin, ne put être à Mortara qu'à une heure après midi; à son arrivée, les troupes de Durando, établies sous la ville même, fai-

saient la soupe, et cela fit différer l'exécution des ordres de Chrzanowsky ; on envoya seulement des éclaireurs vers Fogliano pour communiquer avec Bès; mais ces éclaireurs, pris sans doute par l'ennemi, ne reparurent plus. En attendant que la division Durando pût se porter en avant, on explora le terrain du côté de la route de St.-Georges, pour voir si l'on pouvait communiquer de cette route avec Castel d'Agogna autrement que par Mortara; mais l'état-major ne connaissait nullement le terrain : il ne sut pas se faire renseigner, et ne remarqua pas le chemin qui va du rond-point de St.-Georges à la porte de Marengo en tournant la ville; on verra que cette erreur fut la cause du désastre principal de cette malheureuse journée. Chrzanowsky avait envoyé à Mortara des troupes qui n'avaient jamais vu le pays, tandis qu'il aurait dû y placer celles qui, comme la division Bès, avaient passé l'hiver de ce côté et parcouru tous les environs. Il n'avait pas non plus songé à réunir le commandement des deux divisions dans la même main, et il résulta de cet oubli un certain manque d'ensemble et d'unité dans leurs dispositions et leurs mouvements. Vers trois heures, la division Durando commença à se porter en avant, mais pour se placer à quinze cents mètres seulement de la ville, c'est-à-dire à près de trois kilomètres en arrière de la position qu'elle aurait dû occuper. Le voisinage de l'ennemi, dont les coureurs paraissaient vers Gambolo, Trumello et St.-Georges, fit penser qu'il n'était pas prudent de s'avancer davantage ce jour-là ; c'est ainsi que les lieutenants de Chrzanowsky, ne sachant pas obéir assez ponctuellement, exécu-

taient ses ordres non-seulement trop tard, mais encore d'une manière très-incomplète. La position où s'établit Durando s'étendait du cimetière de la ville au couvent de St.-Albin. La brigade d'Aoste, formant la gauche, s'appuyait au cimetière ; la brigade de la Reine, qui tenait la droite, au couvent; elles étaient séparées par un large fossé, sur lequel on avait jeté un pont. Elles avaient chacune quatre bataillons en ligne et deux en réserve. Le cimetière avait été crénelé; le couvent, laissé un peu en avant de la ligne, formait un saillant où était placé le dernier bataillon à droite. L'artillerie, qui comptait seize pièces, était disséminée sur les points d'où elle pouvait agir avec le moins de désavantage, dans ce terrain qui présentait beaucoup d'obstacles à son action. La cavalerie était à gauche du cimetière, contre la ville. La division du duc de Savoie, arrivée seulement entre deux et trois heures, venait de se placer à droite de Mortara, s'étendant de la ville à Castel d'Agogna, en passant par le Moulin-neuf, qu'elle occupait et mettait en état de défense. La brigade des Gardes était à droite et tenait Castel d'Agogna ; celle de Cuneo, dont la droite était au Moulin-neuf, avait sa gauche à trois cents mètres environ de la ville. La division avait trente-deux pièces; vingt-quatre étaient au centre et aux deux extrémités de la ligne, les huit autres en réserve derrière la ville, près de la route de Novare. L'un de ses régiments de cavalerie était derrière la brigade des Gardes, l'autre en réserve à droite de la route de Novare. Les reconnaissances battaient le pays en avant des deux divisions, vers les routes de Galasco et de St.-Georges.

L'heure avancée et la canonnade qu'on entendait du côté de Vigevano et qui annonçait un combat assez vif, firent croire aux trois généraux, malgré les renseignements qu'ils avaient sur la marche de l'ennemi, qu'ils ne seraient pas attaqués ce jour-là, ou du moins qu'ils ne le seraient pas sérieusement ; ils ne se tinrent pas assez sur leurs gardes, et ne songèrent pas à prendre toutes les dispositions nécessaires pour soutenir un combat dans la position désavantageuse où ils s'étaient placés. La division Durando n'avait pas encore achevé son mouvement, lorsque vers quatre heures et demie, les reconnaissances, qui ne s'étaient pas portées assez en avant pour avertir à temps de l'approche de l'ennemi, vinrent en toute hâte annoncer qu'il était tout près, et il ne tarda pas en effet à paraître. C'était le corps de d'Aspre qui s'avançait par la route de Garlasco, précédé de parties de cavalerie et d'une nuée de tirailleurs ; ce corps, composé des divisions archiduc Albert et Schaaffgotsche, comptait quatorze à quinze mille hommes, avec quarante-huit canons. D'Aspre avait l'ordre d'occuper et même de dépasser Mortara ; en voyant cette ville couverte par les Piémontais, il ne voulut pas, malgré l'heure avancée, remettre l'affaire au lendemain, et fit aussitôt ses dispositions de combat. La division de l'archiduc Albert qui marchait en tête, fut formée en colonnes d'attaque des deux côtés de la route ; l'autre resta en réserve, sauf quelques détachements qu'elle envoya vers le cimetière et vers le couvent, pour observer et contenir l'ennemi sur ces points-là. Le combat commença par le feu de vingt-quatre pièces placées sur le front des co-

lonnes d'attaque ; ce feu était dirigé sur le centre de la division Durando et sur une élévation de terrain où se tenaient Durando, le duc de Savoie et La Marmora, qui, pour donner l'exemple de la fermeté aux troupes, restèrent longtemps dans ce poste dangereux, quoique leur présence eût été beaucoup plus utile ailleurs. L'artillerie piémontaise, peu nombreuse sur ce point, ne pouvait lutter qu'avec un grand désavantage, et une partie de la brigade de la Reine ébranlée par cette violente canonnade des Autrichiens, ne tarda pas à se mettre en désordre. On parvint à la reformer, et toute la brigade faisait assez bonne contenance, lorsqu'à l'approche de la nuit d'Aspre la fit charger vigoureusement ; elle ne put résister à cette brusque attaque, céda le terrain et se retira précipitamment vers la ville, où tout fut bientôt dans une extrême confusion. Il était nuit ; les habitants fuyaient de tous côtés ; l'artillerie et les bagages encombraient les rues ; l'ennemi continuait d'avancer, et on combattait presque pêle-mêle à l'entrée de la ville. Les Autrichiens hésitèrent un peu pour pénétrer dans Mortara ; ils n'y engagèrent d'abord qu'un seul bataillon avec deux pièces sous les ordres du colonel Benedeck, et le firent ensuite soutenir par un second bataillon. Le gros de leurs forces s'arrêta en avant de la ville, et une partie combattit encore assez longtemps contre l'extrême droite des Piémontais, qui continuait à résister du côté de St.-Albin. Benedeck poussa hors de Mortara tout ce qui l'occupait ; un seul bataillon rallié par le général Trotti était encore un peu en ordre : il fit quelque résistance, et se trouvant coupé de la division de réserve, prit

la route de Novare. Benedeck fouilla Mortara, prit les chevaux et les équipages du duc de Savoie, une grande quantité de bagages, et établit ses deux bataillons sur la place principale et dans la grande rue qui va de la porte de Pavie à celle de Verceil.

Pendant toute l'action, la brigade d'Aoste avait soutenu à gauche un combat de tirailleurs et d'artillerie peu animé; le large fossé qu'elle avait à sa droite ne lui avait pas permis de se porter à temps au secours de l'autre brigade. Au moment de la déroute, elle reçut l'ordre de Durando d'aller défendre la ville, et se disposa aussitôt à y marcher, en se faisant précéder d'un bataillon, de deux escadrons et de deux pièces. Ce détachement trouva l'ennemi près de Mortara, passa sous son feu, fut chargé par sa cavalerie, et se jeta dans la ville ; mais les Autrichiens y étaient déjà : une partie du bataillon fut cernée et mit bas les armes. Les deux escadrons entourés aussi surent s'ouvrir un passage; ils chargèrent résolument, culbutèrent tout ce qui se trouvait devant eux et s'échappèrent ainsi, suivis de la section d'artillerie et de ce qui restait encore de l'infanterie. Le commandant de la brigade apprenant ce qui se passait et ne recevant plus d'ordre, ne crut pas devoir marcher sur la ville, et se retira par la route de Novare. Le régiment de cavalerie et la batterie de la division de réserve qui se trouvaient de ce côté et qui n'avaient pas pu marcher non plus au secours de Durando, prirent la même direction.

Lorsque la brigade de la Reine avait commencé à plier, le duc de Savoie avait envoyé une partie de sa division pour la soutenir; deux bataillons de Cuneo

marchèrent directement vers le rond-point de Saint-Georges, tandis que les autres bataillons de cette brigade et deux batteries devaient passer par la ville, vers laquelle appuyait aussi un régiment des Gardes. Mais quand ces troupes furent sur le point d'entrer dans Mortara, elles virent venir à elles une foule de fuyards. Le duc entra dans la ville, essaya de rallier ces fuyards, de rétablir l'ordre et de débarrasser les rues ; mais tous ses efforts furent vains, et il se trouva refoulé. En ce moment une résolution hardie pouvait peut-être tout sauver: c'était de lancer vigoureusement dans Mortara toutes les troupes qu'on avait sous la main ; le duc ne crut pas au succès d'une telle attaque, et ordonna la retraite sur Castel d'Agogna. L'ennemi inquiéta la queue de la colonne et prit un canon avec quelques caissons. Au-delà du pont, on prit la direction de Robbio ; un bataillon des Gardes et une section d'artillerie qui formaient l'arrière-garde, se trompèrent de route et allèrent à Valence.

Les Autrichiens étaient donc maîtres de Mortara et avaient mis en fuite un ennemi très-supérieur, sans toutefois lui avoir fait beaucoup de mal ; mais leur triomphe ne devait pas s'arrêter là, et une circonstance singulière allait le rendre beaucoup plus important. Au moment de l'attaque qui avait enfoncé le centre des Piémontais, le bataillon qui était à St.-Albin, attaqué vigoureusement aussi, avait perdu le couvent, puis l'avait repris avec le secours d'un autre bataillon ; mais tous deux l'avaient ensuite perdu de nouveau, avaient pris position en arrière, et continuaient à tenir tête à

l'ennemi qui cherchait à les envelopper. La Marmora, qui avait vu le danger que couraient ces troupes, courut vers elles, rencontra au rond-point de St.-Georges les deux bataillons de Cuneo que venait d'envoyer le duc de Savoie, les fit rester là en réserve, et, se mettant à la tête de quatre à cinq cents fuyards qu'il avait ralliés, s'avança vers St.-Albin. Mais les tirailleurs ennemis, embusqués derrière des arbres, firent feu à l'improviste sur ce détachement, qui leur riposta. Trompés par cette fusillade et par l'obscurité, les bataillons du rond-point tirèrent de leur côté sur le détachement et sur les troupes de St.-Albin qui battaient alors en retraite devant les Autrichiens. L'erreur fut bientôt reconnue, le combat se rétablit, se prolongea encore quelque temps, et, l'ennemi n'avançant plus, cessa tout à fait. Depuis longtemps on n'entendait plus rien vers Mortara et vers la route de Garlasco, et La Marmora qui avait envoyé reconnaître ce qui s'y passait, apprit que la ville était au pouvoir des Autrichiens; il était alors huit heures. La Marmora, ainsi débordé et isolé, ne savait trop où donner de la tête; il n'avait aucune notion des lieux où il se trouvait, ne connaissait pas, comme on l'a dit, le chemin qui va du rond-point de St.-Georges à la route de Castel d'Agogna, et, jugeant toute retraite à travers champs impossible, il se décide à passer par la ville pour gagner la route de Novare. Il forme ses troupes en colonne, place au milieu l'artillerie, et marche hardiment sur Mortara, en laissant ignorer à ses soldats la présence de l'ennemi dans la ville; le bataillon qui avait défendu St.-Albin vient derrière lui. La colonne entre dans la ville par la porte de

St.-Georges, située à gauche de celle de Garlasco par où était entré l'ennemi, et trouve les rues encombrées de voitures, de cadavres d'hommes et de chevaux ; l'obscurité est profonde, rien n'éclaire les rues, toutes les maisons sont fermées ; les Autrichiens qu'on rencontre et qui croient l'affaire terminée depuis longtemps, ne peuvent se rendre compte de l'apparition d'un corps ennemi pénétrant dans la ville derrière eux. La Marmora, pour encourager ses soldats, fait battre la charge ; les Autrichiens battent le rappel, et la colonne débouche sur la place et dans la grande rue. Là on commence à se fusiller à bout portant et au milieu d'une confusion épouvantable ; les Piémontais ne savent quelle direction prendre à travers la ville qui leur semble pleine d'ennemis, et les Autrichiens de leur côté, qui se savent assez peu nombreux, sont fort inquiets. Mais Benedeck se rendant compte de la situation et pensant bien qu'il n'a affaire qu'aux troupes de St.-Albin attardées et coupées, rallie promptement son monde, barre les issues de la place et la grande rue, et somme les Piémontais de se rendre, en leur déclarant qu'ils sont complètement cernés et que toute résistance est impossible. Un effort vigoureux leur suffirait pour se dégager : ils n'ont que peu de monde devant eux, encore moins à droite et à gauche, car l'ennemi est resté avec le gros de ses forces à l'entrée de la ville ; mais l'ignorance de cet état de choses, l'obscurité, la confusion, les revers de la journée, tout peut leur faire croire qu'ils sont enveloppés de tous côtés par des masses nombreuses. En pareil cas, de bons soldats n'hésitent pas à tenter de s'ouvrir un passage à

quelque prix que ce soit, car tant qu'il y a une chance, une lueur d'espoir, l'honneur militaire ordonne d'affronter le danger et de mourir plutôt que de se rendre. Mais ces troupes sont trop jeunes, trop peu aguerries pour n'être pas abattues dans une telle situation ; toute force les abandonne, et elles mettent bas les armes, au nombre de dix-huit cents hommes environ. La Marmora, qui marchait en tête, s'était échappé avec une cinquantaine d'hommes, et put gagner Castel d'Agogna, où il trouva la division du duc de Savoie, avec laquelle était aussi Durando, qui, au moment de la déroute, s'était trouvé séparé de la sienne, sans pouvoir la rejoindre. Il était alors neuf heures; on eut un instant, le duc de Savoie surtout, l'idée de revenir sur Mortara et d'attaquer l'ennemi pendant la nuit; mais les avis timides l'emportèrent, et on continua la retraite. La perte totale des Piémontais était de cinq cents hommes tués ou blessés, de plus de deux mille prisonniers, et de cinq canons; les Autrichiens eurent à peine trois cents hommes hors de combat.

Cette affaire, qui, bien que partielle, eut une telle influence qu'on peut dire qu'elle décida du sort de la campagne, est une preuve de ce que peuvent à la guerre l'audace et l'énergie, et des suites terribles qu'entraînent au contraire la négligence et la faiblesse. Toutes les chances étaient en faveur des Piémontais, plus nombreux, moins fatigués, maîtres de choisir leur terrain; mais, d'un côté, l'audace et la promptitude d'exécution de d'Aspre et l'énergie de Benedeck; de l'autre, le peu de précision des ordres de Chrzanowsky, la lenteur, le

manque de vigilance, les dispositions inhabiles, la timidité de ses lieutenants, le peu de fermeté des troupes, changèrent tout cela; et le résultat fut plus que malheureux pour ceux qui auraient dû vaincre.

Le soir de cette journée du 21, tandis que les Piémontais avaient trois divisions près de Vigevano, deux autres en retraite sur Robbio et Novare, et une brigade au pont de Buffalora, l'armée autrichienne occupait la route de Pavie à Mortara, s'étendant à droite jusqu'à Gambolo, à gauche jusqu'à St.-Georges. D'Aspre était à Mortara, Appel à Trumello, la réserve à Gropello, Wratislaw à Gambolo, Thurn à St.-Georges. Ce dernier avait envoyé un détachement vers Lumello pour couvrir le flanc gauche de l'armée, et ses éclaireurs couraient vers Valence, et exploraient les bords du Pô.

Les généraux battus à Mortara ne mirent pas à informer Chrzanowsky toute la promptitude que réclamaient les circonstances. Le premier avis n'arriva au quartier-général que vers une heure après minuit, et par hasard: ce furent deux officiers d'état-major qui, séparés de La Marmora qu'ils ne purent retrouver, revinrent à Vigevano où ils annoncèrent ce qui venait de se passer. Une nouvelle si inattendue consterna tout le monde. Ce désastre et la position avancée des Autrichiens à Mortara et à Gambolo, ne rendaient pas seulement les projets de Chrzanowsky impossibles, ils mettaient l'armée piémontaise dans une situation périlleuse. La retraite sur Verceil pouvait être considérée comme coupée, et même si l'ennemi marchait un peu rapidement sur Novare ou entre Novare et Vigevano, il pouvait empêcher la jonc-

tion des deux divisions battues avec les autres. Dans un tel état de choses, il y avait à prendre l'un des trois partis suivants : se jeter avec les troupes de Vigevano sur le flanc droit de l'ennemi, tandis que les deux divisions en retraite, reprenant l'offensive, attaqueraient de front; entrer en Lombardie; livrer sur un terrain choisi et étudié une bataille décisive. Le premier parti était le plus audacieux, et exigeait beaucoup de vigueur; mais aussi il convenait plus que tout autre au caractère et aux dispositions des troupes, et l'on sait d'ailleurs que les résolutions hardies, rapidement et habilement exécutées, sont souvent couronnées de succès, comme cela venait d'arriver à l'ennemi à Mortara. Le second parti était le plus prudent et le plus fécond en combinaisons et en chances heureuses; de l'autre côté du Tessin, on pouvait rallier tout ce qui se trouvait sur la droite du Pô, même la division La Marmora; on soulevait la Lombardie, on coupait la retraite aux Autrichiens, on les prévenait sur le Mincio. Le troisième parti enfin, le plus sage en apparence, était en réalité le plus imprudent; mais il était le plus facile et celui qui convenait le mieux à l'esprit étroit et stérile de Chrzanowsky, qui ne pouvait manquer de l'adopter. Il était aussi hasardeux que le premier, puisque dans l'un comme dans l'autre la défaite entraînait la perte de l'armée; mais il avait de plus l'inconvénient d'agir d'une manière très-fâcheuse sur le moral des troupes. Une marche rétrograde, au début de la campagne, était, avec des soldats généralement mal disposés et se croyant peu en état de tenir tête à l'ennemi, une faute grave. Ceux qui avaient

combattu heureusement à La Sforzesca allaient être découragés, et les vaincus de Mortara, qui auraient bien pu reprendre l'offensive avec quelque ardeur, ne pouvaient qu'être fort inquiets à l'idée de livrer une bataille défensive comme celle qu'ils venaient de perdre. Novare était le point où la concentration des forces piémontaises pouvait se faire le plus rapidement, et c'est là que Chrzanowsky se décida à jouer le sort de son armée. Dans cette position d'ailleurs, une défaite, sans avoir pour les Autrichiens des conséquences aussi graves que pour les Piémontais, pouvait leur être très-funeste. Mais il fallait se hâter, puisque l'ennemi, à Mortara et à Gambolo, n'était pas plus loin de Novare que les Piémontais à Vigevano; Chrzanowsky mit ses troupes en mouvement avant le jour, et arriva vers midi à Trecate, où il laissa en position jusqu'au lendemain matin la division du duc de Gênes; les deux autres divisions arrivèrent à Novare dans la soirée. On y trouva la division Durando; celle du duc de Savoie, qui avait fait un long détour, ne put arriver que dans la nuit; enfin la brigade Solaroli était venue à Romentino; la concentration était donc effectuée. Dans cette journée du 22, et au milieu de tous ces mouvements, on ne rencontra nulle part l'ennemi. Il avait cependant marché sur Novare; à droite, le corps de Wratislaw s'était porté de Gambolo à Civalegna; à gauche, celui de Thurn était allé s'établir à Torre di Robbio, au-delà de l'Agogna. Les trois autres étaient restés échelonnés sur la grande route; celui de d'Aspre avait dépassé Vespolate et poussé son avant-garde jusqu'à Garbagna, à sept ou huit kilomètres de Novare;

celui d'Appel s'était arrêté un peu en arrière de Vespolate, et la réserve entre Lavezzaro et Mortara. Il était impossible de marcher plus serrés et en meilleur ordre, mais aussi avec plus de lenteur. De Mortara et de Gambolo à Novare, il n'y a pas plus de six heures de chemin pour des troupes, et ceux des corps autrichiens qui se trouvaient plus en arrière n'avaient pas non plus une trop grande distance à parcourir ; toute l'armée pouvait donc ce jour-là arriver sous Novare, ou au moins entre Vespolate et Novare, et cette marche, prévenant la jonction des divisions piémontaises, eût été à elle seule une victoire. Cette jonction ne fut cependant pas le plus grand désavantage que Radetzky dut à son extrême lenteur ; car, s'il eût continué le 23 à marcher concentré sur Novare, il serait arrivé sur les Piémontais avec des forces supérieures aux leurs, et la victoire n'aurait pas été longtemps douteuse ; mais ayant perdu leurs traces, il ne pouvait faire que des conjectures, et craignait surtout de les voir mettre la Sesia entre eux et lui. Dans son incertitude, il voulut s'étendre autour d'eux en une espèce de réseau, de manière cependant à pouvoir se concentrer assez rapidement au point où l'on rencontrerait le gros de leurs forces. D'Aspre, Appel et la réserve eurent ordre de continuer à s'avancer sur Novare; Thurn fut envoyé à Confienza, d'où il devait, selon les circonstances, se diriger sur Verceil ou se rabattre sur Novare; enfin Wratislaw marcha sur Verceil par Robbio; il devait attaquer vigoureusement l'ennemi s'il le rencontrait, ou bien, s'il apprenait qu'il était resté à Novare, revenir de ce côté à la suite de Thurn. En même temps, Radetzky

pensant à prévenir les Piémontais sur le Pô, envoyait à Casale les deux brigades laissées à Pavie et à Mezzana-Corte, et celle qui, restée en arrière en Lombardie, n'avait passé le Tessin que le 22. Ces trois brigades et les détachements laissés à Mortara et ailleurs, montaient à 12,000 hommes, et la force des cinq corps en marche sur Novare et sur Verceil restait de 57,000 hommes environ, avec 186 bouches à feu. Par la dissémination de ses forces si bien massées jusqu'alors, par ces mouvements prématurés sur sa gauche, le maréchal s'exposait beaucoup; car les Piémontais réunis l'attendaient de pied ferme à Novare, et allaient avoir une grande supériorité numérique sur la partie de son armée qui allait se jeter dans eux. Tel était le résultat d'une lenteur inopportune; c'est qu'à la guerre il faut toujours agir avec toute la rapidité possible, ne jamais se ralentir sans motifs, et profiter jusqu'au bout de ses avantages, sous peine de voir se changer en revers les succès qui paraissent le mieux assurés.

Au sud de Novare, entre les torrents de l'Agogna et du Terdoppio, s'élève une espèce de plateau ondulé dont le village de La Bicoque, situé à deux kilomètres environ de la ville et traversé par la route de Mortara, occupe la partie culminante. Au levant des collines de La Bicoque, c'est-à-dire à gauche quand on tourne le dos à Novare, le sol s'abaisse rapidement vers le Terdoppio et est coupé par deux petits canaux. A droite, au-delà du ruisseau de l'Arbogna qui coule à peu de distance de La Bicoque, il est peu accidenté et présente seulement quelques légères élévations vers le centre; mais il est couvert de

vignes, d'arbres disposés en longues files, de maisons éparses, et coupé aussi par un canal parallèle à l'Agogna. C'est dans cette position, dont le point important est La Bicoque, surtout contre un ennemi arrivant par la route de Mortara, que Chrzanowsky attendait les Autrichiens. Le front de bataille était formé de trois divisions rangées sur deux lignes, et occupait une étendue d'environ trois kilomètres, depuis le canal d'Olengo voisin du Terdoppio jusqu'au canal Dassi, près de l'Agogna. La division Perrone, placée à La Bicoque, tenait la gauche; la division Bès occupait le centre, et la division Durando formait la droite. Six bataillons appuyaient le flanc gauche de Perrone; quatre, la droite de Durando; trois bataillons de tirailleurs couvraient le front de bataille. Les divisions du duc de Gènes et du duc de Savoie étaient en réserve; la première à gauche, derrière La Bicoque, près du cimetière S. Nazzaro; la seconde à droite, tout près de Novare, entre la place d'armes et la route de Verceil; toutes deux étaient massées en colonnes. En dehors de toute la position, sur le flanc gauche, la brigade Solaroli, à cheval sur les routes de Trecate et de Galliate, et couverte par le Terdoppio, devait observer et contenir les forces ennemies qui se présenteraient de ce côté. Sur la gauche du front, le terrain coupé de fossés, et fortement accidenté; à droite, l'Agogna et le canal offraient d'assez grands obstacles à l'attaquant, de sorte que la position ne pouvait être tournée que par des mouvements très-étendus, d'un côté sur la route de Trecate, de l'autre sur celle de Verceil. En outre, une grande partie de la division Durando était couverte par

un fossé profond à rebords élevés. C'était donc là un ordre de bataille excellent, et l'armée ainsi rangée se trouvait dans une position solide, le front bien garni, les flancs assurés, les réserves dans une forte proportion, les troupes toutes sous la main. Quelques précautions avaient cependant été négligées : le pont de l'Agogna, sur la route de Verceil, n'était pas gardé, quoique l'on sût que l'ennemi s'était montré vers Confienza ; on n'avait pas songé à interdire aux troupes l'accès de la ville pendant la bataille ; enfin, on aurait dù élever quelques retranchements à La Bicoque, le point le plus important de la ligne.

Toutes les troupes étaient à leur poste, dès 9 heures, prêtes à livrer bataille. Le total des forces en ligne était de cinquante-trois mille hommes, avec cent onze bouches à feu. Vingt mille hommes avec quarante canons restaient impuissants au-delà du Pô, et les combats de La Sforzesca et de Mortara, ainsi que les marches et contre-marches faites depuis trois jours, avaient déjà diminué l'armée de sept à huit mille hommes, dont la plupart avaient abandonné volontairement leurs corps. Les soldats ne montraient point d'ardeur, et l'on pouvait voir qu'ils avaient l'esprit frappé du mauvais début de la campagne. Depuis la veille, les vivres manquaient en partie ; des pillages et des désordres de toute espèce avaient été commis dans Novare. Le roi, passant devant le front des troupes, ne recueillait que d'assez faibles témoignages de dévouement. Il ne s'agissait plus cependant de se battre pour la Lombardie, mais pour le Piémont, que la perte de la bataille devait mettre à la merci de l'Autriche.

Les Autrichiens, qui avaient fait si peu de chemin le 22, ne montrèrent pas plus d'activité le 23; ils se mirent tard en marche, et les troupes de d'Aspre ne parurent vers Olengo qu'entre dix et onze heures, alors que les Piémontais étaient depuis longtemps en bataille. D'Aspre fit ici comme à Mortara; sans se rendre compte des forces qu'il avait devant lui, entraîné par son ardeur et celle de ses troupes, qui comptent sur un nouveau succès, il ne songe qu'à attaquer. Il déploie la division de l'archiduc Albert des deux côtés de la route, en face de La Bicoque et de la division Perrone, prolonge sa gauche avec une partie de la division Schaaffgotsche, dont il tient le reste en réserve, et met la cavalerie en arrière des deux ailes. Pendant qu'il achève ses dispositions, et que le combat des tirailleurs et de l'artillerie est déjà engagé, il apprend qu'il est en face de toute l'armée ennemie; il envoie bien vite prévenir le maréchal, fait dire à Appel de s'avancer en toute hâte, à Thurn de revenir sur Novare, et, espérant pouvoir tenir tête aux forces immenses qu'il va avoir sur les bras pendant qu'on va marcher à son secours, il engage résolument l'action. Après une forte canonnade et un vif combat de tirailleurs, dans lequel les Piémontais ont le dessous, il fait avancer son infanterie. Cette attaque met le désordre dans les rangs de la brigade de Savone qui forme la première ligne, et cette brigade cède et se débande en partie. Celle de Savoie, placée en seconde ligne, s'avance pour la remplacer, regagne le terrain perdu, perd et reprend successivement diverses positions, et fait un assez grand nombre de prisonniers dans les maisons éparses en avant de La

Bicoque. D'Aspre fait alors avancer au soutien de l'archiduc Albert les troupes qu'il tenait en réserve, et, comme il craignait un mouvement du centre et de la droite de l'ennemi sur son flanc gauche, il cherchait à occuper et contenir le centre par un combat de tirailleurs, et avait envoyé contre la droite un détachement qui s'était placé au Torrione; enfin il avait aussi détaché sur son extrême droite quelques troupes légères pour inquiéter la brigade Solaroli.

Les succès de la deuxième ligne de Perrone durèrent peu: la brigade de Savoie ne put tenir contre les troupes fraîches entrées en action pour soutenir celles de l'archiduc; elle recula bientôt et se décomposa comme la brigade de Savone. Il n'était guère que midi, et déjà les Autrichiens étaient maîtres pour la seconde fois de La Bicoque; toute la division Perrone était à peu près en déroute. Chrzanowsky ordonne alors au duc de Gênes d'amener contre l'ennemi une de ses brigades, en la faisant suivre de la seconde à quelque distance. La brigade de Piémont s'avance, le 3e régiment à droite de la route, le 4e à gauche. Le général Passalacqua, commandant de cette brigade, marche avec le 3e dans la vallée de l'Arbogna, attaque et prend plusieurs positions autour de La Bicoque, fait deux à trois cents prisonniers, et tombe frappé mortellement de trois balles dans la poitrine. Le régiment continue d'avancer, dépasse La Bicoque et parvient jusqu'à la hauteur de Castellazzo; mais là il se trouve sous un feu meurtrier, et il faut qu'il se replie. Le 13e, de la brigade de Pignerol, arrive à son secours et réoccupe les environs de Castellazzo. A gauche, le

duc de Gênes, à la tête du 4[e], pousse vigoureusement l'ennemi, s'empare de Castellazzo, s'y maintient en attendant l'arrivée du 14[e] qui vient l'appuyer à gauche, et, avec ces deux régiments, se porte hardiment sur le village d'Olengo, en chasse les Autrichiens, et les fait suivre par les tirailleurs à une assez grande distance. En même temps les faibles démonstrations tentées sur le centre et les extrémités de la ligne piémontaise restaient sans effet; la colonne qui avait occupé le Torrione, en face de la division Durando, avait engagé de là un combat d'artillerie, mais elle n'avait pas tenu longtemps sous le feu d'une vingtaine de pièces dirigées contre elle, et s'était retirée en arrière de l'église et des maisons voisines. De l'autre côté, la brigade Solaroli avait facilement repoussé, et même assez loin, les troupes venues pour l'attaquer.

Il était deux heures. La position de d'Aspre, battu de tous côtés, refoulé au-delà d'Olengo, à trois kilomètres de La Bicoque, était des plus critiques, car aucun secours ne lui arrivait encore. S'attendant à voir les Piémontais profiter de leurs succès, il faisait les plus grands efforts pour remettre ses troupes en ordre, sans trop se flatter de pouvoir résister à une attaque un peu vigoureuse. C'était en effet un de ces moments décisifs où celui qui commence à plier est bientôt tout à fait battu, si on le presse un peu vivement. Un général habile doit toujours être prêt à saisir un tel moment; mais c'est ce que ne sut pas faire Chrzanowsky. En se plaçant sous Novare dans une position rétrécie, ne déployant que la moitié de l'armée et tenant l'autre moitié en réserve, il

s'était proposé de rester sur la défensive pendant une grande partie de la journée. Il avait compté que les Autrichiens, arrivant par la route de Mortara, tenteraient d'abord d'emporter La Bicoque, échoueraient dans leurs attaques de front, et chercheraient alors à tourner la droite de la ligne piémontaise; il aurait saisi ce moment pour exécuter un fort mouvement offensif avec la division du duc de Gênes, la brigade Solaroli et une partie de la division de réserve. Ces calculs, qui ne tenaient pas compte de la nature des troupes, et leur supposaient beaucoup plus de solidité qu'elles n'en pouvaient avoir, avaient été détruits dès le commencement de l'action; malgré cela, Chrzanowsky s'attacha obstinément à l'exécution de son plan. Il ignorait ou ne connaissait qu'imparfaitement la marche et la position des divers corps autrichiens, car il ne savait pas s'éclairer et surveiller l'ennemi. Il ne s'était pas non plus aperçu que les attaquants n'étaient pas nombreux, qu'il n'y avait là qu'un corps isolé qu'il était facile d'écraser. Aussi, s'était-il contenté de faire entrer en action, les unes après les autres, et uniquement pour se maintenir à La Bicoque, des troupes qui, employées par plus fortes masses et plus vigoureusement, et secondées par le centre et par la droite, auraient taillé en pièces d'Aspre, avant l'arrivée d'Appel, peut-être ensuite Appel avant l'arrivée des autres; et ces succès pouvaient être le prélude d'une victoire plus considérable, qui aurait forcé Radetzky à repasser le Tessin. L'homme supérieur, le capitaine habile doit prendre conseil des circonstances, et être toujours prêt à saisir l'occasion la plus imprévue, quels

que soient ses plans arrêtés à l'avance; c'est là un puissant instrument de succès, une des plus grandes forces du génie. Chrzanowsky, bien loin de songer à une offensive dont le succès était si probable et pouvait entraîner d'immenses conséquences, crut ses troupes aventurées à Olengo, et s'empressa d'envoyer l'ordre au duc de Gênes de les ramener en deçà de Castellazzo. D'Aspre, que ce faux mouvement sauvait, n'en devint que plus audacieux; il se reporta immédiatement en avant; ses troupes reprirent courage, et il vint réoccuper Castellazzo, sans toutefois pouvoir s'y maintenir. Le combat continua autour de cette position, mais sans grande ardeur de part et d'autre. Depuis le commencement de l'action, et pendant presque toute la bataille, l'infanterie piémontaise se battait en désordre et d'une manière irrégulière. Les bataillons obligés de céder, se dispersaient, ne se ralliaient pas derrière ceux qui les remplaçaient, et ne tardaient pas à se fondre entièrement. Beaucoup de soldats courageux restaient au feu et combattaient isolés; d'autres tiraient en arrière par-dessus les troupes qui étaient en avant, et les inquiétaient beaucoup; il se faisait très-inutilement une immense consommation de munitions, ainsi que cela arrive toujours avec de jeunes troupes et dans des engagements désordonnés. On voyait beaucoup d'hommes quitter, sous divers prétextes, le champ de bataille, et rentrer dans Novare, dont on leur laissait libre l'entrée. Bon nombre d'officiers faisaient faiblement leur devoir, et ceux qu'animaient l'esprit militaire et le sentiment de l'honneur, se dévouaient en vain. Le général Perrone,

qui donnait l'exemple du courage, et ramenait sans cesse au combat quelques parties de sa division qui avait montré si peu de fermeté, reçut une blessure mortelle à la tête. Peu à peu l'avantage restait aux Autrichiens, ce qui obligea Chrzanowsky à faire venir à La Bicoque, vers trois heures et demie, trois nouveaux régiments, un de la division Bès et deux de la division de réserve; ces troupes fraiches rétablirent le combat, et, gagnant du terrain, se portèrent assez loin au-delà de La Bicoque. Les troupes de d'Aspre étaient alors entièrement épuisées et ne pouvaient plus tenir longtemps; mais le moment était venu où les choses allaient changer de face, où les Piémontais allaient cruellement expier leur peu de vigueur, l'aveuglement et l'inaction fatale de leur général.

Radetzky avait reçu à midi, à son quartier-général de Lavezzaro, la nouvelle de la présence de l'armée piémontaise à Novare, que le bruit du combat lui avait déjà fait soupçonner. Il avait mis aussitôt la réserve en mouvement, envoyé à Appel l'ordre de marcher au plus vite au secours de d'Aspre, à Thurn et à Wratislaw celui de revenir sur leur droite dans la direction de Novare; ces ordres donnés et toutes les dispositions prises, il s'était transporté sur le champ de bataille. Le corps d'Appel, qui avait passé la nuit à Vespolate, n'était pas à plus de deux heures de chemin d'Olengo, mais entre lui et le corps de d'Aspre se trouvaient un nombreux équipage de pont et beaucoup de bagages, qui encombraient la route et retardèrent tellement la marche des troupes qu'elles ne purent paraître sur le lieu du combat avant

quatre heures. Le corps d'Appel était composé des divisions Lichnowsky et Taxis; la première entra aussitôt en ligne en se plaçant au centre, et la seconde resta en réserve derrière elle. Le combat devint alors plus animé; ces nouvelles troupes échouèrent dans leurs premiers efforts, mais elles ne tardèrent pas à prendre l'avantage, malgré le feu de l'artillerie de la division Bès qui se croisait sur elles avec celui de la gauche, combattant de front à La Bicoque; l'artillerie de Durando, de son côté, tirait à grande portée sur quelques détachements qui, ayant appuyé à gauche dans leur marche sur Novare, se reportaient à droite, en défilant devant le front des Piémontais. On ne faisait point d'efforts décisifs d'un côté ni de l'autre, parce que Chrzanowsky ne cherchait toujours qu'à se maintenir à La Bicoque, et que Radetzky attendait l'approche de Thurn pour prendre plus résolument l'offensive. Thurn, arrivé à Confienza vers midi, avait entendu la canonnade sur sa droite, et sachant que l'ennemi n'avait pas paru sur la route de Verceil, il avait marché sur Novare, sans attendre l'ordre du maréchal. Vers cinq heures, son avant-garde arriva au pont de l'Agogna, où elle ne trouva qu'un détachement de cavalerie, qui ne put l'arrêter. En même temps, la réserve, qui avait suivi de près le corps d'Appel, arrivait vers Olengo. Radetzky, qui se tenait à gauche de la route de Mortara, sur une élévation de terrain d'où il surveillait la marche de la bataille, fit alors tout disposer pour frapper un grand coup. Les quatre divisions de d'Aspre et d'Appel, soutenues par une brigade de grenadiers de la réserve, furent formées en colonnes d'attaque en face de La Bi-

coque, tandis que le reste de la réserve se déployait à gauche pour contenir le centre et la droite des Piémontais, et qu'un faible détachement continuait d'inquiéter la brigade Solaroli. Au même moment, Chrzanowsky se décida enfin à faire avancer son centre et sa droite, non dans l'espoir de remporter une victoire désormais impossible, mais pour faire une simple diversion en faveur des défenseurs de La Bicoque, et tâcher de conserver le champ de bataille. Bès et Durando n'eurent pas de peine à faire reculer les troupes peu nombreuses qui se trouvaient en face d'eux, et Chrzanowsky, venu vers le centre avec le roi pour diriger ce mouvement, retournait en toute hâte à La Bicoque; mais à ce moment même l'ennemi y entrait. Les quatre divisions autrichiennes, lancées vigoureusement, avaient emporté rapidement Castellazzo et toutes les positions voisines, avaient continué de s'avancer, et les Piémontais, cédant à une telle masse, avaient abandonné La Bicoque. Chrzanowsky voulut essayer de la reprendre, et donna l'ordre au duc de Gênes de faire un dernier effort. Le jeune prince ne put mettre en ordre que trois bataillons, et, marchant à pied à leur tête, il les reporta en avant; mais, accueilli par un feu terrible d'artillerie et de mousqueterie, il fut bientôt obligé de revenir en arrière, et l'ennemi resta définitivement maître de La Bicoque. Il ne restait d'autre parti aux Piémontais que de gagner au plus vite Novare. Cette retraite, inquiétée par l'ennemi qui attaquait vivement en queue et sur les flancs, fut bien soutenue par la cavalerie ; mais dans l'infanterie le désordre fut extrême; les soldats couraient pêle-mêle vers Novare, et l'ennemi

était si près qu'il vint mettre ses pièces en batterie au milieu des fuyards de l'arrière-garde. A la porte de la ville il y eut une confusion et un encombrement énormes, dont heureusement l'ennemi, qui s'arrêta à quelque distance, ne sut pas profiter. A huit heures toutes les troupes qui avaient combattu aux environs de La Bicoque étaient entrées en ville. La déroute de la gauche de la ligne piémontaise avait mis le centre et la droite dans une position très-dangereuse ; La Marmora, qui se trouvait en ce moment vers le centre, prit sur lui de les faire retirer, sans attendre les ordres de Chrzanowsky, et, comme l'ennemi n'était pas nombreux en face de ces deux divisions et n'avait pas encore eu le temps de se retourner contre elles de La Bicoque, elles purent commencer leur retraite en bon ordre. La division Bès, arrivée sous Novare, eut à essuyer quelques décharges de l'artillerie des remparts, qui, au milieu de l'obscurité, l'avait prise pour un corps ennemi. Cette méprise occasionna une grande confusion dans ces troupes, qui crurent un instant les Autrichiens maitres de la ville ; une partie seulement entra dans Novare, le reste prit le chemin d'Agognate. Durando n'eut pas plutôt commencé son mouvement en arrière, qu'il se vit assailli sur sa gauche par les troupes de Thurn, qui, après avoir franchi l'Agogna, étaient venues se placer le long du canal Dassi ; il put néanmoins entrer dans Novare sans éprouver de bien grandes pertes. Une partie de la division de réserve avait été envoyée pour soutenir Bès et Durando dans leur retraite ; l'autre, placée à cheval sur la route de Verceil pour tenir tête à Thurn, prévint une attaque qui

aurait pu livrer la ville à l'ennemi à l'instant même, et renouveler, sur une plus grande échelle, le désastre de Mortara. Sur les autres points on prit aussi quelques précautions : on éleva à la hâte quelques barricades aux portes, et une partie de l'artillerie fut placée sur les remparts pour tenir l'ennemi à distance. La brigade Solaroli, qui, de toute la journée, n'avait reçu aucun ordre, se replia vers Novare en voyant l'ennemi maître du champ de bataille, et fut ensuite dirigée vers Cameri, où elle arriva au milieu de la nuit. L'ennemi, arrêté sans doute par l'obscurité et par une pluie très-forte qui tombait depuis la fin de la bataille, ne fit aucune tentative contre la ville ; les corps de d'Aspre, d'Appel et de Thurn bivouaquèrent sur le champ de bataille; la réserve s'établit près d'Olengo, et Wratislaw à Monticello, où il était arrivé à la nuit.

La perte des Piémontais était de quatre mille hommes, tués ou blessés, deux mille prisonniers et douze canons ; celle des Autrichiens, qui portait presque uniquement sur le corps de d'Aspre, de trois mille hommes hors de combat et d'un millier de prisonniers. Ces pertes étaient assez peu différentes ; mais ce n'est pas seulement par le nombre des hommes mis hors de combat que se mesure l'importance d'une défaite. Pour les armées mal constituées, tout échec a de graves conséquences ; l'armée piémontaise, débandée et démoralisée, se trouvait entièrement hors d'état de réparer ses revers ; le Piémont était donc vaincu et désarmé, et la fortune de l'Autriche l'emportait encore cette fois.

Charles-Albert avait assisté à tous les combats de La

Bicoque, et ne s'était retiré qu'avec l'arrière-garde; il avait pu juger par lui-même des dispositions et de la qualité de l'armée, et ne pouvait plus se dissimuler, après la perte de la bataille, que tout effort était désormais inutile. En rentrant à Novare, il envoya demander un armistice au maréchal, qui répondit qu'il ne l'accorderait qu'à la condition d'occuper le pays situé entre le Tessin et la Sesia et de tenir la citadelle d'Alexandrie, et laissa même entendre que, ne pouvant se fier à la parole du roi, il voulait avoir le duc de Savoie en otage. Charles-Albert réunit alors les généraux et leur demanda, à plusieurs reprises, s'il était possible de se retirer sur Alexandrie; tous furent d'avis qu'une telle retraite était impraticable ; et sur ces réponses unanimes, il abdiqua, et proclama roi le duc de Savoie. Cette abdication était trop tardive; c'était après l'armistice de Milan qu'elle aurait dû avoir lieu, car depuis cette époque le rôle de Charles-Albert était fini ; en restant sur le trône, pour continuer une entreprise devenue impossible, il avait fait le malheur de son pays et gravement compromis sa dynastie.

Novare fut pendant cette triste nuit le théâtre des plus affreux désordres. Dès le 20, et tous les jours suivants, un certain nombre de soldats, furieux d'être conduits à la guerre, s'étaient rendus coupables de grandes violences contre leurs concitoyens, et, sous le prétexte qu'on les laissait manquer de vivres, faisaient entendre des menaces de pillage. Pendant la bataille, et surtout après la défaite, leur exaspération ne connut plus de bornes, et, non contents de piller, ils mena-

çaient de brûler la ville et de mettre tout à feu et à sang, tant était grand leur ressentiment contre la partie des populations qu'ils accusaient d'avoir voulu la guerre; nul doute qu'ils n'eussent accompli jusqu'au bout leurs sinistres projets, s'ils se fussent trouvés à Milan, au lieu d'être à Novare. On eut la plus grande peine à mettre fin à ces abominables excès; il fallut faire charger les pillards par la cavalerie, qui en tua plusieurs. Les mêmes scènes se renouvelèrent pendant trois ou quatre jours sur le passage de l'armée, et surtout dans les lieux où se trouvaient quelques groupes de soldats débandés, contre lesquels les habitants furent obligés de se faire justice eux-mêmes.

Après l'abdication de Charles-Albert, on envoya de nouveau des parlementaires à Radetzky pour obtenir un armistice, et Chrzanowsky donna des ordres pour la retraite, qui ne pouvait se faire que vers le nord, sur Momo et Borgomanero, puisque l'ennemi entourait la ville de tous les autres côtés. On se mit en mouvement au point du jour, sur plusieurs routes et en diverses colonnes pour éviter l'encombrement, et à midi l'armée prenait position au-delà de Momo, sur les bords d'un canal qui coupe perpendiculairement la route de Borgomanero. L'ennemi, qui pendant la nuit avait fait quelques démonstrations pour inquiéter les Piémontais et les empêcher de se remettre en ordre, jeta au jour quelques obus dans la ville, et y entra par les portes de Verceil et de Mortara dès qu'il apprit qu'elle était évacuée. Thurn et d'Aspre avaient déjà commencé la poursuite sur les routes de Momo et d'Oleggio, lors-

que la nouvelle d'une suspension d'armes vint les arrêter.

Radetzky, en apprenant l'abdication de Charles-Albert, s'était montré mieux disposé à traiter; mais il voulait s'expliquer directement avec le nouveau roi. Celui-ci, après quelque hésitation, consentit à une entrevue avec le maréchal; elle eut lieu dans une ferme près de Vignale. L'armée piémontaise était dans un état qui ne laissait aucun espoir de pouvoir rien tenter, et ne comptait plus guère que trente mille hommes présents à leurs corps, tant étaient grands le désordre et la désorganisation; toute retraite lui était coupée, et elle allait se trouver acculée aux Alpes; enfin, la situation intérieure du Piémont était fort inquiétante; c'étaient là des motifs impérieux pour le nouveau roi de terminer la guerre au plus vite, ou au moins de conclure un armistice. D'un autre côté, le changement de règne, qui enlevait à la querelle le caractère envenimé que lui donnaient les ressentiments mutuels de Charles-Albert et du cabinet de Vienne, facilitait l'entente. D'ailleurs, Radetzky avait intérêt à ne pas prolonger la guerre en Piémont; il devait lui suffire d'avoir mis l'armée piémontaise dans l'impossibilité de rien entreprendre contre la Lombardie, et, pourvu qu'on lui donnât les garanties nécessaires, il n'avait plus rien à faire de ce côté. Il préférait donc s'arrêter là, pour reporter ses forces en Lombardie, étouffer à l'instant quelques mouvements insurrectionnels qui venaient de s'y produire, et entrer ensuite en Toscane et dans les Légations; l'Autriche avait plus d'avantages à faire sentir là son influence qu'à s'avan-

cer en Piémont, où elle n'avait rien à gagner, où sa présence eût éveillé l'attention et l'inquiétude des puissances voisines, et inutilement indisposé les populations qui venaient de se montrer si indifférentes à la cause italienne; il fallait aussi songer à en finir avec Venise. L'armistice fut conclu aux conditions suivantes: occupation du pays entre le Tessin et la Sesia par vingt mille Autrichiens, aux frais du Piémont; garnison mixte d'Autrichiens et de Piémontais dans la citadelle d'Alexandrie; licenciement des corps lombards et autres troupes étrangères; réduction de l'armée au pied de paix. Les négociations pour la paix devaient être entamées sans retard, et prendre pour bases: le *statu quo* territorial de l'Italie, tel qu'il est établi par les traités de 1815, et par conséquent la renonciation du Piémont à toute prétention sur l'État Lombard-Vénitien et sur les Duchés; le remboursement des frais de la guerre, et enfin des stipulations, ou même un traité de commerce, faisant disparaître les causes qui, plusieurs fois, avaient amené des différends entre les deux puissances. L'armistice fut signé dans la soirée du 24 mars; il était indéterminé, et devait seulement être dénoncé huit jours à l'avance.

On sait que Radetzky avait envoyé vers Casale les trois brigades laissées d'abord en arrière; elles devaient observer et défendre le passage du Pô, occuper Casale, protéger le flanc gauche et les derrières de l'armée, et menacer la route de Turin par Trino. Le général Wimpffen commandait ces troupes, qui arrivèrent le 23 au soir à Candia, d'où furent envoyés deux détache-

ments sur la Sesia, l'un au pont de Terra-nuova, l'autre au bac de Frassinetto. Ces détachements s'assurèrent que l'ennemi n'était pas sur la rive droite de la Sesia; et le 24, avant le jour, Wimpffen quitta Candia, passa la rivière sur le pont de Terra-nuova, et parut dans la matinée en vue de Casale. Cette ville, bâtie sur la rive droite du Pô, au pied des hauteurs qui dominent la vallée, et reliée à la rive gauche par un pont de fer, n'est point fortifiée, mais elle a un vieux château capable de quelque résistance et qui la commande, ainsi que le pont, en avant duquel on avait élevé une tête de pont. Wimpffen somma la ville et le fort de se rendre, mais on ne tomba pas d'accord sur les conditions de la capitulation. Quoique le fort ne fût occupé que par une compagnie de vétérans, et que la ville n'eût d'autres défenseurs que les habitants, il n'était pas possible de forcer par un coup de main le passage du Pô, ou d'emporter le pont, dont le tablier avait été enlevé en partie. Wimpffen, après s'être rendu maître assez facilement de la tête de pont, fit canonner la ville et le fort, dans l'espoir que cela suffirait pour les déterminer à se rendre; mais il n'en fut rien, et, dans la soirée, il replia ses troupes hors de la portée du canon du fort. Pendant la nuit, les défenseurs de Casale firent une sortie, réoccupèrent la tête de pont, et cherchèrent même à inquiéter les avant-postes de l'ennemi. Mais le 25, Wimpffen, revenant à l'attaque, refoula les Piémontais, et faisait ensuite ses dispositions pour attaquer le pont même et le rétablir, lorsqu'il reçut la nouvelle de l'armistice et l'ordre de se retirer derrière la Sesia, ligne de démarcation des deux armées.

Le général Fanti, qui avait pris le commandement de la division lombarde en remplacement de Ramorino, s'était concentré pendant les journées du 21 et du 22 en face de Mezzana-Corte, et cherchait à passer sur la rive gauche. Les Autrichiens ayant abandonné Mezzana-Corte dans la nuit du 22 au 23, il se hâta de faire réparer le pont; mais apprenant que Pavie était encore occupée, que l'ennemi était maître de S. Nazzaro et de Mortara, et que Durando avait été battu et se retirait sur Verceil ou sur Novare, il n'osa pas s'aventurer au-delà du Pô, et, au lieu de passer sur la rive gauche, il se dirigea le 24 sur Alexandrie, dans l'intention de coopérer à la défense de cette place si elle était attaquée, ou bien de regagner le Pô à Valence et à Casale, s'il voyait la possibilité de se rallier au gros de l'armée. Le 25, il reçut, avec l'annonce de l'armistice, l'ordre de conduire la division à Bobbio, où elle devait être licenciée.

La Marmora avait franchi la frontière le 20 et marché sur Parme, où il était entré le 22, et se tenait prêt à se porter en avant vers le Pô; après la cessation des hostilités, il dut revenir en Piémont.

La première campagne avait duré plus de quatre mois et avait été longtemps heureuse; la seconde ne dura que quatre jours, et ne fut qu'une série de revers, tant étaient différentes les circonstances, tant il est vrai que cette nouvelle tentative du Piémont n'était qu'une désastreuse folie. L'armée piémontaise, inexpérimentée, indisciplinée, sentant trop vivement son infériorité, pleine de pressentiments sinistres, était dans les plus mauvaises

conditions possibles. Les démagogues lui avaient prêché l'insubordination, la méfiance des chefs, les prétendus droits du citoyen, qu'ils faisaient consister, pour l'armée, dans la violation des devoirs du soldat; ils avaient voulu faire des soldats ce que, dans le langage de leur parti, on appelle des baïonnettes intelligentes, sans voir, aveugles qu'ils étaient, que c'était pour l'Autriche seule qu'ils travaillaient. Corrompue par leurs prédications, une partie de l'armée a prêté l'oreille à ceux qui lui ont dit qu'elle ne devait pas se battre pour la Lombardie, et c'est ainsi qu'elle est devenue si contraire à une guerre que l'année précédente elle avait faite avec enthousiasme et dévouement. A Mortara et à Novare, on ne reconnaît plus les héros de Pastrengo et de Goïto, les glorieux vaincus de Custoza et de Volta, et cette fois on ne peut pas dire que l'honneur des armes piémontaises est sauf : grand et fatal exemple de ce que peuvent produire dans une armée les fausses doctrines et les mauvaises influences. Mais les plus coupables sont les hommes d'état, qui ont envoyé à la guerre cette malheureuse armée, dans le seul but de livrer au hasard le dénouement de leur imprudente politique. Chrzanowsky, de son côté, n'a pas su tirer parti de cette armée et n'a fait preuve d'aucun talent. S'il ne pouvait guère faire une campagne heureuse avec de telles troupes, il pouvait du moins ne pas se laisser vaincre si vite et si honteusement ; il pouvait, en agissant sur leur moral, obtenir d'elles plus d'efforts qu'elles n'en ont fait. En distribuant mal ses forces, il en a paralysé une bonne partie sur la rive droite du Pô ; par sa lenteur et son

imprévoyance, il a été la cause première du désastre de Mortara; enfin, il a perdu la bataille de Novare autant par sa propre incapacité que par le défaut de fermeté des troupes, et surtout pour n'avoir pas su profiter des chances heureuses et inespérées que lui offrait la dissémination des forces ennemies.

Radetzky a été audacieux et habile, mais il a été heureux aussi; sa lenteur dans la journée du 22 et la division de ses forces, le 23, étaient des fautes qui pouvaient avoir de graves conséquences. Il n'a eu du reste qu'à se louer deses troupes, qui dans toutes les occasions ont fait tout ce qu'il en pouvait attendre. Ses succès ont eu une importance immense; à Novare, c'est de toute l'Italie qu'il a triomphé. Le Piémont désarmé, la possession du royaume Lombard-Vénitien assurée, la paix devenue certaine: tels étaient pour l'Autriche les résultats de cette courte campagne. Ils pouvaient mettre le Gouvernement dans une excellente situation, s'il savait en tirer parti avec sagesse et modération. La plupart des États étrangers, devenus indifférents au sort de l'Italie, se félicitaient aussi de ces événements, qui étaient une garantie nouvelle pour le repos général de l'Europe.

On a comparé, non sans raison, cette campagne de Novare à la campagne de Waterloo, et on pourrait dire aussi que tout ce qui s'est passé en Piémont, depuis le milieu de décembre 1848 à la fin de mars 1849, a été une contre-façon des événements de France en 1815; le Piémont a eu ses Cent Jours. On trouve effectivement de grandes ressemblances dans le détail des faits: même durée et à peu près même résultat, lutte trop inégale,

quatre jours de campagne, trois combats ou batailles, une grande défaite qui met inopinément fin à la guerre, une abdication; mais là s'arrête l'analogie. Les causes de ces événements semblables étaient bien différentes, et il n'est pas possible de mettre sur la même ligne le génie politique et militaire de Napoléon avec l'ineptie du ministère démocratique de Turin et l'inhabileté de Chrzanowsky; l'énergie désespérée des vieux soldats de la France, débris de la meilleure armée des temps modernes, avec la faiblesse et le manque de patriotisme des jeunes soldats piémontais. Napoléon n'a fait la guerre en 1815 que parce qu'elle lui a été déclarée, et que tous ses efforts pour obtenir la paix ont échoué; s'il a ouvert les hostilités, s'il a pris l'offensive contre deux armées excellentes, égales chacune à la sienne, c'était pour prévenir l'arrivée d'autres ennemis innombrables, et il n'avait pas d'autres chances de salut. Le Gouvernement piémontais se trouvait dans de tout autres conditions, et c'est lui qui a provoqué la lutte.

On sait que le cabinet de Turin, qui ajoutait trop de foi aux vanteries de l'émigration lombarde, avait fondé beaucoup d'espoir sur une insurrection, bien qu'il fût facile de prévoir que tant que l'armée piémontaise n'aurait pas obtenu de succès importants, la Lombardie resterait à peu près immobile. Un mouvement avait été préparé à Milan, mais il n'éclata pas, quoique la ville fût sans garnison. Il n'en fut pas de même cependant du côté des montagnes, et dès que la haute Lombardie se trouva dégarnie de troupes, quelques villes, secondées par les émigrés italiens venant de la Suisse, se soulevè-

rent; mais ces mouvements, sans importance réelle au milieu d'événements bien plus graves, se comprimèrent d'eux-mêmes à l'annonce des revers des Piémontais. Brescia seule leva hardiment le drapeau de l'insurrection, et entreprit une lutte qui ne fit qu'augmenter le nombre des victimes des provocations prématurées du ministère piémontais.

Brescia, qui a une population de quarante mille âmes, est la seconde ville de la Lombardie. Elle est bâtie au pied des montagnes, forme un rectangle dont un des angles occupe une hauteur sur laquelle est construite la citadelle, et a de vieux remparts à demi démolis, mais derrière lesquels on peut encore faire une certaine défense. Brescia avait déployé beaucoup d'énergie dans l'insurrection de 1848, montré ensuite un grand attachement pour le Piémont, et donné l'exemple de la fusion. Pendant toute la campagne, les Brescians avaient prodigué leurs soins aux blessés et aux malades de l'armée piémontaise; un grand nombre avaient couru sous les drapeaux, et formaient maintenant l'un des régiments de la division lombarde, le 21me.

La ville avait été complètement évacuée, quand l'armée autrichienne était allée se concentrer vers le Tessin; mais cinq cents hommes gardaient la citadelle. La population était déjà fort agitée, lorsque le 23 mars, le jour même de la bataille de Novare, arrivèrent de Suisse des réfugiés qui décidèrent le soulèvement. Le commandant de la citadelle, surpris dans la ville, fut fait prisonnier; les courriers de Milan à Vérone furent arrêtés, et les bagages d'un régiment pillés. On essaya

d'enlever la citadelle, mais la garnison repoussa facilement toutes les attaques et canonna la ville. Les insurgés, laissant alors la citadelle bloquée, s'étendirent au dehors, et s'avancèrent jusqu'au bourg de Ste.-Euphémie qu'ils occupèrent; mais le peu de troupes disponibles des environs, deux bataillons italiens et un escadron, se rassemblèrent bien vite, se dirigèrent sur Ste.-Euphémie, en chassèrent le détachement qui s'y était établi, et forcèrent les insurgés à se renfermer dans la place. Le général Haynau, qui commandait les troupes de la Vénitie, arriva en toute hâte de Padoue avec trois à quatre mille hommes, et le 30 mars Brescia se trouva attaquée par la garnison de la citadelle, par les troupes qui étaient déjà sous ses murs, et par celles de Haynau. Cette malheureuse ville, abandonnée à ses propres forces, ne pouvait résister longtemps, et aurait dû se soumettre; mais, trompée par quelques agitateurs insensés qui ne vivaient que d'illusions, elle ignorait les événements du Piémont, ne voulant pas ajouter foi aux nouvelles que lui donnait l'ennemi. Elle résolut de se défendre jusqu'à la dernière extrémité, persuadée qu'elle servait utilement la cause de l'indépendance. Haynau pouvait se contenter de la bloquer, en attendant que la vérité se fît jour; il n'y avait plus à craindre, après l'armistice avec le Piémont, de soulèvement en Lombardie, et il n'y avait pas lieu de faire un exemple; mais il voulut emporter immédiatement Brescia, et ce fut là une résolution barbare, qui fit verser inutilement beaucoup de sang. Pendant toute la journée du 31 mars, on se battit avec le plus grand acharnement; les Autrichiens pénétrèrent dans

la ville; ils n'en furent pas maîtres pour cela, et eurent à emporter l'une après l'autre chaque maison et chaque rue; mais enfin, Brescia, mise à feu et à sang et remplie de cadavres, se soumit le 1er avril. Elle fut traitée d'une manière impitoyable par Haynau, qui préludait là aux cruautés dont il devait se souiller en Hongrie, et fut soumise à des contributions énormes qui achevèrent de la ruiner. Le Piémont ne parut pas se rappeler assez le dévouement de Brescia, et ne chercha pas, autant qu'il aurait pu, à obtenir quelque adoucissement à un sort dont les excitations du cabinet de Turin étaient les causes premières.

Au commencement des hostilités sur le Tessin, et lors de l'entrée des Autrichiens en Piémont, le ministère avait voulu cacher la vérité et tromper impudemment le public; mais les nouvelles transpirèrent bientôt, et tandis que l'on s'attendait à voir l'armée entrer sans coup férir à Milan, on apprit coup sur coup l'offensive des Autrichiens, la défaite de Novare, et la fin de la guerre. Les populations, douloureusement surprises, virent au milieu d'elles un certain nombre d'agitateurs profiter des malheurs de la patrie pour troubler la tranquillité publique, fomenter des désordres, et tenter de renverser la monarchie. La nouvelle de l'armistice donna lieu, dans la chambre des députés, aux séances les plus orageuses, aux motions les plus violentes; on parla de trahison, calomnie en usage dans les temps d'agitation politique, et qui vient presque toujours des véritables auteurs des revers. Au lieu de s'emporter en vaines et injurieuses récriminations, on devait tirer cette consé-

quence, que le désastre devait être bien grand, la démoralisation de l'armée excessive, l'impossibilité de continuer la guerre absolue, pour que Charles-Albert ait abdiqué, et que son successeur se soit résigné à accepter d'aussi dures conditions. On parlait d'une guerre de soulèvement et d'insurrection; mais il n'existait aucun motif pour faire une telle guerre, qui entraine toujours d'effroyables malheurs pour le pays qui l'entreprend; elle n'aurait abouti à rien, et n'était d'ailleurs pas possible dans les conditions où l'on se trouvait, et avec les dispositions du pays. La Lombardie, maintenue par l'effet moral de la bataille de Novare et par les troupes qui arrivaient du Tyrol et de l'Illyrie, n'aurait pas bougé sérieusement; Radetzky, en tout état de choses et sans rien risquer, pouvait venir à Turin, et ravager une grande partie du pays. Sans doute, si le Piémont avait eu à craindre pour l'intégrité de son territoire, pour ses libertés pour son indépendance, il pouvait résister longtemps encore, comme il l'a fait maintes fois d'une manière glorieuse; mais rien de tout cela n'était en question. Le but de la guerre avait été d'envahir la Lombardie, pour en chasser les Autrichiens; après la bataille de Novare, l'armée battue, dispersée, découragée, ne pouvait plus tenter une telle entreprise; l'Autriche, satisfaite d'avoir repoussé l'invasion, se montrait assez disposée à s'en tenir là; il n'y avait donc réellement qu'à traiter, au lieu de s'épuiser et de se ruiner inutilement. Comment des députés, des hommes d'État, des personnages politiques qui représentaient et dirigeaient les intérêts du pays, pouvaient-ils méconnaître ces vérités? Comment

n'étaient-ils pas assez sages pour se résigner à courber la tête devant la nécessité? Il n'y avait ni trahison ni faiblesse à faire la paix avec l'Autriche, parce qu'on ne doit pas tenter l'impossible, que rien n'est plus impossible que de faire une guerre offensive sans armée, et que le Piémont, à proprement parler, n'avait plus d'armée après Novare.

La situation des esprits, les dispositions de la chambre des députés, l'agitation qui se manifestait déjà dans la capitale, mettaient le nouveau roi dans une position difficile. Il se hâta d'accourir à Turin, de jurer la Constitution et de dissoudre la chambre. Les ministres dont la politique venait de succomber, durent abandonner les affaires; ils le firent sans dignité et n'eurent pas honte, après leur chute, de calomnier leurs adversaires et d'essayer de faire retomber sur eux la responsabilité d'une catastrophe qui était tout entièr leur ouvrage, puisqu'ils s'étaient lancés de sang-froid, volontairement, malgré le vœu du pays, dans une lutte si inégale, et avaient ainsi noyé dans le sang toutes les espérances de l'Italie. Il y a toutefois une justice à leur rendre : comme Gioberti qui leur en avait donné l'exemple, ils montrèrent un grand désintéressement personnel pendant tout le temps qu'ils furent au pouvoir et au moment qu'ils le quittèrent, et c'est ce que ne firent pas toujours leurs successeurs.

Le parti républicain crut le moment favorable pour une tentative sérieuse contre le Gouvernement. Gênes était depuis longtemps le siége de ses menées, le rendez-vous des démagogues du Piémont et de la Lombardie,

qui se tenaient là en étroite relation avec ceux de Toscane et de Rome. Charles-Albert n'avait rien fait pour conjurer ce danger, et même le ministère démocratique avait eu de singuliers ménagements pour les fauteurs des désordres qui troublaient à chaque instant la ville. On exploita habilement la situation : on fit croire aux Génois que leur ville devait être occupée par les Autrichiens ; on réveilla leur ancienne haine contre le Piémont ; on leur parla de séparation et d'indépendance. Une partie de la population se laissa entraîner par ces idées de patriotisme italien et de patriotisme local, et crut ne se révolter que contre des traîtres qui avaient livré la patrie à l'ennemi. La ville était d'ailleurs pleine d'hommes de tous pays, aventuriers et gens sans aveu, toujours prêts à se mettre au service des plus mauvaises causes, et à faire tout ce que leur dictent des meneurs audacieux. L'insurrection éclata le 31 mars. Une garnison de plus de 3,000 hommes occupait Gênes ; mais on avait depuis quelque temps remis un grand nombre de postes et les principaux forts à la garde nationale, de sorte que les révoltés se trouvèrent facilement maîtres des fortifications et des points importants de la place ; la partie de la garde nationale qui ne fit pas cause avec eux, ne leur opposa aucune résistance. La garnison se retira dans l'arsenal situé au fond du port, vers le centre de la ville. Elle soutint là quelques combats, mais ne se montra pas assez énergique, crut devoir capituler, et consentit à évacuer la ville le 2 avril. Quelques centaines de soldats passèrent du côté des insurgés. Un Gouvernement provisoire fut nommé ; on distribua au peuple toutes les

armes qu'on trouva dans l'arsenal ; on fit appel aux populations des côtes latérales, dites rivière du levant et rivière du ponent, ainsi qu'à la division lombarde à Bobbio, et on s'apprêta non-seulement à résister dans Gênes, mais à étendre l'insurrection au dehors.

Gênes est une ville de plus de cent mille âmes, bâtie au bord de la mer, au fond d'un golfe et au pied d'un contrefort de l'Apennin ; c'est une des meilleures et peut-être la plus grande place forte de l'Europe. Ses fortifications occupent un vaste triangle incliné, dont la base s'appuie à la mer, dont les côtés sont formés par deux vallées latérales remontant dans l'Apennin, et dont le sommet occupe un plateau se rattachant aux montagnes. Leur ensemble comprend trois parties distinctes : une enceinte intérieure, enveloppant la ville, qui se déploie le long de la mer en rues allongées, bordées de palais magnifiques ; une grande enceinte extérieure, qui représente le triangle et qui a plus de dix-huit kilomètres de développement ; un système de forts détachés, qui dominent et éclairent les deux vallées latérales, et couvrent les approches de la place. Deux môles protégent le port, et de nombreuses batteries battent la rade et le littoral. Les murailles d'enceinte sont escarpées, les forts bien construits et établis la plupart sur le roc. Ainsi fortifiée, Gênes, avec quinze à vingt mille défenseurs bien secondés par les habitants, et avec la mer libre, pourrait tenir très-longtemps contre l'armée la plus nombreuse. Avec une telle enceinte, avec tant d'espace et tant de ressources, rien n'empêcherait d'y organiser une armée entière, dont il serait bien difficile à l'assiégeant de

triompher. Gênes est célèbre dans les annales de la guerre par les deux siéges qu'elle a soutenus contre les Autrichiens, en 1746 et en 1800, et à ces deux époques elle était beaucoup moins forte qu'aujourd'hui.

Il était donc de la dernière importance de réprimer rapidement cette insurrection qui pouvait prendre des proportions formidables; Gênes, laissée quelque temps à elle-même, bientôt maîtresse de la flotte, dont presque tous les matelots étaient gênois ou liguriens, devenait inexpugnable pour l'armée piémontaise, et pouvait entraîner le démembrement des États sardes. Heureusement pour le pays, l'officier chargé de la réduire s'acquitta de cette mission difficile avec une activité et une énergie remarquables, et qui furent couronnées d'un succès complet; c'était La Marmora, qui ramenait alors sa division du duché de Parme, qu'elle évacuait en vertu de l'armistice. Il marchait par la route de Plaisance et d'Alexandrie, fit toute la diligence possible, prévint la division lombarde, contenue d'ailleurs par plusieurs de ses principaux officiers, l'empêcha de communiquer avec Gênes, rallia les troupes qui se retiraient par suite de la capitulation, et arriva le 4 avril sous les murs de la place. Se contentant de faire bloquer les forts qui occupent le sommet du triangle et ses approches, il s'avança vers la partie inférieure, du côté du couchant, et pénétra dans le faubourg de St.-Pierre d'Arena, qui est en dehors de l'enceinte; ses soldats commirent là beaucoup d'excès, d'autant moins excusables que les insurgés montraient beaucoup de respect pour les personnes et les propriétés. Maître de ce fau-

bourg, La Marmora s'approcha de la partie de l'enceinte qui en est voisine, et réussit à s'en emparer par escalade, parce qu'elle était fort mal gardée ; dès lors le reste de cette enceinte, avec tous les forts et les bastions-casemates qui la flanquent, ne pouvait plus servir de rien aux Gênois, qui furent obligés de l'évacuer, pour se concentrer dans le corps de place. Le lendemain, La Marmora, continuant ses attaques, occupa la porte St.-Thomas, qui donne entrée dans la ville même, pénétra jusqu'au Môle neuf, et fit alors canonner la ville. Les rues escarpées et étroites de la partie haute forment comme un dédale inextricable, et Gênes serait fort difficile à réduire, même après la prise de toutes les fortifications, si ces rues étaient hérissées de barricades et défendues par un peuple passionné et bien pourvu d'armes et de munitions. Mais l'esprit de révolte n'avait pas encore eu le temps de se développer : il n'était pas général, et, malgré le Gouvernement provisoire, le Comité de défense et les exaltés, la Municipalité, encouragée par une partie notable des habitants, voulut parlementer. Le 6 au matin, on conclut un armistice ; une députation fut envoyée à Turin pour solliciter une amnistie, qui fut accordée, et dont les principaux chefs de la révolte furent seuls exceptés. La ville se soumit alors ; La Marmora en prit possession le 11, et tout rentra dans l'ordre. Dans les divers engagements qui avaient eu lieu, les troupes eurent une cinquantaine de morts et environ deux cents blessés ; on ne connut pas exactement les pertes des insurgés, qui durent être plus considérables.

Ce mouvement de Gênes fut pour le Piémont la dernière convulsion de l'esprit révolutionnaire qui a perdu l'Italie en brisant l'union des peuples et des gouvernements, union qui seule pouvait la sauver. Quant à l'idée de séparation d'avec le Piémont, elle n'est pas populaire à Gênes. Que ferait là un petit État avec cinq à six cent mille habitants? Les temps de l'ancienne Europe ne sont plus, et, de nos jours, les villes commerçantes doivent, pour prospérer, appartenir à des États importants. Marseille tient maintenant le sceptre commercial de la Méditerranée, comme Trieste celui de l'Adriatique. Gênes et Venise, villes libres, ne seraient plus rien; leur commerce bloqué hermétiquement resterait sans débouchés. L'intérêt de Gênes la rattache étroitement à Turin et à Milan, à Milan surtout, et la réunion de la Lombardie au Piémont donnerait à son port une importance nouvelle et de grandes chances de prospérité. Venise gagnerait beaucoup aussi à faire partie d'un grand État, comprenant toute la Haute-Italie, dont elle ferait le commerce par l'Adriatique, comme Gênes par la Méditerranée.

Gênes soumise, le calme se fit partout, en dépit des efforts de quelques agitateurs obstinés, et le pays comprit que ce n'était qu'avec l'ordre et la tranquillité qu'il pourrait réparer les maux que venait de lui apporter la fausse politique qui avait dirigé ses affaires. Le Gouvernement s'occupa de rallier et de remettre un peu en ordre l'armée, en grande partie désorganisée, et qui comptait de nombreux déserteurs. Les troupes lombardes furent licenciées; néanmoins on garda au ser-

vice du Piémont une grande partie des officiers, mesure que pouvaient justifier des considérations politiques et les égards dus au malheur, mais fort contraire aux intérêts de l'armée. Le pouvoir se montra très-faible envers les auteurs des désordres de Novare, les déserteurs, les corps qui n'avaient pas fait leur devoir en face de l'ennemi; il aurait fallu sévir contre eux, dans l'intérêt de la discipline et de l'honneur des armes. Il n'en fut rien: on ne punit presque personne; on accorda un pardon général; et cette conduite imprudente et peu digne ne manqua pas de porter de tristes fruits: l'armée ne ressentit pas assez sa défaite, ne reprit pas d'esprit militaire, et sa discipline continua à être fort relâchée.

Le Piémont, désormais occupé de ses affaires intérieures et de ses négociations de paix, ne suivit pas avec assez d'attention les événements importants qui se passaient dans l'Italie centrale, et négligea l'occasion de faire sentir son influence dans cette partie de la Péninsule. Il garda une attitude trop passive, proclama trop haut sa faiblesse, et, après avoir voulu trop tenter, se renferma dans un rôle trop étroit. Mais le Gouvernement se montra sagement libéral, plus libéral même que le pays, dont la grande masse, peu accoutumée et fort indifférente au régime représentatif, était assez portée à rendre ce régime responsable des maux intérieurs et de l'invasion étrangère arrivés depuis son établissement. La réaction perçait de tous côtés, au dehors et au dedans; le roi aurait pu facilement faire un coup d'état et revenir à l'absolutisme, ou du moins modifier

grandement la Constitution; il recevait de puissantes excitations en ce sens; il se serait attiré les bonnes grâces de l'Autriche, et en aurait obtenu de meilleures conditions de paix. La tentation a dû être violente, et il faut savoir gré à ce jeune prince et à son Gouvernement de leur conduite loyale, qui a sauvé les institutions libérales du Piémont du grand naufrage où périssaient alors celles de tous les autres États italiens.

Les négociations pour la paix entre l'Autriche et le Piémont s'ouvrirent au mois de mai, et Milan fut le lieu choisi pour la réunion des plénipotentiaires chargés d'en débattre les conditions. D'après les bases posées dans l'armistice, la question se réduisait à peu près à tomber d'accord sur le chiffre de l'indemnité que devait payer le Piémont pour les frais de la guerre; et comme les deux États avaient un égal intérêt à terminer promptement leur différend, on s'attendait à voir la paix signée bien vite. Mais les prétentions exorbitantes de l'Autriche, toujours si âpre à profiter de ses victoires, firent tellement traîner les négociations qu'elles se prolongèrent jusqu'au mois d'août. Pendant ce temps-là, l'Italie devenait le théâtre de graves événements, qui étaient en grande partie la conséquence de la défaite du Piémont, et qu'il faut connaître pour bien juger de l'étendue de cette défaite.

Le jeune souverain Victor-Emmanuel II, roi constitutionnel, plein de sens et de loyauté, s'est entouré de ministres qui comptent parmi les hommes les plus émi-

nents du pays, et qui résistent avec sagesse aux exigences d'une réaction fanatique et aux prétentions de l'extrême démocratie. De cette manière, ils ne laissent le champ libre en Piémont ni aux Autrichiens, ni à la démocratie turbulente. Un tel rôle est facile à un roi de bonne foi, et même glorieux à qui veut l'accepter franchement. Victor-Emmanuel parait l'avoir compris. Ses États sont le seul asile des débris de la patrie italienne. C'est dire qu'il a droit au respect et aux sympathies des peuples.

Le Piémont se trouve dans une crise. Il a rencontré un homme d'État dans la personne de M. le comte de Cavour, qui s'appuie sur Albion ! Mais ce pays sera-t-il cette fois plus heureux qu'en 1849 dans le choix d'un général? On y fait emprunt sur emprunt; le sol piémontais est riche; mais la Savoie marche à la décadence : l'augmentation des impôts écrasera ce pauvre pays, et y tuera le petit commerce. La Savoie subit encore le joug des prêtres; la masse du peuple est bigote et ignorante. C'est un beau pays, peu fertile cependant. Le comté de Nice, séparé du Piémont, n'est pas heureux non plus.

Une main juive s'est plu à peser un peu lourdement sur les finances du Piémont. La civilisation actuelle a pour résultat de créer l'extrême misère à côté de l'extrême richesse, et ce résultat doit toujours aller en augmentant.

La Savoie et le comté de Nice sympathisent peu avec la mère-patrie, le Piémont; ces deux provinces jettent leurs yeux vers la France; les nationalités sont partout en travail.

Tous les généraux distingués de l'Autriche ont été

mandés à Ollmütz, non-seulement pour recevoir des croix des augustes mains de Nicolas, mais peut-être aussi pour dresser le plan de campagne contre le foyer de la démocratie! Avis à la France, au Piémont, et à la Suisse.

LA TOSCANE, FLORENCE.

Le Gouvernement de Léopold de Toscane, surpris, au milieu de la plus aveugle incurie, par la révolution qui ébranlait la Péninsule, se plia sans dignité à toutes les fantaisies de la population.

Ramené plus tard par l'Autriche, du royaume de Naples où il s'était enfui, le grand-duc promit de ne porter aucune atteinte aux principes consacrés par le Statut, c'est-à-dire de respecter la liberté de la presse et de la tribune. Les deux décrets publiés par le *Moniteur toscan* du 23 septembre 1850 sont donc la violation d'un engagement solennel. Le gouvernement représentatif est désormais supprimé.

Léopold II de Toscane est rentré à Florence le 28 juillet 1849, en uniforme de général autrichien ; il n'est que le vassal de l'Autriche.

En effet, que fait en ce moment ce prince restauré tant bien que mal, dont on vantait tant la douceur et la mansuétude? Sous prétexte de réformer sa cour, il renvoie tous ceux qui ont laissé deviner chez eux quelque élan de patriotisme; la réforme a frappé même son majordome. Il a en outre enchaîné la presse par de lourds cautionnements. Les princes en veulent tous à la presse, sachant que c'est elle qui les renversera un jour.

Le 22 novembre 1848, Son Altesse impériale et royale le grand-duc Léopold de Toscane me donna une audience particulière d'une heure ; il me reçut très-gracieusement et me dit, entre autres choses, qu'il ne s'agissait pas de me faire passer un examen pour commander son corps d'armée, parce qu'il était convaincu que j'avais toutes les connaissances nécessaires pour un tel commandement, mais qu'il ne savait pas encore si la guerre éclaterait. Je lui répliquai que j'étais sûr que les hostilités recommenceraient au printemps. Il me dit alors de rester à Florence. Il me lançait de temps en temps des coups d'œil qui me montraient qu'il avait quelque chose sur le cœur ; il était très-abattu ; mais il n'osa pas se prononcer, en voyant ma résolution de me battre pour l'indépendance de l'Italie contre l'Autriche, contre son parent l'empereur. Le 8 février 1849, il exécuta ce qu'il avait sans doute projeté depuis longtemps : il prit la fuite. Je vis alors clairement pourquoi il m'avait regardé d'une manière si significative.

Au mois de septembre 1848, le ministre de la guerre de la Toscane m'avait écrit à Nancy qu'il leur fallait un général en chef, et je n'avais pas hésité un instant à accepter la place dont il s'agissait, toutefois à condition de me soumettre à un examen, tant en stratégie qu'en tactique. J'avais rempli les fonctions de chef d'état-major d'une division française de la vieille bande dans la campagne de Russie, à la satisfaction du maréchal Davout et du général de division comte Morand ; d'ailleurs j'ai servi pour ainsi dire dans toutes les armes, et j'ai assisté à toutes les campagnes du plus grand capitaine moderne.

Quand on sort d'une telle école, on entreprend tout; je n'aurais reculé devant aucun obstacle. Mais malheureusement, après la catastrophe de Novare, ce Waterloo de l'Italie, on ne voulut plus se battre. C'est encore une des raisons pour lesquelles je me donne tant de mouvement afin de faire dénoncer à l'Europe entière les traîtres et les pusillanimes. J'espère atteindre mon but. C'est au général en chef Chrzanowsky de faire connaître publiquement les traîtres, d'autant plus que le bruit court en Piémont que si ce général a refusé une pension de retraite, c'est qu'il a accepté une somme ronde une fois pour toutes. Son honneur et sa réputation exigent une déclaration catégorique devant l'Europe, parce que par la catastrophe de Novare la délivrance et la liberté des peuples ont été compromises et ajournées.

J'ai présenté un plan de défense de la Toscane à M. Manganaro, ministre de la guerre à cette époque. On avait goûté ce plan; mais le ministre me déclara que les troupes ne voulaient pas se battre. Quelle honte! Il fallait au moins sauver l'honneur de la Toscane! La nature a tout fait pour la défense de ce pays : d'un côté la mer Méditerranée, de l'autre les Apennins; il n'y a que trois routes principales pour les traverser : la route de Parme, celle de Modène, et celle de Bologne; il y avait en outre à surveiller de petits chemins, peu praticables du reste. La Toscane sous le dictateur avocat Guerrazzi avait dix-sept mille hommes réunis dans les camps. Ils suffisaient pour défendre la position; le général d'Aspre, quelque savant et quelque entreprenant qu'il fût, n'aurait pas pu forcer ces passages avec son corps d'armée, surtout si

leur défense avait été combinée avec la République romaine; mais M. Guerrazzi ne voulait pas la réunion avec Rome. Cet homme n'a jamais été un franc républicain; ce n'est qu'un ambitieux, qui demandait à être premier ministre du grand-duc restauré; il a été, suivant moi, traître au prince et au pays. Il ne voulait pas se battre non plus, et il avait donné le commandement de la troupe à un ignorant, qui avait été simple soldat du duc d'Angoulême, en 1823 en Espagne, et qui n'avait jamais commandé une section seulement. M. d'Apice commandait au camp. La garde municipale, belle troupe, avait pour colonel M. Solera, traître et espion de l'Autriche, que le général d'Aspre, à son entrée à Florence, nomma major dans l'armée autrichienne. M. Guerrazzi mériterait d'être pendu, comme traître à la patrie et au prince; mais les grands traîtres se sauvent, et on ne fusille que les petits, comme on l'a fait dernièrement dans le grand-duché de Bade. Görgey, le plus grand traître à la magnanime nation hongroise, sera épargné; on s'est contenté de fusiller un de ses aides-de-camp et plusieurs officiers supérieurs. Görgey sera maudit de l'Europe civilisée; c'est lui qui a porté le plus rude coup au mouvement dont dépendaient la liberté et les nationalités de l'Europe. Le honteux motif qui l'a guidé, c'est sa jalousie contre Kossuth, qu'on nommera toujours parmi les plus grands hommes des temps modernes, et contre Bem et Dembinsky, deux généraux des plus distingués de l'émigration polonaise. En admettant même qu'il n'ait pas fait de fausses manœuvres à dessein, il aurait dû et pu se faire jour, se réunir avec le reste de l'armée en Transyl-

vanie, y livrer une bataille, ou faire une guerre de guérillas pendant un mois seulement. Alors l'ennemi aurait été obligé de prendre une position défensive, et d'attendre le printemps; quelle chance d'avoir six mois pour soi en temps de révolution! Mais Görgey n'a pas voulu faire son devoir. Les rois auront donc encore une fois raison, cependant pas pour longtemps; les peuples surveilleront dorénavant de plus près leurs chefs, et se réuniront avant de recommencer la lutte, qui sera décisive. Ils se sont laissé battre isolément, pendant que les princes étaient tous d'accord pour supprimer le mouvement de liberté partout où il se présentait. Avis aux nations que le désespoir forcera à recommencer une lutte à mort en temps opportun.

Le dictateur Guerrazzi, connaissant l'état des esprits en Toscane, et persuadé que Radetzky n'hésiterait pas à intervenir dans l'Italie centrale, avait fait des ouvertures au grand-duc pour lui remettre le pouvoir; le soulèvement du 11 avril 1849 l'empêcha d'accomplir la restauration. Ce jour-là, les prêtres tirèrent de leur couvent Piazza Santa Maria Novella sur les Livournais; c'était une véritable boucherie; il n'y avait que quelques centaines de Livournais; les lâches Florentins les assommaient dans les maisons. La Commission de gouvernement appela à son aide les paysans, qui accoururent, armés de haches ou de gros bâtons; le soir, ils entrèrent dans les maisons et dans les cafés, en présentant les armes du grand-duc; tout le monde fut forcé de rendre honneur à ces armes et de donner de l'argent à ces furieux. Cette triste Commission, présidée par Ca-

poni, paya à chaque paysan un paolo et demi (75 c.), et aux gamins un demi-paolo (25 c.). Florence était le théâtre des plus déplorables excès, commis par cette réaction aveugle des campagnes, que l'on avait déchaînées au moyen de calomnies. Quel spectacle que ces paysans armés de bâtons-massues et de faux, forçant tout le monde à baiser à genoux l'image des armes grand-ducales, et demandant l'aumône à la façon du mendiant de Gil-Blas ! Il est entré à Florence des masses de 10,000 paysans armés de gourdins et précédés de bannières. Le 12 avril, la contre-révolution fut accomplie. Il y avait tout au plus une centaine de personnes de la lie du peuple, quelques-uns avec des échelles pour remettre les armes du grand-duc au Palais Vecchio. Tout à coup je vis arriver sur la place du château un peloton de la garde municipale, au pas de charge, la baïonnette croisée. A la vue de ce faible peloton, tous ces lâches réactionnaires prirent la fuite et se dispersèrent dans toutes les directions. Cette reculade retarda un peu l'œuvre sainte. A peine quelques mois auparavant on avait ôté ces mêmes armes grand-ducales, et la vile populace criait alors à tue-tête : « A bas le grand-duc ! (*Abasso il granduca !*) Vive la Constituante ! Vive la République ! » J'ai été témoin oculaire de tous ces mouvements pitoyables.

Le peuple de la Toscane est un des plus vils de l'Italie ; il sait à peine lire, et il est aussi ignorant qu'arrogant.

Il est inconcevable que tant d'étrangers visitent Florence, qui n'offre que peu d'agréments. Florence n'est

pas une belle ville; il y a cependant de beaux palais et quelques belles rues, par exemple *la Via Larga;* mais la plupart des rues sont étroites et sales. On ne se fait pas une idée de la saleté qu'on rencontre partout dans cette ville, même sur le quai de l'Arno (*Lungo Arno*), où tout le monde se promène. Il n'y a pas de mœurs à Florence ; c'est sans doute une des raisons qui y attirent tant d'étrangers de haut étage, qui y vivent sans gêne ; la chronique en raconte des choses étonnantes. Le climat y est doux, quoique variable: nous n'avions que cinq degrés de froid pendant l'hiver, et cependant on y gelait: il n'y a ni poële ni cheminée, excepté dans les palais et les grands hôtels. Les Florentins ne savent pas vivre : tous les aliments sont mauvais, sans fraicheur, sans goût et sans parfum; les hommes y ressemblent aux choses. Le vin noir est détestable: on y met du cuivre pour le conserver; le vin blanc vaut mieux: c'est un vin doux, mais peu spiritueux. Les cafés de Florence sont mal montés ; le café Donay est un des meilleurs, mais vous n'y aurez pas de journaux si vous n'êtes pas dans les bonnes grâces des sales garçons de cet établissement, qui gardent les journaux dans leurs poches.

L'Italien est tout matériel ; il mange beaucoup et il ne boit pas mal; les femmes boivent plus que les hommes. Les environs de Florence sont pittoresques, mais non grandioses comme ceux de Rome, de Naples, de Venise et de Gênes. Turin est une belle ville, qui a une vue magnifique sur le Pô.

Digne interprète du ministère Odilon Barrot d'alors,

M. Walewski s'appliquait, on ne peut mieux, à mettre en pratique les principes de la vraie liberté et d'un gouvernement honnête et modéré. Aussi le voit-on sans cesse appuyer, auprès des membres du gouvernement de la rue du 12 avril, à Florence, les mesures les plus arbitraires et les plus odieuses. S'il faut en croire des personnes bien informées, c'est à M. Walewski, le ministre de la République française, que sont dues ces incarcérations journalières dont gémit la population. Tandis que le ministre anglais conseille la douceur et l'humanité, et protége ses concitoyens, M. Walewski, lui, fait le contraire ; il se conduit en vrai *codini* de Florence ; d'ailleurs il est proche parent des princes Poniatowski, qui ont obtenu de l'Autriche le titre d'*altesse*.

M. Carlo Poniatowski a été nommé, pendant la révolution, colonel de la garde nationale de Florence ; il était trop pusillanime pour refuser ; il accepta sa nomination en tremblant. Ils sont tous de la même trempe : du plus haut jusqu'au dernier chiffonnier, ce sont tous des mendiants ; avec de l'argent on fait tout en Italie. Radetzky connaît bien son monde ; il a à sa solde une foule de gens de tous les degrés de l'échelle sociale. Il paie bien, mais il sait retirer ce qu'il avance en grosses sommes et en temps opportun.

Les étrangers à Florence, des Polonais et des Allemands, surtout les Juifs, vendaient leurs services pour le vil métier d'espions ; il y en a entre autres un, le docteur Seidler, traducteur de la police, Polonais ; un Bavarois, Joseph Schmidt, garçon boulanger, au fourneau de Regi ; un opticien, Hirsch, juif, etc. Il est bon

de les signaler au public. L'infâme police de la réaction de Florence se servait de guet-à-pens de toutes sortes.

Guerrazzi n'est qu'un ambitieux libéral, et non pas un républicain ; il voulait être premier ministre du grand-duc restauré. En attendant, il est toujours en prison ; son procès n'est pas encore terminé. La prison a changé en humble et bien servile sujet M. Guerrazzi, homme si orgueilleux en 1848, qui fait aujourd'hui l'hypocrite, comme il l'était pendant la révolution ; ce lâche et misérable ose encore attaquer l'honneur de l'ambassadeur d'Angleterre, feu M. Hamilton, homme d'État fort respectable. Le Gouvernement réactionnaire actuel toscan-autrichien a permis à ce prisonnier de lancer un ouvrage sur sa vie politique, qui vient de paraître. On y verra en même temps que j'ai bien jugé ce traître à la nation et à son souverain.

Metternich disait : *L'Italie n'est qu'une expression géographique!* Lettre de Metternich à Windischgrætz, de Londres, le 28 mars 1849. Il y dit entre autres : « Quand l'heure sera venue où il faudra déporter en » Amérique les têtes incorrigibles que le glaive des ba- » tailles ou le plomb des conseils de guerre aura épar- » gnées, etc. » Cette heure indiquée par le grand prévôt Metternich est arrivée pour beaucoup de Gouvernements, qui continuent à déporter les réfugiés au-delà de l'Atlantique.

M. Federico Pescantini, ambassadeur de la République romaine à Florence, est venu me voir au mois de février 1849, en me proposant d'aller de suite à Rome pour prendre un commandement. J'aurais bien

désiré accéder à cette demande, mais j'avais donné ma parole au grand-duc d'attendre ses ordres, et cependant il s'éclipsait le 8 février;........ je suis accoutumé à tenir ma parole, même au voleur.

Je quittai Florence le 5 mai 1849 pour m'embarquer à Livourne, afin d'aller à Gênes. En arrivant par le chemin de fer à Pise, je trouvai le peuple dans les rues en grande fermentation. On y attendait, d'un moment à l'autre, d'Aspre avec quinze mille Autrichiens; le chemin de fer de Pise à Livourne était démoli; il fallait faire le trajet en voiture, mais aucun voiturier ne voulait me conduire dans la nuit à Livourne, tant la peur était grande. Enfin, en employant tous les moyens, je parvins à partir. J'arrivai de grand matin à Livourne. On voulait s'y défendre, quoiqu'on n'eût pas fait de barricades, ni pris aucune mesure de défense. Il y avait dix-huit cents gardes nationaux, mais seulement quelques mauvaises pièces de canon. Le Gouvernement était en permanence à l'hôtel-de-ville; on m'y appela pour savoir mon opinion sur la défense; je leur expliquai que la défense était impossible; je fus obligé de le déclarer, le cœur navré; mais il y avait une partie de ce monde qui voulait se défendre à tout prix, quoique les chefs fussent tous de mon avis, entre autres MM. Gaetano Salvi, Emilio Demi, Giovanni Guarducci, commandant de la garde nationale, et d'autres encore. On voulait me retenir, mais je gagnai le bateau à vapeur; je quittai avec regret les braves patriotes de Livourne, ville républicaine par excellence.....

ROME.

Napoléon, ce grand génie, considérait le pouvoir temporel du Pape comme incompatible avec le bonheur de l'Italie. Sans doute, il avait raison. L'expérience a prouvé qu'il ne fallait attendre ni modération ni bonne foi de cette cour. C'est qu'il est impossible d'étendre à l'Italie tout entière le système clérical, si difficile à maintenir dans Rome seule, et que cependant l'Italie est destinée à vivre sous un même gouvernement : par leurs intérêts, leurs souvenirs, leur langue, les habitants de la Péninsule italique forment une nation dont Rome est la capitale naturelle. Napoléon l'a démontré jusqu'à l'évidence.

Napoléon voulut faire casser à Rome le mariage de son frère Jérôme Bonaparte, qui avait épousé aux États-Unis M[lle] Paterson. M[me] Jérôme Bonaparte, près d'accoucher, ne put débarquer en France, et fut obligée d'aborder en Angleterre. Pie VII se refusa à faire casser cette union, ne trouvant dans l'engagement contracté aucune cause de nullité.

L'Empereur s'écriait alors : « Je trouve, dans mon
» siècle, un prêtre plus puissant que moi ; il règne sur
» les esprits, je ne règne que sur la matière ; les prêtres
» gardent l'âme et me jettent le cadavre. »

Statistique du clergé catholique.

70 cardinaux composent le sacré-collége; le nombre des archevêchés en Europe est de 104, dont 46 en Italie, 15 en France, 13 en Allemagne, 8 en Espagne, 4 en Hongrie et en Dalmatie, 4 en Irlande, 4 en Turquie, 3 en Portugal, 3 en Russie, 1 en Grèce, 1 en Angleterre. Les 104 archevêques ont 609 suffragants, savoir: 407 en Europe et 202 sur la côte nord de l'Afrique, etc. Indépendamment de ces 609 évêques, il y en a 78 autres, savoir: 65 en Italie, 4 en Allemagne, 4 en Suisse, 2 en Espagne, 1 en Russie, 1 à Malte, 1 dans la Bulgarie (Turquie).

Le nombre total des évêchés est de 890. Quant aux archevêques et évêques *in partibus*, leur nombre est de 401, de sorte qu'il existe en tout 1360 titres épiscopaux catholiques.

Le nombre des membres du bas clergé est innombrable: l'Italie seule compte plus de 40,000 prêtres de toute espèce. Un jour on n'en aura que le strict nécessaire.

Il y a plus de 50,000 ecclésiastiques de toute robe liés entre eux par le vœu d'obéissance, milice du Pape, hostile à la république, et vouée, par conviction et par intérêt, à combattre la liberté. Guerre éternelle donc aux prêtres! Ce n'est pas guerre contre la religion, contre la conscience, contre tout ce qui est sacré à l'homme. Mille fois non! C'est guerre aux prêtres, qui sont plus matériels que les autres mortels; guerre à ces vampires, qu'on compte par milliers partout; guerre à

ces paresseux, surtout en Italie! A Gênes, il y en a 10,000; et, à proportion, partout le même nombre. Les églises se comptent par centaines dans les villes de l'Italie. Est-ce par hasard par un abus criant pour une cause qu'on veut faire considérer aux peuples comme sacrée? Ce sont les prêtres seuls qui ont fait de l'Italie ce qu'elle est dans ce moment-ci. Cette contrée a appris à lire au genre humain, et elle ne sait pas lire aujourd'hui. La décadence de l'Italie est visible en tout; la nation italienne, avec ses quinze siècles de gloire derrière elle, a bien le droit de se reposer.....

Il faudrait enrégimenter ces prêtres, ces fainéants, et les faire marcher avec l'avant-garde contre les Autrichiens.

Un prêtre prêchait dernièrement à Florence que tous les Italiens morts dans les deux dernières campagnes contre l'Autriche seraient brûlés dans les feux de l'enfer. Au lieu de calmer les passions, ils soufflent partout le feu de la discorde. Les prêtres ne savent pas plus que les laïques si nous passons de ce monde au ciel ou à l'enfer, ou si nous resterons enterrés et mangés par les vers! Ce beau sol d'Italie est rongé par les prêtres, les voleurs et les mendiants; ce sont les prêtres qui ne demandent pas l'instruction du peuple, qui la craignent au contraire. Eteignons les lumières, et rallumons le feu. Ce sont encore les prêtres qui mettent la religion quelquefois en discrédit. L'Etre Suprême a placé la religion dans le cœur de l'homme et la philosophie dans son esprit. Charles-Albert disait: « *Dio è con noi, che sa fare da se stessa l'Italia.* » (Dieu est avec nous;

l'Italie se suffit à elle-même). Dieu ne fut pas assez longtemps avec l'Italie ; il faudra qu'il revienne encore une fois, quand elle sera plus mûre.....

Joseph Mazzini dit dans sa brochure *Le Pape au dix-neuvième siècle :* « Prêtres italiens, mes paroles sont graves ; si le salut du monde et de vos croyances vous est cher, écoutez-nous. Nous pourrions, — un des vôtres, le père Ventura l'a dit, et que ce soit pour vous une preuve de l'esprit qui nous anime, — vaincre sans vous ; mais nous ne le voudrions pas. N'êtes-vous pas nos frères ? N'êtes-vous pas nés, vous aussi, sur cette terre italienne que nous cherchons à sanctifier par l'amour et la foi ? N'êtes-vous pas les fils de ce peuple aujourd'hui nourri de colère et de défiances, et que nous voudrions réunir en une seule famille ? Nous ne recourons contre vous ni aux artifices de la séduction, ni à la terreur ; nous ne combattons point nos adversaires avec l'arme de la calomnie ; nous ne vous conseillons pas de ne point lire leurs livres, de ne point écouter leurs discours ; nous ne vous demandons qu'une seule chose, c'est de nous écouter aussi, ou plutôt d'écouter la voix de l'humanité et le Pape ; placez l'Évangile ouvert ; puis descendez libres de haine, dégagés de toute obséquiosité aveugle, dans votre conscience, et jugez.

» L'appel que nous vous faisons est un appel sincère. Hommes et sujets de l'erreur, nous pouvons pécher sur beaucoup de points, mais jamais par hypocrisie. Nous avons l'audace du vrai : le Pape le sait, et c'est pour cela qu'il nous redoute. Celui qui vous écrit aujourd'hui, au nom de ses frères, peut vous dire : Examinez ma vie :

vous n'y pourrez trouver un acte qui soit en contradiction avec la foi que j'enseigne. Examinez tout ce que j'ai écrit depuis vingt ans; vous n'y pourrez trouver une seule ligne dictée par l'irréligion ou le matérialisme. Interprète d'un grand nombre de mes frères, lorsque j'ouvris mon âme à la pensée italienne, je déclarais que depuis longtemps un divorce avait séparé l'idée religieuse de l'idée politique, l'Église de l'humanité; je déclarais que ce divorce était funeste; que sans la foi il n'y avait ni paix ni liberté véritable; que hors d'elle l'élément corrompu dans lequel nous vivons, résisterait à toute transformation sérieuse; que hors d'elle enfin il n'y avait ni patrie ni rien. J'ajoutais qu'il fallait à tout prix relier la terre au ciel, rétablir l'harmonie entre la vie qui s'écoule dans le temps et dans l'espace, et la concession de l'éternelle vie; entre l'homme et Dieu, père et éducateur de tous les hommes. Et maintenant j'ajoute que l'heure suprême va sonner, que les temps sont mûrs, que le matérialisme est vaincu, que le besoin d'une vie religieuse est universellement senti; et que, grâce à vous seuls, grâce à l'obstination qui vous pousse à étayer un édifice en ruines, à maintenir l'Église dans la haine ou l'ignorance des progrès inévitables de l'humanité, les consciences vivent incertaines, la religion reste exilée des cœurs; que, grâce à vous, et malgré nous, il se prépare des temps de discorde et des œuvres de sang dont vous porterez la responsabilité devant les hommes et devant Dieu.

» Au nom de Dieu et pour l'amour de notre patrie, nous vous demandons : Êtes-vous chrétiens? comprenez-vous

l'Évangile? regardez-vous la parole de Jésus comme une lettre morte, ou en adorez-vous l'esprit? Entre l'esprit de l'Évangile et la parole des Papes, êtes-vous vraiment, décidément résolus à opter pour cette dernière, sans examen, sans appel à votre conscience? Êtes-vous croyants, ou êtes-vous idolâtres? Dans les premières lignes de l'Évangile, l'esprit du mal offre à Jésus, pour l'engager à lui rendre ses services et à trahir sa mission, des royaumes et des principautés terrestres. Jésus refuse avec mépris. Lorsque vous voyez les chefs de votre hiérarchie se liguer avec les princes, et maudire pour eux les peuples dont ils font couler le sang, afin de maintenir leur propre empire sur une partie de la terre italienne, ne vous rappelez-vous jamais cette page de l'Évangile? Dans une autre page, Jésus, cette âme la plus douce, la plus tendre, la plus embrasée d'amour qui soit descendue sur la terre, s'arme d'un fouet, et chasse, dans un saint élan de colère, les traficants et les profanateurs du temple. Ne pensez-vous jamais à cette page, ô prêtres! mes frères? N'y a-t-il plus de marchands dans le temple? Les pharisiens, ces sectateurs de la lettre morte, ont-ils tous disparu? La parole de Dieu brille-t-elle dans toute sa pureté vivifiante, et telle qu'elle sortait de la bouche de Jésus?

» Prêtres du Christ, regardez autour de vous!

» Pourquoi la terre frémit-elle? pourquoi cet immense cri de peuples soulevés, et qu'aucune force ne pourra ramener à la paix ou au silence? De combien de jours, de combien de mois date ce frémissement, indice patent, irrécusable, de besoins et d'événements nouveaux? Il date de soixante ans, et il grandit chaque jour. Dans

combien de lieux ont éclaté ses menaces? Pouvez-vous nous indiquer un foyer, un point central d'où part cette agitation? Elle fait irruption de toutes parts, sans centre déterminé, à travers les nations les plus diverses et les plus reculées, à travers les peuples de mœurs et de races opposées, en Italie, en France, parmi les Slaves, à Pesth, à Vienne, depuis l'extrémité de la Sicile jusqu'à Pétersbourg. Pas un mois ne se passe sans un mouvement, sans une tentative d'insurrection ; pas un jour sans qu'une voix partie d'un point ou de l'autre de l'Europe, ne vous porte la nouvelle d'un danger ou d'une persécution. Combien de fois ces agitations ont-elles été réprimées? Dix, vingt, cinquante fois. Toutes les armées, toutes les forces de la vieille Europe, tous les artifices de la diplomatie se sont ligués pour les étouffer, et l'on crut qu'elles étaient étouffées; puis, après quelques heures, elles ont éclaté toujours et chaque fois plus redoutables. Combien ont péri parmi les agitateurs? Le nombre ne s'en compte pas. Sur toute la terre, ils sont tombés par centaines sur les échafauds, sous la hache ; par milliers sur les champs de bataille; par milliers, de faim et de misère, dans l'exil. Comment sont-ils morts? Presque tous le sourire sur les lèvres, avec la fierté du défi sur le front, avec la calme sérénité que donne la conscience d'une mission accomplie, comme meurent les martyrs.

» Et vous appelez ce soulèvement des peuples une émeute ! Vous pouvez n'y voir que la main de quelques factieux. Moi, je vous dis que c'est le soulèvement de l'humanité poussée par le choc du doigt de Dieu, que c'est la révélation d'une époque marquée par la Providence;

je dis que vous devriez courber avec respect la tête, et demander au Père des hommes qu'il vous éclaire sur ses desseins, sur les destins nouveaux qu'il réserve à ses fils, sur les caractères de la transformation qu'il prépare à la race humaine.

» Et quel est le cri des peuples ainsi soulevés? *Patrie, liberté, nation, égalité, Dieu et peuple, progrès, association fraternelle, alliance,* paroles saintes et qui prophétisent un ordre nouveau, traduction complète de ces paroles de Jésus : « Que tous soient un. » Quelques-uns, la Pologne, la Grèce, se sont levés la croix sur leurs bannières; d'autres, l'Italie, au nom du Pape qui aujourd'hui lance sur nous l'anathème. Et ce premier mouvement fut chez tous pur de vengeances, grand d'oubli, saint d'amour, d'enthousiasme, de foi. Eux, les victimes, renversèrent l'échafaud qui aurait pu se dresser pour leurs ennemis. Si quelques actes isolés vinrent faire tache à leur noble cause, ce fut plus tard, sous l'inspiration de réactions cruelles et de résistances insensées : ces actes d'ailleurs furent universellement condamnés. Si quelques cris anarchiques, si quelques rêves d'utopie subversive éclatent aujourd'hui dans le sein des populations excitées, ce sont les cris d'hommes désespérés, cent fois trompés et trahis, cent fois déboutés de leurs justes demandes par l'inexorable volonté d'une caste ou d'un roi; et tous ces nuages disparaîtraient à jamais, vous le savez bien, le jour où nous serions vainqueurs.

» Et quel est, prêtres italiens, le vœu de notre, de votre patrie? Nous voulons réunir les vingt-six millions d'hommes qui peuplent la terre d'Italie en une seule

famille, sous une seule loi, à l'ombre d'un seul drapeau. Nous voulons continuer la tradition de nos pères, et ouvrir à nos fils une voie au bout de laquelle ne soient ni l'exil, ni l'échafaud, ni le bâton du soldat croate. Nous voulons que, pour le bien de l'humanité, notre intelligence soit libre, notre parole libre, notre œuvre puissante. Nous ne voulons pas adorer le mensonge, mais la vérité; nous voulons une autorité, mais fondée sur l'interprétation de la loi, non sur le caprice arbitraire de l'usurpation; nous cherchons des guides et des chefs, mais nous les cherchons parmi ceux que signalent à nos choix leur intelligence, leur vertu, leur dévouement au bien de tous; nous demandons le pain de l'âme, l'éducation pour tous; le pain du corps, le travail pour tous. Sur la terre comme au ciel, que la volonté de Dieu soit faite !

» A ces demandes ne pouvez-vous répondre que comme répond l'Encyclique? Le frémissement de vos consciences ne vous pousse-t-il pas à une autre mission que celle que le Pape résume par ce mot : Résister?

» Résister à la nation, à l'humanité, aux volontés de Dieu ! Vous êtes alors irrévocablement perdus.... La religion est éternelle, éternelle est l'Église des croyants; mais la transformation de la religion et de l'Église, qui, vous aidant, s'accomplirait dans une évolution pacifique et solennelle, coûtera au monde des luttes terribles, et les larmes et le sang de milliers de martyrs. Dieu descendra sur les multitudes et sur vous, non comme la rosée sur la toison, mais comme un tourbillon, et ceint de la foudre, comme dans le buisson de Sinaï. »

Dans son roman intitulé *L'Italie rouge*, l'ex-vicomte d'Arlincourt outrage les dames les plus respectables de Rome d'une manière peu digne d'un gentleman. L'ex-vicomte se retourne vers les illustrations de l'Italie rouge. Il ronge les os de ce pauvre roi de Sardaigne, qui eut l'impertinence de rêver la résurrection de l'Italie, et de jeter le gant à l'Autriche. Il mord, il déchire, il raille, il insulte, il outrage tous les patriotes de Sicile, de Rome, de Florence, de Gênes, de Milan et de Venise, qui s'étaient mis en tête de redemander, les armes à la main, la patrie que Dieu leur donna.

Toutefois les martyrs de l'Italie, les morts, les captifs et les proscrits ne s'en porteront ni mieux ni plus mal. Mais il n'en est pas de même quant à la bave fort peu chevaleresque qu'il distille sur plusieurs nobles femmes. Attaquer les femmes, même politiquement, fut en tout temps et chez tous les peuples le contraire du courage. Mais fouiller indécemment dans les secrets de leur vie privée, mais dévoiler à l'Europe les mystères de leur cœur, mais incriminer leur beauté, et falsifier leur acte de naissance, c'est se faire le bourreau moral du beau sexe.

En vérité, il faut être dégénéré pour faire ce métier.

Les diatribes de l'ex-vicomte ne sauraient atteindre la princesse Belgiojoso, belle et généreuse créature, qui a tout sacrifié pour une noble cause. C'est tout simplement se permettre un tissu de petites infamies, sans pudeur, sans esprit et sans goût. L'ex-vicomte a été condamné pour diffamation contre M. Canino-Bonaparte; cela n'empêcha pas le souverain pontife Pie IX d'acheter

deux cents exemplaires de ce sale ouvrage, ni le roi de Naples d'en faire provision, pendant qu'il prohibe les ouvrages classiques dans ses États.

M. Canino a lancé des gros mots à la figure de l'agresseur, et cela à la satisfaction des patriotes de tous les pays.

M. Cernuschi, le brave constructeur des barricades de Rome, était présent à ce procès, ainsi que M. Arrivabene, qui a fait sur cette affaire une publication intéressante dans la *Concordia* de Turin.

M. le vicomte s'est d'ailleurs plus occupé des *saletés* que de l'histoire, dans son roman ; passez-moi cette expression triviale, mais bourgeoise.

Renversez le régime des prêtres, vous conserverez néanmoins la religion (qui est la conviction intime de l'homme). Mazzini sera porté aux nues aux siècles futurs. Il voulait malheureusement faire tout d'un coup d'un peuple soumis depuis si longtemps au parti clérical, un peuple mûr pour la république ; idée sublime, mais non réalisable. Il est de première nécessité pour l'Italie encore bigote de se dérober au gouvernement temporel d'un pape. Il faut sans retard remettre les prêtres à leur place : qu'ils prêchent l'Évangile, qu'ils se vouent à consoler et à élever l'âme de l'homme ; sinon, il faut les exterminer, pour ne pas prolonger indéfiniment les souffrances des peuples.

Une des causes principales qui font que le peuple d'Italie est encore placé à un degré si bas d'instruction et de civilisation, ce sont les prêtres, que l'on compte par milliers dans les villes, surtout à Gênes. Ils tiennent le

peuple dans l'ignorance et l'abrutissement. Avant donc qu'on ait ôté l'autorité temporelle au Pape, il n'y a guère moyen de retenir ces prêtres si nombreux dans les limites que la religion elle-même leur a tracées. Alors, et avec de bonnes écoles primaires, on pourrait peu à peu faire l'éducation du peuple italien, qui est doué d'instinct. Honte éternelle à la République française, surtout à l'élu de six millions de voix! Le peuple commence déjà à dire qu'il s'est trompé dans son choix. Ce beau nom de Napoléon l'a captivé. M. Guizot disait très-justement : « Il n'y a que le Président de la République qui puisse tout faire par son nom. » Le nom de Napoléon est encore magique en France ; toutes les fibres se mettent en mouvement à son appel ; mais je crains fort que Louis-Napoléon ne soit mal entouré ; son long séjour en Angleterre l'a encore plus affaibli ; son penchant et ses passions, qui sont connus de tout le monde, le rendent incapable de répondre à ce qu'on attend de sa grande mission ; le généreux peuple français en sera pour ses frais, lui qui voulait payer une dette sacrée à la mémoire de l'Empereur. Mais le neveu de l'oncle est-il à la hauteur de la magnanime pensée qui animait ce grand peuple, lorsqu'il lui donna sa voix? Ce Louis-Napoléon qui fut toute sa vie réfugié en pays étranger, ou en prison, chose incroyable ! c'est lui qui traque aujourd'hui les malheureux réfugiés de toutes les nations, qui leur donne la chasse, et qui détruit l'hospitalité, que même Louis-Philippe accordait sans restriction !.... Ne réfléchit-il donc pas que sa fortune inattendue pourrait un jour lui tourner le dos? Je l'ignore. J'étais un de ceux qui

prévoyaient son élévation à la première magistrature, non pas à cause du sénatus-consulte de l'an 1808, que l'abdication de l'Empereur a mis hors de cours, si toutefois un souverain a le droit d'abdiquer en même temps les droits acquis à des tiers. Louis-Napoléon a obtenu ses droits par le suffrage universel du peuple. Mais comment a-t-il répondu jusqu'à présent à la grande confiance du peuple français? Par un suicide, en assassinant la République romaine, sœur de celle de la France, qui l'a élevée sur le pavois. Veut-il se montrer docile aux grands monarques? A-t-il l'arrière-pensée de passer Empereur, et de se faire plus facilement reconnaître comme tel par les puissances étrangères? On le reconnaîtra bien certainement comme pis-aller, quand il faudra donner le coup de grâce à la République et aux tendances républicaines des nations de l'Europe. Il sera alors à deux doigts de sa perte. Ne se rappellerait-il donc pas ce que le grand oncle disait : « Si j'étais resté premier consul, je ne serais pas ici à Ste.-Hélène! » N'a-t-on donc pas su trouver une barrière et un frein à l'aveuglement des races princières? L'histoire ne les instruit-elle donc pas? Le président veut-il frayer le chemin à Henri V? Tous les autres prétendants se soumettront en attendant. Comme Henri V n'a pas de postérité, ce sera donc le comte de Paris en faveur duquel Napoléon et ses adhérents auront travaillé.

Le vrai moment n'est pas encore venu pour que l'Église soit de son temps, pour qu'elle se mette résolument à la tête du véritable progrès, des véritables améliorations.

On discrédite plutôt l'Église, quand on veut faire de la religion un instrument du pouvoir, quand on la compromet dans une loi qu'on peut définir en deux mots : *Impuissance et asservissement.*

On redoute avec raison les principes ultramontains, source de dangers pour la liberté de tous les pays de l'Europe. La religion est la force des États, mais le prêtre doit vivre de l'autel.

Dieu est une grandeur inconnue, impénétrable à la raison humaine ; c'est pour cela que les prêtres n'en savent pas plus que nous autres mortels. Les Livres Saints sont le maître par excellence pour enseigner les croyants sans autres preuves.

Jésus disait : « Mon royaume n'est pas de ce monde ; » et cependant le Pape dirige les batteries napolitaines, les baïonnettes de l'Autriche, les vaisseaux de la France contre ses fidèles croyants !

Tout est sécheresse et dureté dans le cœur des gens d'église.

Rome dit : « Je suis l'âme, vous êtes la matière ; l'âme doit commander au corps. » Nous disons : « L'État a un corps et une âme, et l'Église doit se subordonner à l'État comme tous les autres membres de la communauté. »

Il est grandement temps d'en finir avec le conflit des autorités temporelles et des autorités spirituelles. Toutes les deux n'y gagneront rien à la longue.

La politique de Rome est une guerre éternelle d'entreprises sur la richesse et les intérêts matériels des nations, en se couvrant du prétexte de ne vouloir gagner que les âmes.

Le Pape, ce pseudo-successeur du Christ, envoie de Gaēte des pièces de siége à Oudinot pour foudroyer ses ouailles au nom de la fraternité chrétienne. Au nom du vicaire du Dieu de paix, les canons français foudroyaient l'église de Saint-Pierre, qui porte de plus en plus les traces de ces mitraillades. Elle fournit la preuve évidente de leur catholicisme. On a lancé des fusées incendiaires contre la galerie du Vatican.

Cet effort arbitraire pour relever le pouvoir temporel du Pape, a plus fait de tort à son autorité spirituelle et au catholicisme tout entier, dans l'esprit des populations, que n'eussent réussi à le faire vingt armées de Voltairiens.

Rome a 170,000 habitants, dont 20,000 étrangers, 1400 religieuses et 3000 prêtres; un prêtre pour 25 âmes. L'Église dispose d'un capital de 400,000 millions de francs, et d'un revenu de 20 millions, tandis que l'État ne touche que 9 millions de revenus; cette somme suffit à peine pour les bas rouges des cardinaux et pour l'eau-de-vie des Autrichiens. Pour soutenir ce beau système de gouvernement, on a emprisonné 11,000 personnes, et 50,000 sont en fuite.

Bassi, jeune prêtre, modèle de vertu, dont la seule faute avait été son ardent amour pour la liberté de sa patrie, fut condamné à mort par la main séculière, et à la dégradation ecclésiastique par la main des prêtres, dégradation qui consiste dans l'enlèvement de la peau de la tête à l'endroit qui reçut la tonsure, et dans l'amputation des quatre doigts consacrés. Ces cruautés se passaient à Bologne dans le dix-neuvième siècle. Cela

me fait penser involontairement à Haynau, cette hyène, qui a eu un million de francs de Joseph. Il a fait appliquer la bastonnade aux prêtres en Hongrie. Sur l'observation qu'on lui fit que les prêtres étaient consacrés, il répliqua trivialement: Si leur tête est consacrée, leur c.. ne l'est pas. — Quel monstre que ce bâtard d'un prince!

Encore une perte éprouvée à Rome: Un officier français (M. Jordan) du 11e dragons, avait été blessé grièvement par une génisse, qui était entrée en fureur à la vue des pantalons garances. Cet officier est décédé deux jours après ce funeste accident. On lui administra les secours de la religion. Le Saint-Père a désigné lui-même l'endroit où il voulait que la victime reçût une sépulture d'honneur. C'est donc une grande consolation pour l'âme de cette malheureuse victime? Quelle magnanimité!

L'archevêque Mgr. Franzoni, de Turin, a lancé une lettre pastorale aux évêques du pays, pour leur défendre d'obéir à la *loi Siccardi*, sur le for du clergé, qui lui enlève des priviléges dont il a fait un si mauvais usage. Les prêtres sont désormais sous des lois positives; mais ils demandent, comme les princes, d'être au-dessus des lois. Les prêtres sont donc de vrais rebelles contre les lois de l'État. — Ce même archevêque Franzoni a été arrêté et conduit à la citadelle.

Il y a quelques mois qu'un prêtre donna un grand scandale au théâtre à Gênes: il allait au théâtre avec une marquise; le mari de cette dame donnait la clef de sa loge au prêtre; la dame et le prêtre y prirent place;

la marquise lorgnait avec sa lunette le parterre, pendant qu'on attrapait ce prêtre en flagrant délit d'adultère avec elle. Un pareil scandale dans un lieu public est inoui ; le prêtre a été arrêté. Et ces prêtres hypocrites, qui possèdent les biens de ce monde, damnent le malheureux dont la patience s'est lassée d'attendre le jour de la justice et de la délivrance.

La mendicité est une plaie profonde sur ce beau sol d'Italie. Les promenades, les rues, les entrées des cafés sont bloquées par des mendiants déguenillés. Il est de rigueur en Italie, surtout à Gênes, à Nice, à Florence, d'établir des dépôts de mendicité; ce sont les vœux de tous les honnêtes gens d'avoir un tel établissement, aussi moral que philantropique et indispensable. Au lieu de faire l'aumône à un tas de fainéants, on ne la ferait réellement qu'à des malheureux incapables de gagner leur vie, et en donnant à de tels établissements par an ce qu'on donne isolément et quelquefois forcément, on ne verrait plus sur la voie publique ces misérables mendiants étaler leurs plaies dégoûtantes sous les yeux des passants.

La mendicité est une plaie qu'il faut guérir à tout prix et partout, dans l'intérêt de la morale, dans l'intérêt de la civilisation, dans l'intérêt du bon ordre. Sur vingt mendiants qui tendent la main, il y en a quinze qui ne mendieraient pas, s'ils ne trouvaient la vie du mendiant plus douce, plus agréable et plus lucrative que la vie du travailleur. Ce qu'il y a de plus fâcheux encore dans ce métier honteux, c'est que les enfants prennent l'habitude de leurs parents, et que plus

tard, au lieu de travailler, ils mendient; sans parler de tous les vagabonds étrangers, qui s'introduisent partout, et qui lèvent, pour ainsi dire, un impôt forcé sur le public.

L'honorable général Rybinziky et d'autres officiers polonais, arrivés à Rome quelques jours avant le 30 avril, refusèrent les positions qui leur furent offertes dans l'armée (ayant été déjà informés de l'arrivée de l'expédition française à Civita-Vecchia), pour ne pas avoir la douleur de porter les armes contre la France. Quant à moi, je me trouvais absolument dans la même position. M. Frédéric Pescantini, envoyé de la République romaine à Florence, s'est rendu deux fois chez moi, en m'engageant à partir immédiatement pour Rome. Il m'assurait que j'y trouverais un commandement conforme à ma position et à mon expérience de la guerre. Je refusai de partir, prévoyant, dès le mois de février, que j'aurais à me battre contre la France.

De toutes les interventions dont on a accablé la République romaine, l'intervention française est celle qui lui a été le plus fatale. Contre les soldats du roi de Naples et les Autrichiens Rome pouvait se battre, et Dieu protége les bonnes causes. On ne voulait pas se battre contre des Français; on se regardait comme étant envers eux non en état de guerre, mais de simple défense. Dans quel embarras ne se trouve pas la République française, non pas seulement devant le Pape, mais devant les gouvernements ennemis de la France, et surtout devant l'opinion publique, qui est encore une puissance plus formidable? C'est l'humiliation du Gouvernement actuel

de la France (Napoléon le Petit). On a en perspective une guerre européenne sous de mauvais augures, et sans Napoléon le Grand. La France est plus pauvre en généraux capables que l'Autriche et la Russie; l'Autriche a Radetzky, Hess, Haynau, quoique celui-ci soit un homme très-cruel; il est un des fils naturels du vieux électeur de Hesse-Cassel, qu'on appelait prince de queue. La Russie a Paskewitsch et d'autres, et il ne faut pas oublier qu'elle a une armée, quoique sans volonté, mais avec une discipline sévère; et l'armée la mieux disciplinée remportera à la fin la victoire. Voyez les deux campagnes en Italie!

A Venise, à Rome et à Gênes sont les plus belles femmes de l'Italie. C'est seulement dommage que les hommes soient si laids à Gênes; leurs figures et leurs manières de juifs devraient plutôt être un remède contre l'amour; et ils possèdent cependant d'aussi belles femmes! Les belles Romaines ont développé un grand courage aux derniers événements, même encore plus que les hommes; elles étaient vraiment sublimes! Au reste, tout le peuple de Rome et celui de la Romagne se sont très-bien battus; ils méritent à plus d'un titre d'être libres un jour.

A Rome, comme à Venise, le peuple est bon, poli et prévenant, ce qu'on ne peut pas dire du peuple de la Toscane et de Gênes.

A Rome et dans le pays de Venise, le peuple est moins en arrière qu'en Toscane et dans le royaume de Sardaigne. La foule des petits journaux dans ces deux pays a contribué à rendre le peuple encore plus pervers qu'il

ne l'était. Avec les petits journaux on ne fait pas l'éducation morale du peuple : on suscite dans le peuple des émotions politiques, surtout chez les Italiens, qui ne vivent que dans l'illusion, que ces petits journaux entretiennent ; le lendemain ils sont détrompés.

Avec les grands journaux on fait l'éducation politique, bien entendu si on est bien élevé. En Italie, on est mal élevé ; on ne pense qu'aux jouissances. Aussi longtemps que les Italiens auront tant de jours de fêtes, tant de processions, tant de prêtres, avec leur influence, qu'ils font valoir surtout sur les femmes, qui y ont plus de bon sens que les hommes ; aussi longtemps, dis-je, qu'ils auront tout cela, ils ne seront pas mûrs pour la liberté.

VENISE.

L'héroïque défense de Venise est connue et appréciée à juste titre par tout l'univers; c'est pourquoi je ne citerai que quelques belles pages de son histoire.

Le 7 août 1849, à dix heures du soir, une démonstration eut lieu sous les fenêtres de Manin. La place St.-Marc présentait l'aspect inquiétant d'un rassemblement populaire, agité par la passion. On cria longtemps: *Fuori Manin !* jusqu'à ce qu'enfin il se montrât. « Que veut le peuple ? » Telle fut la question qu'il adressa à cette foule. Une voix répondit de la place : « Le peuple de St.-Marc sent le besoin de s'armer, et demande au gouvernement une levée en masse. » *Leva in massa!* tel fut le refrain du peuple. Manin répliqua d'une voix résolue, ferme, visiblement irritée : « Le peuple de St.-Marc n'a pas besoin de faire cette demande ; le peuple de St.-Marc sait que les registres sont ouverts. Faites vous inscrire, si vous voulez vous battre. Jamais je ne vous en ai empêchés ; toujours je vous ai dit : Les contrôles sont ouverts ! Je suis las de vous entendre toujours crier comme des femmes ; je veux des actes, et non seulement des paroles ! Vous voulez vous battre ? Eh bien, enrôlez-vous ; il n'y a point d'autre moyen ! Faites-le, et il y aura des gens qui vous commanderont. Je descendrai à l'instant au milieu de vous, et j'ouvrirai les

listes. » En effet, on descendit une table sur la place, et Manin s'y assit lui-même, en s'écriant : « Eh bien ! quiconque est disposé à se battre n'a qu'à se faire inscrire ! » On devait donc croire qu'il y aurait une grande affluence ; mais loin de là ! Au contraire, les plus grands criards prouvèrent qu'ils n'étaient que des fanfarons ; ils se dispersèrent de tous les côtés, et la foule ne tarda pas à se retirer. Il n'y eut que dix-huit individus qui suivirent l'invitation aussi patriotique que bien calculée de Manin.

Le général Pepe, homme d'une bonté de cœur éprouvée, montra beaucoup d'énergie lorsqu'une partie des troupes commencèrent à devenir difficiles à conduire. Il disait toujours : « La seule chose que nous puissions encore sauver, c'est l'honneur ! Tous les sacrifices que nous avons faits ne seront pas reconnus, toute la gloire que nous avons acquise sera perdue, si nous ne terminons pas dignement la lutte. L'histoire militaire, ajoutait-il, ne cite aucun exemple qu'une place forte, sans être déclarée en état de siége, ait résisté aussi longtemps que Venise. »

Le moment le plus solennel fut le jour de la revue du 12 août. Manin s'exprima ainsi en parlant à la garde nationale :

« Soldats-citoyens ! Si notre révolution s'est maintenue pure pendant dix-sept mois, si le nom de Venise est aujourd'hui vénéré de nos amis et de nos ennemis, le mérite principal en est dû au zèle constant, infatigable, intelligent, de la milice citoyenne. Un peuple qui a fait et qui a souffert comme notre peuple, ne périra pas.

« Nous avons semé ; on récoltera un jour ; c'est à vous de conserver ce patrimoine à vos fils ; peut-être le moment est proche.

« Le nom de la garde civique de Venise brillera dans les annales de l'histoire. »

Plus tard, il y eut une émeute par rapport à la solde ; mais la présence d'esprit de Manin et celle du général Ulloa, homme très-distingué, surent conserver l'ordre et l'honneur de l'héroïque cité.

Le 24 août, la reddition de la place eut lieu. Les officiers napolitains étaient l'âme de la défense de cette place. La compagnie suisse, sous le commandement du capitaine Jean Debrunner, a bien rempli son devoir ; le gouvernement a nommé son commandant au grade de major, en reconnaissance de ses services.

Les événements récents doivent être un enseignement inévitable et fatal pour l'Italie, pour le monde civilisé ; les laisser se renouveler, serait un crime.

Rome et Venise sont les deux cités qui, en dernier lieu, ont sauvé l'honneur de l'Italie.

Le brave capitaine Jean De Brunner, commandant de la compagnie suisse, dit dans ses mémoires sur le siége de Venise, entre autres choses remarquables, que les volontaires italiens se plaignaient plus que toutes les autres troupes des fatigues du service, auxquelles ils se sont soustraits plus d'une fois d'une manière illicite. Au reste, on était péniblement affecté en rencontrant tant de jeunes gens robustes, à longue barbe, auxquels il aurait mieux convenu de prendre le fusil que de se promener dans les rues avec leurs bottes vernies, leurs

gants glacés, et ce *cigare à la bouche*, qui ne doit pas plus manquer à cette jeunesse dorée qu'aux mendiants sur ce beau sol d'Italie.

A Turin, j'ai fait la même remarque, comme partout; ces hommes sont-ils donc mûrs pour une liberté absolue? Quant à moi, je répondrai mille fois : *Non !*...

GÊNES.

Je me suis arrêté assez longtemps dans cette ville. Sa situation est magnifique; la vue de la promenade *Acquasola* est grandiose : vous avez à vos pieds la ville et la mer; le port est beau, toujours garni par des centaines de vaisseaux de toutes grandeurs et de toutes les nations du globe.

Les bains de mer y sont bien fréquentés ; ils font beaucoup de bien. La vie n'est pas chère à Gênes.

Les meilleurs hôtels de Gênes sont : *Les quatre Nations; la Croix de Malte,* sur le port, très-bien achalandé ; on y est très-bien, sous tous les rapports, *with English comports*, et à des prix modérés ; cet hôtel était tenu par Mme veuve Pernetti, dame française; maintenant il est tenu par Mmes ses filles, qui ont conservé la même honnêteté. L'hôtel *de la Ville* est bien achalandé ; on y est très-bien servi et à des prix raisonnables; il est tenu par Mme Schmitz, dame française. L'hôtel *Feder*, près du port, est très-bien achalandé; on y est moins bien et assez cher. A l'hôtel de la *Victoire*, on n'est pas mal ; mais il est éloigné.

Les meilleurs cafés sont : *Le Grand-Caire;* on y est parfaitement bien servi, et à des prix raisonnables; mais il est mal achalandé; on n'y voit pas clair pendant la journée; les cafés de Gênes sont des trous, et

cependant tout le monde s'y fourre, faute de mieux. Un nouveau café restaurant, *la Concordia,* rue Neuve, vient de s'ouvrir; celui-ci est d'un style grandiose, dans un des palais du marquis de Brignole-Sale; il y a une belle terrasse avec un jardin anglais, de grands salons bien décorés ; mais tout y est plus cher, et on y est mal servi. Les garçons se permettent de fumer dans ces beaux salons; la surveillance manque; il y reste beaucoup à désirer; le défaut de la race italienne se montre partout : elle n'a point d'ordre. On ferait de l'or dans ce bel établissement, s'il était bien tenu. C'est à peine si l'on en verrait un aussi beau à Paris. Malheureusement on n'a ni mœurs ni honte dans ce beau pays d'Italie. En entrant pour monter l'escalier qui conduit sur la terrasse, on a placé à droite et à gauche des urinoirs. Bien que ce soit un besoin naturel, il fallait choisir un endroit caché et convenable, pour que le monde ne défile pas devant vous, quand vous vous déchargez de ce que vous avez de trop ; mais c'est trop exiger dans ce pays, que de demander de la délicatesse, des convenances : on n'y connaît rien à cet égard.

Le plus grand vice en Italie, et surtout à Gênes, est qu'on fume partout, même dans le beau salon rouge du café de *la Concordia,* où les dames se trouvent ; mais ce qui est au moins aussi inconvenant, c'est que les filles publiques donnent des rendez-vous dans ce beau salon ; quant à moi, cela ne m'effarouchait pas : je me suis assez accoutumé à toutes les choses sales en Italie ; mais des dames honnêtes et de haut étage fréquentent cet établissement ; c'est donc à cause d'elles

que le cafetier devrait être plus rigoureux sous ce rapport. Je sais parfaitement bien que c'est prêcher au désert dans un pays où il n'y a pas de mœurs.

Un beau café était un besoin pour Gênes, où tout le monde fréquente ces établissements, même les dames, les prêtres, les matelots et les porte-faix.

Les restaurants de Gênes ne valent pas grand chose ; on n'y sait pas servir du tout.

La *Lega Italiana* est un des meilleurs, il est bien achalandé, au centre de la ville ; les prix y sont modérés, et on y est fort honnête.

Le café restaurant *l'Omnibus* est bien achalandé; tout y est bon et à bon marché.

Le restaurant du *Hussard*, près du café du Caire, est bien achalandé; le vin y est excellent ; mais la nourriture sort d'une mauvaise cuisine : elle sent le restaurant, et le restaurant sent la cuisine ; on y est malpropre, vice général dans ce beau pays d'Italie, mais tout y est à très-bon marché.

Le restaurant et café *Favre*, sur le port, est bien achalandé ; il est dans un beau local; c'est le seul endroit où l'on fasse du feu pendant l'hiver ; mais tout y est beaucoup plus cher que dans les autres établissements ; le café y est mauvais, le vin détestable; la nourriture est assez bonne, mais on y est mal servi ; on y est volé de toute manière, surtout les étrangers : on leur fait payer en sous de France ce que les autres ne paient qu'en *soldi* de Gênes ; c'est un cinquième de plus ; on y est malhonnête en même temps.

Gênes est au reste une ville des plus ennuyeuses

pour les étrangers, qui n'y séjournent pas longtemps. Ce n'est qu'une ville de commerce. Il y a encore moins de vie intellectuelle que dans les autres villes d'Italie. On s'ennuie à la mort dans ce beau pays; on s'accoutume au beau ciel et à tout ce qui est beau, tout aussi bien qu'on s'accoutume à voir ce qui n'est pas beau. D'ailleurs on n'est pas sociable en Italie, où l'instruction, l'éducation, qui font l'homme, manquent; il n'y a pas de vie à trouver pour l'esprit.

L'Italien croit toujours étouffer: il ne ferme ni porte ni fenêtres; en hiver, il est toujours enrhumé: il vit continuellement dans un courant d'air.

Grâce à sa manière de vivre, il a les dents pourries; il a une mauvaise haleine; il est malpropre; même beaucoup de femmes sont assez malheureuses pour souffrir de ces infirmités. Ils ne mangent que du doux; et beaucoup de *jeunes femmes* fument des cigares et prennent du tabac. Tout n'est que jouissance dans ce pays; et quelle jouissance! Ce n'est que l'instinct qui les guide tant bien que mal, surtout les femmes; le calcul dirige les hommes.

Une partie des dames de Gênes ont les traits trop forts; les hommes sont plus vains que les femmes: ils ne peuvent passer devant une glace sans s'arrêter et y regarder leur figure laide et délâbrée.

Les sentiments des femmes en Italie ne viennent pas du cœur: ils viennent de la passion des femmes pour les hommes proprement dite. Leur manière de vivre rend cette passion plus forte que partout ailleurs. Si les Italiennes avaient plus d'instruction et surtout une meil-

leure éducation, elles seraient des déesses; elles savent s'habiller bien avantageusement, surtout à Gênes. Les demoiselles conservent en Italie une certaine retenue; mais une fois mariées, elles suivent leurs penchants; elles trompent leurs maris, qui le méritent bien; car la femme en Italie se trouve encore placée dans une plus fâcheuse position que partout ailleurs.

On est vexé à Gênes par des milliers de mendiants, et par les gamins, plus canailles encore que partout ailleurs; ils encombrent les rues étroites. L'odeur du tabac vous incommode partout, car tout le monde fume dans ce beau pays. La police, destinée à maintenir l'ordre et la salubrité, y est pour ainsi dire nulle.

Les Italiens sont une nation de juifs, et pire encore, parce qu'on trouve des juifs qui ont plus d'entrailles que les Italiens. Ils se distinguent par une longue barbe, le chapeau toujours sur la tête, les mains dans les poches, le cigare à la bouche, un fichu de femme autour du cou, un grand manteau, qui leur donne un faux air d'Abelino le grand bandit.

Ils ont encore l'usage qu'ont les juifs de manger beaucoup d'ognons et d'ail, ce qui fait qu'ils exhalent une mauvaise haleine, parce qu'ils sont passablement sales en tout; ils prennent, en outre, beaucoup de tabac. L'esprit de forfanterie est dominant chez eux, ainsi que le calcul; ils ont à peu près tous le même type. Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait point d'exceptions; j'ai fait la connaissance de très-braves gens, de bons patriotes, qui tâchent de s'instruire, et qui conviennent eux-mêmes qu'ils sont encore dans l'enfance; mais

même les honnêtes gens et des hommes de lettres distingués ont encore les défauts de la race.

L'Italien n'est pas sociable ; il ne sait que chanter ; celui qui chante toujours ne pense pas. Les premières nécessités manquent sur ce beau sol d'Italie. En hiver on y gèle ; point de poêle, point de cheminée, ni dans les hôtels, ni dans les cafés, ni dans les restaurants. Seulement à l'heure du dîner on fait du feu dans les grands hôtels. On y souffre plus qu'en Sibérie à 30 degrés de froid, surtout à Gênes ; je penserai toute ma vie à l'hiver de 1849 à 1850 que j'y ai passé. Ni les portes, ni les fenêtres ne ferment bien ; on a encore la belle habitude de ne pas fermer les portes. A Gênes souffle pendant l'hiver un vent violent qui en rend le séjour fort désagréable ; on se refroidit à chaque instant, et encore quel malheur pour un étranger de tomber malade dans un tel pays, où on n'a rien du tout. On a froid dans son lit même : il faut mettre toute sa garde-robe sur soi.

Les Italiens sont en grande partie des cerveaux brûlés, des têtes mal organisées, des brouillons, en un mot ; leurs idées sont confuses. Le bon sens même leur fait défaut ; ce sont de grands hableurs, chanteurs, fumeurs, priseurs. Tout cela vient de leur mauvaise manière de vivre : ils ne dorment pas assez, ils se nourrissent mal, ils mangent peu de viande, mais beaucoup de macaroni de Naples et des choses douces, des confitures, beaucoup de fruits ; ils ne boivent que du mousseux, de l'eau gazeuse mêlée avec de la mousse de bière. Ils ont presque tous une mauvaise haleine. Cette nourriture ne leur donne ni force, ni humeur. D'ailleurs tous leurs légumes, leurs

fruits n'ont ni goût ni parfum ; tout est fade comme les hommes ; ils ne savent pas vivre sur ce beau sol d'Italie, quoique les habitants soient plus matériels que spirituels. Ils ne connaissent que la jouissance, bien entendu à leur manière. La populace en Italie est ce qu'il y a de plus vil au monde ; elle est très-nombreuse, surtout à Gênes.

L'Italie est le pays des calomnies par excellence. On y trouve les sbires en grand nombre, ces *Judas Iscariotes*. J'ai séjourné pendant deux ans sur ce beau sol d'Italie, où on s'ennuie à la mort ; vous y êtes au milieu de l'égoïsme, du calcul et des petitesses.

En Italie on entre sans gêne au restaurant, au café, avec ses maîtresses. Quand une Italienne a bien mangé et bien bu, vous pouvez faire ce que vous voulez avec elle. C'est une des principales raisons qui font que l'Italie fourmille de roués de toutes les nations, de femmes qui ont divorcé ou non, qui y vivent suivant leurs penchants. Sous ce rapport, il y a liberté absolue en Italie.

Chose incroyable ! le 9 février 1850, j'ai vu entrer au café du *Grand Caire* à Gênes, un prêtre, non pas seulement dans son costume ordinaire, mais dans celui avec lequel il dit la messe. Grand était l'étonnement du public; mais le prêtre prit tranquillement son café, et en emporta une tasse pour un autre.

Là où dominent les prêtres comme en Italie, tout est dans les ténèbres; on n'y a ni instruction, ni mœurs ; voilà un excellent instrument gouvernemental ?

Les Italiens s'accrochent aux portes avec leurs grands

manteaux, à cause de leur indolence. Quand ils prennent du café, ils sont forcés de tousser à chaque instant : ils sont trop avides ; ils ne savent ni boire ni manger avec décence. Il n'y a pas un second peuple qui ait tant de défauts, et qui dégoûte tant les étrangers.

En Italie les femmes sont plus patriotes que les hommes ; dans les autres pays, en général, les femmes sont aristocrates par leur nature ; elles n'aiment pas ce qui touche de loin au communisme. Une actrice à Milan, qui avait 20,000 fr. d'appointements par an, a jeté par sa croisée son piano sur les Autrichiens. On lui fit observer qu'elle perdrait une place lucrative par cette révolution, mais cela ne l'a pas guérie de sa haine contre *i Tedeschi*.

A Rome et à Venise les femmes se comportaient en héroïnes. Les dames ne fréquentent pas les sociétés où se trouvent des officiers français ou autrichiens. Elles ont toujours plus de tact et plus de caractère que les hommes, surtout en Italie, quoique leur éducation soit bien négligée.

Au nombre des désagréments de l'Italie, il faut mettre son climat ; jamais je ne souffris autant du froid, pas même dans la campagne de Russie en 1812, que durant l'hiver que j'y passai. Vous cherchez en vain à vous réchauffer. Dans les contrées du nord les maisons sont construites pour l'hiver, et sont pourvues de portes et de fenêtres qui ferment bien ; vous avez votre bon feu dans la chambre ; mais en Italie le froid est plus intense dans les maisons que dehors, parce qu'aucune porte ni aucune fenêtre ne ferme hermétiquement. Du feu, il n'en est pas question, il n'y en a point. Naples fait une

noble exception : le climat y est des plus doux, et vous y trouvez *en tout* plus de *comforts* que dans le reste de l'Italie, et encore à bon marché. Au reste, on s'ennuie beaucoup dans cette belle Italie, où il n'y a pas de vie intellectuelle ; les Italiens sont des hableurs, sans être sociables.

Mais le vide à souffrir me semble difficile,
Et je goûte bien moins la matière subtile.

Les Italiens sont un peuple sans nerf ; ce n'est pas le climat qui les a énervés, ce n'est que leur manière de vivre. Ils sont friands et ne mangent que ce qui est doux.

L'Italien en général n'est pas penseur, mais il est grand calculateur ; toutefois il n'est que cela ! il ne connaît pas du tout la marchandise ; c'est pourquoi des négociants français font beaucoup d'affaires en Italie ; cette contrée est l'idole des commis-voyageurs en vins ; ils y font les meilleures affaires ; ils y placent de mauvais vins à des prix fabuleux ; l'Italien ne connaît pas la qualité des vins, ni des eaux-de-vie (cognac et rhum) : dans toute l'Italie vous n'en trouvez pas de bons. Ce sont les commis-voyageurs, ces fins blagueurs, qui prônent tout en Italie et trouvent tout bien, par intérêt personnel !

FRANCE.

Lorsque Napoléon fut sur le point de partir pour la folle campagne de Russie, Regnault de Saint-Jean-d'Angely se rendit dans son cabinet, et ne lui cacha point combien les peuples étaient inquiets. « On attribue, lui » dit-il, à une ambition qui ne peut être satisfaite que » par la conquête du monde, la guerre que vous allez » recommencer. De grâce, dites-nous où il vous plaira » de vous arrêter : depuis longtemps il n'est plus ques» tion du Rhin et du Danube ; vous arrêterez-vous sur » la Vistule, la Dvina ou le Tanaïs ? Quand on saura les » bornes que vous vous imposez à vous-même, les in» quiétudes seront fixées. »

Napoléon, après un instant de silence, lui répond avec véhémence : « On veut savoir où nous allons !! où » je planterai de nouvelles colonnes d'Hercule !! Nous » allons achever l'Europe, et tomber ensuite comme des » brigands sur des brigands moins courageux que » nous, qui se sont rendus maîtres des Indes, et nous » en emparer !!! »

Regnault de Saint-Jean-d'Angely, sortant du cabinet de Napoléon, les larmes aux yeux, dit au Conseil d'Etat : « Le malheureux se perdra !! nous perdra nous» mêmes !! perdra tout !!! »

Ayant d'entreprendre la campagne de Russie, Napo-

léon aurait dû rétablir la Pologne et mettre Poniatowski sur le trône. C'était à cette époque surtout qu'il fallait se faire un rempart d'une nation rendue à la liberté, et qui en est si digne.

Mais Napoléon ne voulait relever le trône de la Pologne que pour placer encore une novelle couronne sur sa tête. Il ne réservait à Poniatowski que le rôle d'Eugène Beauharnais en Italie, que l'honneur d'être son vice-roi.

Napoléon est d'autant plus inexcusable de n'avoir pas relevé le trône de Pologne, qu'il reconnaît dans ses Mémoires qu'il ne fut dérangé dans ses plans sur la Pologne par aucune combinaison diplomatique, soit de la part de l'Autriche, soit de la part de la Prusse.

Moscou en flammes, il fallait l'évacuer après huit jours de repos nécessaire à l'armée, se remettre en marche, pour s'arrêter derrière la Dvina, et accomplir enfin les promesses de donner une patrie aux braves Polonais.

On aurait fait une glorieuse retraite; l'automne, magnifique jusqu'au 6 novembre, la favorisait. Napoléon ne daigna pas en profiter. Jamais imprévoyance plus insensée n'avait fourvoyé un vainqueur aveuglé sur sa fortune. A peine une partie de l'armée était-elle parvenue à Smolensk; elle se trouvait à peine sur les bords du Borysthène le 6 novembre, la veille du jour où l'élément glacial enveloppa toute l'armée.

Hommes et chevaux tombaient par milliers.

Le 5 décembre Napoléon quitta l'armée, et il arriva le 18 à Paris.

Après l'entrée des alliés en 1814 à Paris, l'empereur Alexandre donna des ordres pour évacuer Paris et prendre position à Meaux, l'empereur Napoléon s'approchant de Fontainebleau avec 50,000 hommes, qui, réunis aux corps de Marmont et de Mortier, pouvaient monter à 75,000 hommes : la force magique de Napoléon n'était pas encore détruite.

Le prince de Schwarzenberg se rendit chez l'empereur Alexandre, qui lui fit part de ses ordres concernant cette retraite. Schwarzenberg, stupéfait, lui dit alors qu'il était en pourparler avec le maréchal Marmont. « Ceci change la chose », dit Alexandre, et il retira l'ordre de retraite.

Les alliés reprirent de l'espoir, et Alexandre déclara alors officiellement qu'*il ne pourrait plus traiter avec Napoléon.*

Sans la trahison de Marmont, les alliés évacuaient la capitale, et une nouvelle bataille près de Paris aurait pu changer entièrement le sort de la campagne, car alors la garde nationale était réunie à l'armée pour défendre ses foyers déjà envahis, mais de nouveau abandonnés par l'ennemi.

L'Autriche garantit à Marmont ses dotations, et à ce prix il trahit sa patrie et son bienfaiteur. Ce maréchal est à Vienne, pour sa honte éternelle; il est en rapport non-seulement avec Metternich, mais il entretenait encore des relations avec Louis-Philippe, car il est notoire qu'en 1830 il trahit de même la branche aînée des Bourbons. Ce malheureux par son sybaritisme appartient toujours au plus offrant.

Avant la désastreuse bataille de Waterloo, Napoléon avait eu l'heureuse inspiration d'écarter ses vieux maréchaux, et de nommer de jeunes généraux, commandants des corps d'armée; mais ne l'osa-t-il pas? Cependant l'expérience a démontré, que si Gérard avait eu le commandement, au lieu de Grouchy, le sort de la campagne eût été différent; si au lieu de Ney, on avait eu un jeune général, qui certainement aurait mieux exécuté les ordres précis de l'Empereur, en occupant plus tôt *Quatre-Bras*, cela eût changé peut-être l'issue de la campagne.

Pendant la république et l'empire, la France avait de vieux soldats et de jeunes généraux ; vers la fin de l'empire elle avait de jeunes soldats et de vieux généraux, las de la guerre, ne désirant que jouir de leur fortune ; le militaire riche ne vaut plus rien. L'empereur Napoléon a fait trop riches ses maréchaux ; ceux qui ne le trahissaient pas l'abandonnaient sans scrupule.

Napoléon disait : « Les Français sont les plus braves » soldats que l'on connaisse ; mais ils ne savent pas se re- » tirer devant un ennemi victorieux. S'ils ont le moin- » dre échec, ils vous glissent dans la main.

« Le général, dit-il, est le tout d'une armée. » Il ajoute : « Ce n'est point l'armée romaine qui a soumis » la Gaule, mais César ; ce n'est pas l'armée carthagi- » noise qui faisait trembler la république, aux portes » de Rome, mais Annibal ; ce n'est pas l'armée macé- » donienne qui a été sur l'Indus, mais Alexandre ; ce » n'est pas l'armée française qui a porté la guerre sur

» le Wéser et sur l'Inn, mais Turenne; ce n'est pas » l'armée prussienne qui a défendu pendant sept ans la » Prusse contre les trois plus grandes puissances de » l'Europe, mais Fréderic-le-Grand. »

Le général est la tête, et non le tout de l'armée; ce sont les bras, les soldats, qui gagnent les batailles. Ce n'est point César seul, mais l'armée romaine commandée par César, qui a soumis la Gaule; ce n'est point Annibal seul, mais l'armée carthaginoise commandée par Annibal, qui faisait trembler la république aux portes de Rome; ce n'est point Alexandre seul, mais l'armée macédonienne commandée par Alexandre, qui a été sur l'Indus; ce n'est point Turenne seul, mais l'armée française commandée par Turenne, qui a porté la guerre sur le Wéser et sur l'Inn; ce n'est point le grand Fréderic seul, mais l'armée prussienne commandée par le grand Fréderic, qui a défendu pendant sept ans la Prusse contre les trois plus grandes puissances de l'Europe; ce n'est point, enfin, Bonaparte seul, mais ce sont les armées françaises commandées par Bonaparte, qui ont fait les belles campagnes d'Italie; ce sont les armées françaises commandées par l'enfant chéri de la victoire, qui ont tenu tête à toutes les puissances de l'Europe.

C'est aux drapeaux des armées que doivent être suspendus les insignes du triomphe.

Achille de Vaulabelle dit de la bataille de Waterloo: « Bien des fautes qui furent faites n'auraient pas eu lieu, si le prince de Neuchâtel (Berthier) eût occupé son ancienne place dans l'état-major impérial : son ab-

sence et la nomination du maréchal Soult furent une des fatalités qui pesèrent sur Napoléon dans la campagne de 1815. »

L'absence du prince de Neuchâtel fut une calamité pour Napoléon ; les ordres émanés du quartier-général portaient l'empreinte d'une hésitation et d'un vague dans les idées qui laissèrent dans l'incertitude les généraux. Si le maréchal Soult se trouvait en personne sur le champ de bataille du 18 juin, on peut dire que son esprit n'y était pas. On peut consulter à ce sujet un recueil sous le titre de *Revue de l'Empire*. Le prince Berthier s'est jeté par la fenêtre à Bamberg (Bavière), en apprenant que sa correspondance secrète était découverte.

Une autre fatalité, qui pesait sur l'Empereur, et qui était capitale, c'est que Murat n'était pas là pour enfoncer les carrés anglais. Napoléon disait à Sainte-Hélène : « Je l'eusse emmené à Waterloo (Murat) ; mais il y avait dans l'armée française tant de moralité et de patriotisme, qu'il est douteux qu'elle eût voulu supporter le dégoût qu'avait inspiré celui qu'elle disait avoir trahi, perdu la France. Je ne me crus pas assez puissant pour l'y maintenir ; et pourtant il nous eût valu peut-être la victoire. Jamais à la tête de la cavalerie on ne vit personne de plus déterminé, de plus brave, d'aussi brillant.... Deux fois en proie aux plus étranges vertiges, il fut la cause de nos malheurs : en 1814, en se déclarant contre la France ; en 1815, en se déclarant contre l'Autriche. »

Hors du champ de bataille, Murat était pusillanime,

faute de caractère; la force morale et l'éducation politique lui manquaient.

Le duc de Wellington disait lui-même qu'il n'avait jamais rien vu de plus admirable à la guerre que les charges réitérées des cuirassiers français sur ses troupes de toutes armes.

Le maréchal Grouchy rejoignit le 25 juin 1815, entre Laon et Soissons, le reste de l'armée, et, sur le refus de Soult déjà acquis aux Bourbons, il prit le commandement en chef. Des bruits peu rassurants, fondés sur sa conduite pendant la bataille de Waterloo, circulaient à son égard.

L'Empereur, en 1815, ne voulait pas abandonner les provinces les plus patriotiques de la France, et par-là il se priva de cinquante mille hommes de vieilles troupes; il fallait, l'offensive manquée, faire reculer tous les corps d'armée jusque sous les murs de Paris, notamment l'armée du Rhin sous les ordres de Rapp; le colonel du génie Goll lui donna ce conseil, mais Rapp préféra s'enfermer à Strasbourg. Le corps de Lecourbe et celui de Lamarque réunis aux débris de Waterloo auraient présenté à l'ennemi une formidable force, capable de tenir tête à Wellington et à Blucher qui s'aventuraient avec cent mille hommes vers Paris. Mais outre cela l'Empereur ne devait revenir à Paris qu'à la tête de l'armée, pour imposer aux Chambres, ainsi qu'aux traitres, qui l'avaient déjà vendu; Fouché l'a livré aux Anglais.

L'Empereur disait bien à ses généraux, en quittant l'armée : « Vous me faites faire une sottise. » Il n'a-

gissait donc plus dans les grands moments d'après ses propres idées?

Et cependant, pour sauver la patrie, il fallait faire un coup d'état, se déclarer dictateur, quoiqu'un coup d'état soit le crime du pouvoir !... Le peuple et l'armée étaient à lui de corps et d'âme; une victoire sous les murs de Paris faisait oublier la honteuse capitulation de Paris en 1814 !!

Enfin, qu'attend la nation française après sa belle révolution de juillet? Rien autre que ce que l'on a promis en proclamant la meilleure des républiques? Ensuite, des élections générales, car 200 mille électeurs ne sauront représenter en vérité 35 millions d'âmes.

Puis, un gouvernement à bon marché!

La diminution de l'impôt indirect qui grève les citoyens les moins aisés, et la diminution graduelle de l'octroi des villes.

La sureté de la France exige aussi en premier lieu la formation des gardes nationaux en trois bans, comme l'Empereur en avait conçu le projet avant la campagne de Russie. Le premier ban défendra l'extrême frontière; le second ban défendra la frontière de son département; enfin le troisième ban défendra le chef-lieu de ce même département, et pour ainsi dire ses foyers.

La formation d'une forte réserve de l'armée n'est pas moins nécessaire. Il faut montrer au peuple qu'on le défendra à outrance à la frontière, et qu'on ne laissera pas faire par l'ennemi une pointe jusqu'aux fortifications de Paris, en lui livrant la moitié du pays.

Il est évident que quiconque sera maitre de ces formidables travaux, deviendra maitre absolu du cœur du royaume.

La citadelle de Varsovie et les murs de Paris sont la même chose, et l'on peut dire que les deux font la paire, si ce n'est que l'une a été élevée par un autocrate pour achever la soumission du peuple polonais, tandis que les autres ont été construits par le peuple français.

Les conséquences réelles des fortifications de Paris ne sont encore prévues que très-imparfaitement, soit pour la guerre, soit pour la paix. En les considérant au point de vue militaire seulement, l'opinion dominante des principales autorités stratégiques, tant en France qu'à l'étranger, leur est défavorable. A tort ou à raison, elles ont été plutôt approuvées que blâmées par les puissances absolues de l'Europe, pour des motifs qu'il répugne de signaler.

Les Français apprendront à connaitre l'importance réelle de ces fortifications comme instrument de gouvernement, avant d'en avoir essayé comme moyen de défense nationale!

Napoléon avait un million de soldats sur pied; il y avait alors 30,000 légionnaires; sous la restauration il y en avait 40 mille; sous Louis-Philippe leur nombre était près de dépasser 50 mille. Certainement cette belle institution de la Légion d'Honneur, qui réunissait l'honneur et l'argent, ne gagne guère en considération par des nominations en masse comme il en a été fait.

L'auguste fondateur de cet ordre connaissait le cœur

humain à fond. En réunissant les deux aimants, l'honneur et l'argent, quels prodiges n'a-t-il pas opérés? On a depuis peu rétabli sur l'étoile de la légion d'honneur l'effigie de Napoléon son fondateur, et on a bien fait.

Le gouvernement de Louis-Philippe a pour lui la gloire d'avoir fait chercher par le prince de Joinville les cendres de l'Empereur. En outre, ce gouvernement a eu le bon sens d'adopter la gloire de la république et de l'empire ; il en a vécu longtemps.

Ce que Napoléon seul aurait pu, aurait dû faire, il ne l'a pas fait!... et peut-être faudra-t-il plusieurs siècles pour produire, dans les mêmes circonstances où la fortune l'avait placé, un homme réunissant d'aussi vastes moyens, et qui sache mieux en profiter.

Une petite île de la Méditerranée pour berceau, une autre île perdue au milieu de l'Océan pour tombeau, voilà en deux mots le point de départ et le point d'arrivée de Napoléon. Comme le soleil, il devait se lever et s'éteindre au sein des mers, après avoir éclairé le monde et fait germer chez tous les peuples des sentiments de liberté. Le drapeau de la France, symbole de l'émancipation des nations, s'est dressé en Europe, en Amérique, en Asie, en Afrique, comme autrefois la croix du Rédempteur, pour annoncer aux nations les nouvelles destinées de l'humanité.

Chaque coup de canon tiré par la république et par l'empire contre les vieilles dynasties féodales de l'Europe, était pour ainsi dire l'explosion d'une idée nouvelle.

Dans les trois journées de Ligny, de Quatre-Bras, de Mont-Saint-Jean, on commit cinq fautes capitales. Na-

poléon n'avait plus la même confiance dans son génie, dans son étoile, dans sa force. Il a été vaincu ; il comprend qu'il peut l'être encore. Les préoccupations du politique nuisaient au général. Il connait le vice de sa situation en Europe, où il n'a que des ennemis, en France, où il n'a pas retrouvé cette obéissance absolue à laquelle il avait habitué le pays. Il sait qu'une victoire ne le sauve pas, et qu'un échec le perd. Il n'a plus alors du champ devant lui, comme à son retour d'Egypte. A son retour de l'ile d'Elbe au contraire, au lieu de trouver la carrière ouverte à son génie, il l'a trouvée fermée derrière lui ; il est au bout de la carrière que la Providence lui avait fait parcourir. Il y a entre ces deux positions la même différence qu'entre un rôle qui finit et un rôle qui commence, entre le passé et l'avenir. Son retour d'Egypte sauvait la France en péril, son retour de l'île d'Elbe met en péril la France. Napoléon se montre préoccupé surtout, dans la journée de Waterloo, de la crainte d'engager sa garde. La présence de la garde donnait à Napoléon sur le champ de bataille une valeur morale immense qui produisait un grand effet sur toute son armée. La garde jouait dans son système le même rôle que la réserve métallique de la banque dans le système financier. Elle créait par sa présence des valeurs de crédit, parce qu'elle électrisait les troupes nouvelles et qu'elle inquiétait l'ennemi. Ce fut sans doute cette considération qui empêcha l'Empereur d'engager plus tôt la vieille garde à Waterloo. Cette hésitation nuisit sans doute à la journée. Il savait que cette armée était sa dernière espérance ; ce qu'il avait vu en France

depuis son arrivée de l'île d'Elbe ne lui permettait pas d'espérer une levée en masse de la nation; il connaissait le personnel de la Chambre des Cent-Jours: il n'ignorait pas que le gouvernement lui échapperait, s'il n'avait plus d'armée. Il ménageait donc sa garde comme un joueur ménage sa dernière pièce d'or; c'était le pivot autour duquel devaient se reformer les troupes nouvelles après une victoire, car la guerre n'aurait pas fini à Waterloo, si Napoléon eût été vainqueur. La bataille de Waterloo fut perdue; le courage des troupes (et il fut admirable) n'y pouvait rien. L'Empire était politiquement fini; tout le monde le sentait, l'Empereur lui-même semblait en avoir la conscience, et ses distractions et sa torpeur pendant la bataille s'expliquent peut-être ainsi. La désastreuse bataille de Waterloo fut le contre-coup militaire de la situation politique; ce ne fut pas la cause, ce fut la date de la chute de l'Empereur, date écrite avec des flots de sang français.

C'est Napoléon qui commandait à Waterloo; ce sont ses meilleurs lieutenants qui conduisent les corps d'armée, Soult, Ney, Grouchy. Les troupes sont admirables; c'est la garde impériale qui est engagée. Napoléon n'a plus la même activité, la même présence d'esprit, la même perspicacité. Ney, Soult, Grouchy, ne montrent point leur intelligence et leur ardeur ordinaires.

On lit dans le *Dictionnaire de la Conversation,* Tome 49, au sujet du maréchal Soult, major-général à Waterloo :

« Il s'agit de l'ordre donné au maréchal Grouchy de

» marcher sur Saint-Lambert. Il est indubitable que si » cet ordre, signé à une heure et demie après midi, fût » arrivé vers les quatre heures, comme il était possible, » le maréchal Grouchy aurait pu arriver à la chapelle » Saint-Lambert assez à temps pour y arrêter les Prus- » siens, et la victoire aurait passé dans nos rangs à » Waterloo ; ce retard fut le plus grand service qu'aient » pu recevoir les ennemis de la France. Trois ans banni » hors de France, à son retour, Soult eut une gratifica- » tion de 200,000 fr. sur la liste civile. »

Cet article est écrit par le général Guillaume de Vaudoncourt.

Comme on connaît peu ce qui a fait perdre la bataille de Waterloo, le lecteur en jugera d'après ce document important.

Le 20 mars 1815, Louis XVIII, roi de France, déclara qu'à soixante ans il ne peut mieux terminer sa carrière qu'en mourant pour la défense de son peuple.... et il fuit à Gand ! S'il eût tenu parole, la légitimité pouvait encore durer un siècle; mais les destinées futures de la race humaine eussent été entravées par l'accomplissement de la résolution de l'auteur de la Charte. Bonaparte accourut au secours de l'avenir. Napoléon rompant son ban, jetant ses fers au visage des rois, vint seul de Cannes à Paris, coucher paisiblement aux Tuileries.

Au commencement de la carrière de Napoléon, les vieilles moustaches plaisantent sur le menton imberbe du nouveau général en chef. Augereau, particulièrement, s'irrite d'obéir à un débutant. Mais la campagne s'ouvre, et l'on ne tarde pas à sentir la main qui dirige les

opérations. Le canon gronde, les feux de file et de peloton font un vacarme à réveiller les morts; à travers un épais nuage de fumée, on voit passer des escadrons entiers au galop, des Autrichiens en déroute, des drapeaux, des forêts de baïonnettes. Cela veut dire Millesimo, Mondovi et Lodi, Castiglione, Rivoli, capitulation de Mantoue, armistice, traité de Campo-Formio.

En 1796, on ne combattait que pour la patrie et pour la liberté. C'est en leur nom que le héros de vingt-six ans accomplit ces prodiges devant lesquels pâlit l'antiquité elle-même. Il s'ignorait encore, et si quelqu'un lui eût dit alors qu'un jour il foulerait aux pieds ces principes qu'il proclamait à la face du monde, il aurait repoussé avec indignation cet horrible soupçon.

Ce n'est pas Louis XIV seul qui a vieilli, qui s'est trouvé faible à la fin de son règne: c'est le pouvoir absolu tout entier. La monarchie pure était aussi usée en 1712 que le monarque lui-même. Et le mal était d'autant plus grave que Louis XIV avait aboli les mœurs aussi bien que les institutions politiques. Il n'y a pas de mœurs politiques sans indépendance. Celui-là seul qui se sent fort par lui-même, est toujours capable soit de servir le pouvoir, soit de le combattre. Les caractères énergiques disparaissent avec les situations indépendantes, et la fierté des âmes naît de la sécurité des droits.

Napoléon aurait pu être le Washington de l'Europe; il aima mieux étouffer la liberté, égorger sa mère la République, se faire le gendre de l'empereur d'Autriche.

Il aurait pu poser la nouvelle base sociale du genre

humain, s'il avait eu autant de générosité que de génie et de bravoure; en niant le principe qui l'a élevé sur le pavois, il a miné lui-même sa puissance. Il a renversé les trônes pour y mettre ses frères peu capables et mal disciplinés; il reconnut sa faute quand il était trop tard.

Napoléon remplaça encore une fois les Bourbons, et, après un nouveau règne de cent jours, dernière lueur jetée par le météore avant de disparaître, il alla s'éteindre à Waterloo.

Qui a repris le trône de France en 1814? L'exilé de Hartwell. Qui a régné après 1830? Le proscrit de Reichenau, redevenu depuis le banni de Claremont. Qui gouverne en ce moment? Le prisonnier de Ham. Ah! que ceci instruise celui qui a besoin de connaître les signes des temps! Nous sommes une génération prédestinée; nous touchons à une crise décisive, et nous avons à remplir de bien plus grands et plus effrayants devoirs que nos pères. Nos pères n'avaient que la France ou leur pays respectif à sauver, nous avons à sauver l'humanité et l'Europe. Les dangers en France sont au dedans; ils sont aussi au dehors. Tout présage un prochain ébranlement de l'Europe.

Louis-Napoléon Bonaparte s'est suicidé à Rome. Il est évident que l'exil et la prison l'ont énervé; l'idole du malheur n'a pas élevé son âme; il n'est pas de cette trempe forte que la situation actuelle exige. Le Président a des moments où il veut faire croire au monde qu'il n'était que l'homme de la transition, pour laisser à son successeur la France *tranquille et honorée*. Quel aveugle-

ment! Il succombera. Peuples, garde à vous! Les rois pensent refaire la carte de l'Europe; mais ils ne pensent pas rétablir les nationalités, mille fois non! Ils vont vous accoupler comme on accouple l'espèce canine. Cette fois-ci, vous les surprendrez en flagrant délit de trahison, la main dans le sac, contre les peuples. Le petit neveu du grand oncle joue gros jeu en prêtant main-forte aux rois coalisés, aux bourreaux des peuples, contre le principe qui l'a élevé par plus de cinq millions de voix sur le siége présidentiel.

C'est la foudre qui gronde, l'éclair qui brille, devant le siècle qui s'ébranle, l'humanité qui s'avance, la liberté qui s'élève; c'est la guerre qui commence contre le suffrage universel et contre la république. C'est l'alliance des rois avec les deux dynasties des Bourbons qui s'annonce. Le coup de pistolet tiré le 22 mai 1850 par *Sefeloge, ancien sous-officier d'artillerie* de la garde prussienne, sur le grand hableur couronné, Frédéric-Guillaume IV, à la gare du chemin de fer de Potsdam, la blessure au bras royal va hâter l'ébranlement des Cosaques du caporal en colère. Les différentes factions royalistes en France attendent Nicolas avec impatience; qu'il vienne, qu'il suive ses destinées! Sa Majesté prussienne l'a échappé belle encore une fois; mais elle sera persuadée désormais qu'on lui en veut, ainsi qu'à bien d'autres de sa race. — Que le grand peuple français ne descende pas dans la rue pour vider ses griefs par les armes; qu'il persévère dans la voie légale, qu'il souffre, qu'il prenne patience; au mois de mai 1852, il sera sûr de son fait, et le monde entier en profitera; l'heure su-

prême pour l'humanité sonnera malgré toutes les coalitions des rois et des aristocrates de l'Europe.

Aucun pouvoir en France n'est inviolable, puisque le sceptre héréditaire est tombé quatre fois depuis trente-huit années; puisque le bandeau royal, attaché par la victoire, s'est dénoué deux fois de la tête de Napoléon; puisque la souveraineté de Juillet a été incessamment assaillie; il faut en conclure que ce n'est pas la république qui est impossible, mais la monarchie.

La France est sous la domination d'une idée hostile au trône: un diadème, dont on reconnaît d'abord l'autorité, et puis que l'on foule aux pieds, que l'on reprend ensuite pour le fouler aux pieds de nouveau, n'est qu'une inutile tentation et un symbole de désordre........

Le parti démocratique est seul en progrès, parce qu'il marche vers le monde futur.

La démocratie européenne a vaincu la monarchie française en 1814. La démocratie nouvelle a perdu sa première bataille, faute d'avoir mis de l'ensemble dans ses actes; car l'intervention monarchique n'est possible qu'autant que les insurrections sont successives et isolées; que les démocrates se lèvent tous à la fois, et chaque dynastie sera engagée chez elle dans un terrible combat, sans pouvoir envoyer de secours à ses alliés. Tous les éléments d'une nouvelle révolution existent; il ne reste qu'à les organiser. Au droit monarchique, opposons donc le droit républicain; à la solidarité des rois, opposons enfin la solidarité des peuples. Nos principes sont basés sur la nature même des choses, sur les lois immuables du monde politique et social. Chaque race, à qui la Providence a confié

une sainte mission, veut aujourd'hui se constituer en nation ; proclamons donc l'inviolabilité du droit des nations.

Ni M. de Lamartine, ni le général Cavaignac, ni Louis-Napoléon n'ont voulu s'appuyer au dehors sur les partis démocratiques des différents peuples.

Louis-Napoléon, arrivé au pouvoir le 20 décembre 1848, a trouvé la politique naturelle de la révolution de février déjà compromise, déjà déviée de son sens logique.

Le manifeste de Lamartine, très-convenable comme œuvre de sentiment, était devenu le jouet des vents, par défaut d'action, de résolution, d'initiative énergique.

Si M. de Lamartine avait envoyé une division française à Venise, il eût assuré l'affranchissement de l'Italie, le triomphe de la démocratie à Vienne, et plus tard l'indépendance de la Hongrie et des pays slaves du Sud.

Cavaignac subit la honte d'avoir laissé égorger l'Italie.

Louis-Napoléon, parce qu'il était le neveu du grand oncle, aurait pu facilement réparer les fautes commises, et faire tourner en faveur des peuples les dernières chances de la lutte engagée en Hongrie et en Italie, à Vienne, à Berlin, à Milan, à Rome. Mais le neveu *du grand oncle* a mal compris la signification de cette acclamation populaire. Il n'a eu ni l'intelligence, ni la hardiesse de revenir au 24 février, pour réparer la faiblesse de ses devanciers. Tout au contraire, il prête son concours à la

réaction européenne, sans penser aux vraies causes de la chûte de son grand oncle: c'est qu'il a renié le principe de son élévation....

Les puissances coalisées de l'Europe adoptent *comme pis-aller* Napoléon Bonaparte; ce nom plaqué sur un homme dont les qualités et la pensée n'ont rien de conquérant, se change forcément pour les empereurs d'Autriche et de Russie en un nom dynastique. Restaurateurs de l'ordre, ils voient en lui une sûreté pour leurs trônes ébranlés. Plus tard, ils aviseront!...

On commence déjà à déclarer la guerre au suffrage universel. Mais on ne sait donc pas qu'on attaque par-là indirectement l'élection du Président de la République? Par qui a-t-il eu près de six millions de voix? Par le peuple! Les hautes classes et une partie des bourgeois ont donné leurs voix à Cavaignac, à cette illustre épée d'Afrique.

Les diverses phases de l'histoire de la France ont mis à portée de voir le caractère national sous tous les aspects. Voici l'axiôme: c'est que quiconque va au combat avec le cœur flétri et la mine décrépite, est sûr d'être battu; tandis qu'au contraire celui qui se met en avant la tête haute et le front serein, en criant: Suivez-moi, camarades, et la victoire est à nous! n'est sans doute pas sûr de ne pas tomber sous le feu de l'ennemi, mais il est à peu près certain de faire triompher son drapeau par le courage qu'il aura inspiré à sa troupe. Les Français bravent la mort avec joie et gaîté, quand ils comptent sur la victoire; mais personne ne veut être tué pour une chance de défaite.

La nation française a deux points à prendre en sérieuse considération :

Le premier est de savoir si la France veut conserver la République? Le voyage du Président donne une réponse affirmative.

Le second est de savoir si les armées coalisées de l'Europe attaqueront la République française. La réponse est que *oui;* mais non pas immédiatement, en *temps opportun,* quand les gouvernements se croiront assez forts.

Qu'a donc à faire la République, si elle veut se conserver et s'affermir? Prendre l'initiative, tendre la main aux peuples ; alors une *grande* et *seule révolution* va éclater dans toute l'Europe ; tous les trônes s'écrouleront, et leurs anciens défenseurs, les armées, se rangeront du côté de la sainte cause des peuples.

Qu'a à faire la France pour atteindre ce but aussi grand que glorieux ? Elle doit se lever en masse, marcher en avant, la tête haute, drapeau déployé; les partis qui divisent aujourd'hui ce grand peuple, s'effaceront. Gagnons la première bataille, et l'humanité sera sauvée !

Les insurrections partielles ne sont que des jeux d'enfants ; il faut une révolution générale de l'Europe ; il faut brûler même les capitales qu'on a fortifiées plus ou moins contre le peuple ; l'intérêt général exige cette destruction.

Croire que la démocratie européenne est anéantie, serait folie. Elle est battue, *oui;* découragée, *non*. Tant que la France ne sera pas assise autrement, tant que la République se soutiendra, les faiseurs de révolutions n'abdiqueront pas.

Il parait que les cabinets européens commencent à se détacher du comte de Chambord ; ils doutent, avec raison, que ce prince, aux pieds duquel on est allé se prosterner dernièrement à Wiesbaden, ait la main assez ferme pour réprimer l'anarchie qui désole la France et expose l'Europe à des dangers continuels. Je soutiens que, s'il montait un jour sur le trône de France, il ne s'y maintiendrait pas longtemps.

La peur est, dans ces tristes temps, l'ignoble déesse à laquelle le monde est voué.

Oui, en effet, une faute grave a été commise en 1830 : celle de ne pas consacrer le principe de l'inviolabilité royale par un grand exemple qui montrât que la responsabilité ministérielle n'était pas une fiction.

Tous les partis ont de mauvais souvenirs attachés à leurs noms ; tous sont intéressés à l'oubli, qui est le premier gage de la réconciliation.

Les Jésuites lèvent la tête partout aujourd'hui ; ils menacent de s'emparer de nos enfants, pour en faire des hypocrites et des esclaves. Les Jésuites sont plus dangereux que les Cosaques, car les Cosaques seront un jour républicains, et les Jésuites ne le seront jamais !

La loi d'ignorance votée pour l'instruction, couronnera les œuvres des quatre ans de présidence du neveu de l'oncle. Je pense que cette loi, *indigne du 19e siècle*, restera une lettre morte, et qu'on en adoptera une autre qui sera propre au développement complet des facultés de la jeunesse de toute condition, une loi qui consacrera une fois pour toutes l'instruction primaire gratuite et obligatoire, comme le digne Carnot (fils de l'or-

ganisateur de quatorze armées) l'avait proposé. Mais, malheureusement, la solution d'un tel problème par des aveugles est aussi difficile que de trouver *la quadrature du cercle*. Un professeur de Florence a donné, dans le temps, des leçons de mathématiques à un proscrit ; mais il m'a assuré que cette *quadrature du cercle* ne voulait pas entrer dans sa tête. Pour être juste, il faut ajouter que ce personnage a grandi depuis, et qu'à l'époque indiquée il était épris d'une femme d'une réputation équivoque : il voulait même l'épouser. Ce même personnage demandait en mariage, à Londres, une Anglaise de haut parage, mais il a essuyé un refus des parents. Il savait fort bien que les petits cadeaux entretiennent l'amitié ; il en a fait, et des plus beaux, à la sœur (mariée à un lord anglais) de l'objet de son affection. Mais il en fut pour ses frais ; à cette époque, il n'était pas encore si haut placé. Réponse à ceux qui ne peuvent comprendre qu'il ne se marie pas.

O Français, songez avant tout, songez exclusivement à la Pologne. Vous n'êtes point des soldats vulgaires, pour vous livrer ainsi à tous les caprices de votre humeur belliqueuse. Vos bras, vos glaives ne vous appartiennent point ; vous avez à combattre une autre barbarie que la barbarie africaine. Réservez-vous tout entiers pour votre patrie, car vos jours sont plus précieux que ceux des autres : vous portez dans vos veines le sang d'un peuple et dans votre âme la vie d'un empire !

La conspiration des deux lignes des Bourbons est flagrante ; un changement de ministère et de système viendra trop tard. Les grandes puissances sont d'accord avec

les conspirateurs royaux. Le général Changarnier, gagné ou non gagné par cette faction de Waterloo, pour jouer le rôle de Monck, sera nommé dictateur, *à cause de l'armée*, et on proclamera tout bonnement, pour ne plus avoir de révolution, Henri V, *Dieudonné*, roi de France et de Navarre. Peut-être ! Pour stimuler l'*amour-propre des Français*, on cèdera à la France une partie de sa frontière naturelle : la Belgique, la Savoie, mais difficilement la frontière du Rhin. Quant au Piémont, c'est l'Autriche qui s'en accommodera, pour deux raisons : la première est que la constitution assez libérale de ce pays la gêne ; la seconde, c'est qu'ainsi sa frontière sera mieux appuyée. Son agrandissement se tournera ensuite vers les provinces du Danube.

La besogne est rude. Bien des travailleurs peuvent être broyés sous les pieds de ces masses qui résistent encore par la seule force de leur pesante inertie ; beaucoup peuvent être frappés de mort par les miasmes empestés qu'exhalent en se décomposant toutes les mauvaises choses du passé. Voilà les derniers dangers qui nous menacent ; voilà pourquoi l'œuvre de l'avenir paraît encore hérissée d'obstacles ; pourquoi l'aube est voilée de ténèbres ; pourquoi des prédictions sinistres signalent, et de tristes appréhensions accueillent cette année 1852 qui doit inaugurer la grande transformation. Pauvre année nouvelle ! sa devancière lui lègue un triste héritage, héritage de deuil et de larmes, de sang et de mort. La Hongrie expirante sur le gibet autrichien, l'Italie bâtonnée par le Croate,

tournent vers elle leurs mains enchaînées, leur front meurtri, leurs paupières saignantes, et lui crient : *Délivre-nous!* L'Irlande affamée lui demande du pain ; la Pologne écartelée lui demande justice ; l'Allemagne frémissante l'appelle à son aide pour secouer ses mille tyrans, et la France traînant au pied le boulet de sa dernière victoire, la France, levant au ciel ses bras teints d'un sang fraternel, lui crie : Réhabilite-moi !

Exaucera-t-elle ces vœux ? Espérons-le ! mais sachons nous aider, pour que le ciel nous aide.

Aux armes ! Courons aux frontières,
Mettons aux bouts de nos fusils
Falloux, Faucher, Barrot, Passy,
Les Changarnier, les Radetzky !
Les peuples sont pour nous des frères,
Et les tyrans des ennemis.

Quoi que vous fassiez, réactionnaires, l'avenir est au socialisme. Il arrivera par le suffrage universel, ou, si vous tentez de briser cet instrument pacifique de l'émancipation et du progrès, comme les exaltés en montrent déjà le désir, alors il arrivera par la force. Des représailles seront prises, et toutes les voix seraient impuissantes à l'étouffer ! Caussidière, préfet de police, disait après les premiers jours qui suivirent la révolution de février : « Si nous écoutions les dénonciations qui nous arrivent, la moitié de Paris ferait emprisonner l'autre moitié. »

Le capital et le travail ! voilà le plus brûlant, le plus

irritant des dualismes qui divisent les esprits, dans les circonstances révolutionnaires où nous nous trouvons.

Ce dualisme prend aujourd'hui un caractère de guerre sociale, comme le dualisme de l'esprit et de la matière, du spirituel et du temporel a engendré autrefois des guerres religieuses, comme l'antagonisme de la liberté et du pouvoir a causé nos révolutions politiques.

Il en est ainsi parce que la bourgeoisie oublie l'histoire de sa propre émancipation, et imite à l'égard des prolétaires, l'aveugle et fatale conduite dont la noblesse et le clergé ont usé envers elle. On veut la République démocratique, une et indivisible, avec toutes ses conséquences sociales, celle que les hommes courageux ont fondée sur les ruines d'une monarchie tombée dans le mépris et dans la boue. Aujourd'hui la République et la Monarchie sont en présence.

La République française n'aurait jamais dû intervenir contre Rome sa sœur, non pas parce que les Italiens en général méritent d'être libres, mais à cause du principe, de sa propre dignité, quoique les Romains méritent une exception parmi les autres Italiens. Les gouvernements étrangers, ainsi que des individus étrangers, ont grandement tort de venir en aide à un tel peuple, qui n'est pas seulement très en arrière en tout, mais qui, malgré sa grande ignorance, est jaloux au plus haut degré des étrangers, qu'il hait sans exception aucune. Quel peuple aveugle ! Il a vu qu'il n'est capable de rien, et que sans des évènements du dehors, sans intervention étrangère, il ne deviendra jamais li-

bre par lui-même. Ce n'est que l'Autriche qui peut le gouverner, et elle aura à la fin toute l'Italie, et non des princes italiens, qui ont les défauts de la race. Les Italiens ne savent rien faire que des carricatures, quoiqu'on pût en faire de plus fortes, et à plus forte raison, sur eux. Radetzky, qui les connaît à fond, a dit: Je n'en ferai qu'une! On était, à l'armistice du 9 août 1848, pour ainsi dire, à ses genoux.

L'amélioration morale et physique des classes laborieuses est de rigueur. Elle accomplira la grande et belle mission d'éteindre l'humiliante charité légale. Plus d'aumône! cicatrisez la plaie hideuse du paupérisme, et élevez par la pratique de la morale les classes laborieuses au rang que le Créateur leur a départi.

Si les gouvernements continuent à croiser les bras, sans rien faire pour les masses, le socialisme gagnera certainement du terrain, et il pourrait tendre la main au communisme. Dans beaucoup de départements de la France, les paysans ne rêvent que le partage des biens.

Que ceux qui sont destinés a gouverner, s'impriment bien dans la tête, que si l'amour du peuple est facile à conquérir, il est plus facile encore de le perdre.

L'exil, c'est un martyre continuel, c'est la mort, mais non la mort glorieuse, brillante pour la patrie, ni la mort de ceux qui s'éteignent doucement au sein du foyer domestique; cette mort, c'est la consomption longue, hideuse, qui mène sourdement dans un tombeau au milieu d'un désert. Louis-Napoléon Bonaparte, président

de la République jusqu'au *14 mai 1852*, en sait quelque chose.

Louis-Napoléon Bonaparte a adressé aux réfugiés polonais, sous la date d'Arenenberg le 17 août 1833, les mots suivants :

« Moi aussi, banni de ma patrie, je gémis souvent sur la loi d'exil qui frappe ma famille ; mais, cependant, lorsqu'on voit qu'aujourd'hui tout ce qui a l'âme noble est chassé de la terre natale par le pouvoir, alors on est fier d'être dans les rangs des opprimés et des proscrits. »

Vous mettez un jésuite partout où vous ne pouvez pas mettre un gendarme ; vous avez bâillonné Rome ; vous voulez maintenant bâillonner la France ; mais c'est une œuvre malaisée !

Le Gouvernement de la République française a fait rayer du programme de l'instruction publique le chant et la gymnastique. Nous en sommes fâchés pour ceux qui trouveraient notre indignation puérile, mais quand on veut interdire aux enfants du peuple la connaissance de cette harmonie musicale qui développe la sensibilité, qui élève l'âme, quand on trouve superflue la gymnastique, qui n'est pas moins essentielle à la santé que la force physique, il est impossible qu'on ne se dise pas au fond de l'âme : qu'on est ennemi de l'humanité.

Le salaire de Washington, président des Etats-Unis, fixé par la loi, se montait à 25,000 dollars (125,000 fr.) par an. Avec l'économie la plus sévère, ses dépenses dépassaient ordinairement ces limites, et il était obligé,

comme de raison, de prendre sur sa fortune pour combler le déficit.

Bonaparte, premier Consul, ne touchait que 500,000 francs par an ; il n'était pas logé aux frais de la République au commencement : il logeait rue de la Victoire n° 44, alors rue Chantereine.

L'ex-prisonnier de Ham, président de la République pour quatre ans, *non rééligible* après le 14 mai 1852, touchait d'après la loi 600,000 fr. par an ; il demanda une augmentation, sous le titre de frais de représentation ; on lui accorda encore 600,000 fr. par an. Maintenant on réclame encore 2,400,000 fr. par an, de manière que le président toucherait 3,600,000 fr. par an ; par mois 300,000 fr. ; par jour 10,000 fr.; et il est de plus convenablement logé *en garni* à l'Elysée national.

Washington, *fondateur de la République des États-Unis*, a servi son pays pendant 45 ans ; Louis-Napoléon le sert depuis trois ans. Dans quel moment demande-t-il une augmentation exagérée? le lendemain du jour où il a dépouillé près de quatre millions d'électeurs, qui l'ont mis sur le siége présidentiel.

Washington laissait à ses héritiers les Etats-Unis bien florissants. Qu'est-ce que laissera Louis-Napoléon Bonaparte à ses héritiers le 14 mai 1852 ??? Il est plus que probable qu'il ajoutera encore quelques faiblesses et quelques actions honteuses à la destruction de la République romaine et à la suppression du suffrage universel !!! On n'acceptera probablement cet héritage que sous bénéfice d'inventaire.

Le duc de Wellington est le plus grand général que les guerres modernes aient produit. Malgré la vivacité de son esprit, il est bien réfléchi, de manière qu'on le trouve grand dans toutes les situations. Il réunit les vastes conceptions de Napoléon au jugement sain de Moreau. Chacun de ces grands capitaines lui était peut-être supérieur. Napoléon avait plus de rapidité, plus d'élan dans sa vue sur un ordre de bataille, et savait le changer immédiatement, comme il a fait à Marengo; d'ailleurs il était le plus grand stratégiste des temps modernes. Moreau savait peut-être mieux battre en retraite, avec plus de ménagement et une consommation moins forte de soldats. Mais l'intelligence, l'ordre de Wellington le servaient au moment décisif; il savait prendre ses mesures avec un sang-froid sans pareil, et il y mettait une grande persévérance ; aucune autre armée que la sienne n'aurait résisté à Waterloo à tant de vigoureuses attaques des cuirassiers français, et de l'artillerie française qui vomissait la mort ; Wellington n'adressa que ce peu de mots à son armée, lorsqu'elle était sur le point de plier : « *What will be said in England ?* » (*Qu'est ce qu'on dira en Angleterre ?*) Ce peu de mots prononcé par un grand capitaine suffit pour que l'armée tînt et qu'il remportât la plus grande victoire, au bout de quelques heures, par sa tenacité extraordinaire. Les deux armées donnèrent un exemple d'héroïsme qui mérite d'être apprécié par toutes les armées du monde entier. Je ne blâme Wellington que sous un rapport : c'est qu'il a contribué à l'*assassinat juridique* du brave des braves, en 1815,

du maréchal Ney, son adversaire, qui cependant, s'il avait exécuté les *ordres formels* de l'Empereur, aurait pu changer l'issue de la bataille, en occupant *Quatre-Bras* le 16, ce qu'il n'a pas fait; il fit même à cet égard un faux rapport à l'Empereur; s'il avait promptement exécuté ses ordres, probablement la bataille n'aurait pas eu lieu à Waterloo, sur un terrain défavorable, et dans un jour où le sol détrempé par les pluies ne permettait pas à l'artillerie de manœuvrer.

On dira bien que les Français chasseront le neveu de l'oncle; mais, hélas! l'oncle, qui avait escamoté la liberté de la France, au moins restait toujours *national*; il dotait la France d'une gloire immense; il lui laissait un Code et des routes grandioses (le *Simplon*, par exemple). Jamais mortel n'a fait tant de grandes choses, et en si peu de temps (en 14 ans). Le neveu, qu'a-t-il fait? deux grandes folies (Strasbourg et Boulogne), outre le reste (Rome, etc.). Il a bien eu près de six millions de voix; le monde entier connaît le compte qu'il en a tenu, et comment il a répondu à cette confiance? L'autocrate de Russie, ainsi que les autres rois par la grâce de Dieu, ou plutôt par la grâce de Wrangel, Haynau, Radetzky, le cajolent, l'amusent, l'endorment. Un jour ils démasqueront leurs batteries; il en sera surpris; ce jour n'est pas éloigné, et il trouvera alors à peine libre la route de *Boulogne* à Londres. C'est encore lui qui aura provoqué la 4[me] révolution: elle pourra bien l'engloutir.

Ma foi dans les masses, en France, ne m'a jamais trompé. L'indépendance du pays est dès aujourd'hui en danger; levez-vous *en masse!* sinon, une coalition plus

formidable que celle du duc de Brunswick vous éveillera : elle envahira la Suisse et ensuite la France. Les coalisés comptent sur le parti royaliste, qui est tout prêt à agir. Ce sont encore une fois eux qui rétabliront la *guillotine ;* laquelle vous sauvera cette fois au dedans, tandis que votre bravoure vous sauvegardera contre les ennemis du dehors. Soyez unis ! oubliez les mesquines causes qui vous ont divisés ; et tous les peuples vous tendront la main. Sinon, vous subirez la honte de voir dévorer et partager la France, pour en finir avec une nation turbulente, comme les aristocrates l'appellent, qui ne les laisse pas dormir tranquilles.

Les gouvernements des rois amusent en attendant la galerie ; une manœuvre masque le but commun, et ils grossissent les armées de la coalition, en donnant le change à la démocratie européenne, et à l'Angleterre elle-même, sur les mouvements de concentration de troupes, et sur leur destination véritable.

L'ennemi peut (et il le fera, grâce aux chemins de fer,) jeter à l'improviste un million d'hommes sur la France.

Ils ne calculent pas mal, en se disant : si la République tient encore un an, l'absolutisme sera perdu à coup sûr ; attaquons, nous avons la chance pour nous.

L'Europe n'était pas mûre à la première révolution. Aujourd'hui, c'est la révolution européenne. On n'a pas voulu de la réforme : la mine est chargée, et elle sautera.

Démocrates de tous les pays, veillez et préparez-vous ; on attaquera sous peu le foyer sacré de la liberté.

On ira à cette besogne par degré ; on a commencé par rétablir l'ordre (la prison et la mort), dans l'intérieur ; puis on ira chez ses voisins ; enfin on attaquera le foyer des révolutions (la France).

Metternich écrivait à Windischgrætz, en mars 1849 : « Le but vers lequel on doit tendre pour le moment, c'est de mettre le gouvernement français en hostilité avec la démocratie italienne, allemande et slave, afin que celle-ci apprenne à haïr et à mépriser, dans la personne des gouvernants de Paris, toute cette nation frivole, et aspire à se venger de tous les affronts qu'elle en a essuyés. L'intervention très-probable de la France catholique en faveur de Pie IX, les brouillera non-seulement avec les Italiens, mais aussi avec les protestants de l'Allemagne et de la Suisse, etc.

« Vous voyez qu'il sera utile d'y mêler peu à peu la question religieuse. Il faut que la France soit complètement brouillée avec les factions anarchiques et athées du reste de l'Europe, avant qu'on puisse oser l'attaquer vigoureusement, pour la *rendre à tout jamais inoffensive.* » Est-ce clair ?

L'école de Metternich a conservé son influence sur les gouvernements de l'Europe ; le gouvernement actuel de la France, auquel on a tendu un piége ; y a été pris ; c'est un gouvernement à courte vue.

La reconstitution de la maison d'Autriche, son raffermissement, sa grandeur nouvelle renferment les germes d'une guerre prochaine, inévitable !

La France aurait pu donner la paix aux peuples, et elle a préféré donner la tranquillité aux rois. La France

aurait pu clore l'ère des luttes sanglantes de nation à nation. Son inertie lui coûtera cher.

Ce n'est pas impunément qu'un gouvernement contracte des engagements formels; ou il ne fallait pas en prendre, ou il fallait s'assurer le moyen de les tenir. La révolution de 1830 avait été une lettre de change souscrite, dont la révolution de 1848 a été le protêt. Malheur à vous, malheur à nous, malheur à tous, si ce protêt reste infructueux! car si le paiement ne s'effectue pas, tôt ou tard s'effectuera la saisie. Cette saisie sera une quatrième révolution, et celle-ci sera implacable: il faut ou s'y attendre ou la prévenir.

En mars 1847, on avait refusé la réforme électorale; en mars 1848, il a fallu donner le suffrage universel.

A l'heure qu'il est, le plus grand fanfaron des princes a abdiqué, en jurant à contre-cœur la contitution octroyée; elle ne vaut certainement pas grand'chose, mais au point de vue des principes et des concessions, elle vaut beaucoup. On peut donc dire désormais que le roi de Prusse ne règne plus; ce sont ses ministres qui règnent, parce qu'en effet ils sont responsables devant les Chambres. Le roi est mis hors de cause. Les Chambres sont souveraines.

Un roi puisant son autorité dans le consentement national et dans la tradition, a une pensée immuable, et il considère comme un outrage qu'une pensée contraire vienne faire obstacle à l'exercice de son pouvoir. C'est l'essence de la monarchie que la raison collective du peuple se localise dans un homme, et que cet homme ne prenne conseil que de lui-même, et ne relève que de sa

conscience, ou, ce qui est la même chose, de son bon plaisir.

Mais en République, c'est différent : vous n'êtes que les magistrats d'une République, et des magistrats temporaires. De même que vous puisez votre pouvoir restreint à la source de la souveraineté populaire, de même vous ne devez faire que ce que veut le peuple, en considérant comme des ordres auxquels vous ne pouvez vous soustraire, les manifestations libres et spontanées de sa raison progressive.

Le peuple qui vous choisit est votre juge. Il a le droit de prononcer votre condamnation, ou de vous donner des avertissements.

La démocratie reste calme partout; elle attend son heure, elle a fait un pacte avec l'avenir, elle en a le secret, elle est sûre du triomphe. Les prêtres disent : On peut, à la rigueur, se passer d'un roi ; mais il est impossible à un État de subsister sans un clergé. Les hommes doivent une obéissance absolue aux décrets de la Providence.

Ni le grand Frédéric, ni Napoléon-le-Grand avec toute sa gloire, ne pourraient plus gouverner à leur manière à l'heure qu'il est ; et ces imbécilles du 19e siècle, sans grandeur et sans gloire, pensent pouvoir gouverner les peuples à la manière de ces grands hommes?....

On dit bien que le peuple est trop exigeant, que les doctrines socialistes lui ont tourné la tête. Oui, le peuple demande beaucoup ; mais peut-être demande-t-il beaucoup parce qu'on ne lui donne rien ; peut-être demande-t-il l'impossible parce qu'on s'obstine à lui refuser le

possible ; peut-être enfin demande-t-il ce qui est injuste parce qu'on lui refuse ce qui est juste.

Le prisonnier de Sainte-Hélène a annoncé la guerre des peuples contre les rois, de la démocratie contre l'aristocratie, des institutions de droit contre les priviléges.

L'Europe essaiera sous peu d'étouffer le foyer révolutionnaire en France. Mais oublie-t-on que ce foyer a couvert l'Europe d'étincelles, et que l'incendie est partout ?

Si cependant la France conserve sa République, l'Allemagne, l'Italie et peut-être le reste de l'Europe auront aussi les leurs ; mais il est à craindre que Nicolas avec ses cosaques qui hivernent en Pologne, ne soit saisi de l'envie d'attaquer les foyers et l'asile du désordre (comme il les appelle), la Suisse et la France, malgré les complaisances honteuses de cette dernière envers les monarchies. La France doit-elle boire jusqu'à la lie le calice d'amertume et d'ignominie?

La France a assez de bon sens pour conserver sa République ; car une restauration de monarchie quelconque, soit au profit de la race aînée des Bourbons ou de la race cadette, ou de l'Empire, toutefois sans l'empereur *Napoléon-le-Grand*, verrait la guerre civile immédiate. Les Conseils généraux des 86 départements ne demandaient pas la révision de la Constitution, hormis 5 ou 6. C'est un avis salutaire pour MM. les candidats à la monarchie. La République est le gouvernement établi ; c'est le seul gouvernement établi par lui-même. Dans les circonstances où se trouve la France, c'est le seul gouvernement qui ait les chances d'une longue durée. Une restauration monarchique ne saurait durer longtemps.

Malgré les deux millions de soldats bien armés, bien disciplinés, qui protègent le despotisme, la République fera le tour du monde.

Jérôme Bonaparte a été promu au grade de maréchal de France, par son neveu le président de la République. Louis-Napoléon imite son oncle sur cette voie pernicieuse; le titre de grand parent suffit-il pour mériter des récompenses? Mais l'histoire est là pour témoigner des services que rendirent à l'empereur et à la France ces illustres ingrats, ces illustres incapables qui occupèrent les trônes d'Espagne, de Hollande, de Naples (le traître Murat), de Westphalie, en vertu de leur impériale parenté. Joseph, Louis, Murat, Jérôme, ont inscrit leurs noms en tristes caractères dans les annales de la France.

A Waterloo, il est vrai, M. Jérôme Bonaparte se signala par sa bravoure; mais sa brillante conduite en ce jour néfaste suffit à peine pour effacer le souvenir des désastres de la campagne de Russie, désastres auxquels il contribua pour une si large part, par son fol orgueil, par son esprit d'indiscipline. Il a fait les plus grandes fautes après avoir passé le Niémen à Grodno. L'empereur le renvoya.

Étrange destinée que celle des Bonaparte! Exilés, une révolution leur ouvre les barrières de la mère-patrie, et fils de rois, ils deviennent les premiers mandataires d'une République! Quel sort leur réserve l'avenir? Ah! qu'ils parlent vite à la France le langage de la gloire, de l'honneur, de la liberté, et cet avenir n'est pas douteux.

L'Europe entière est minée par la révolution ; les trônes d'Allemagne et d'Italie tomberont à la première secousse.

Voici un des mille exemples de la manière dont le neveu dégrade la belle institution de la Légion-d'Honneur fondée par son grand oncle. On écrit du Caire :

« Un jeune négociant, Half-Caste, assez bien en cour, vient d'arriver de Paris, où il a su faire attacher un ruban rouge à sa boutonnière. Cette distinction, qu'il n'a pas précisément méritée, mais que probablement il a sollicitée longtemps, lui a été accordée pour avoir commandé en France plusieurs ameublements destinés aux palais du vice-roi d'Egypte. C'est à la demande de son correspondant, très-bien placé à Paris, que le ministre a octroyé le brevet qui a fait entrer le jeune fournisseur dans cette légion renfermant tant de braves, de savants et de sots.

» Lorsque le nouveau chevalier se présenta au pacha, avec le fameux ruban, Son Altesse lui demanda à quel haut fait d'armes, à quelle invention nouvelle il devait cette distinction, qu'il croyait n'être donnée qu'à des personnes ayant rendu de grands services à la nation française. — Altesse, répondit le négociant un peu ému de cette brusque interpellation, le président de la République, sur la proposition de son ministre du commerce, décore chaque année de l'ordre de la Légion-d'Honneur les commerçants qui font le plus travailler la fabrique française, et comme vous m'avez confié de grandes commandes, dont j'ai transmis l'exécution à Paris, je me suis naturellement trouvé placé dans la catégorie des

citoyens qui font vivre la classe ouvrière, et désigné pour recevoir la distinction dont j'ai été honoré. — En sorte, répliqua le pacha, qu'au fond c'est à votre seule qualité de commissionnaire, ayant sur ma demande ordonné en France un certain nombre d'objets riches, que j'ai largement payés, que vous devez la croix attachée aujourd'hui à votre boutonnière, et non pas à aucune autre circonstance découlant de votre propre fait? Mais il me semble alors que la décoration me revenait de droit, car c'est moi qui ai voulu des meubles français, l'option de la fabrique ne vous ayant pas été laissée. Ce disant, le pacha tourna les talons, en laissant son interlocuteur assez vexé de cette appréciation un peu sévère, mais vraie, du mérite du fournisseur décoré. Personne n'aurait connu cette boutade princière, née sous les lambris dorés du salon de réception, car il n'y avait que deux personnes à l'audience; mais le drogman ne garda pas le silence, et l'anecdote a été servie toute chaude aux flâneurs du Caire. »

La Légion-d'Honneur consistait jadis en 16 cohortes; chaque cohorte comptait sept grands officiers avec 5,000 fr. de traitement, vingt commandeurs avec 2,000 francs de traitement, trente officiers avec 1,000 fr. de traitement, et deux cent cinquante légionnaires avec 250 fr. de traitement.

D'après la loi, il n'existait que 80 grandes croix, 100 grands officiers, 400 commandeurs, 450 officiers, 5,250 légionnaires. Au 30 novembre 1850, le nombre des membres de l'ordre de la Légion-d'Honneur était de 51,706, dont 70 grandes croix, 197 grands officiers,

921 commandeurs, 4,496 officiers, 46,022 chevaliers. Sur le nombre total, 34,642 sont sans traitement, 17,064 avec traitement.

Talleyrand ne voyait de salut pour le jeune monde constitutionnel, comme le cardinal Dubois pour le vieux monde monarchique, que dans l'alliance anglaise. L'un et l'autre se trompaient; ils raisonnaient toujours en dehors des peuples, ne songeant qu'aux cabinets, ne comprenant pas qu'il est, dans les complications humaines, quelque chose au-dessus de toutes les entreprises politiques des hommes d'Etat, qui les fait réussir ou échouer, l'esprit public, et que c'est lui qu'il faut toujours consulter avant de se livrer à toute tentative de rapprochement et d'alliance entre deux gouvernements opposés.

L'antipathie des Français pour l'Anglais, et réciproquement de l'Anglais pour les Français, est un de ces sentiments que rien ne peut changer.

Nous allons essayer d'entrer dans les secrets du cabinet de St.-James, et, car tel a toujours été notre plan, nous allons examiner sur quelles bases nationales repose la politique des grands hommes d'Etat de l'Angleterre.

On l'a souvent dit avant nous : l'Angleterre est la Carthage moderne. Le mot est d'une effrayante justesse ; rien n'y manque, pas même la foi punique. Survient-il un incident, quel qu'il soit, n'importe où, à l'un ou l'autre des quatre points de l'horizon, vite l'Angleterre accourt, propose ses bons offices à l'une ou à l'autre des

parties en différend, souvent à toutes les deux; elle veut se mêler de tout, mettre les mains à la pâte dans toutes les intrigues, et, souvent la menace à la bouche, surtout quand elle parle aux faibles et aux pusillanimes, elle s'entremet dans toutes les affaires, criant bien haut, pour donner en tiers désintéressé satisfaction à tous les intérêts, et conclure des arrangements convenables pour tous.

Mais tout bas chacun dit que c'est pour tout brouiller. Il y a toujours quelque utilité à pêcher en eau trouble. Rien n'est obstacle à sa politique d'arbitrage, ni les principes, ni les religions, ni les mœurs différentes des peuples entre lesquels elle s'établit. Le commerce n'a point de principes, ni de religion, ni de mœurs. Le commerce irait en enfer, négocier avec Satan, s'il connaissait le chemin qui y conduit. Or, l'Angleterre ne vit, ne tient, ne subsiste que par le commerce et pour le commerce.

Ne lui parlez pas des abus du négoce; ces abus sont sa vie, et, sous peine de mort, elle ne peut les réprimer. Aussi, il n'y a garde qu'elle prête les mains à quoi que ce soit qui pourrait assurer les transactions, en établissant un juste échange des produits de chaque peuple. Donner peu, recevoir beaucoup, telle est sa loi.

Depuis le grand acte de navigation de Cromwell, c'est à la suzeraineté des mers qu'elle aspire, et pour assurer cette suzeraineté, elle s'empare des moindres rochers perdus dans l'immensité des océans, les fortifie et en fait des points pour ses vaisseaux, qui y trouvent un abri contre la tempête, et des canons contre l'ennemi. Elle négocie

à l'heure qu'il est la cession de l'île de Ténédos, la clef des Dardanelles.

Trois fois, dans un demi-siècle, la France a frappé en pleine poitrine cette grande puissance mercantile. Des deux premiers échecs elle s'est relevée plus forte, et nous a rendu plaie pour plaie, échec pour échec ; elle est encore sous le coup du troisième. Elle perd les Etats-Unis, mais se rattrape dans l'Inde et sur les colonies de la France. Nous conquérons l'Egypte ; elle ruine notre marine à Aboukir, à Trafalgar, nous enlève toutes nos possessions, prend Malte, qui, avec Gibraltar, assure sa puissance méditerranéenne. Nous décrétons le blocus continental ; elle prépare nos désastres : Moscou et Waterloo. Aujourd'hui, elle ne nous pardonne pas la conquête d'Alger et nos établissements d'Afrique.

Il faudrait céder l'Algérie à la Turquie, moyennant une indemnité. Les Français ne sont pas propres pour établir des colounies comme l'Angleterre et d'autres pays. D'ailleurs, l'Algérie est toujours une plaie saignante pour la France ; elle n'en viendra pas à bout ; il faudrait exterminer jusqu'au dernier Arabe ; mais de quel droit? Le soufflet que le consul de France a reçu dans le temps, est assez vengé ; la France s'est laissée assez souffleter depuis, sans qu'elle ait tiré satisfaction.

Le massacre de Zaatscha est significatif. Là, 800 Arabes tinrent cinquante jours en échec 11,000 Français ; ils se laissèrent tous massacrer plutôt que de se rendre. D'ailleurs, à la première guerre où l'Angleterre ne sera pas avec la France, l'Algérie est perdue. Sans cette manie de vouloir la conserver, la France serait, sur le Rhin,

plus forte de 100,000 hommes. Wellington disait bien : « Aussi longtemps que la France aura l'Algérie à ronger, je ne la craindrai pas. » Il n'a que trop raison ; mais on n'ose pas l'abandonner, à cause du Midi et de Marseille ; c'est pusillanime ; l'intérêt général d'un pays doit passer avant les intérêts des départements.

« Dans une lutte, tous les moyens sont bons pour arriver au triomphe, » disait Pitt, « si l'or russe travaille, l'or anglais ne manque pas non plus d'autre part. » Depuis vingt ans, l'Angleterre cherche à prendre une revanche pour Alger, et sous ces dehors d'entente cordiale, nous savons tout ce que peut cacher de haine la perfide Albion.

Le commerce et l'agitation extérieure sont pour l'Angleterre une question de vie ou de mort. Ouvrez à un peuple un débouché pour son activité, même la plus dévorante, il détournera les yeux des misères intérieures.

L'Angleterre compte sur quelque prochaine et grande complication européenne, quelque gigantesque conflit, qui, mettant de nouveau aux prises le Nord et le Midi, l'Orient et l'Occident, réveillera dans Albion le sentiment national et la galvanisera ; car il y a un sentiment national en Albion, il y a une corde qui vibre à l'unisson dans tous les cœurs, et qui ne vibre que dans les moments solennels.

Certes, ce n'est pas nous qui irons croire au peuple anglais. Sans parler de l'Irlande et de l'Ecosse, nous connaissons trop bien les races diverses qui n'ont jamais fait fusion sur le sol de l'Angleterre. Il y a bien la noblesse

et la bourgeoisie; mais le peuple, dans ce pays, n'est que de la populace, quelque chose de vil.

Quoique souvent en lutte dans la cité, le noble et le bourgeois ne font qu'un au grand jour de la bataille contre l'étranger. Wighs et Tories oublient leurs querelles éternelles, pour ne plus penser qu'à une chose, pour ne plus défendre qu'un intérêt: la patrie anglaise.

Ce sentiment patriotique a soutenu Pitt et Castlereagh aux affaires; il a soutenu Robert Peel, et, en ce moment, soutient Palmerston!...

Les peuples, en effet, sont las de la tutelle commerciale dans laquelle on veut les tenir. Déjà l'Angleterre a éprouvé, dans l'émancipation des Etats-Unis, un de ces coups qui devraient au moins servir de leçon. Elle possède au suprême degré, nous le savons, la puissance colonisatrice.

L'Angleterre, nonobstant ses nombreux siècles d'existence, n'en est pas encore à cette fusion des races qui vivent sur son sol étroit; les hommes d'État de ce pays ont trop de préoccupations extérieures pour donner leur attention à ce phénomène.

Aussi, qu'ils se réjouissent et qu'ils se rengorgent dans leur orgueil, qu'ils sucent la richesse de tous les peuples: le jour n'est pas éloigné où il faudra, sur leurs possessions océaniques, refaire ce qu'ils ont fait dans la jeune Amérique, ce qu'ils font sur les bords de l'Indus et du Gange!

Et maintenant, que les diplomates nous disent quels avantages peut retirer de l'alliance anglaise le peuple français. En vain ferez-vous des avances. En échange

de votre loyauté ils apporteront dans l'alliance leur mauvaise foi, leur cupidité ordinaire; ils seront prêts à vous quitter dès qu'une autre alliance leur promettra des avantages, n'importe lesquels. Et alors, prenez garde aux coups que vous porteront ces perfides alliés. Tous les moyens leur seront bons pour vous nuire, tous les ennemis bons à lâcher sur vous, toutes les armes bonnes à vous détruire.

L'alliance de la Russie ne conviendra jamais non plus à la France; c'est l'Allemagne libre, le cœur de l'Europe, qui est l'alliée naturelle du peuple français. Napoléon-le-Grand sentait cette vérité; il recherchait l'alliance avec la Prusse, mais sans pouvoir l'obtenir.

La France a trois chapeaux! tous les journaux l'annoncent. Peuple, sais-tu ce que c'est? Tu te souviens de la guerre de Rome: la France a restauré le pape. Eh bien! le pape lui donne en retour trois chapeaux, c'est-à-dire trois cardinaux. Un cardinal s'appelle un *chapeau;* au lieu d'*un* cardinal ou *deux* qu'elle avait, la France en aura *trois*. C'est vingt-quatre mille francs de plus par an qu'il lui en coûtera pour chaque chapeau, sans compter soixante millions perdus dans cette triste guerre, sans compter le sang et l'honneur. Mais, bah! la France est assez riche pour payer sa honte. La France a trois chapeaux! La voilà bien coiffée. Elle ne court plus le risque de s'enrhumer. Elle est, grâce au Saint-Père, garantie pour toujours des coups d'air socialistes.

Le neveu du grand oncle se trouve en peine. S'il se penche vers la droite, il trouvera la monarchie; en ou-

vrant à gauche, il trouvera la république qu'il a jurée, le suffrage universel dont il est sorti. D'un côté, l'ennemi, de l'autre, son principe. Qu'il choisisse.

Qu'il tâche de conserver, pour le bien général, la discipline de cette belle armée; qu'il ne noie pas dans le vin ses sentiments de discipline et d'honneur, et qu'il n'achète pas ses sympathies pour un potage.

Qu'il prenne garde aux mouvements des puissances étrangères, quoiqu'elles le flattent pour l'amuser et pour l'aveugler davantage. On cerne la France, en l'invitant hypocritement à prendre part à la manœuvre dirigée contre elle, puisque c'est contre ses alliés naturels qu'on agit. C'est ainsi qu'au nom de l'ordre, la réaction européenne prépare, provoque la plus terrible explosion à laquelle le monde ait jamais été exposé. Est-ce que le Gouvernement français ne finira point par voir cette vérité qui crève tous les yeux?

LA CANAILLE ET LES GENS DE L'ORDRE.

En février 1848, la canaille chassa un tyran de Paris, et resta seule maitresse de cette capitale pendant plusieurs mois, sans qu'on eût à déplorer aucun excès, aucun crime, aucune condamnation politique. Tous les citoyens étaient frères et se traitaient en frères. La France avait réveillé tous les peuples au cri de *Vive la République!* et partout on entendait le bruit des chaines se brisant sous les efforts des nations; les rois tremblaient sur leurs trônes, ne dédaignant pas de venir se mêler à la

vile multitude, et de lui accorder ce que depuis tant de siècles ils s'obstinaient à lui refuser. A peine débarrassés de leurs frayeurs, les gens de l'ordre (en France) commencèrent par remplir les prisons, condamnèrent à la déportation les plus nobles citoyens, qu'on aurait volontiers fusillés, si la Constitution l'eût permis......

Les gens de religion envoyèrent une armée à Rome pour y égorger des frères!! Ils suspendirent les instituteurs éclairés, pour les remplacer par des ignorantins, et persécutèrent partout ceux qui avaient salué l'avènement de la République.

En mars 1848, Vienne et Berlin étaient au pouvoir de la canaille, et, de même qu'à Paris, cette vile multitude ne se déshonora par aucun crime, par aucun délit, par aucun excès. Jamais on n'avait vu le peuple aussi grand, aussi magnanime, aussi généreux. Après la victoire, il sut oublier ceux qui l'avaient chargé de fers pendant tant de siècles, et partout on avait jeté un voile sur un passé qui fait frémir. Les gens de l'ordre et de la religion, par leur astuce, leur ruse et leur jésuitisme, parvinrent à ressaisir le pouvoir qu'ils avaient fait semblant de relâcher, et s'en servirent aussitôt pour dresser des potences et fusiller par milliers ceux que naguère on traitait de frères! On remplit toutes les casemates de malheureuses victimes, on les chargea de chaînes et on leur fit expier dans les fers cette clémence dont elles avaient fait preuve au grand jour de la victoire. C'est que la canaille sait pardonner; elle sait qu'on peut gouverner sans la potence, sans les tortures du moyen-âge et sans les cruautés des valets des rois.

Les gens de l'ordre mitraillent la canaille partout, et quand cette vile multitude est victorieuse dans la lutte qu'ont provoquée les honnêtes et modérés, la magnanimité, la clémence est toujours l'apanage de la canaille après le combat. La canaille fut victorieuse en Italie, en Hongrie, dans le grand-duché de Bade, et nulle part elle ne laissa une seule trace de sang; nulle part on n'entendit les cris des victimes sortir des prisons ; nulle part le bruit des chaines ne fit frémir les citoyens. La canaille n'avait laissé ni échafauds, ni bûchers ; les gens de l'ordre en eurent bientôt dressé..... A Brescia, à Milan, à Rome, à Pesth, à Rastadt, etc., les gens de religion décimaient les rangs de la vile multitude par le fer et le plomb; chaque jour la main du bourreau faisait sauter les têtes des plus grands citoyens, et les prisons regorgeaient de milliers de victimes!

En Italie, les hommes de la religion faisaient fouetter des femmes toutes nues sur les places publiques; ils arrosaient les remparts de Rome du sang de leurs frères, et condamnaient des enfants aux fers pour avoir fait des feux aux trois couleurs ?

Les gens de l'ordre d'aujourd'hui sont les *pharisiens* d'un autre temps. Compare, ô peuple, les crimes, la barbarie des gens de religion, avec les souffrances et la patience du peuple; lis le martyrologe des premiers chrétiens, la barbarie du moyen-âge et les lâches persécutions de nos jours.

Ferdinand de Naples a fait fusiller 1511 citoyens en Sicile depuis les 22 mois de la restauration.

LOI VICIEUSE SUR LA MISE EN RETRAITE DES GÉNÉRAUX FRANÇAIS.

La France a en ce moment cinq maréchaux, Messieurs Soult, Gérard, Reille, Jérôme Bonaparte, et Excelmans; ce dernier pourrait encore monter à cheval; quant aux autres, il faudrait les porter sur un brancard, comme jadis le général suédois Torstensohn. On ne méconnait point leurs anciens services, mais si aujourd'hui une guerre venait à éclater, ces vieux soldats seraient incapables d'y prendre une part active. Et cependant, dans l'éventualité d'une lutte, chacun comprend la nécessité d'un chef réunissant dans sa personne le prestige et la puissance d'un grand commandant. Il y a impossibilité absolue de trouver un chef dans le maréchalat actuel. Mais il y a aussi pénurie dans le corps des officiers généraux. Si nous écartons des noms, fort estimés d'ailleurs, mais que leurs opinions hautement affichées rendent impropres à exercer une grande autorité (car ils sont devenus d'une manière trop ostensible des généraux de parti, pour pouvoir être désormais des généraux d'armée); si nous écartons, disons-nous, des noms dont la célébrité politique efface la valeur militaire, combien reste-t-il, dans le cadre d'activité, de généraux ayant la capacité et l'habitude du commandement? Nous ne craignons pas de dire que leur nombre est assez limité pour que la France ait sujet de s'en alarmer. Ce n'est pas louer les généraux français que de leur reconnaître une bravoure à toute

épreuve, et un dévouement sans bornes au pays; c'est leur rendre justice. Mais cela ne suffit pas. Pour commander une armée, il faut non-seulement avoir confiance en soi, il faut aussi inspirer la confiance aux autres; il ne s'agit pas de marcher à la tête des colonnes, en donnant ainsi un noble exemple de courage; il faut surtout imprimer à ce grand tout qui commence à l'avant-garde et finit aux ambulances, une homogénéité puissante, une vie commune, une discipline parfaite, de telle sorte que l'effort de chacun concoure à la force collective. Il faut, en un mot, que le général en chef unisse l'expérience au savoir, et l'habitude pratique aux inspirations lumineuses. Or, ces qualités ne s'acquièrent pas par les études scientifiques, elles s'acquièrent à la tête des troupes; et, grâce à la limite d'âge imposée par la loi aux officiers généraux, lorsque de longs et brillants services ont amené au grade de général un officier distingué, la retraite forcée s'en empare et le range parmi les gloires inutiles. Qu'il soit valide ou non, qu'il porte avec vigueur l'épaulette étoilée, ou qu'il se courbe sous l'atteinte de l'âge, on ne s'en inquiète pas; ce n'est pas l'aptitude que l'on juge, ce sont les années que l'on compte.

Avant la république, les généraux de brigade étaient mis à la retraite à 64 ans, et les généraux de division à 68 ans. Depuis le 24 février, les limites d'âge sont descendues, pour les premiers à 62 ans, pour les seconds à 65 ans.

Nous devons faire observer, avant de poursuivre, que la France est le seul pays de l'Europe où les officiers gé-

néraux soient admis à la retraite autrement que sur leur demande. Aussi, en cas de guerre, les autres puissances peuvent choisir, dans un personnel nombreux, un chef longuement éprouvé, en état de faire campagne; et leur choix s'exerçant sur une plus grande quantité, a des chances pour être meilleur. Si le maréchal Radetzky eût été Français, il serait à la retraite depuis vingt-cinq ans, au lieu qu'il est devenu feld-maréchal, et qu'il a conquis une grande renommée en rendant d'immenses services à sa patrie.

En temps de paix on arrive fort tard à la position d'officier général, position enviée par tous ceux qui entrent au service, et qui en font le but de leurs efforts, le prix de leur mérite. Aussi, c'est surtout en temps de paix que la limite d'âge amoindrit le généralat, et n'en fait plus qu'un passage rapide pour précipiter les officiers vers la retraite. Si la guerre éclatait, la France se trouverait, au début, avec des généraux vieux d'âge et jeunes d'expérience, car chaque grade exige, en quelque sorte, un apprentissage, d'autant plus difficile que le grade est plus élevé.

Un cadre restreint a d'ailleurs des inconvénients, dont on s'aperçoit même aujourd'hui, car lorsqu'il faut pourvoir à un commandement, on est souvent embarrassé. Puis, les généraux restent trop peu de temps à la tête des troupes, qui peuvent à peine apprendre à les connaitre avant de s'en séparer. Les officiers généraux eux-mêmes, en face de leur retraite inévitable, sous l'empire de cette menace qui doit éclater à heure fixe, sont sujets à déployer moins de zèle, et à rencontrer chez

leurs subordonnés de moins grandes dispositions pour leur obéir.

Nous croyons que les limites d'âge devraient être supprimées, et que le cadre des officiers généraux devrait être illimité en France comme partout. Mais si l'on trouve cette réforme trop radicale, et si l'on tient à une fixation, il faut prendre, pour la déterminer, le nombre des officiers généraux existant actuellement, à quelque titre que ce soit, en retraite ou autrement, et les porter tous au cadre d'activité. Dans une question pareille, les considérations d'argent sont loin d'être à nos yeux des considérations déterminantes. Néanmoins nous en tenons compte, afin de prévenir les objections.

Nous proposerions donc, pour que notre réforme ne coûtât rien au budget, de porter le traitement des généraux non employés, au *maximum* de la retraite, soit 4,000 fr. pour les généraux de brigade, et 6,000 fr. pour les généraux de division. Il serait facultatif aux généraux ayant douze ans de grade de demander leur retraite, bonifiée alors d'un cinquième en sus des chiffres cités plus haut.

Cela nous paraît être le seul moyen (sans imposer au budget des charges nouvelles) de rendre à la position d'officier général la considération qui lui est due et qu'il importe aujourd'hui surtout de lui maintenir; c'est le seul moyen aussi de ne pas priver la France, prématurément et à son préjudice, des services utiles d'hommes qui peuvent encore exercer de glorieux commandements.

La limite d'âge disparue, les autres conditions imposées aux officiers généraux ne seraient conservées que comme règles d'avancement en temps de paix.

Tout s'écroule autour de nous : l'armée seule est debout ; c'est à la consolider qu'il faut songer, et cela sans porter atteinte aux droits acquis, et sans arrêter l'avancement, puisque nous nous bornons à augmenter les ressources pour les choix. Nous ne touchons pas, en effet, au nombre des généraux ; c'est sur ce nombre, tel qu'il existe, que nous demandons, pour le gouvernement, le droit de prendre les généraux à employer.

Au reste, il ne faut pas oublier que Philopœmen, le dernier général grec, s'est distingué à 82 ans ; que Parménion, à 79 ans, était le meilleur général d'Alexandre ; que le maréchal de Villars, à 81 ans, a remporté des victoires ; que Radetzky, qu'on hisse à cheval, s'y tient toute une journée, et a remporté, à l'âge de 82 ans, des victoires en Italie, et qu'enfin Blücher, à moitié aveugle, avait 75 ans, lorsqu'il commanda l'armée prussienne à Waterloo.

Le maréchal Excelmans, dernièrement élevé à cette dignité militaire, est un général de cavalerie de premier ordre ; c'est lui qui, après les désastres de Waterloo, fit sous les murs de Paris la fameuse charge de cavalerie contre les hussards prussiens.

Nicolas, le caporal en colère, a traversé heureusement le jour fatal des vingt-cinq ans révolus de son gouvernement. Alexandre fut empoisonné, et l'empereur Paul (père de ces souverains) étranglé par les grands de la Russie.

Ecraser la France, c'est là le grand rêve du parti aristocratique de l'Europe ; l'écraser, et la partager en deux monarchies comme à l'époque carlovingienne.

La Russie paraît avoir pour mission, ou de promener le knout au-delà de ses frontières, ou de s'enferrer dans sa propre grandeur matérielle, en appelant à la vie, à l'action, les nationalités placées sous son joug.

La république est une noble forme de gouvernement; mais c'est le plus difficile et le plus périlleux des gouvernements. C'est le gouvernement qui exige de la société le plus d'accord, de sagesse et de vertu. Il s'agit de savoir si le gouvernement républicain de la France, avec les conditions dans lesquelles il s'est imposé à ce pays, peut garantir la société contre les périls de tous les jours qui la menacent, et lui ouvrir la perspective d'une vie tranquille et longue.

La Russie, avec ses projets ambitieux et ses rêves de domination universelle sur l'Europe, est prête à lancer sur l'occident ses innombrables cohortes.

En France, il y a un malaise, un vide de cœur et d'espoir général, que l'on veut en vain se dissimuler. En attendant, la nouvelle Sainte-Alliance a échelonné 1,500,000 soldats de la Vistule au Rhin, sous différents prétextes, mais dans le seul but d'éteindre le feu au foyer de la révolution, tant en France qu'en Suisse; le Piémont ne sera pas oublié non plus. Il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre.

L'idole de M. Guizot, dans son ouvrage réchauffé sur Monk, n'a aucune des qualités qui pourraient atténuer la lâcheté de sa trahison. Monk ne poursuivit jamais d'autre but que celui de fonder sa fortune. Il servit également Charles 1er, Cromwell, le Rumpf-Parlement et Charles Stuart. Voilà le héros que l'homme de Gand pro-

pose pour modèle, afin de rétablir une base solide et durable de gouvernement en France. Il est bien vrai que la France s'est arrêtée sous l'égide d'un grand nom, mais s'arrêter n'est pas se sauver. Washington ou Monk, dit M. Guizot, doit la sauvegarder. Lequel des deux la Providence va-t-elle envoyer?

Mais une petite personnalité pourra-t-elle tenir longtemps, malgré l'égide d'un grand nom? Je ne le pense pas; elle ne servira qu'à une transition, et non pas à une solution. Ce n'est pas l'homme de la situation, ce Louis-Napoléon Bonaparte; il faudrait un homme sérieux et d'un grand caractère; mais par le temps qui court, ce sera difficile à trouver; rien aujourd'hui n'est grand, sinon la peur.

Le monde est obsédé par une idée fixe: il veut absolument être sauvé. Sauvé de quoi? Je n'en sais rien, ni le monde non plus. Les uns sont dans l'attente d'un grand homme, les autres dans l'attente d'une grande chose. Il est incontestable que pour rétablir le régime monarchique en France, il faudrait une fusion: Henri V par le droit du principe légitime, et puis le comte de Paris par le droit héréditaire de la famille des Bourbons. Noble peuple de France, restez immobile, laissez faire toutes les illégalités; en 1852 vous agirez efficacement, vous ferez l'équilibre pour le peuple et par le peuple. Les droits et les lois sont en votre faveur.

Victor Hugo disait: « La France dresse sa tête, et Napoléon dresse sa honte dans sa tombe, et des coquins crient *Vive l'Empereur?* » Quoi! parce que nous avons eu Napoléon le Grand, nous aurions Napoléon le Petit! Pour

qu'on puisse mettre un aigle sur les drapeaux, il faut d'abord avoir un aigle aux Tuileries. Où est l'aigle? Ce petit neveu a la manie de se donner la mission de sauver la France; il ose s'annoncer comme l'homme de l'égalité, de l'ordre public. Sa vie tout entière lui donne un démenti formel.

Cet honnête homme chargea le commandant Mésanan de faire une infâme proposition à un brave militaire de l'empire, au général Magnan. Le 17 juin 1840, ce M. Mésanan présenta au général Magnan, alors employé à un commandement à Lille, nommé dernièrement général en chef de l'armée de Paris, une lettre de Louis-Napoléon Bonaparte, dans laquelle celui-ci offrait au susdit général 100,000 fr. et le maréchalat, plus 300,000 fr. dans le cas où il perdrait son commandement, pour le décider à embrasser la cause de Bonaparte, avant l'échauffourée de Boulogne, de honteuse mémoire. Cet honnête homme demandait donc qu'un loyal et brave officier-général devînt parjure à la patrie et au roi, auquel il avait juré fidélité.

Louis Bonaparte, affilié aux jésuites, appuie la canaille en soutane, pour se conformer aux préceptes de ses confrères en Loyola, et il tente une nouvelle piperie. C'est au 19me siècle qu'un tel homme ose s'accrocher au pouvoir, pour diriger les destinées d'une grande nation! Heureux, s'il ne tombe que dans l'oubli au mois de mai 1852.

Odilon Barrot disait: « Il se pourrait que le droit fût d'un côté, et le salut du pays de l'autre. » Et c'est l'ancien ministre de la justice qui ose soutenir une pareille

doctrine ! Ce qu'il entend par le salut du pays, n'est pas autre chose que son propre salut et le salut de son parti. Quel cataclysme ces prétendus sauveurs du pays ne provoquent-ils pas, un peu plus tôt ou un peu plus tard !

Les trônes restaurés par la force brutale ne reposent point sur une base solide, et ceux qui les occupent ne tarderont pas à s'enfuir de nouveau devant la colère populaire ; aucun d'eux n'a eu le courage de défendre son trône au péril de sa vie. Ces lâches exigent des peuples qu'ils s'entr'égorgent pour les soutenir sur un trône qui s'écroule sous leurs pieds. Le czar Nicolas seul se défendit avec courage en 1825 à St.-Pétersbourg ; il paya de sa personne ; c'est une justice à lui rendre.

Il faut couper aux gouvernements des princes le moyen de battre monnaie. Fermer les coffres-forts ne suffit pas, car ils lancent leurs chiffons de papier-monnaie à cours forcé. Guerre donc à la maison Rothschild et Ce, qui soutient seule ces roitelets; guerre à outrance au parti prêtre, aux Jésuites catholiques et protestants ! Et la religion, comme les gouvernements l'entendent, qu'est-ce, sinon une institution politique, un instrument de règne, au moyen duquel les pouvoirs politiques retiennent les peuples dans la sujétion, soutenant le prêtre qui les soutient, partageant avec lui le pouvoir, les richesses, et fondant leur puissance commune sur la dépression des esprits et leur abrutissement? Ce n'est pas tout : leurs religions, se proscrivant l'une l'autre, ont causé, par les haines réciproques qu'elles inspirent, des maux horribles à l'humanité. Armant, au nom de Dieu, les frères contre les frères, que de luttes atroces,

de guerres affreuses n'ont-elles pas suscitées, érigeant le meurtre, les massacres, l'extermination avouée comme but, en principe de droit et en acte saint !

Nous ne voulons plus de pape-roi, parce que nous ne voulons plus de prêtres-rois : nous ne voulons que des prêtres.

Peuples ! si vous n'êtes pas capables de déraciner tous ces fléaux du genre humain, courbez-vous sous leur joug, et ne vous plaignez plus; vous méritez toutes les dégradations honteuses qu'ils vous font subir dans tous les pays; ils font enchaîner des ministres d'État, des généraux, les hommes les plus nobles, avec des sbires, des voleurs et des assassins, comme l'a fait Ferdinand de Naples, ce bourreau couronné, ce Néron catholique, à son ancien ministre Poerio. En Lombardie on a fusillé près de 4000 personnes depuis l'état de siége.

A Rome on fustige les femmes nues par ordre du sacré collége de Sa Sainteté Pie IX, *sous la garde des soldats de la République française,* sous la présidence de Louis-Napoléon Bonaparte.

Peuples ! quand aura-t-on poussé à bout votre pusillanimité et votre inertie?

Le Parlement allemand à Francfort disait en 1848 : « Nous n'avons plus à craindre nos rois, ils nous ont tout accordé. Notre parlement, solidement constitué, est bien au-dessus des dynasties. Oublions le mal que les princes nous ont fait. » Grâce à ces chansons du *Michel* allemand, la révolution s'arrêta devant les trônes ébranlés, et 38 ateliers de conspiration ont été conservés. L'Allemagne entière subit les conséquences de la pusillanimité de ses délégués à courte vue.

L'empereur Napoléon a succombé et il a subi à Saint-Hélène la peine d'avoir escamoté la République ; et le président de la République, neveu de l'empereur trahi, mendie l'appui des légitimistes, qui ont jadis trahi son oncle immortel !

L'année 1852 verra sans doute la République se raffermir en France, l'assemblée actuelle faire place à une représentation plus démocratique, et M. le prince président descendre du fauteuil où il se croyait assis pour toujours.

Nous verrons en Europe une nouvelle guerre de paysans ; les paysans auront à la fin le dessus. Du midi de l'Europe jusqu'à la frontière de la Russie règne une inquiétude, un sentiment qui a gagné le pauvre comme le riche. On sent qu'il y aura un combat à mort, qui changera la face actuelle de la société.

EFFET DE LA PRESSE.

Laissez dire, laissez-vous blâmer, condamner, emprisonner ; mais publiez votre pensée ! Ce n'est pas un droit, c'est un devoir, une étroite obligation de quiconque a une pensée, de la produire, de la mettre au jour pour le bien commun ! La vérité est toute à tous. Ce que vous connaissez d'utile, de bon à savoir pour chacun, vous ne pouvez, en conscience, le taire. Parler est bien, écrire est mieux ; imprimer, c'est une excellente chose. Une pensée exprimée en termes clairs, appuyée de preuves, de documents, d'exemples, quand on l'imprime,

c'est une des meilleures actions que l'homme puisse faire ; car si votre pensée est bonne, on en profite ; mauvaise, on la corrige, et l'on en profite encore. Mais l'abus?... sottise que ce mot ! ce sont précisément ceux qui l'ont inventé qui abusent de la presse, en imprimant tout ce qu'ils veulent, trompant, calomniant, et empêchant de répondre.

Heureuse Amérique, où règne la liberté de la presse, et que Franklin plus que nul autre a aidé à affranchir par son fameux *Bon Sens*, petite brochure de deux feuilles. Jamais gros livre ne fit autant pour le genre humain. Nouvelle preuve de ce que peut la parole écrite dans un pays où tout le monde lit; puissance nouvelle et bien plus grande que celle de la tribune. Quelques mots d'une harangue sont recueillis par quelques-uns; mais la presse parle à tout un peuple, à tous les peuples à la fois, quand ils lisent comme on fait en Amérique ; et de l'imprimé rien ne se perd. Franklin écrivit ; son *Bon Sens*, gagnant tous les esprits au parti de l'indépendance, décida cette grande guerre qui, terminée en Amérique, continue dans le reste du monde. Franklin fut savant : qui le saurait, s'il n'eût publié sa science ? Parlez aux hommes de leurs affaires, et de l'affaire du moment, et soyez entendus de tous, si vous voulez avoir un nom. Faites des pamphlets, comme Pascal, Franklin, Cicéron, Demosthène, comme Saint Paul et Saint Basile, grands hommes dont les opuscules, désabusant le peuple païen de la religion de ses pères, abolirent une partie des antiques superstitions, et firent des nations nouvelles. De tout temps les pamphlets ont changé la face du monde. Ils semè-

rent chez les Anglais ces principes de tolérance que Penn porta en Amérique ; et celle-ci doit à Franklin sa liberté, maintenue par les mêmes moyens qui la lui ont acquise, c'est-à-dire, par les pamphlets, les journaux, la publicité. Là tout s'imprime ; rien n'est secret de ce qu'il importe à chacun de connaître. La presse y est plus libre que la parole ailleurs, et l'on en abuse moins. Pourquoi ? C'est qu'on en use sans nul empêchement, et qu'une fausseté, de quelque part qu'elle vienne, est bientôt signalée comme telle par les intéressés, que rien n'oblige à se taire. La presse n'y fait aucun mal, et vous pourrez vous faire une idée de tous les maux qu'elle empêche, quand vous aurez compté tous les abus qui existent chez vous.

Le même jour qui met un homme libre aux fers lui ravit la moitié de sa vertu première. En effet, le monde ne s'abuse point, et les sentences des magistrats, surtout quand il s'agit de délits politiques, ne sont flétrissantes qu'autant que le public les a confirmées. Caton fut condamné cinq fois ; Socrate mourut comme ayant offensé la morale. Je ne suis ni Caton, ni Socrate, et je sais de combien il s'en faut ; toutefois me voilà dans le même chemin, ayant réuni ces deux courages, qui font les personnalités puissantes, le courage de l'esprit, la persévérance, et poursuivi aussi par les hypocrites et les flatteurs de la puissance. Mon courage est à la hauteur de mon ambition.

La dernière expérience va donc ouvrir les yeux aux peuples, et leur montrer qu'ils ne peuvent plus pactiser avec leurs princes, qui leur font des concessions

et jurent les constitutions avec la volonté bien arrêtée d'abolir tout cela en temps opportun. Désormais guerre à mort ! Des rois ou des peuples, lesquels triompheront? Cela ne dépend que des peuples, qui, pour vaincre et pour en finir une fois pour toutes, n'ont qu'à faire tous ensemble leur devoir.

Peuples, formez une sainte alliance,
Et donnez-vous la main !

On a fermé aux masses du peuple la porte des clubs ; il était logique de vouloir leur ouvrir de force la porte de l'Eglise.

Parjures et bourreaux, tels furent les rois vainqueurs. On sait que le canon est la dernière raison des rois.

Les peuples qui ont mis la main sur les sceptres, ne la retireront plus. La République est la reine de l'avenir.

Il est des moments dans l'histoire où un homme est une situation. Louis-Napoléon est-il cet homme de la situation grave dans laquelle se trouve l'Europe? Nullement.

Napoléon aussi, lui, homme de la nation, a tendu la main aux despotes, et on a serré sa main plébéienne, et le plus féodal des trônes lui a donné sa fille pour épouse. Où cela a-t-il mené le nouvel empire?

Les peuples croient encore pouvoir enchaîner leurs princes par des articles d'une charte écrite et jurée ; quels aveugles ! Les princes disent eux-mêmes à haute voix, qu'ils ne pensent pas tenir parole aux peuples. Quand la parole royale a été donnée, elle ne devrait jamais être violée !

La faim jette le loup hors du bois, et les populations hors des lois.

Les grands et les petits tyrans croient devoir gouverner les peuples avec une verge de fer.

Les plus grands triomphes ne sont pas ceux que la victoire accorde aux princes de la terre; ce sont ceux qu'ils obtiennent librement de l'amour et de la reconnaissance de leurs peuples. On a les bras bien longs lorsqu'on a ceux de tout un peuple, disait Xénophon.

Puissants de la terre, gardez que votre bras n'atteigne un homme de génie. Si un tel homme se trouve enveloppé dans quelque injustice, sa seule indignation est capable d'engendrer des événements. Un moine irrité peut changer la face du catholicisme, si ce moine s'appelle Luther.

Le roi, qui ne peut être roi tout seul, et qui n'est grand que par ses peuples, s'anéantit lui-même peu à peu par l'anéantissement des peuples dont il tire ses richesses et sa puissance. C'est une lutte de peuple à roi. Nicolas, le grand prévôt de l'Europe, dit : « Aujourd'hui, je puis encore lutter avec avantage contre la révolution, et la dompter ; dans deux ans peut-être je ne le pourrais plus. »

C'est l'épée de Damoclès qui est suspendue sur la tête des rois.

La lutte est engagée entre la lumière et les ténèbres, entre la liberté et l'esclavage, entre le développement de toutes les forces intellectuelles et leur prostration générale.

Quoique la monarchie constitutionnelle ait fait dé-

faut, elle trouve encore des partisans nombreux, qui se laissent gagner par ce faux système.

« Imprudents! ne couvrez pas du manteau royal les guenilles ministérielles!... » *(Gén. Foy.)*

Peuples lâches! imbécile troupeau! vous vous contentez de gémir, quand vous devriez rugir! Des millions d'hommes se laissent conduire par une douzaine d'enfants appelés rois, qu'arment de petits bâtons appelés sceptres.

On attaque les institutions par la parole; on les attaque par l'épée; l'opposition monte jusqu'à l'émeute; l'émeute grandit jusqu'à l'insurrection; et un jour vient où les royautés égarées n'ont plus qu'à choisir entre l'exil et l'échafaud.

On a protégé la vie de Louis-Philippe, mais non sa couronne, et on l'a laissé se sauver sans lui faire l'honneur de le croire dangereux. Est-ce qu'on épargnera les autres rois de même?...

Mickiewiez a allumé un flambeau sur l'Europe, en fondant le mariage des peuples, et en particulier celui de la France et des Slaves. Quinet a donné la profonde unité des questions littéraires, politiques et religieuses, identiques au foyer de l'âme.

Problème à résoudre: Comment concilier l'autorité et la liberté?

Nous verrons une transaction légale entre le propriétaire et le prolétaire.

L'opinion publique est le thermomètre que doit sans cesse consulter un souverain.

La liberté dans l'homme est la santé de l'âme.

Quand le peuple n'aura plus rien à manger, il mangera les riches.

Pourquoi tant de gens désertent-ils la terre maternelle? Parce qu'ils ont perdu leur confiance en elle, qu'ils ne trouvent plus d'air sous les vieux horizons.

« Si tu veux que le bonheur et l'aisance règnent chez toi, tu dois par-dessus tout y maintenir la discipline. Chacun doit y connaître son devoir. Il doit y avoir un temps et un lieu fixe pour chaque chose. » (*W. Penn.*)

La grande plaie des campagnes et des villes, ce sont les cafés et les cabarets. Les cafés sont la tentation continuelle des Français, ainsi que des Suisses de quelques cantons. La dépense y est très-considérable. En France, il n'y a presque pas de village sans un café-billard. Ici même, dans la classe la plus rude et la plus grossière de la population, le jeu du billard semble une nécessité de la vie, sans parler des cartes et des dominos. Voilà les attractions d'une classe nombreuse des Français. Les journaux sont assez rares dans les campagnes; il me semble d'ailleurs qu'un bon nombre des habitués des cafés sont incapables de lire ceux qu'on y rencontre. On passe ainsi la meilleure partie de la journée à boire et à jouer. Il y a quelque chose de déplorablement frivole dans cette sorte de passe-temps.

Les gouvernements du dix-neuvième siècle trouvent qu'il est plus facile de gouverner les peuples par leurs vices que par leurs vertus; ils mettent un impôt sur les vices, ils les exploitent de toute manière, et ils pensent qu'un tel état de choses pourrait durer à l'infini.

Le comte Thun, ambassadeur de l'Autriche à l'auguste Diète réchauffée de Francfort, promet une durée de quinze ans au régime actuel; je crois qu'il est dans l'erreur. La misère dans toute l'Europe va en augmentant. Les princes pourront encore gouverner à leur façon pendant cinq ans peut-être, jusqu'à la seconde période de l'élection d'un président en France, si toutefois des coups d'état, des cas imprévus ne hâtent pas l'explosion. Les rois auront donc raison encore quelques années.

Le pouvoir ne peut déjà plus se fier à l'armée. Il faut qu'il la remplace partout par des gendarmes, des policiers, des sbires de tout étage; sa faiblesse et son impuissance son mises à nu. Les grands empires s'écrouleraient, si un jour la soldatesque leur faisait défaut; et cela arrivera, car avant d'être les séides d'un parti, les soldats sont les défenseurs de leur pays.

En 1848, Ledru-Rollin avait dans ses mains les destinées de la France démocratique, peut-être celles de l'Europe entière; mais il n'était pas à la hauteur de la situation : il a laissé tout échapper, en s'associant avec un poëte homme d'état (Lamartine). Il aurait dû prendre un million de volontaires, et les réunir avec la brave armée, pour les lancer sur l'Europe ; les despotes n'existeraient plus, l'avenir du genre humain aurait été assuré; au lieu de cela, tout est à recommencer.

Immédiatement après la belle révolution du 24 février 1848, c'est-à-dire le 29 février et le 6 mars 1848, j'ai écrit au Gouvernement provisoire et au ministère de la guerre, en leur développant un plan de campagne of-

fensif et immédiat, et en leur disant sur combien de troupes des différents pays de la Confédération allemande on pourrait compter en toute sûreté, si une seule division d'avant-garde en pantalon garance se présentait sur la rive droite du Rhin. On était alors sûr d'une forteresse fédérale. Mais ce lâche gouvernement n'osa pas prendre l'initiative, seule digne d'une grande République. On lira ci-après la réponse du ministère de la guerre, du 16 mars 1848, à mes deux lettres. J'écrivis plus tard au général Eugène Cavaignac, chef du pouvoir exécutif d'alors, en lui développant l'intérêt et la base de la nouvelle république; je me permis de lui dire que plus tard la France subirait la guerre étrangère avec moins de chances de succès, et qu'elle aurait de plus la guerre civile. Les événements terribles de juin ne se firent pas attendre. J'avais donc bien prédit la vérité en ce qui concernait la guerre civile; quant à la guerre étrangère, on l'aura également.

MINISTÈRE
DE LA GUERRE.

Direction du personnel et des opérations militaires.

Bureau des opérations militaires et de la correspondance générale.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Paris, le 16 mars 1848.

Citoyen, j'ai reçu les deux lettres que vous m'avez écrites le 29 février et le 6 mars, pour offrir vos services à la République Française, et demander l'autorisation de former une Légion Franco-Germanique.

Rien, jusqu'ici, ne fait présager que la guerre rende nécessaires les services que vous voulez bien offrir ; je ne puis donc que vous en remercier.

Mais il est tenu note de votre demande, pour en faire usage dans l'occasion.

Salut et fraternité !

Pour le Ministre de la Guerre :

Le Général de division, Directeur,

GAZAN.

Au citoyen Mœller, officier de la Légion d'Honneur, rue de la Vénerie, n⁰ 11, à Nancy.

Louis-Napoléon Bonaparte écrivait de Ham, à une dame anglaise : « Cependant je ne désire pas sortir des lieux où je suis, car ici je suis à ma place : avec le nom que je porte, il me faut l'ombre d'un cachot ou la lumière du pouvoir. » Cette clarté qui vient d'un cachot va éclairer le plus aveugle sur les desseins de Louis-Napoléon. Quant à moi, il me semble qu'il est plus près de l'ombre que de la lumière, et par sa propre faute. Il est dans une grave erreur en s'imaginant que le nom de Napoléon n'a qu'à s'élancer pour entraîner la France. Napoléon-le-Grand a abusé de son génie ; son neveu a abusé de son nom.

ALLEMAGNE.

Les gouvernements rançonnent en vérité par trop les contribuables, pour avantager autant que possible MM. les *plutocrates*, c'est-à-dire les frères Rothschild. Les emprunts immenses que nécessitent les chemins de fer, sont presque entièrement conclus par cette puissance : la concurrence, par laquelle on pourrait économiser des millions, y est fictive ; et tout cela pour ne pas exciter la fureur des barons de Judée ! A quel triste résultat sommes-nous arrivés dans ce monde industriel ? Les souverains par la grâce de Dieu reconnaissent une autre puissance au-dessus d'eux : la maison Rothschild est le roi des rois, et les Juifs sont les rois de l'époque.

L'empereur Napoléon n'était pas roi né, mais jamais il ne se serait soumis à la bassesse d'une telle autorité.

Les princes sont forcés de construire des chemins de fer, parce que Rothschild l'ordonne, comme ce fut le cas avec le chemin de fer du nord (dit *Wilhelms Nordbahn.*)

A cet égard, le gouvernement du grand-duc de Hesse-Darmstadt a fait une noble exception : ce gouvernement fit publier un emprunt, et aussitôt les signataires proposèrent une somme double de l'emprunt demandé. Les contribuables gagnèrent de cette manière l'agio qui

devait couler dans la caisse du banquier, et ce gouvernement prouva ainsi que l'on n'avait pas besoin des Juifs pour contracter un emprunt national.

En France, ainsi que dans tous les autres pays, on trouve toujours de l'argent pour le superflu, mais on en trouve difficilement pour le nécessaire. Ainsi les sciences agricoles n'ont pas de véritable enseignement public ; les sciences industrielles ont à peine quelques écoles ; l'instruction primaire dans 20,000 communes ne donne pas de quoi vivre aux instituteurs. Mais en revanche on multiplie les chaires d'enseignement supérieur au profit des classes aisées.

Les rail-ways sont l'*Eldorado* de notre époque ; les aventuriers s'y jettent à corps perdu.

Le système qui vit par et pour l'argent périra par l'argent. Une crise financière est imminente en Europe.

En Angleterre il y a deux millions de pauvres sur seize millions d'habitants ; on y paie dix millions de livres sterling (250,000,000 francs) de taxe des pauvres.

Le système actuel mènera peu à peu toute l'Europe à lever une taxe des pauvres.

L'Europe est exploitée par les rois-juifs et par les juifs-rois.

Voltaire a prédit la révolution ; à coup sûr on peut prédire une catastrophe sociale !

L'agiotage dévore les revenus, aggrave les charges de l'État, corrompt les sujets, énerve la puissance publique, et précède les catastrophes.

On ne tardera pas à voir quelles mœurs le système nous fait, et à comprendre quelles destinées il nous prépare.

Il faut opérer une révolution dans une jeunesse qui passe de la frivolité à la corruption, de la corruption à la nullité.

Quand le gouvernement des castes aura tout à fait disparu, il n'y aura plus de guerre pour un intérêt dynastique. Quand les peuples comprendront ce que c'est que le travail, ils ne se disputeront plus le monopole de la production et des débouchés, cette cause principale des guerres modernes.

C'est l'économie politique mieux étudiée, mieux entendue, qui est destinée à pacifier le monde.

Bossuet déjà a dit que le devoir des gouvernements est de rendre les peuples meilleurs et plus heureux.

Convoquez un Parlement réformé, au lieu des Chambres usées et discréditées; rappelez-vous que Louis XVI avait convoqué les États généraux, qui se sont constitués ensuite en assemblée nationale!

Les révolutions arrivent bien moins par la légèreté du peuple, que par la faute de ceux qui le gouvernent, et qui ne connaissent pas l'art de manier les esprits et de gagner les cœurs, ce qui est proprement la science des rois et de tous ceux qui commandent.

Il faut au monde le libre échange, la vie à bon marché. On ne doit payer d'impôt qu'à l'État.

Les produits s'achètent avec des produits.

Les octrois, qui séparent les villes des campagnes, s'opposent à toute espèce d'améliorations dans leur commun intérêt. Quant aux dépenses purement locales, c'est-à-dire, de commodité ou d'agrément pour les habitants d'une commune, il y sera pourvu, comme dans les

pays qui n'ont point d'octroi, par les taxes personnelles que les citoyens auront la faculté de s'imposer; on ne fait pas autrement en Angleterre et aux États-Unis, où l'on ne connaît pas les octrois.

QUESTION REDOUTABLE.

On ne s'est pas suffisamment préoccupé des classes laborieuses, qui font la force et la richesse d'un pays, et qui, dans les grandes occasions politiques, se lèvent pour en défendre l'indépendance et la liberté. Il ne faut pas laisser croire au peuple que l'on ne se sert ou que l'on ne s'approche de lui que dans les jours périlleux; il faut lui montrer par des faits, que le Gouvernement ne pense, ne travaille, n'agit qu'en vue de l'intérêt général du pays.

La situation actuelle est toute industrielle et sociale. Deux grands faits la dominent: l'agiotage des capitalistes, et la grève des travailleurs. La liberté politique sortira de la liberté des salariés, de la liberté industrielle, de l'association des travailleurs contre le monopole de l'aristocratie d'argent.

Vous n'avez pas pu mettre la richesse au-dessus de la justice: on ne peut capituler avec le principe, quand de ce principe il doit naître des hommes.

Depuis que les races royales ont été obligées d'emprunter pour subvenir aux dépenses de leurs nombreuses armées, elles ont été subjuguées par les banquiers, et le canon est devenu le très-humble sujet du coffre-fort.

Les chemins de fer achèvent ce que les emprunts ont commencé. La féodalité financière, dominant à la fois les gouvernements constitutionnels et les gouvernements absolus, va atteindre bientôt à l'apogée de sa puissance. Mais alors, qu'arrivera-t-il? La féodalité financière se trouvera face à face avec les travailleurs, face à face avec les masses affamées des prolétaires.

Les princes et leurs ministres oublient donc que les trônes ne sont plus maintenant soustraits aux regards profanes par la fumée de l'encens qu'on brûle autour d'eux; aujourd'hui le pouvoir n'a plus de mystères, il fonctionne au grand jour, il est vu de partout, à toute heure et de tous. Est-il fourbe? on s'en aperçoit; est-il criminel? on le maudit; est-il ridicule? on le siffle.

De là l'affaiblissement graduel de la majesté royale. Or, c'est surtout à notre époque que la décadence morale de la royauté est un fait grave, car elle cesse de se protéger elle-même, précisément à l'heure où toutes les autres protections lui manquent. Elle est un principe, dites-vous? Mais à vos yeux et grâce à vous, qu'est-ce désormais qu'un principe? Elle est une tradition, soit; mais notre présent tient-il beaucoup de compte du passé? Elle a ses droits; d'accord; mais les droits manquaient-ils aux royautés de Louis XVI, de Napoléon, de Louis XVIII, de Charles X, que nous avons vues tomber? Les rois ont des armées, oui, encore; mais qu'est-ce qu'une armée, au milieu d'une population immense qui elle-même est armée, organisée et pourvue de chefs? Un jour de révolution, que sont des soldats? des auxiliaires ou des prisonniers, pas autre chose.

Qui croit au droit divin aujourd'hui ? Personne. Qui croit à la raison et à la liberté? Tout le monde. C'est pourquoi les rois sont partis; c'est pourquoi l'Europe toute entière est républicaine par l'idée, en attendant qu'elle le soit par le fait.

Les rois sont partis, ils ne reviendront pas. Dans le monde moral, comme dans le monde physique, on ne ressuscite pas les morts.

Les cours monarchiques restent sourdes à la voix du siècle qui leur parle ; elles ont sur les yeux cet impénétrable bandeau que les gouvernements se passent de l'un à l'autre comme un précieux héritage ; car sur ce point, au milieu des symptômes d'une révolution qui approche, ils se ressemblent tous; les dimensions de la tête n'y font rien, et les ministres sont aveugles. Les leçons n'ont servi à rien depuis cinquante ans. Puissent-elles être utiles dans l'avenir, quoiqu'il ne faille guère y compter, en voyant autour de soi tant d'hommes qui brûlent de faire les mêmes sottises!

Quand le peuple allemand voudra s'affranchir des cohortes mercenaires de la maison de Habsbourg, ce jour-là le roi de Prusse implorera vainement l'appui de la fidèle armée. Cette montagne de Dieu, comme il l'appelait récemment dans un discours qui restera comme le modèle du style amphigourique, cette montagne de Dieu ne bougera pas.

M. de Remilly, député, a proposé un impôt sur les chiens. On attribuait avant la révolution un projet semblable à M. de Calonne, qui répondit : « Je m'en gar-

derai bien ; je ferais aboyer après moi tous les chiens du royaume. »

M. de Calonne n'avait pas tort. L'impôt est fort juste, il existe dans tous les pays ; mais une nation qui aime tant la race canine, paiera plutôt un impôt sur les choses nécessaires, qu'une imposition sur les chiens.

Il y a à peu près deux millions de chiens en France ; le trésor en tirerait quelques millions de francs.

La *Patrie* a déjà pris parti pour les chiens ; elle espère que la Chambre des députés n'hésitera pas à écarter la proposition de M. de Remilly. MM. les ministres craignent-ils peut-être l'aboiement de tous les chiens du royaume ?

L'impôt sur les objets de luxe serait bien vu de tous ; on approuverait particulièrement un impôt sur les chiens inutiles et dangereux ; chaque année l'hydrophobie fait un grand nombre de victimes, et cela, parce que tout le monde veut se procurer l'agrément d'avoir à sa suite un épagneul gaspillant le pain que le pauvre serait heureux de mettre sous sa dent.

Qu'une loi survienne et établisse un impôt sur ces animaux inutiles, et principalement sur les chevaux de luxe, parce que les propriétaires de ceux-ci peuvent mieux payer l'impôt que le pauvre, et l'on ne tardera pas à voir des gens qui se rendront service à eux-mêmes en se débarrassant de chiens inutiles, tandis que d'un autre côté la sûreté publique y gagnera.

Pourquoi le gouvernement n'ose-t-il pas tenter la réduction de la rente ? Voici la raison de sa timidité : ré-

duire la rente, c'est imposer le capital. Or, sous le régime de la féodalité d'argent, l'argent doit être franc de tout impôt, comme la terre du seigneur sous le régime de la féodalité nobiliaire. Voilà pourquoi le gouvernement français n'ose pas plus toucher à la rente que le gouvernement anglais au sol.

Il faut savoir vivifier toutes les forces du peuple, cultiver son esprit et le diriger, tempérer ses passions, ennoblir ses sentiments, pour l'empêcher de se vouer à la haine, et savoir nourrir en lui l'espérance dans l'avenir.

Les fripons et les paresseux pensent qu'avec le régime républicain ils pourront vivre aux dépens d'autrui, sans travail et sans peine ; ils en seront détrompés ; *vivre en travaillant* est la devise de l'honnête homme. Il est cependant injuste de vouloir classer le monde en deux fractions : *honnêtes gens* et *filous* ; il ne devrait y avoir que des citoyens.

Etablissez un impôt mieux réparti, si vous reculez devant l'impôt progressif (qui s'établira un jour forcément). Adoptez au moins l'impôt proportionnel et direct ; plus d'impôt indirect, plus d'octroi de ville.

Les impôts actuels sont organisés de manière à être progressifs en raison inverse de la fortune.

Trois cents ans se sont écoulés depuis le jour où le Concile de Trente fut solennellement ouvert, le 15 décembre 1545, sous le pontificat de Paul III. Ses décisions ont eu pour but de fixer définitivement la doctrine du catholicisme ; par-là même, elles ont consommé la séparation entre les protestants et les catholiques. Dix-

huit ans furent nécessaires pour amener ce résultat. Le 4 décembre 1563 le Concile se sépara au cri d'anathème à tous les hérétiques, poussé par le cardinal de Lorraine et répété par toute l'assemblée.

Qu'a-t-on obtenu durant ces trois cents ans? La doctrine du Concile est-elle enfin devenue celle de tous les pays catholiques? L'anathème a-t-il salutairement effrayé le monde, et ramené les peuples au giron de l'Église? L'état de l'Allemagne, de la France, de l'Espagne, du Portugal, de l'Italie, est-il de nature à réjouir le cœur du pontife assis aujourd'hui sur le trône de Paul III?

Les princes ont toujours lancé des lettres de change pour l'autre monde, mais les peuples commencent à en refuser l'acceptation. Ils les renvoient protestés au céleste banquier; ils n'en acceptent désormais que celles qui sont tirées sur un banquier de ce monde.

Les sociétés sont partagées en deux grandes forces, les peuples et les gouvernements. Il est incontestable qu'une certaine unité éclate dans la civilisation des divers États de l'Europe; qu'elle découle de faits à peu près semblables, malgré les diversités de temps, de lieux, de circonstances; qu'elle se rattache aux mêmes principes, et qu'elle tend à amener à peu près partout des résultats analogues.

Quoi qu'on fasse, l'armée, en dépit des caresses et des captations, n'épousera jamais ni la cause d'un homme, ni la cause d'une caste, contre la cause de tous, qui est sa cause à elle.

Ce n'est point une hérésie catholique, ce n'est point une nouveauté dans le protestantisme, ce n'est point telle ou telle idée politique ou religieuse qui partout agite les masses : mais ce sont toutes ces causes à la fois. L'esprit humain connaît ses droits, et il veut s'émanciper. Quand on lui interdit de discuter les choses de la terre, il porte son activité sur les choses du ciel. Si on veut désormais lui fermer toute issue, il finira par éclater, et soulèvera des tempêtes.

C'est pourtant à ce mouvement intellectuel que la Prusse pourrait devoir un ascendant durable sur l'empire germanique.

Est-il donc vrai que tous les rois aiment mieux rester petits que de voir leurs peuples libres ?

Le gouvernement prussien aurait mieux fait, et il eût été plus franc, de ne pas commencer par de faux semblants de tolérance, par des moyens indirects de contrainte, pour amener dans le sein de l'Église protestante les schismatiques.

Quelle humiliation la Prusse n'a-t-elle pas subie? Elle n'a plus de volonté, elle n'a plus d'hommes d'état. M. Radowitz, l'ami du roi, si toutefois les rois en ont, avait une mission diplomatique au mois de janvier 1848 à Paris. Il disait alors : « La monarchie de juillet est assurée, elle repose sur une base de fer. » Elle a en effet tenu jusqu'au 24 février 1848. La réputation de M. Radowitz, comme homme d'État, était désormais faite.

Voici ce qu'on voit dans une carricature : Le grand Frédéric donnant une prise à Napoléon, lui dit : « Décidément nos neveux ne nous valent pas ! » Derrière

Frédéric se trouve le roi de Prusse actuel, s'inclinant devant une barrière autrichienne sur laquelle est écrit : « Au nom de l'Autriche, halte là ! » Frédéric-Guillaume fait une salutation militaire, en portant la main droite à son casque. Derrière l'empereur Napoléon se trouve le président de la République française, une bouteille de vin de Champagne sous son bras gauche.

Les princes ont ce double avantage, qu'on leur doit tout, et qu'ils ne doivent rien à personne.

La force des rois est fictive ; aujourd'hui ils ont tout le monde, le lendemain ils n'ont plus personne ! Leur situation est donc bien précaire. Mais ils ne font cette remarque que quand ils sont obligés de se sauver. A l'empereur Don Pédro du Brésil restaient à son embarquement cinq hommes seulement ; à Charles X, à Louis-Philippe, quelques hommes sans mœurs et sans mérite ; aux deux Léopold de Toscane et de Bade, quelques laquais ; le grand-duc de Toscane s'est embarqué pour Mola di Gaëta, et le grand-duc de Bade s'est enfui, dans la nuit, assis sur un caisson de canon.

La justice fonde la sécurité des peuples et la véritable gloire des rois.

Ce qui caractérise l'époque actuelle, c'est la peur et l'égoïsme. Je crains que les rois n'aient encore une fois raison, parce que les peuples n'ont pas plus de vertu et de sagesse que les rois.

Il faut nettoyer les étables d'Augias.

FARCE ROYALE.

Le roi de Wurtemberg a lancé, le 18 janvier 1851, une lettre au prince de Schwarzenberg, dans laquelle il demande qu'une Chambre des représentants de tout le peuple allemand soit établie à côté du pouvoir fédéral suprême. Mais le prince de Schwarzenberg a rejeté cette idée.

Est-ce persévérance de l'esprit *soi-disant* libéral du roi Guillaume? Ou est-ce une coquetterie hypocrite envers la démocratie?

A mon avis, ce roi en déconfiture, comme tous les autres, a voulu se faire un peu de popularité en se donnant l'attitude d'un défenseur des droits de l'Allemagne. Cette tactique ne fera plus de dupes, elle n'obtiendra pas un jour de succès. Le peuple la qualifiera de blague royale. Il se souviendra de ce que le roi a fait et dit à Bregenz, où il s'est prosterné aux pieds d'un gamin couronné (François-Joseph d'Autriche) comme son vassal le plus dévoué.

Les princes pygmées de l'Allemagne empêcheront toujours un résultat vers l'union nationale. Ces Liliputiens ont l'audace de s'appuyer sur le principe de la légitimité. C'est là un fait bien curieux dans l'histoire de ce pays. A la fin, les peuples trancheront ces questions; mais d'ici là une dizaine d'années s'écouleront encore. Nous verrons probablement quelque catastrophe en 1852; mais il n'en sortira pas encore de solution définitive.

L'AMNISTIE GÉNÉRALE, BONNE POLITIQUE ET JUSTICE.

Que l'amnistie ait le caractère législatif; qu'elle couvre le crime accessoire aussi bien que le crime principal, et qu'elle emporte de plein droit l'amnistie du complice! L'amnistie est un acte du pouvoir souverain, à l'effet d'effacer et de faire oublier un crime ou un délit. L'objet de l'amnistie n'est pas l'avantage privé de ceux qui en profitent; son but est l'intérêt public; c'est la loi qui commande le pardon et l'oubli aux tribunaux et aux citoyens.

Quand un gouvernement a dans sa main tous les moyens de combattre et de détruire par la force les factions ennemies, il peut être utile, il est bon que dans l'occasion il essaie de ramener à lui ceux qui lui sont contraires, en donnant le pardon et en promettant l'oubli.

L'exil, la prison, l'absence, font fermenter les haines; que le mot d'oubli soit prononcé, et ces haines s'apaiseront, non pas toutes peut-être; mais autour de celles qui résisteraient à l'action réconciliante de l'amnistie, il s'établirait comme un cordon sanitaire de bons sentiments, puisés à l'inépuisable foyer de la famille. Ne veut-on compter pour rien l'influence des sentiments et des devoirs de la famille, même sur les plus rudes natures? Une généreuse pensée d'ordre et de réconciliation est plus nécessaire que jamais à l'heure qu'il est. Et les gouvernements n'ont-ils donc rien à se reprocher?

La prison politique exalte, l'exil égare. Ouvrez la prison politique, faites cesser l'exil. Rendez chacun à lui-même. Ne pas pardonner, c'est craindre; ne pas oublier, c'est engager les autres à se souvenir.

La plaie de l'Allemagne, c'est la puissance des bureaucrates et la nullité politique des citoyens.

Les ministres serviteurs de l'État sont devenus les maitres de l'État : ce sont les domestiques qui commandent dans la maison.

Ce n'est jamais impunément qu'on laisse s'envenimer et s'aggraver une telle plaie. Il y faut porter remède, si l'on ne veut pas que la gangrène s'y mette et finisse par infecter tout le corps social.

Si une fois les sceptres des princes d'Allemagne sont brisés, celui-là se trouvera bien qui saura mener les nations à la victoire et à la liberté.

Depuis quatre-vingt-neuf le prince est un otage;
Rien n'est moins assuré qu'un royal héritage.

En Allemagne, il faudrait commencer par tirer justice des baillifs, véritables pachas, et faire aux gendarmes ce que le général Grivaz leur a fait en Grèce. Ce sont des assassins privilégiés, surtout dans le grand-duché de Bade.

Il est visible pour tout le monde, et il faudrait un aveuglement bien tenace pour ne pas l'apercevoir, que l'Allemagne est grosse de tempêtes, et qu'une crise terrible, une révolution sociale la menacent. Les menées du *Rongisme*, aujourd'hui ouvertement avouées et favorisées par le gouvernement prussien, qui vient d'ouvrir à cette

secte les temples protestants, hâteront l'explosion. Regardez ce qui se passe sous ce rapport en Saxe.

En Allemagne règne encore le droit de la race ; là on ne peut mériter quelqu'un de ces titres de conseiller, si souvent accolés à celui de savant, qu'en se faisant le complaisant de ceux qui gouvernent ; on est condamné au silence si l'on écrit quelque chose. Il faut, pour être tranquille dans cette contrée, être panthéiste, éclectique, sceptique, synécrétiste, vague, partisan enfin de quelque philosophie qui ne mène à rien.

Quant aux Allemands qui travaillent à faire sortir leur patrie de la torpeur où elle est plongée ; quant à ceux qui souffrent et combattent pour le progrès de leur pays, ce parti, qui formera un jour la majorité en Germanie, se moque avec raison d'une philosophie anti-sociale ; il s'indigne contre ces prédicateurs qui enlacent la jeunesse dans des doctrines stériles.

L'Allemagne se dégage aujourd'hui à grand'peine de son ancien état de hiérarchie féodale, sans atteindre encore son nouvel état de fédération. Elle tourne, vacillante et lourdement ivre, comme son empereur Wenceslas.

Les Suisses doivent trouver dans la sainteté de leur cause et dans l'énergie républicaine les moyens nécessaires pour sortir victorieux du combat qui se prépare. Les haines royales, bien qu'elles aillent très-loin, n'oseront pas tenter une intervention armée en Suisse. C'est assez d'une Pologne ; on ne renouvelle guère de tels attentats.

La souveraineté cantonale doit être restreinte dans certaines limites, si l'on n'ose pas encore l'abolir entiè-

rement pour établir l'unité du gouvernement, comme celle de l'Union américaine. En effet, vingt-deux souverainetés cantonales gênent trop le Gouvernement fédéral dans son action exécutive. La Suisse aura à l'avenir son Parlement helvétique, comme l'Allemagne son Parlement allemand, à ce que le digne député, M. Bassermann de Mannheim, a prétendu dans la Chambre des députés badois à Carlsruhe.

L'unité du gouvernement est nécessaire à la Suisse, pour garder son indépendance. Faute de cette force, elle pourrait bien finir par être incorporée, suivant ses trois idiomes, aux trois Etats voisins, l'Italie, l'Allemagne et la France; et cela d'autant plus que la France continue de méconnaître ses intérêts, en ne lui accordant pas son appui moral.

Il faut émanciper partout la classe ouvrière, régler les droits des ouvriers, et assurer leur existence; c'est la destination sacrée de notre époque. Depuis trop longtemps vous vendez, les uns des Bibles, les autres des rosaires, pour brider le peuple, dont vous avez peur.

L'émeute des ouvriers est à l'ordre du jour en Allemagne. Le malaise se montre sous toutes les formes; mais à chaque occasion, en Allemagne surtout, il se fait jour sous la forme religieuse; la continuation de la réformation semble être en perspective. L'avenir est gros de guerres civiles et religieuses. Qui sait ce qui se passera encore en France? car l'élite de la population s'occupe du Papisme et du Luthérianisme.

Les Jésuites et les piétistes ne leurrent-ils pas également le peuple fidèle avec des traites sur le ciel? Mal-

heureusement nous n'avons aucune preuve de la solvabilité du céleste banquier. Faut-il donc s'étonner si les fidèles finissent par s'impatienter, s'ils se tournent contre les caissiers du ciel, et, ne voyant pas paraître le chef de la maison, s'ils mettent sa banque en pièces et renvoient ses commis ?

Pénétrez-vous enfin de cette conviction, que les prêtres sont faits pour les peuples, et non les peuples pour les prêtres ; que Jésus-Christ a fondé la religion et a donné le précepte de l'amour fraternel, pour rendre l'humanité bonne et heureuse dès cette vie, et qu'il ne veut pas qu'elle jeûne ici-bas d'esprit et de corps pour être sauvée là-haut, comme l'enseigne l'ambition romaine ; osez atteindre à cette conviction, et conformez-y vos actions, comme c'est votre devoir.

Rejetez les préjugés absurdes que Rome veut vous inoculer ; vivez et combattez désormais non pas pour l'évêque de Rome et pour ses ambitieux prélats, mais pour vous et pour vos concitoyens.

Les faux interprètes des divins oracles ont voulu, au nom du ciel, faire ramper les peuples sous les volontés arbitraires des chefs ; ils ont consacré le despotisme ; ils ont rendu Dieu complice des tyrans ! Ces faux docteurs triomphaient parce qu'il est écrit : « Rendez à César ce qui est à César. » Mais ce qui n'est pas à César, faut-il aussi le lui rendre ? Or, la liberté n'est point à César, elle est à la nature humaine.

Les questions religieuses dominent les questions politiques ; les peuples sont plus faciles à remuer par la religion que par la politique ; voyez les mouvements religieux

gieux en Allemagne, en Suisse et presque partout ! Une nouvelle réformation en sortira peut-être.

Le roi de Prusse et le grand prévôt Metternich ont probablement décrété, aux bords du Rhin, à Stolzenfels, que Luther et Calvin ont dit le dernier mot sur la religion. Mais les peuples l'entendent autrement, et ne veulent plus prêter l'oreille qu'à une religion rationnelle.

La religion, nécessaire à l'homme, l'instruit dans son enfance, réprime ses passions dans tous les âges de la vie, le soutient dans l'adversité, le console dans la vieillesse. La religion doit être et rester une chose de cœur, de sentiment et de conviction intime ; la raison et la philosophie doivent en être les inséparables compagnes. Mais les gouvernements ne doivent pas faire de la religion un instrument gouvernemental. La fiscalité, comme toutes les tyrannies, se retranche derrière les sentiments religieux.

Détruire les constitutions allemandes, désarmer le Schleswig-Holstein, rétablir les princes fugitifs sur leurs trônes ébranlés, ce sont là des œuvres secondaires qui ont déjà été accomplies. Puis on sera prêt à aller éteindre pour toujours le grand foyer révolutionnaire de la rive gauche du Rhin, sauf les éventualités françaises, auxquelles est chargé de veiller le prince de Prusse à Coblence. Les niais seuls ne voient pas que toutes les têtes couronnées sont d'accord, et que les loups ne s'entre-déchirent pas.

Les grands préparatifs que font les rois sont dirigés contre le dernier rempart de la démocratie en Europe, les Républiques de Suisse et de France. Aussi longtemps

que la République française restera debout, et à côté d'elle celle de la Suisse, la monarchie européenne aura le sommeil troublé.

Sur les bords du lac de Constance, trois monarques, comme au Grütli, ont juré une alliance éternelle. L'empereur d'Autriche a montré sa jeune épée, et les deux rois de Bavière et de Wurtemberg, ses vassaux, ont répondu : Nous te suivrons !!

C'est à Varsovie et à Dresde qu'on arrêtera les moyens d'exécution d'un plan contre-révolutionnaire depuis longtemps adopté, et dont le but final touche directement à l'indépendance des deux Républiques européennes, la France et la Suisse. En un mot, il faut que l'Europe entière devienne *cosaque*. Voilà où l'on veut en venir ; voilà le sens de ces déploiements de forces dans le Nord : c'est une nouvelle invasion des barbares qui nous menace. C'est l'autocrate qui, à Varsovie, mettra d'accord François-Joseph I[er] et Frédéric-Guillaume IV ; après quoi ils iront tous s'embrasser à Dresde, et vous verrez sous peu le dernier acte de la comédie dynastique.

Après avoir achevé l'Occident, le Czar changera de front, et voudra envahir la Turquie ; mais la Porte dispose de 250,000 hommes bien exercés, soldats robustes et sobres. La cavalerie irrégulière compte près de 100,000 hommes. Si ces forces sont bien dirigées et bien commandées, les Russes trouveront à qui parler. Au reste, l'Angleterre n'est pas à dédaigner ; jamais cette puissance ne pourra se mettre à la merci de la Russie !

D'après les vues de la nouvelle sainte-alliance qui est

en voie de se rétablir, on ne peut sauver l'Europe qu'à la condition de se débarrasser du Piémont, de la Suisse et surtout de la France. Non-seulement il faut envahir la France, mais encore il faut occuper son territoire et la soumettre à un régime de fer pendant vingt ans. La déportation et la mort d'un million de Français sont des nécessités sociales ; et ce n'est qu'au prix de mesures semblables qu'on peut éviter un nouveau débordement révolutionnaire imminent en France.

Quelle honte pour le dix-neuvième siècle ! après avoir essayé toutes les formes de gouvernement avec ou sans constitution, on finit par tomber entre les mains de la police ! L'Europe entière subit cette honte. On a mis au-dessus du pouvoir l'omnipotence de la police ; tous les gouvernements en sont là. Les rois et les présidents se laissent garder par des gendarmes de cour et des gendarmes mobiles. En seront-ils mieux gardés, et leur vie sera-t-elle plus assurée? Je ne le pense pas ; ils jettent un défi à la figure de leur armée ; ils pourraient le payer cher.

Ceux qui font des révolutions à moitié, creusent leur propre tombe. Dieu ne donne pas deux fois aux peuples l'ancre de salut, quand ils l'ont rejetée une première fois. Le sacré se mêle au profane en toute chose.

Il est maintenant hors de doute qu'il y a nécessité de se constituer par race et par langue. Ce sera alors, et seulement alors, que la prospérité et la paix pourront véritablement régner sur la terre.

Les rétrogrades se donnent tout le mouvement possible pour dégoûter les peuples de la liberté, en exagé-

rant les sacrifices momentanés qu'exige l'établissement d'un nouveau monde; ils se gardent bien de dire combien coûtent les restaurations en argent et en sang, pour soutenir un état de choses impossible, qui n'aura plus d'avenir.

La guerre du Schleswig-Holstein pourrait bien être aussi le commencement de la fin; car la honteuse trahison de la cause allemande de la part des rois est flagrante.

L'obéissance de l'armée doit être entière et absolue, lorsqu'elle a devant elle l'ennemi; elle est conditionnelle lorsque le soldat a le visage tourné vers ses concitoyens.

Le ministre de la guerre est aujourd'hui chef de police; car qu'est-ce que l'armée maintenant? pas autre chose que des policiers gardant les rois.

Les rois ne sont que des magistrats héréditaires, qui n'existent que pour le bonheur des nations; les nations n'existent pas pour la satisfaction des rois.

L'armée, c'est la compression matérielle, qui s'impose au nom de la force; le clergé, c'est la compression morale, qui s'impose au nom de la foi.

Le clergé a l'Evangile, basé sur les principes mêmes qui font la base du socialisme. Qu'il le lise attentivement, et il tournera le dos à la réaction.

L'armée sort du peuple; elle y rentrera; elle s'y retrempe d'ailleurs à chaque instant.

La situation de l'Europe est encore loin de présenter un caractère de durée. La révolution a laissé de si profondes traces, qu'il est impossible de mettre le monde dans sa situation primitive. Tous les moyens réactionnaires n'y suffiraient pas.

Le bons sens et l'équité demanderaient que l'on fît en temps utile les réformes promises et attendues, au lieu de suivre avec obstination une route qui conduira infailliblement la France et toute l'Europe vers de nouvelles révolutions, pendant que les gouvernements, oublieux des leçons du passé, et sans intelligence de l'avenir, se liguent avec tout ce qui est hostile au progrès. Les gouvernements font fausse route ; l'opinion publique s'éloigne d'eux de plus en plus ; ils ne pourraient la ramener qu'en changeant complètement de système, et non par des menaces ou des violences, qui tournent encore contre eux. Malheureusement ils roulent sur une pente où il leur est difficile de s'arrêter. Les peuples ne se laissent plus ramener à l'existence aveugle de la brute ; on ne peut plus les courber sous un pouvoir indépendant d'eux.

A côté de chaque citoyen on place aujourd'hui un mouchard, et derrière lui un geôlier. L'état de siége est devenu l'état normal d'une partie de l'Europe. Mais aussi, voyez ce frémissement des populations, qui s'agitent comme une mer prête à se soulever ; écoutez ce bruit sourd qui gronde au sein de l'abime. Je vous le dis, il y a des tempêtes dans l'air, et déjà les flots se gonflent. Chétifs habitants du rivage, qui jetez quelques brins de paille pour arrêter ces flots, revenez à temps de vos folles chimères ; ne vous jouez pas avec l'Océan !

Il faut donc couper l'arbre à la racine ; si on oublie une branche, l'arbre se reproduit en entier. La royauté rétablit la noblesse, l'argent relève l'aristocratie ; les

gros revenus du clergé suffisent seuls pour aveugler les masses et les faire retourner vers les temps des croisades.

Il faut régénérer la société ; ce travail est urgent ; le temps presse. Nous marchons vers la guerre sociale : qui pourrait nous guider? Les rois n'ont plus de pouvoir ; les prêtres nous maudissent ; le riche enfouit son or ; à qui nous adresserons-nous ? A la science, qui se charge de refaire la société. En dépit de la réaction, l'instruction s'infiltre chaque jour davantage dans les masses. Oui, désormais toutes les nuances intermédiaires sont effacées, et il n'y a plus en Europe que deux partis : l'un qui veut le monopole et l'exploitation ; l'autre, qui réclame l'égalité et le droit commun ; l'un qui a inscrit sur son drapeau : *compression ;* l'autre a pris pour devise : *liberté ;* l'un, qui recule en tremblant vers le passé ; l'autre, qui marche résolument vers l'avenir.

On n'a épargné aux hôtes de l'Elysée ni les avis utiles, ni les vérités sévères, et bientôt on s'est aperçu que les présidents de race impériale ou royale sont comme les rois, que les conseils les importunent, et que la vérité les blesse sans les éclairer.

La loi qui permet aux libraires
De vendre sans frein des poisons,
L'interdit aux apothicaires.
D'un tel fait où sont les raisons ?

Combien de temps Frédéric-Guillaume se moquera-t-il encore de ses sujets? Il y a de quoi faire réfléchir les princes aussi bien que les peuples de l'Allemagne. Pour les peuples, c'est une duperie, que Sa Majesté piétiste leur ménage, en leur préparant un asservissement géné-

ral, garanti au besoin par le Czar. Pour les princes, c'est la dégradation la plus complète, puisqu'ils vont rester sans armée, sans argent, devenus de simples préfets prussiens, avec le simple droit de siéger dans la Chambre des Pairs d'Allemagne.

Il est impossible que cette grande farce royale ne finisse pas bientôt par une tragédie. Encore quelques mois de réaction, et le peuple allemand, accablé d'impôts, sera réduit à une misère telle, qu'elle le poussera au désespoir, avant que le parlement d'Erfurt ait pu sanctionner les folies royales.

Le Czar a délivré l'Autriche de l'insurrection hongroise; mais qui la sauvera de la banqueroute?

Le roi de Wurtemberg commence à son tour à démasquer ses batteries; il a aussi oublié la leçon que son peuple généreux lui donna; il pense être sûr de son fait, parce que son grand-parent le Czar se trouve derrière lui. Mais l'histoire est là pour prouver que les liaisons de familles princières ne garantissent pas grand'chose. Metternich donna en 1810 à Napoléon, Marie-Louise, archiduchesse d'Autriche, pour épouse; cela n'empêcha pas que son bien-aimé beau-père l'empereur François II, de glorieuse mémoire, ne détrônât son gendre et ne partageât le butin disponible. Metternich donna pour consolation à l'ex-impératrice le général borgne Neuperg, et tout fut arrangé pour le mieux; l'excellente princesse autrichienne vécut avec ce général et l'épousa après la mort de l'Empereur.

A quoi prétend une religion, quelle qu'elle soit? Elle prétend à gouverner les passions humaines, la volonté

humaine. Toute religion est un frein, un pouvoir, un gouvernement. Elle vient au nom de la loi divine, pour dompter la nature humaine. C'est donc à la liberté humaine qu'elle a surtout affaire. C'est la liberté humaine qui lui résiste, et qu'elle veut vaincre. Telle est l'entreprise de la religion, sa mission, son espoir. Pour que les religions accomplissent réellement leur tâche, il faut que l'homme se soumette, mais volontairement, librement, et qu'il conserve sa liberté au sein de sa soumission. C'est là le double problème que les religions sont appelées à résoudre. Mais on a considéré la liberté comme obstacle, et non comme moyen; c'est par suite de cette erreur que le clergé s'est toujours rangé du côté du pouvoir, du despotisme, contre la liberté humaine.

Si le clergé s'était bien rendu compte du moyen d'action, il aurait vu qu'il faut garantir la liberté pour la régler moralement; que la religion ne peut, ne doit agir que par des moyens moraux.

Tous les instruments gouvernementaux ont failli à l'heure qu'il est: les chambres, où l'on a parlé beaucoup, pour aboutir à peu de chose; les ministres, qui amusent le peuple en servant le roi; les prêtres, qui craignent non pas pour la religion, mais pour leurs bénéfices; les moines, qui prêteront serment de ne rien faire, à charge de beaucoup manger; à propos de quoi un prince sera étranglé par son peuple avec une corde de macaronis. Il y a d'autres princes qui n'auront pas la corde, mais qui n'auront pas non plus les macaronis.

En ces temps il y aura de grandes victoires remportées d'une part, et de grandes médailles de l'autre.

Les rois ont peur des peuples, à cause de la république; et les peuples ont peur des rois, à cause du despotisme.

Et rira bien qui rira le dernier!

En ce qui concerne ce grand diplomate Metternich, nous dirons qu'il ne comprenait pas la puissance populaire, et qu'il n'était pas assez habile pour concilier ou diriger cette puissance. Ce pauvre homme n'agissait que d'après la vieille et stupide routine, son bonnet de nuit sur la tête. Le roi de Prusse n'a pas été plus sage, quoiqu'il vît bien les nouveaux intérêts et les idées du temps, avec lesquelles il coquetait, plutôt de peur que par amour. L'année 1848 arriva et surprit tous ces ministres et souverains aveugles et incapables.

Lord Palmerston a bien fait de chasser du sol britannique Metternich, ce grand espion des souverains, qui sont les ennemis jurés des peuples, quoique ceux-ci les nourrissent par leur travail. Metternich est en ce moment sur les bords du Rhin ; il rentrera sous peu à Vienne.

L'archiduc Jean, l'ex-réformateur de l'Allemagne, a fait une visite à Metternich avant de quitter Francfort, siége de l'empire d'Allemagne en perspective. Il a pris des conseils de ce rusé diplomate. Jean n'avait pas d'autre mérite que celui d'avoir perdu toutes les batailles où il avait commandé, depuis celle de Hohenlinden ; à Wagram il arriva trop tard, ce qui changea tout-à-fait l'affaire. Sa popularité vient de ce qu'il tire à la cible en manche de chemise avec les paysans de Styrie, et qu'il s'est marié avec la fille d'un maître de poste. Mais on cherche-

rait en vain, avec toutes les lanternes, un prince autrichien libéral.

L'Autriche et la Prusse n'ont pas d'autre idée que de se partager le reste de l'Allemagne ; en attendant, elles jouent la comédie et fatiguent les peuples, dans l'espoir que ceux-ci finiront par demander eux-mêmes leur incorporation. L'avenir de l'Allemagne est un nouveau partage, si toutefois la brave nation allemande ne s'y oppose pas les armes à la main. A Erfurt on va jouer une nouvelle farce parlementaire, dont l'Autriche a le secret : au lieu d'une Allemagne libre, on aura un empire autrichien et un royaume prussien.

Avant que les rois soient unis, une grande guerre pourra éclater en Allemagne ; et avant que les justes attentes des peuples soient réalisées, on verra se lever les Français du côté du midi, les Russes du côté du Nord, appuyés par des Allemands.

On peut dire que tous les gouvernements sont passés entre les mains de la soldatesque. Le roi de Prusse règne par la grâce de Wrangel ; l'empereur d'Autriche par celle de Haynau et de Radetzky. Napoléon le *petit* gouverne par la grâce de Changarnier et autres. En Espagne, depuis des années, Narvaez en est le patron ; Isabelle a tenté de se débarrasser de son joug ; mais la force des choses l'a obligée de se rejeter dans ses bras ; aujourd'hui cependant il est exilé à Paris.

L'infâme Autriche, près de sa dissolution, continue à stranguler l'Italie et la Hongrie.

Il est dans l'histoire des époques d'enthousiasme et d'amour, puis des époques de haine et de lutte impla-

cables. Que de chemin parcouru depuis ces jours d'enthousiasme, où la France, où l'Europe entière semblait se fondre en un même amour ; où les peuples, levant la pierre de leur sépulcre, exhalaient en chants inspirés le bonheur de renaître dans une société transformée ; où les rangs se confondaient cordialement ; où les hommes des priviléges ne détonnaient dans ce grand hymne d'allégresse qu'en protestant plus vivement que les autres de leur dévouement à la république démocratique et sociale ! Le peuple était maître et libre, non pas à Paris seulement, mais à Vienne, mais à Venise, mais à Rome, à Milan, à Florence, à Carlsruhe. Il avait longtemps souffert et amassé bien des haines au fond de son cœur. Les armées de l'ordre n'existaient plus ; peu de troupes, pas de garde nationale, et pas un désordre, pas une vengeance ; plus de crimes contre les particuliers, plus de vols, plus d'assassinats ; d'un bout de l'Europe à l'autre l'enthousiasme tenait lieu de la police détruite. Le peuple avait l'avenir pour lui ; que lui importaient les souffrances du passé ? Générosité ou peur, l'élan avait gagné les privilégiés eux-mêmes. Aujourd'hui, c'est le contraire : la haine est partout, à la surface et au fond. On ne discute plus, on se mesure des yeux, on se tue en détail, en attendant la mêlée générale. La réaction est impitoyable, et le peuple ne sera plus généreux ! A la loyauté, à l'inexpérience de la révolution victorieuse, les intrigants ont opposé l'astuce. La démocratie victorieuse n'avait pas daigné se venger ; l'aristocratie a étendu sur toute l'Europe un grand réseau de persécutions, d'assassinats juridiques, de tortures.

Aussi longtemps qu'il existera en ce monde un soldat et une fille prostituée, l'égalité, la liberté et la fraternité ne seront que des mots. Ainsi, délivrance des pauvres hommes condamnés à tuer leur prochain, délivrance des malheureuses femmes dont la chute déshonore l'humanité. La plus noble et la plus admirable créature qui soit sortie des mains de Dieu, c'est la femme.

Ce sont les mauvais Gouvernements, et non les peuples, qui provoquent les grandes révolutions. Les révolutions sont impossibles lorsque le Gouvernement ne dort pas, lorsqu'il marche avec le temps, et qu'il améliore à propos la condition du peuple ; il ne faut pas attendre jusqu'à ce que la populace force la Gouvernement à faire des concessions; un tel Gouvernement est dès-lors perdu; le peuple exigera toujours davantage. Les vrais hommes d'état ont toujours la main sur le pouls du temps ; mais malheureusement ces hommes sont rares aujourd'hui, et les princes préfèrent quelquefois des plagiaires. Dans tous les temps il y a eu des favoris sans mérite; les peuples ne sont pas plus que les rois, exempts de cette faiblesse.

Pourquoi le peuple demande-t-il toujours plus de concessions? parce qu'il sait qu'on lui en retirera une partie dans les temps réactionnaires.

La puissance législative est le cœur de l'Etat ; la puissance exécutive en est le cerveau, qui donne le mouvement à toutes les parties. Le cerveau peut tomber en paralysie, et l'individu vivre encore. Un homme reste imbécille et vit ; mais, sitôt que le cœur a cessé ses fonctions, l'animal est mort. Ce n'est pas par les lois que l'Etat

subsiste, c'est par le pouvoir législatif. Ce sont les citoyens qui font les communes et l'Etat, et non les communes et l'Etat qui font les citoyens.

De nos jours surtout, la société influe beaucoup plus sur les gouvernements, que les gouvernements n'influent sur la société. Cependant beaucoup dépend du moment : l'opinion est une force immense aujourd'hui, nulle demain.

L'étude de l'homme devrait par analogie commencer par l'étude des bêtes qui l'entourent. Le genre âne n'a-t-il pas des rapports frappants avec le genre homme, ne fût-ce que par le rapprochement de leurs bêtises, de leur entêtement et d'autres facultés instinctives et morales ? L'âne et l'homme ne peuvent-ils pas réciproquement servir de pendant l'un à l'autre ?

Le prince Wallerstein a dit dans la Chambre bavaroise : « La grandeur et la force de la Bavière, c'est d'être en tête du reste de l'Allemagne. » Rœmer disait : « Point d'Allemagne prussienne ! » Ces deux hommes d'état ont bien raison. Les seize millions d'habitants de l'Allemagne proprement dite (à l'exception de l'Autriche et de la Prusse) n'ont point d'autre solution à attendre que de se réunir en Etat fédératif sous la direction de la Bavière, vu la jalousie de l'Autriche et de la Prusse, et leur mauvais vouloir pour l'unité allemande. Autrement ils peuvent s'attendre à voir d'abord la résurrection de la Diète, plus tard le morcellement des petits Etats, et enfin le partage de l'Allemagne, qui aura le sort de la Pologne. On commencera probablement par la dissolution du grand-duché de Bade.

Le prince de Hohenzollern-Hechingen a vendu ce pays au roi de Prusse, moyennant 10,000 thalers par an; celui de Sigmaringen a vendu le sien au même roi pour une rente viagère de 25,000 thalers. Successivement les petits princes souverains de l'Allemagne et de l'Italie vendront leurs pays respectifs au plus offrant des monarques; avec cette différence, c'est que les princes de Hechingen et de Sigmaringen ont vendu les leurs ouvertement, et que les autres les vendront en secret.

Il faut bannir les rois de l'Europe, si toutefois les peuples ne se rappellent pas que les morts ne reviennent point! Et dans le cas où ces bannis oseraient remettre le pied sur le sol européen, leur mort devrait s'ensuivre immédiatement, pour le repos des peuples.

faut confisquer les biens des princes, ainsi que ceux des prêtres leurs auxiliaires, et les biens des communes, et les distribuer à ceux qui ne possèdent rien.

Il faut respecter la propriété des particuliers, sans examiner comment ils l'ont acquise, quoique ce soit une anomalie que quelqu'un possède plus de 200 acres. Mais, par principe, ne touchez pas à la propriété des individus; seulement il faut mettre la main sur les biens des castes privilégiées, des prêtres, des princes, de l'Etat et des communes, qui n'ont pas besoin d'avoir des budgets à part. Le gouvernement des Etats respectifs se chargera du *budget général*, basé sur les *recettes directes*.

Quoique le continent européen soit maintenant tranquille, deux ans à peine se sont écoulés depuis que des luttes sanglantes bouleversaient de vastes contrées, de

Paris à Pesth, du Holstein à la Lombardie, à Berlin, à Dresde et à Vienne. Si les mouvements ont été soudains, ils eurent peu de durée. Partout l'ordre est rétabli en ce moment. Toutefois il est impossible de se dissimuler que l'état actuel des choses est précaire et ne peut inspirer la confiance. Il n'y a pas d'accord entre les peuples et les gouvernants, bien qu'il y en ait entre les gouvernants eux-mêmes. Le résultat de la lutte a tourné en général à l'avantage du conservatisme. En France, l'ancienne politique du gouvernement a été rétablie, sauf le nom et la confiance. En Prusse, la fermeté de l'armée et le retour à la loyauté des classes moyennes déjouèrent promptement les plans d'une audacieuse conspiration. En Autriche, la lutte fut un Marengo politique, d'abord perdu, puis gagné par l'épée. En Allemagne, les classes moyennes arrachèrent le pouvoir à la populace, et, confiantes aux promesses des princes, rendirent ce pouvoir à leurs souverains.

Cependant, dans tous ces pays, le peuple est mécontent. En France on n'aime pas l'édifice révolutionnaire qui existe ; ailleurs on regrette les avantages révolutionnaires qui ont été perdus. En Allemagne surtout, le mécontentement est si vif et si général contre les familles régnantes, que l'on considère comme inévitable un nouveau mouvement, lequel n'est peut-être entravé que par les garanties que s'accordent mutuellement les grandes puissances militaires.

Tout en reconnaissant la justice des griefs et des demandes qui ont été éludées, on ne peut se dissimuler la difficulté extrême d'arriver à une solution pacifique du

problème. En Angleterre on considère la monarchie constitutionnelle comme un arrangement si heureux entre les prétentions politiques, qu'on ne peut presque pas concevoir que l'exemple qu'elle offre d'un gouvernement populaire puisse être méconnu ou mal interprété.

Il est au reste bien établi que les princes allemands ne pourraient manier une constitution comme celle d'Angleterre, et qu'ils n'en voudraient pas, s'ils le pouvaient. La constitution anglaise a une politique en théorie et une autre en pratique. Elle a institué trois pouvoirs, mais il n'y en a qu'un seul en définitive : c'est l'expression de l'opinion populaire. Le pouvoir prédominant en Angleterre a été la Chambre des Communes, et il le sera toujours tant que les finances resteront placées sous le contrôle des représentants du peuple. L'assentiment de la Couronne, bien que toujours demandé, n'est jamais refusé, et la Chambre des Lords, tout en insistant parfois sur ses droits, n'est point un obstacle à la volonté nationale : il suffit de rappeler ici les questions de la réforme et de la liberté du commerce.

Les souverains du continent sont naturellement hostiles à de pareilles combinaisons. C'est à cet écueil que se sont heurtés virtuellement les dilemmes des rédacteurs de constitutions. Il n'y a aucune objection contre le mécanisme des deux Chambres, mais il place le pouvoir décisif au sein des conflits, qui ne pouvaient manquer de s'élever. Ce n'était pas assez, pour avoir une constitution d'après le modèle britannique, de faire figurer le roi, les pairs et les communes ; il fallait que le second de ces pouvoirs fût subordonné au troisième, et que

le premier se contentât de sanctionner les décisions des deux autres.

Voilà où a été l'obstacle insurmontable au régime constitutionnel sur le continent. On a trouvé qu'on ne pouvait priver le souverain d'un vote, c'est-à-dire d'un véto, et c'est ainsi que la part de pouvoir qui devait être de nouveau divisée provenait des concessions royales.

On ne pouvait pas tout prendre et ne rien donner dans un arrangement fait à l'amiable ; le souverain devait avoir sa part, sans contredit.

Les Français, dans leur premier essai constitutionnel, heurtèrent précisément contre cet écueil : ils réservèrent le véto au souverain ; mais le véto exercé par Louis XVI produisit le 10 août, et détermina le cours fatal de la révolution.

La constitution de la Hesse électorale attribuait explicitement à la Chambre des représentants le contrôle des impôts ; mais, malgré cela, les gouvernements en Allemagne soutiennent qu'en aucun cas la Chambre ne pouvait refuser des impôts ; car autrement, disent-ils, ce serait transférer virtuellement le pouvoir du souverain au peuple. Là était la question en effet ; il doit y avoir quelque part un pouvoir prépondérant, sans appel ; mais les souverains ne sont pas disposés à abandonner ce pouvoir ; tant qu'ils le conservent, le gouvernement constitutionnel est impossible. Il a fait banqueroute politique, et maintenant le gouvernement absolu se trouve face à face avec la république.

En Angleterre l'arrangement a toujours été possible. Là les souverains ont cessé depuis longtemps d'être

aussi absolus que le sont aujourd'hui les souverains du continent. Le dernier véto fut émis par Guillaume III. La couronne britannique se dépouilla peu à peu de son action indépendante, de manière que les souverains qui se succédèrent ne remarquaient guère le changement.

Tout conspire contre les expériences constitutionnelles du continent. Les princes sont trop habitués au commandement. Ils ne comprennent pas la séparation des pouvoirs, la différence qu'il y a entre régner et gouverner. Ils voient bien qu'il n'y a pas ici de milieu entre un pouvoir réel qui anéantit un parlement, et un pouvoir parlementaire qui détruit les notions qu'ils ont de leur puissance, notions dans lesquelles les entretiennent une foule de légistes, plus ou moins habiles, qui ont vécu sous les anciennes institutions. D'un autre côté, si les souverains sont mal placés pour céder, il faut aussi reconnaître que les peuples s'y prennent souvent mal pour demander.

Pour obtenir les mêmes résultats qu'en Angleterre, il faut que l'élément populaire, de même que la prérogative royale, soient tempérés par une longue habitude et par la pratique ; au lieu que le constitutionnalisme moderne est inexpert, violent et agressif.

Les difficultés viennent des deux côtés, de l'inaptitude des deux parties. Il n'est pas facile d'établir un gouvernement populaire sur les débris de l'absolutisme.

Ne vous fiez plus aux princes ; aucun serment ne peut les lier ; ils ne tiennent pas leurs engagements. Le duc d'Anhalt-Dessau avoue qu'il songeait au parjure quand

il a prêté serment à la liberté. Tous les princes rejettent l'idée de tenir la foi promise à des sujets. Les princes ressemblent en beaucoup de points aux Juifs : le Talmud permet à ceux-ci de voler les Chrétiens.

Le roi de Hanovre est le seul souverain de l'Allemagne qui ait conservé son courage et sa dignité dans les derniers temps difficiles, le seul qui n'ait pas capitulé avec les masses en 1848, et qui ait gardé fidèlement son serment prêté à la Constitution. Ce vieux roi avait fait son éducation politique en Angleterre, ainsi que Léopold, roi des Belges.

Il y a dans le système gouvernemental des rois et des principicules, une philosophie de parjure à l'usage des monarques.

Pie IX a envoyé à François-Joseph une *dispense* qui lui a permis de se parjurer en toute tranquillité de conscience. A son exemple, les petits princes allemands peuvent décréter l'absolution des droits fondamentaux du peuple jurés par eux après les événements de 1848. L'ancienne Diète réchauffée prononce l'annulation de ces droits, parce que, dit-elle, ils n'ont pas été votés d'une manière légale, pour pouvoir devenir loi fondamentale. C'est donc le gouvernement du sabre qui règne partout. Mais l'armée sera tôt ou tard à l'image du peuple d'où elle sort et au milieu duquel elle vit, et l'unique force des oppresseurs leur échappera. Bien que la conviction de l'armée se forme lentement, il arrivera un jour où cette conviction sera complète, consommée, et alors vous aurez inutilement des Changarnier, des Castellane, des Wrangel, des Radetzky ; l'armée donnera la main à

ceux que vous appeliez rebelles. D'ailleurs, on n'a pas toujours devant soi un compère comme au 13 août 1849 à Vilagos, ou un maladroit comme au 23 mars à Novare.

Le roi Victor-Emmanuel agira sagement en restant avec l'Italie. Son armée est déjà beaucoup meilleure qu'elle ne l'était pendant la dernière guerre ; elle peut être facilement portée à 100,000 hommes : c'est tout ce qu'un général peut commander, a dit Napoléon ; seulement, il ne faut pas que ce général soit Chrzanowsky. Si le gouvernement persévère dans la même ligne de conduite, l'armée ne faillira pas à son devoir.

Le Piémont n'est qu'un satellite, et la France dispose encore une fois des destinées de l'Europe. Si l'absolutisme triomphe, il éteindra, n'en doutez pas, le flambeau de la civilisation, et la pauvre humanité reculera plus vite qu'elle n'a avancé.

Il est non-seulement possible de placer l'humanité dans une meilleure condition, mais il est dans l'intérêt de tout le monde, même dans l'intérêt des gens modérés et honnêtes, de faire cesser l'état actuel de guerre, en conciliant les divers intérêts. Malheureusement il y a encore du monde qui n'a foi que dans l'individualisme, l'égoïsme, l'oppression, la misère, et par conséquent dans la guerre éternelle entre les hommes.

Au premier orage qui purifiera l'atmosphère, au premier coup de vent qui partira du ciel ou de la terre, nous verrons les barrières artificielles tomber entre les nations européennes, comme tombèrent en 1790 les barrières provinciales qui divisaient la France ; et les peuples

voisins, aussi heureux que les paysans provinciaux de se trouver frères, célèbreront en grand les fêtes de la Fédération.

Frédéric-Guillaume IV, roi de Prusse *par la grâce de Dieu encore*, vient de jurer la Constitution octroyée après beaucoup d'hésitation, et après avoir fait venir de Francfort son *alter-ego*, le général Radowitz. A cette occasion, ce *jeune vieux Fritz* a prononcé, suivant son habitude, un discours caractéristique, plein de doctrines absolutistes et religieuses. Il pense gouverner, parce que Dieu le veut. En prononçant ce discours, il regardait d'un œil ses bien-aimés Berlinois, et de l'autre le ciel. Il veut gouverner jusqu'à ce que le gouvernail tombe de ses mains, suivant le cours naturel des événements politiques.

La jeunesse est dégénérée, parce que, jetée sur l'océan des révolutions comme un navire sans boussole et sans voiles, elle boit, fume et chante, et que, dans son aveugle enthousiasme, elle prend pour des continents tous les nuages qui se balancent sur l'horizon.

Les populations amollies de notre civilisation moderne n'ont plus de généreux élans, parce qu'aujourd'hui tout est petit: la peur seule est grande; tout est précaire, tout est vacillant; quelle légèreté dans les têtes! quelle incertitude dans les volontés! quelle impuissance dans les déterminations!

On n'a jamais vu les classes favorisées lâcher volontairement ce qu'elles tiennent; d'un autre côté, jamais les démocraties, une fois bien constituées, n'ont été mises à néant. Si dans les grandes crises il ne se fait pas

une évolution sociale de nature à sauvegarder les intérêts anciens, tout en donnant satisfaction aux intérêts nouveaux, rien ne sera stable.

L'établissement de la proportionnalité de l'impôt est de rigueur; il faut abaisser en même temps la féodalité banquière.

Sans le concours du souverain des steppes glacées du nord et des cosaques nomades, c'en était fait des oppresseurs de l'Italie, de l'Allemagne et de la Hongrie. Quelle fatalité que le Czar ait été amené à prendre part à ce duel des peuples contre les rois, aujourd'hui que la solidarité des nations et des principes est si intime!

Plus les despotes auront été perfides, hypocrites et cruels, et plus ils auront fait de martyrs en Italie, en Hongrie et en Allemagne, plus ils auront alimenté les sources des grandes eaux qui doivent engloutir à jamais l'absolutisme et le faire disparaître de la face du globe!!....

Nos os sont brisés, nos chairs déchirées en lambeaux par la mitraille royale; mais l'orgueil du triomphe brille sous nos sourcils sanglants; dans l'espoir de vous laisser héritiers de nos conquêtes, nous nous sommes endormis en paix sous la terre.

Les monarques fuiront; les aigles, les lions royaux fuiront! l'avenir sera fait par le peuple souverain, et par lui seul. Debout!

L'empereur d'Autriche est à la fois jeune et vieux: jeune par l'âge, vieux par le cœur. Il est le digne fils de sa mère, cette ennemie acharnée de la liberté des peuples, cette Sophie de Bavière, dont le père, le roi Maximilien, était pourtant un homme de cœur.

Nous offrons ici à nos lecteurs un article intitulé : *La grande dette de l'Allemagne*, dont l'auteur est M. J. Venedey, de Cologne, proscrit. On trouvera dans cet article les vœux les plus généreux ; c'est un appel à l'Allemagne, qu'une voix patriotique somme de payer sa dette à la liberté du monde. Puisse cette voix être entendue ! Quant à nous, nous doutons fort que la liberté européenne soit jamais une production allemande. C'est à la France qu'est réservée cette grande et sublime mission d'arborer le nouveau drapeau, qui sera planté sur toutes les capitales de l'Europe, le drapeau de la liberté et de la fraternité des peuples. L'Allemagne ne sera libre que le jour où la France le sera. En attendant, les Allemands ont de grands et nobles travaux à accomplir ; c'est à eux de travailler le sol de l'Allemagne, de l'engraisser même de leur sang, pour que, lors du grand jour de l'émancipation française, ce sol soit prêt à recevoir les fertiles semences de l'égalité et de la liberté ; qu'ils préparent la terre, pour que la récolte soit féconde et qu'elle soit faite au profit de tous !!.....

Les hommes sont inégaux en facultés et en besoins, mais égaux en droits ; chacun d'eux ayant reçu de Dieu la loi d'être utile et de vivre, tous ont un droit égal à développer leurs facultés et à jouir des conditions de l'existence.

On dirait qu'un petit nombre d'hommes, après s'être partagé la terre, ont fait des lois d'union et de garantie contre la multitude, comme ils auraient mis des abris dans les bois pour se défendre contre les bêtes sauvages.

Cependant, après avoir établi les lois de propriété, de justice et de liberté, on n'a presque rien fait encore pour la classe la plus nombreuse des citoyens. Que nous importent vos lois de propriété, pourraient-ils dire? nous ne possédons rien; vos lois de justice? nous n'avons rien à défendre; vos lois de liberté? si nous ne travaillons pas demain, nous mourrons !

Rousseau écrivait en 1760 : « Nous approchons de l'état de crise et du siècle des révolutions. » Je tiens pour impossible que les grandes monarchies de l'Europe aient encore longtemps à durer.

Voltaire prédisait aussi, mais à sa manière. Il voyait l'*infâme* écrasée; il était témoin que ses efforts de démolisseur allaient renverser toutes les vieilles murailles; il disait : « Tout ce que je vois jette les semences d'une révolution qui arrivera immanquablement, et dont je n'aurai pas le plaisir d'être témoin; les jeunes gens sont bien heureux : ils verront bien des choses. »

Turgot, ministre des finances, disait dans son édit en 1776 : « Cependant Dieu, en donnant à l'homme des besoins, en lui rendant nécessaire la ressource du travail, a fait du droit de travailler la propriété de tout homme; et cette propriété est la première, la plus sacrée et la plus imprescriptible de toutes. Si le souverain doit à tous ses sujets de leur assurer la jouissance pleine et entière de leurs droits, il doit surtout cette protection à cette classe d'hommes qui, n'ayant de propriété que celle de leur travail et de leur industrie, ont d'autant plus le besoin et le droit d'employer dans toute leur étendue les seules ressources qu'ils aient pour subsister. » — Un

mois avant la disgrâce de ce ministre, le roi disait : « Il n'y a que M. Turgot et moi qui aimions le peuple. » Il le sacrifia cependant aux ennemis du peuple.

Le gouvernement de Frédéric-Guillaume a sacrifié l'honneur de la couronne et celui du pays ; il s'est soumis honteusement, avec une armée très-brave et forte de près de 500,000 hommes. La journée de Iéna est une journée d'honneur en comparaison de celles dont Frédéric-Guillaume vient de doter la Prusse. En effet, un gouvernement qui arme tout le pays, qui dépense quinze millions de thalers (près de soixante millions de francs), qui enlève des milliers de pères de famille à leurs femmes et à leurs enfants, avec l'intention bien arrêtée de se soumettre en tout, est un gouvernement à jamais jugé.... La Prusse a désormais abdiqué la position de puissance de premier ordre ; le royal hableur a perdu la confiance des rois ses frères, celle de son peuple et celle de l'Allemagne tout entière.

LES TISSERANDS SILÉSIENS.

Les yeux secs, le regard sombre, assis devant leur métier, et grinçant les dents, ils chantent : « Vieille Allemagne, nous tissons ton linceul et nous y tissons une triple malédiction. — Tissons ! tissons ! »

» Maudit soit ce Dieu que nous avons invoqué dans les rigueurs de l'hiver et lorsque nous mourions de faim ! En vain nous avons attendu, espéré ; il nous a bernés, dupés, trompés ! — Tissons ! tissons ! »

» Maudit soit ce roi, ce roi des riches, que notre misère n'a pu toucher, qui nous pressure pour nous ravir jusqu'à notre dernier liard, et qui nous fait tuer comme des chiens ! — Tissons ! tissons !

» Maudite soit cette patrie marâtre, où l'infamie et la honte seules prospèrent : ce sol infect, où toute fleur est flétrie, où la pourriture engendre et nourrit des vers grouillants ! — Tissons ! tissons ! »

» La navette glisse, le métier gémit ; nuit et jour nous tissons sans relâche. Vieille Allemagne, nous tissons ton linceul, et nous y tissons une triple malédiction ! — Tissons ! tissons ! »

Comme on conseillait à Philippe, père d'Alexandre, de chasser de ses Etats un homme qui avait mal parlé de lui : « Je m'en garderai bien, dit-il, il irait partout médire de moi ! » Le roi de Prusse et les petits princes de l'Allemagne semblent ne pas connaître l'histoire ; ils sont loin d'avoir la sagesse et la magnanimité d'un Philippe. A coup sûr, ils chasseraient de leur patrie tous les hommes indépendants, s'ils l'osaient. Rien n'est grand à cette époque-ci que la peur.

Jamais les gouvernements n'ont aimé les hommes de fer ; c'est qu'un homme d'une forte trempe peut devenir un criminel ou un héros. Il y a encore des hommes de cette trempe, qui ont dans les veines le sang d'un Brutus.

« Nous autres princes, nous avons tous l'âme intéressée, disait Frédéric, et nous ne faisons jamais de connaissances que nous n'ayons quelques vues particulières, et qui regardent directement notre profit. »

Les plaies du cœur sont les plus sensibles de toutes, et, malgré les belles maximes des philosophes, il n'y a que le temps qui les guérisse. L'homme est un animal plus sensible que raisonnable. Je n'ai que trop éprouvé cette vérité, pour mon malheur.

Il en est de la force dans l'histoire des sociétés comme du corps dans l'histoire de l'homme. Le corps tient assurément une grande place dans la vie de l'homme; cependant il n'en est point le principe; la vie y circule, et n'en émane point. Tel est aussi le jeu des sociétés humaines: quelque rôle qu'y joue la force, une cause morale plane toujours au-dessus d'elle; ce n'est pas la force qui les gouverne, qui préside souverainement à leur destinée: ce sont des idées, des influences morales qui se cachent sous les accidents de la force, et règlent le cours des sociétés.

Ce qui n'était pas mûr il y a soixante ans, à l'époque de la première révolution, l'est devenu depuis.

Au premier grand événement, on verra ce spectacle de fête fédérative, cet enthousiasme d'unité humaine prendre les proportions de l'amphithéâtre européen, et, favorisée par la grande conquête moderne, la voie rapide de la vapeur, surexcitée comme intérêt par la variété même des mœurs, des origines, des langues, par la nouveauté des lieux et des relations, par le souvenir des longues guerres, cette fête embrassera vingt peuples dans le même élan fraternel, absorbera le sentiment de la famille et l'affection de la patrie dans l'amour de l'humanité.

Il y a bien des motifs de craindre que la colère des

peuples européens, éclatant de nouveau et à la fois, comme une éruption volcanique immense, ne connaisse plus de bornes et ne s'arrête qu'après avoir substitué l'oppression du droit commun à l'oppression du privilége !

On a encore des doutes sur la convenance de combattre par l'ironie le mensonge, l'ignorance et la mauvaise foi. Socrate n'employait guère contre les sophistes d'autre arme que l'ironie, et je crois qu'il est bon de traiter les erreurs avec moquerie. Il est de certains sophismes, de certains raisonnements captieux, de certaines faussetés dont on ne peut bien percer et mettre à nu la fourberie qu'au tranchant de la parole et à la pointe des idées aiguës. L'arme du ridicule, de l'ironie et de la moquerie est quelquefois le plus propre à faire revenir les hommes de leurs égarements. Rien n'est plus dur à la vanité que la risée. L'ironie ne doit donc pas être interdite ; toutefois il ne faudrait l'employer qu'à l'appui de la vérité.

Dans notre temps, les cœurs ne sont pas élevés, parce que le repos adoucit les âmes et ne les élève pas. On cherche bien plutôt à s'enrichir, qu'à s'élever dans l'estime des hommes. La prédominance des intérêts matériels détruit tout esprit public, mœurs, religion. Les opinions relient et relèvent, les intérêts divisent et abaissent.

Pendant qu'à l'heure solennelle où nous sommes, tout s'agite et remue sur sa base ; pendant que la vieille société se démène, l'idée nouvelle, la révolution suit son chemin, et la transformation sociale va préoccuper les esprits. Au point de vue de l'idée nouvelle,

en thèse absolue, tout le monde reconnait, que, pour la femme comme pour l'homme, les réformes sont urgentes. Aujourd'hui comme en 1792, la femme est contre-révolutionnaire ; c'est le prêtre qui en est la cause. La femme, dans les campagnes, c'est encore l'Eglise, c'est le confessionnal ; *femme* et *prêtre*, c'est tout un.

Le catholicisme est fort contre la révolution ; il a quarante mille chaires qui travaillent en ce sens. Tant qu'il aura pour lui la femme, son seul appui, il sera fort, il sera invincible.

Si la femme est contre-révolutionnaire, si elle est le point d'appui du catholicisme, c'est sa fausse éducation, son isolement, son abandon qui le veulent ainsi ; elle cherche un idéal dans le prêtre, et des joies mystiques dans le ciel.

Lors donc que l'on refuse de s'occuper du sort de la femme, au point de vue de la logique, de l'idée, au point de vue du succès de la révolution, tout nous fait un devoir d'aborder franchement la question. Ceux qui sont indignés du sort du prolétaire, doivent connaitre aussi le sort de la fille du peuple. Et si, le cœur attristé à l'aspect de tant de misères, ils demandent hautement : pour l'un un sort plus doux, une vie plus humaine; pour l'autre ils doivent de toute rigueur exiger la disparition de cette lèpre infâme, cent fois plus hideuse que toute autre misère : la prostitution.

Les vrais républicains, par la possession du droit de suffrage, n'attendent le progrès et la liberté que du développement de la raison générale.

L'instruction primaire, obligatoire et gratuite est de

rigueur, pour une république ; pour les écoles spéciales il faut des bourses gratuites ; c'est une bourse gratuite qui a développé le génie de M. Thiers. La monarchie, au contraire, pense que l'instruction des masses la tuera.

Des concessions faites *à temps* sont le seul moyen de retarder les grandes conquêtes de la démocratie. Le meilleur moyen d'écarter le suffrage universel dans les pays où il n'existe pas, c'est d'élargir le suffrage constitutionnel.

Les rois, en faisant des concessions dans des temps de révolution, ne les font qu'avec l'arrière-pensée de les retirer en temps opportun. Avis aux peuples, une fois pour toutes.

Il appartient aux gouvernements sages de faire des lois pour que les pauvres soient protégés contre l'oppression des riches, et que les riches soient protégés contre les violences des pauvres. L'humanité a été divisée en riches et en pauvres, de manière que les riches fussent comparativement peu nombreux, et les pauvres comparativement très-supérieurs en nombre. Mais, les gouvernements se croisent les bras, augmentent leurs gendarmes et leurs policiers, chargent leurs canons à mitraille pour foudroyer le peuple affamé ! Il est bien permis de demander, si, dans un tel état de choses, la partie du peuple qui possède, est sauvegardée, et si les riches ne seront pas forcés un jour de faire volte-face pour se sauver d'une existence si précaire. Les gouvernements ne savent-ils donc pas que leurs policiers prennent la fuite à toutes jambes quand le lion se réveille?

Les peuples se souviendront, d'après l'expérience

faite dans ces derniers temps, que les morts seuls ne reviennent point ! Les petites capitales d'outre Rhin, surtout, seront un jour en danger d'être brûlées. L'esprit de laquais y est dominant. Il n'y existe point d'amour pour la patrie, pour le bien-être général. Voyez, par exemple, Munich, Carlsruhe, Darmstadt, etc.

Le prince imprime le caractère de son esprit à la cour, la cour à la ville, la ville aux provinces. L'âme du souverain est un moule qui donne la forme à toutes les autres.

La démocratie est impérissable, parce que son principe est vrai, seul vrai ; mais elle peut subir des échecs momentanés par la faute des hommes qui propagent ou défendent ce principe. Il y en a de deux sortes : les démocrates de principe, et les démocrates d'intérêt. Les premiers combattent et meurent pour un principe qu'ils vénèrent, et ils gardent leur foi jusqu'au dernier moment ; les seconds parlent, et escamotent les fruits conquis au prix du sang de ceux-là ; ils ne voient dans les principes qu'un moyen de domination....

J'ose proclamer la vérité sans crainte et sans ménagement, blâmer les puissants injustes, et livrer au ridicule ce qui est digne de risée. Jamais je ne baisserai ma plume au gré de qui que ce soit.

La république démocratique est *liberté* et *vérité*. Il faut qu'elle en finisse avec les moyens honteux et odieux, avec toutes ces armes vermoulues de la compression, avec tous les vieux outils de la royauté ; il faut qu'elle brise les piéges, les chaînes, les grilles et les haches ;

qu'elle fasse disparaitre prisons et bagnes, ces bâtards de la Bastille.

La civilisation et l'intérêt poussent les nations à abolir la guerre. Pour cela, il n'y a qu'un moyen : c'est de refaire la carte de l'Europe, et d'arracher toutes les races, toutes les nationalités asservies aux serres des aigles et des vautours. Ce sont les peuples, et non les rois, qui peuvent le faire.

De toutes parts la puissante voix populaire crie aux oreilles des princes : Justice, et soulagement dans les impositions !

Les gouvernements ont tout pour eux : la force des positions, la pratique des affaires, les habitudes, les préjugés, les mœurs, un budget immense, une armée, une flotte, des arsenaux, l'administration, la police, des tribunaux exceptionnels ; ils peuvent tout. Mais les persécuteurs se lasseront plus tôt encore que ceux qui, ayant tout subi, n'ont plus rien à redouter ; ceux-ci conserveront la paix de l'esprit ; car ils savent que rien de ce qui est violent, au-delà de toute mesure, ne peut durer, et que lorsque toutes les misères sont rassemblées, c'est un signe que le remède approche.

La loi n'est pas faite seulement pour ceux qui sont gouvernés ; elle est faite aussi pour ceux qui gouvernent. C'est un contrat synallagmatique. Or, il n'est pas plus permis de la violer en haut au nom du pouvoir, qu'en bas au nom de la liberté. Il faut que tous la respectent. C'est à cette condition seulement que le mot *loi* sera synonyme du mot *justice*.

LE PAUPÉRISME.

L'effrayante progression des pauvres est attribuée à l'accroissement de la population, à l'augmentation de l'impôt, à la décadence du commerce national, et à la substitution graduelle des machines aux bras.

De 1832 à 1842 la population ne s'est accrue que de 10 pour 100, c'est-à-dire dans une proportion bien moindre que le paupérisme, qui dans cet intervalle s'est accru d'environ 50 pour 100. L'augmentation de l'impôt est principalement attribuée à la création des chemins de fer, qui ont employé des millions d'ouvriers.

Le progrès du paupérisme peut se rattacher à deux causes principales : la routine industrielle, qui frappe spécialement les campagnes et les petits métiers ; et la cherté des subsistances pour l'ouvrier des villes, pour la population des grandes fabriques. En résumé, le paupérisme ne peut être directement combattu que par deux moyens : d'abord, par l'agrandissement des débouchés extérieurs ; en second lieu, par une législation qui arrêterait l'enchérissement des subsistances, en restreignant la protection accordée aux éleveurs et aux distillateurs.

La statistique constate par les chiffres suivants le nombre des indigents en Europe :

En Angleterre	1	indigent	sur	6	habitants.
» Suisse	1	»	»	10	»
» Allemagne	1	»	»	20	»
» France	1	»	»	20	»

En	Autriche	1	indigent	sur 25	habitants.
»	Danemark	1	»	» 25	»
»	Italie	1	»	» 25	»
»	Portugal	1	»	» 25	»
»	Suède	1	»	» 25	»
»	Prusse	1	»	» 30	»
»	Espagne	1	»	» 30	»
»	Turquie	1	»	» 40	»
»	Russie	1	»	» 100	»

La statistique a évalué à 11 millions le chiffre de la population indigente en Europe, sur 226 millions d'individus. C'est 1 indigent sur 20 individus.

Les hommes atteignaient un âge plus avancé avant l'introduction du tabac en Europe, qui ne date que de 1560, et dont le triste et dégoûtant usage ruine le peuple, contribue à le porter à l'ivrognerie, et abrége beaucoup sa vie, en stimulant trop énergiquement le système nerveux, en fatiguant les poumons, et en faisant perdre inutilement une quantité très-considérable de salive, précieux liquide que la nature a donné à l'homme pour aider à la digestion, et non pas pour le rejeter après l'avoir empuanti, ou, ce qui est encore plus nuisible, pour l'avaler, chargé qu'il est alors de principes vénéneux.

Dans une monarchie, une reine ne saurait accoucher hors de la présence de son mari. Si celui-ci n'est pas là pendant l'enfantement, les peuples font toutes sortes de suppositions : ils prétendent que le père s'est retiré parce qu'il savait d'avance que l'enfant ne lui ressemblerait pas, que par conséquent ce n'est pas un fruit

légitime, et l'on fait courir une foule d'autres bruits d'une nature fort compromettante pour la pudeur et la vertu des monarchies.

Pour créer des princes, la Providence n'a pas besoin d'efforts : avec l'assistance d'un roi et d'une reine encore à la fleur de l'âge, elle suffit amplement à tous les besoins de la demande. Les princes ne manqueront pas, quand même...

Isabelle d'Espagne vient d'accoucher d'un prince, pour la haute satisfaction du royal époux *(Pago)*; mais malheureusement l'enfant mourut à peine sorti des entrailles royales. Décidément, les races royales tendent à s'éteindre, quels que soient les moyens employés pour les perpétuer.

Les destinées humaines n'offrent pas de tâche plus noble et plus utile que celle d'être appelé à fonder l'indépendance d'un peuple et à consolider ses libertés.

La Belgique représente aujourd'hui sur la carte du monde le droit nouveau des peuples contre le vieux droit européen, auquel elle fut liée pendant des siècles par les traités. Successivement incorporée à l'Allemagne, réunie ensuite à la Bourgogne, concédée à l'Espagne, divisée entre la France, la Hollande et l'Autriche, puis fondue dans la glorieuse unité impériale jusqu'en 1815, et enfin recueillie par l'Europe coalisée sur le champ de bataille de Waterloo, comme un butin de victoire, pour devenir l'un des domaines de la maison de Nassau, elle se redressa dans son désespoir, lutta sur les barricades, triompha sans les congrès, et fit signer son acte de naissance à l'état civil des nationalités, par la main des di-

plomates de la Sainte-Alliance. Depuis vingt ans elle vit ainsi de sa vie propre, en vertu de la souveraineté qu'elle a conquise, et des institutions qu'elle a fondées.

La Belgique d'aujourd'hui est d'origine démocratique: c'est d'une révolution qu'elle est sortie; c'est par la souveraineté nationale qu'elle s'est organisée et développée. La monarchie belge ne descend pas du ciel; elle est plus modeste; elle ne représente pas de droit supérieur à la nation; elle représente seulement le droit national, c'est-à-dire, le droit de tout le monde.

Ce pays a eu la rare bonne-fortune de rencontrer dans le roi Léopold un prince honnête, libéral, éclairé. La liberté la plus étendue, la plus illimitée a régné à côté de cette royauté, sans contestations, et sans autre contrepoids que celui de l'opinion. Voilà un peuple libre et un gouvernement libéral. On se rappelle ce que dit Léopold lorsque la révolution de février 1848 frappa à sa porte: « Si on veut la République, je m'en irai; autrement j'irai jusqu'à la dernière limite de la Constitution. » Voilà du bon sens; le séjour de Léopold en Angleterre n'a pas été perdu pour lui. Ce roi possède un glorieux titre, qui légitime le diadème par la sainteté de la vertu. Nous savons que le sentimentalisme dynastique est passé de mode.

La mort de la vertueuse reine Louise, ange de bonté, est une grande perte pour le roi, ainsi que pour le pays; il est rare qu'une nation prenne autant part que le peuple belge aux affections de ses princes.

La Belgique est plus libre, plus heureuse que la France; elle donne une bonne leçon aux autres vieux

gouvernements, qui pourraient apprendre de ce jeune Etat comment on peut et on doit gouverner dans le dix-neuvième siècle.

DÉMOCRATIE EUROPÉENNE.

La démocratie, hier triomphante, est aujourd'hui partout abattue, pour le moment du moins. Le premier essor, essor confus du socialisme européen, vient d'être comprimé par les forces organisées des aristocraties.

Pour n'avoir pas assez compris la solidarité des peuples, la belle révolution de février, faite par le peuple socialiste de Paris, est tombée aux mains des épiciers. C'est partie remise!

Le peuple et le socialisme ont donc à faire leur 1830. Que ce 1830 européen doive se produire par une nouvelle explosion, qui purgerait d'abord le continent de toutes les dominations aristocratiques, ou sortir plus pacifiquement d'une grande victoire électorale, il faut qu'il soit préparé par un mouvement considérable et un travail sérieux de l'esprit des masses. Telle est la situation présente de la démocratie sociale, et sa condition d'avènement.

Les traîtres de la liberté sont toujours les instruments les plus actifs des restaurations du despotisme.

La meilleure intelligence règne entre tous les gouvernements de l'Europe et le gouvernement français. Les relations sont parfaites; tous les nuages qui avaient pu un instant s'élever, ont disparu, grâce au gouvernement français sous Napoléon-le-Petit.

La doctrine du socialisme gagne tous les peuples. Si, par une réaction naturelle, les doctrines négatives de la propriété deviennent de plus en plus envahissantes parmi tous les déshérités de la fortune, une lutte pourrait éclater entre les riches et leurs terribles adversaires, lutte épouvantable, qui bouleverserait la société jusque dans ses fondements, dans le moment même où les besoins moraux et matériels nécessitent une nouvelle évolution dans la forme de la propriété. Je crois que l'heure de l'avènement de cette doctrine est marquée du doigt de la Providence.

La révolution sociale s'accomplira peut-être sans qu'il soit besoin, pour notre société en décadence, de se retremper dans le sang des Sarmates et des Scythes. Mais s'il faut verser le sang des puissants et des aristocrates sans entrailles, ne reculez pas pour cela ; ce sont eux qui ont les premiers crié : Vive la guillotine !

La résistance importe peu du reste à l'idée socialiste ; elle n'en fera pas moins son chemin. La marche du socialisme moderne est analogue à celle de son aîné, le Christianisme. Les privilégiés de toutes les classes l'insultent ; mais les déshérités le comprennent et l'embrassent avec ardeur ; et, grâce à la presse et à la facilité infiniment plus grande de communication pour les idées, le progrès qui a coûté des siècles au Christianisme, ne coûtera au Socialisme que des années : voyez plutôt la route parcourue depuis un an par l'idée nouvelle.

Oui, la démocratie et la monarchie vont s'engager dans un duel à mort.

Pas plus les triomphateurs d'aujourd'hui que les

vaincus ne pensent que tout soit fini; pas plus les triomphateurs que les vaincus, pas plus les maîtres que les esclaves ne le croient; rien ne sera fini jusqu'à ce que le dernier oppresseur ne soit désarmé, jusqu'à ce que le règne de la justice ne soit établi sur la terre.

La démocratie est un volcan aux mille cratères, dont le foyer bouillonne sans cesse dans les mystérieuses profondeurs de l'âme humaine, et dont les brusques éruptions déjouent toutes les prévisions. La guerre ne tue que les hommes, et ne peut rien contre les principes; soyez-en sûrs, bombardeurs de Milan, de Bologne, de Rome, de Vienne, de Prague, de Dresde, de Venise!

La lutte n'est qu'ajournée; elle recommencera bientôt plus terrible, plus acharnée; vous ne pourrez point fermer vos yeux et vos oreilles aux besoins, aux prières des peuples, un instant comprimés; vous ne pouvez faire que de l'intimidation et de la violence; votre réaction aveugle ne sèmera que l'irritation et la haine dans ces malheureux pays sacrifiés par la terreur; rien n'est fini après votre victoire; mais votre défaite terminera à jamais les luttes qui désolent la terre.

Pourquoi flatte-t-on les rois et non les républiques? La raison en est simple: c'est que les rois sont des hommes, et la république est une abstraction; les hommes paient qui les flatte, mais une abstraction ne met point la main à la poche.

Napoléon, à Sainte-Hélène, disait: « Si j'étais resté premier consul, je serais encore à Paris le maître de l'Europe; mais il est impossible de coucher dans le lit d'un roi sans y gagner la folie. » Avis à son auguste

neveu Louis-Napoléon Bonaparte. — Le grand homme s'est laissé tromper par l'infâme politique de l'Autriche, qui sacrifia l'honneur de sa dynastie, en donnant Marie-Louise à Napoléon, par un paragraphe secret du traité de paix de Vienne en 1809. Le grand homme donna dans le piége. Pauvre mortel ! tout grand que tu étais, tu t'es laissé éblouir par la vanité d'avoir une princesse autrichienne dans le lit conjugal : tu nourrissais ainsi le serpent dans ton sein. La conduite de Marie-Louise pendant le bannissement de l'Empereur fut scandaleuse sous tous les rapports.

Louis-Napoléon montre que le génie ne se transmet pas de père en fils, et encore moins d'oncle à neveu. Louis-Napoléon, avec le prestige de son nom, ne détruit-il pas le prestige attaché à toutes les familles princières ?

Les rois, quand ils ne peuvent plus sortir du dédale de leurs parjures, abdiquent en faveur de leurs fils, qui ne valent guère mieux qu'eux. Depuis quelques années on a vu descendre du trône : Ferdinand d'Autriche (François-Charles n'a pas osé y monter) ; Guillaume de Hollande, etc. Le roi de Prusse, malgré son *droit historique*, était sur le point d'en faire autant au mois de mars 1848 ; mais les larmes de la reine et les promesses faites par le roi ont arrêté le *Michel* allemand au pied du trône, au moment où il allait lui donner un coup de pied pour le renverser.

La reine-mère Marie-Christine est tombée dans un escalier d'Aranjuez et s'est cassé la jambe. La reine dona Maria, de Portugal, est en train de tomber de plus haut encore, et sans savoir où elle s'arrêtera.

L'époux de dona Maria, Ferdinand, voulait allumer la guerre civile pour soutenir le favori de sa femme (le comte de Thomar). Il était sorti de Lisbonne à la tête d'une partie de l'armée; mais il est revenu seul, et c'est le rebelle Saldanha qui est entré à Lisbonne à la tête de l'armée.

L'ordre du jour que le mari de la reine de Portugal a lancé à l'armée, le 9 avril 1851, traite le duc de Saldanha de criminel, de traître à sa reine, etc. Trois semaines après, cette reine, Maria da Gloria, nomme président du Conseil des ministres le même maréchal Saldanha. Saldanha président du ministère! l'insurgé, le rebelle d'hier, devenu aujourd'hui, par le droit de la force, l'arbitre tout-puissant, le maître absolu de celle qu'il nomme peut-être encore « sa souveraine. » C'est à ce prix que les rois et les reines pensent encore régner sur les peuples!

Assurément, il n'y a pas dans l'histoire de période plus propre que celle que nous venons de traverser, à faire naître dans l'esprit des hommes d'état, des pensées graves et sérieuses. Jamais plus grandes leçons ne furent données aux gouvernements de l'Europe.

Des hommes d'état vraiment prudents se demanderaient, non pas si le peuple est mécontent, mais si le peuple a des raisons d'être content. Autrement le danger n'est qu'ajourné, et il n'y a aucune sécurité à se cacher à soi-même le véritable état des choses.

Telles sont les réflexions qui remplissent aujourd'hui l'esprit des hommes d'état qui pensent. En effet, qui ne voit que dans les masses qu'on néglige gît le germe de

ces orages qui ont, en une seule nuit, bouleversé la France et l'Allemagne?

On accorde une sollicitude plus grande aux intérêts de la classe moyenne qu'à ceux des classes laborieuses; on ne répond pas dans une égale mesure aux besoins de la classe qui vit de son travail. L'histoire de tous les gouvernements et de toutes les constitutions nous apprend que les intérêts de la classe qui possède le pouvoir, obtiennent la préférence, et c'est aujourd'hui l'opulent bourgeois et la classe moyenne qui gouvernent.

Il est temps d'ouvrir les yeux à la lumière de la justice, qui commande impérieusement que la misère soit détruite, et le peuple relevé de son état d'abjection. Ne vous endormez pas dans une fallacieuse quiétude; ne vous flattez pas de pouvoir exterminer l'esprit révolutionnaire : il est grand, il est immense, comme est grande, profonde, incommensurable la misère qui l'a produit.

La révolution est abattue par la puissance des armes et par la main du bourreau ; mais l'opposition contre les gouvernements, qui agite tous les esprits, n'a pu être réduite ni diminuée.

La solidarité des peuples n'a plus aujourd'hui pour seule base la fraternité des races : elle a ses fondements dans les intérêts généraux et dans l'identité et l'égalité des droits. Les révolutionnaires doivent se montrer unis comme les contre-révolutionnaires.

Ceux qui aujourd'hui prétendent au pouvoir, doivent y apporter un programme d'organisation sociale. La science sociale peut seule ouvrir à la démocratie une

issue qui lui permette de sortir enfin du cercle où elle s'agite impuissante, de ce stérile enchainement de révolutions lentes et de réactions prolongées.

La démocratie n'a point encore prouvé par ses hommes d'état qu'elle eût un plan complet et bien arrêté d'organisation sociale. Quand la démocratie aura fait aux yeux de l'opinion ses preuves de science sociale, l'heure de son triomphe définitif sera venue.

La démocratie de l'Europe est désarmée. Elle a perdu ses fusils et ses canons, les arsenaux, le trésor, les positions militaires et politiques, que la révolution de 1848 lui avait mis en main et sous ses pieds. Elle est supprimée par les baïonnettes de ses ennemis. Elle n'a plus de soldats ; les plus intrépides sont mis à l'écart; mais ils se montrent encore courageux dans l'exil. Eh bien! ce que la démocratie a perdu en force matérielle, elle l'a gagné en force morale. Le seul contraste de son dénuement actuel avec l'opulence de ses adversaires, la comparaison de sa modération et de sa misère avec l'égoïsme et la brutalité de ses vainqueurs, intéressera pour elle. Hier sa lutte pouvait remuer le monde; aujourd'hui ses ennemis, qui l'ont vaincue, tiennent la tête haute. La démocratie a perdu la force des armes : il ne lui reste que la force de la parole ; elle a perdu le fer : il lui reste l'idée; elle a perdu la puissance, mais il lui reste l'opinion ; elle a perdu le présent, mais l'avenir est à elle. Les armes qui l'ont soumise sont celles de la barbarie, mais les armes qu'elle a dans ses mains sont celles de la civilisation. L'idéal est tout, car l'idéal d'aujourd'hui devient la réalité de demain. Après avoir montré, un

contre quatre, la supériorité de son courage, la démocratie, vaincue par le nombre, prouvera encore, un contre mille, la supériorité de sa raison. La solidarité des tyrans a vaincu la démocratie; l'union, la sainte alliance et la solidarité des peuples lui assurent son triomphe futur.

Les nations sont égoïstes comme les individus. Elles sont parquées dans leurs frontières, comme ceux-ci dans leur famille, dans leur boutique, uniquement occupées de leurs intérêts toujours hostiles aux intérêts des autres. Heureux de ce monde, vos vastes habitations, votre bonne chère, votre luxe, les mille précautions dont vous vous entourez, ne préserveront pas vos jours; car autour de vous la misère appelle et installe l'affreuse maladie dans ses sombres réduits, dans ses humides retraites, et vos palais seront bientôt envahis par les émanations meurtrières qui s'échappent de ces tristes demeures. Effrayante solidarité, qui rattache les palais à la mansarde, le château à la chaumière, dans l'égalité de la mort! Terrible avertissement de la justice divine, qui fait retomber sur les puissants, sur les riches, les conséquences, la responsabilité des souffrances qu'ils causent et qu'ils devraient prévenir.

La solidarité des nations, c'est la loi universelle. Est-ce que les peuples ne comprendront pas enfin cette rude leçon de la Providence qui les châtie? Est-ce qu'ils ne reconnaîtront pas bientôt que ces fléaux périodiques qui désolent toutes les contrées de la terre leur prescrivent la paix, l'accord, l'association? Oui, l'association des hommes, l'association des nations et des races... Hors de là point de salut!

Le choléra-morbus est arrivé d'Orient, et les Russes l'ont infiltré en Europe ; il marchera à pas de géant sous la tutèle de nos aimables alliés les Ottomans et les Russes, qui, par leur fatalisme et leur malpropreté, auront bientôt croisé cette peste indienne avec l'égyptienne, et toutes deux réunies à la fièvre jaune et au typhus, finiront par former une union parfaite.

DISSERTATION SUR LA RÉPUBLIQUE UNITAIRE ET SUR LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE.

La République une et indivisible diffère de la République fédérative, en ce que les intérêts communs ne sont point subdivisés, qu'ils sont les mêmes pour tous les membres de l'association politique ; elle en diffère surtout par l'établissement des garanties qui réunissent tous les intérêts et tous les citoyens dans un centre général.

Le département ne sera point un chef-lieu d'administration ; mais il formera le premier degré des garanties sociales, le lien qui unira la république aux unités dont elle sera composée.

Je repousse le système fédéral, et cependant je me rapproche souvent de la constitution des Etats-Unis ; elle est à mon avis le plus beau monument que les hommes aient élevé au profit de l'ordre et de la liberté. Elle n'a été faite, il est vrai, que pour certains intérêts ; mais en établissant la justice en matière de droit public et de droit privé, rien ne s'oppose à ce que les autres inté-

rêts sociaux, qui sont isolés aujourd'hui, ne se réunissent sous l'empire de la même constitution. Avec de légères modifications dans cette constitution, elle pourrait également convenir au système de l'unité et de l'indivisibilité.

Telle qu'il la faut pour la France, la république est un problème à résoudre; mais les enseignements sont loin de manquer pour arriver à la prochaine solution de ce problème.

Il est incontestable que le système fédéral ne présente pas les mêmes avantages que le système de l'unité et de l'indivisibilité. Combien les Etats de l'Union américaine ne gagneraient-ils pas en substituant au systême fédéral le système de l'unité!

L'Etat fédéral est impuissant pour empêcher les abus, les désordres qui se commettent dans la cité. (Voyez la république fédérative de la Suisse.)

La République une et indivisible, imaginée en 1793, eût été une pensée profonde, si elle n'avait été le fruit d'un instinct puissant. Un Etat aussi homogène, aussi bien fondu que la France, ne pouvait admettre le système fédéral.

Il est incontestable qu'avec le secours du système fédératif un continent entier pourrait ne former qu'un seul Etat compact. Les divers pays enverraient des députés à un congrès central, où on discuterait les intérêts généraux.

Il est superflu de combattre ici les préjugés qu'on se plait à inoculer aux peuples contre le républicanisme. Je ne suivrai ici que la thèse principale: La république



n'est autre chose que la raison publique appliquée à la politique, tandis que la monarchie est le gouvernement sans la raison publique.

On dit que la république n'est qu'une théorie, qui ne saurait être mise en pratique. Donc la raison publique ne serait point un fait, mais bien le gouvernement qui existe hors de cette raison publique.

On dit encore que la république n'est possible que là où existe la vertu par excellence, et que là où elle n'existe pas, comme chez nous, la république ne saurait avoir de consistance. Mais comment pourrait-il y avoir de la vertu dans une monarchie, où on retient les masses dans l'ignorance et l'abrutissement; dans un État où les plus instruits connaissent ce mieux-être, mais se gardent bien, par intérêt personnel, de vouloir le généraliser. Comment cela serait-il possible, lorsque mille plumes sont en mouvement pour fausser la raison publique, prôner l'ignorance, ridiculiser la vertu, et préconiser le vice?

Les gouvernements et leurs systèmes sont les causes de ces vices. Détruisez ces causes; ouvrez des voies à l'activité de l'esprit humain, et ces vices disparaîtront. Comment des hommes pourraient-ils être vertueux, sans les principes de la république? A ces conditions, nous ne le serons jamais; au contraire, il nous faut être républicains pour pouvoir devenir vertueux. Les monarchies constitutionnelles et représentatives reposent sur une base fausse en elle-même; l'homme, le citoyen doit être représenté, tandis que ces gouvernements n'admettent que la représentation de la richesse et des biens-fonds.

L'exercice de la souveraineté est borné par un chiffre et laisse des millions d'âmes en dehors du droit, c'est-à-dire en dehors de la justice. L'élection est matérialiste ; mais la raison dit qu'elle doit être spiritualiste et compter des âmes, non des centimes.

Borner la représentation à la richesse, est injuste, car le riche et le pauvre ont un intérêt commun à la chose publique. La puissance du riche est déjà assez grande ; pourquoi donc encore l'augmenter par des privilèges politiques? Faudrait-il encore augmenter l'omnipotence du puissant? Loin de là, il faudrait assigner des bornes à la puissance des riches, et par les associations porter son attention sur l'amélioration intellectuelle des classes pauvres. C'est par-là seulement que l'on prémunira la société contre la lutte entre le pauvre et le riche, qui la menace de tous côtés et semble nous annoncer un funeste bouleversement social.

Le gouvernement représentatif est vicié dans son principe, faussé dans son mécanisme, perverti dans ses conséquences ; les mœurs publiques sont affaiblies et corrompues.

Il s'agit de savoir si la monarchie constitutionnelle, cette admirable transaction entre la monarchie absolue et la république, périra épuisée, énervée, flétrie dans les embrassements honteux de ceux qui ne cherchent en elle que le moyen d'assouvir leur passion brutale pour l'argent et pour le pouvoir.

Montesquieu, qui avait peut-être deviné le régime constitutionnel, a dit que le bon sens dans les assemblées était toujours du côté de la minorité.

Le temps est près de nous où il n'y aura plus de royauté possible, que celle dont l'élection populaire sera le principe.

La république a des chances de durée, pourvu qu'elle ait pour base l'unité du pouvoir exécutif, car toute autre combinaison républicaine est de sa nature éphémère et convulsive, si elle n'est pas la tyrannie d'une aristocratie puissante, comme à Venise. Grégoire disait dans la Convention nationale : « Les cours sont l'atelier du crime, le foyer de la corruption ; l'histoire des rois est le martyrologe des nations. »

Regardez Francfort: c'est l'atelier où les chaînes se sont rivées pour le peuple allemand ; c'est l'institution la plus triste et la plus misérable que cette très-auguste Diète de la Confédération germanique.

Les rois sont en minorité sur la terre; mais, pour enchaîner les peuples, ils disent que la vertu aussi est en minorité, et que la majorité des peuples est composée d'intrigants auxquels il faut imposer silence par la terreur, si l'on veut préserver les empires d'un bouleversement général.

Le sentiment de justice est peut-être le plus rare dans les princes, car ils aiment mieux être généreux que justes, parce que la justice suppose un rapport quelconque d'égalité avec les autres.

Les rois, ces idoles sanguinaires, se disent les représentants de Dieu, et ils se livrent à toutes les horreurs contre l'humanité!

Ne mettez point votre confiance dans la parole d'un prince, ni dans les enfants des hommes.

En 1588, W. Harter disait : « *Legibus fidus, non regibus.* » (Fidèle aux lois, non aux rois.)

Rois, ne touchez pas à vos épées, de peur que la postérité la plus reculée ne vous donne le nom de Caïus César, et à nous celui de Brutus. Nous avons toléré les rois, mais nous détrônons les tyrans.

Sur quelque point de l'Europe que ce soit, lorsque la foudre révolutionnaire éclate, les despotes tremblent et sentent leur trône chanceler ; leur seule pensée est de veiller à leur propre salut. Ce n'est pas lorsqu'il est debout qu'ils essaient d'enchaîner le lion, c'est quand il dort.

La république est la reine de l'avenir ; les peuples ont mis la main sur les sceptres.

L'homme qui s'empare de l'autorité suprême, ou à qui l'on a l'imprudence de la concéder, ne peut être occupé que de sa conservation, que de son bien-être personnel. Si grande que soit sa vertu, le bonheur des peuples n'est pour lui qu'un objet secondaire ; les rois croient d'ailleurs que sans eux rien ne saurait tenir, rien ne pourrait exister.

S'il était vrai que le réveil des peuples fût arrivé, et que le renversement de tous les trônes en dût être la suite prochaine, la société serait enfin vengée de tous les crimes des roitelets de l'Europe et des principicules allemands.

Il faut prêcher partout la réalisation terrestre des anciennes promesses d'égalité et de fraternité, dont le christianisme ajournait l'accomplissement aux temps d'une autre vie.

Il était réservé au Nouveau-Monde d'apprendre à l'Ancien qu'on peut subsister paisiblement sous le régime de la liberté et de l'égalité.

Ce n'est point par la nature de leur gouvernement que les grandes républiques manquent de stabilité; c'est parce qu'étant improvisées au sein des tempêtes, c'est toujours l'exaltation qui préside à leur établissement. Une seule fut l'ouvrage de la philosophie et fut organisée dans le calme, et cette république subsiste pleine de sagesse et de vigueur : ce sont les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale qui offrent ce phénomène, et chaque jour leur prospérité reçoit des accroissements qui étonnent les autres nations.

Il est moins difficile de former une république sans anarchie qu'une monarchie sans despotisme; car, comment concevoir une limitation qui ne soit point illusoire dans un gouvernement dont le chef a toute la force exécutive dans les mains, et toutes les places à donner? surtout dans ce siècle de luxe, de matérialisme, de corruption, où l'honneur ne compte plus, où l'argent est tout, où la société est corrompue, dégénérée, et s'achemine à pas de géant vers l'abime.

Jefferson disait : « Notre confiance ne peut nous tromper aussi longtemps que nous demeurerons vertueux, et nous le serons aussi longtemps que l'agriculture sera notre principale affaire. » Il a pleinement justifié sa confiance dans l'organisation absolument démocratique de la société.

Mme de Staël a dit : « Il n'y a que deux partis en France : celui qui a des places, et celui qui en demande. »

Le détachement des intérêts particuliers, c'est la vertu politique.

A l'heure qu'il est, tout est tranquille dans le grand-duché de Bade et surtout dans la Forêt-Noire, où des districts tout entiers sont déserts, où les maisons abandonnées feraient croire aux ravages d'une peste. Cet état, cependant, n'est pas le résultat de la peste, mais bien l'œuvre du sceptre si débonnaire de Son Altesse royale, la conséquence du fardeau si doux du gouvernement de l'ordre.

Si cet état de choses continue, il faudra transporter de nouveaux habitants dans ce malheureux pays, pour le cultiver. L'étranger qui se rappelle la richesse, la population serrée du pays de Bade, ne peut croire à une pareille détresse; mais dès qu'il a passé la frontière, les villages déserts, les maisons abandonnées, les champs en friche, parlent trop haut pour qu'il puisse méconnaître la calamité sous laquelle gémit le pays. Ce n'est pas un sommeil politique qui amène cette tranquillité; le peuple, dont on enchaine la pensée par la violence, est tombé dans un désespoir muet. Personne ne prendra l'initiative de la révolte, mais tous se joindront au premier mouvement révolutionnaire, parce que personne n'a plus rien à perdre. Le soldat lui-même sent peser sur lui le joug de fer du despotisme; les cadres des sous-officiers s'éclaircissent; personne ne veut plus s'engager ni accepter des grades. Les officiers croient par leur sévérité brutale empêcher le retour d'événements semblables à ceux de 1849; mais malgré leur vigilance, on se prépare, on s'unit en secret pour un meilleur avenir.



On a beau conserver à Carlsruhe la lâche garde civile, forte de 2000 hommes ; cette petite capitale servile pourrait payer cher un jour sa honteuse conduite de 1849, quoique le roi de droit historique de la Prusse ait conféré la croix de l'aigle rouge à son commandant, alors M. le colonel Conrad Gerber, jadis brave officier dans le corps d'armée de Bade, mais qui aurait mieux fait de se tenir à l'écart, et de refuser le cadeau royal.

Envahir les châteaux, piller les princes, brûler le trône, à quoi sert tout cela ? Est-ce suivre un principe ? Est-ce que les fugitifs d'hier ne rentrent pas le lendemain ?

Il règne bien un calme plat, très-plat, mais, croyons-nous, pas tout-à-fait celui de la mort. C'est plutôt le calme de la digestion.

Il faut frapper fort pour frapper juste.

On sait que le sang des martyrs est une semence de nouveaux croyants.

En Angleterre, les réformes descendent toujours d'en haut. C'est pour cela que les révolutions n'y montent jamais d'en bas.

DES INIQUITÉS SOCIALES QUI PÈSENT SUR LES CLASSES LABORIEUSES DE L'EUROPE.

En maintenant un si grand nombre d'Etats indépendants en Europe, on a trouvé moyen d'y élever autant de trônes pour autant de familles royales, et on légitime ainsi l'existence de toutes les aristocraties. Il faut que chacun de ces États ait ses ministres, ses institutions,

ses lois, sa monnaie, son armée permanente, et parfois sa marine. Toutes ces choses composent le matériel ou la machine gouvernementale ; en termes plus clairs, le gouvernement n'est que l'art d'opprimer et d'écraser des millions de prolétaires, pour le bénéfice de quelques-uns. Voyons maintenant la marche d'un pareil système. La population de l'Europe est de 250,000,000 d'âmes. Les armées permanentes, les diverses marines, l'espionnage, la police, etc., donnent de l'emploi à 3,000,000 d'hommes, et les divers gouvernements de tous les Etats ont un personnel de 2,000,000 de fonctionnaires. La population royale, aristocratique et non productive est de 20,000,000 d'âmes. Ajoutons les forces militaires et navales, et les polices de toute l'Europe au nombre des fonctionnaires, et nous aurons un effectif de 5,000,000 d'hommes chargés de gouverner et de défendre les gouvernements. Mais à quoi bon, dira-t-on, et au profit de quels hommes un tel luxe d'attirail gouvernemental? Pour le seul bénéfice, répondrons-nous, de ces 20,000,000 d'aristocrates et de riches oisifs. Qui sont ceux qui ont consenti à se laisser gouverner ainsi par ces forces militaires et par ces armées de fonctionnaires? A cette question la réponse est bien simple : déduisez vos parasites non-producteurs, vos armées innombrables et vos innombrables fonctionnaires, en tout 25,000,000 de la population de l'Europe, qui forme un total de 250,000,000, et vous trouverez que 225,000,000 de créatures humaines sont ainsi gouvernées, c'est-à-dire opprimées, bâtonnées, écrasées et réduites à l'esclavage.

Juste ciel! quelle étrange anomalie découvre celui qui examine avec un peu de soin la signification de ces faits! Mais il y a là trois faits principaux et surprenants qui doivent d'abord attirer notre attention : Le premier, c'est que ces 20,000,000 d'aristocrates et d'oisifs opulents, pour qui sont établis et fonctionnent tous les gouvernements, ont besoin de 5,000,000 d'hommes pour mettre en pratique et défendre ce monstrueux système : ce qui nous fait voir que chaque groupe de quatre individus de cette classe de vils parasites a besoin d'un homme soit pour faire sentinelle avec son fusil, afin de défendre son oisiveté, soit pour justifier et protéger cette oisiveté par la chicane, la diplomatie et la législation. Le second fait, non moins surprenant, c'est que ces 20,000,000 d'individus vivent réellement dans les délices, du travail de ces 225,000,000 d'esclaves affamés. Le troisième fait, c'est qu'il faut avouer que la patience humaine est douée de qualités bien extraordinaires, quand on considère que ces 225,000,000 d'esclaves consentent à travailler si laborieusement du matin au soir pour l'unique bénéfice de ces 25,000,000 d'oppresseurs sans cœur et sans entrailles.

Qui oserait dire qu'un seul empereur, roi ou prince serait souffert sur tout le continent de l'Europe, si on consultait là-dessus les peuples? Il est clair comme le jour que tous les monarques seraient balayés; qu'il ne resterait pas vestige de leurs trônes, de leurs couronnes, des aristocraties et du système féodal, si tant de millions de prolétaires étaient disposés à exercer leur puissance et à revendiquer leurs droits. Pourquoi les

peuples seraient-ils gouvernés plus longtemps en dépit d'eux-mêmes? Le gouvernement est une nécessité politique; les peuples savent cela, et chacun d'eux saurait faire choix de la forme qui lui conviendrait. Aucune nation laissée tout-à-coup sans gouvernement, n'a jamais consenti à s'en passer ; aucune nation ayant la faculté d'organiser son gouvernement n'a jamais failli à sa tâche; aucune nation n'a jamais préféré l'anarchie à l'ordre, le chaos à la discipline... Il est donc indubitable que si demain tous les gouvernements de l'Europe continentale étaient anéantis, il en surgirait à l'instant d'autres mieux appropriés aux besoins des peuples. Puisse cette révolution universelle se faire prochainement!... Le monde peut être maintenant gouverné à moins de frais, parce qu'il possède plus de lumières et qu'il est animé d'un certain esprit de fraternité qui rendrait facile la fédération de plusieurs nations sous le même système de gouvernement. Qu'on ne nous parle donc plus de la nécessité de soutenir le principe de la légitimité en Europe! Mais conservons l'espoir que le jour approche rapidement où les peuples, après avoir brisé les trônes, anéantiront les aristocrates, aboliront partout l'exploitation de l'homme par l'homme, et ne permettront plus que quelques individus foulent aux pieds des millions de leurs semblables, en proférant cet épouvantable blasphème, qu'ils gouvernent « par la grâce de Dieu! »

On inaugure pompeusement à Berlin une statue monumentale de Frédéric II, législateur, homme de let-

tres et grand guerrier. Le moment est bien choisi : le nom du petit neveu est mis au pilori de l'opinion publique de l'Europe, quoique ce hableur royal, coiffé du casque d'Odin ou d'Arminius, y commandât, l'épée à la main royale : « Présentez les armes » ! Je pense que ces Gascons du Nord seront plus modestes à l'avenir.

Grand exemple pour tous les souverains qui seraient tentés de fonder leurs empires sur des bases aussi fausses ! Voilà donc enfin la Prusse abdiquant le germanisme.

Molé, le monarchiste par excellence, a déclaré : que si la république sortait triomphante de l'épreuve de révision, elle serait inattaquable et incontestable. Que la sainte-alliance des rois, réchauffée à Olmütz, en prenne note ! La république restera debout. Si le pays est inquiet, c'est parce qu'il sait que l'hôte de l'Elysée ne veut pas déménager à l'expiration de ses pouvoirs, qu'il voudrait prolonger son bail à tout prix. Mais le gaspillage des croix d'honneur ne lui servira à rien. Lafontaine, ce profond politique du dix-septième siècle, a dit : « *Notre ennemi c'est notre maître ; je vous le dis en bon français.* »

Il faut bien qu'on le sache, le premier coup de canon tiré en Europe, ira frapper la vieille diplomatie en pleine poitrine ; cette prostituée de la force et de l'ambition a fini son temps ; elle s'en va avec ses patrons, pour faire place au droit divin des nationalités, le seul qui puisse assurer la vraie paix.

Le comte de Cavour a-t-il bien réfléchi en s'appuyant sur la perfide Albion ?

Pombal, l'homme d'Etat le plus perfide qui ait jamais existé, a livré le Portugal à la cupidité de l'Angleterre. Depuis lors le pays est à son déclin.

Un prince disait : « J'irai en Angleterre ; c'est aujourd'hui le refuge de tous les hommes bien nés! » Que les quarante sangsues princières le suivent un jour!

Les utopies ne sont souvent que des vérités prématurées!

Les hautes classes de la France et de l'Allemagne n'ont pas dénié leur caste : elles restent plus ou moins des aristocraties ; mais c'est différent en Italie : les hautes classes italiennes qui ont pris l'initiative de la révolution, se sont insurgées contre le despotisme, parce qu'il se monopolisait dans une seule main, au profit des intrigants, des courtisans, des maîtresses et des confesseurs. Le jour où elles ont fait descendre le despotisme jusqu'à elles, où elles ont pu se le diviser, elles se sont retournées contre la révolution ; car ce qu'elles veulent, ce n'est pas le droit de tous, comme nous, mais une façon d'aristocratie à l'anglaise, toute-puissante et se jouant du peuple et de la royauté. Il va sans dire qu'il y a de nobles exceptions dans les hautes classes en Italie.

Cette liberté ne tend-elle pas de jour en jour à s'appeler misère? Les impôts, toujours croissants, ne retournent-ils pas les peuples contre les constitutions, pour les pousser en avant ou en arrière? M. le comte Cavour était jadis fier de ce que du sang savoisien coulait dans ses veines. Qu'il le prouve par des faits ; qu'il tâche de soulager ce beau, mais malheureux pays. Alors, et alors seulement, il méritera le nom d'homme d'Etat, quand

il aura su mettre d'accord et faire prospérer son pays natal, Gênes et le comté de Nice, en un mot, les différentes nationalités du royaume. Qu'il n'attende pas imprudemment la débâcle européenne, qui frappe à notre porte, et qui l'engloutira avec le reste.

Le gouvernement autrichien persiste dans son projet d'annexion, malgré les notes de la France, malgré les notes de l'Angleterre, malgré les oppositions des délégués de l'Allemagne! C'est que M. de Schwartzenberg voit là-dedans le plus grand coup de la politique autrichienne; car il avantagerait les provinces italiennes par le transit, et se les attacherait ainsi autant que possible. D'ailleurs l'Autriche se partagerait encore les bénéfices énormes que la Prusse savait tirer de la réunion douanière de l'Allemagne. C'est le *va-tout* de l'Autriche à la veille d'une banqueroute générale, plus désastreuse que ses précédentes, qui sont encore présentes à la mémoire.

Les rois se débarrassent de toute manière de leurs adversaires; ils les font disparaître, ils les exilent en masse; ils prêtent la main pour les expédier au-delà de l'Océan; au lieu que les peuples auraient dû embarquer les rois au port de mer le plus rapproché, pour les envoyer en Amérique, où ils auraient pu étudier les droits du genre humain. Les peuples n'auraient-ils pas les mêmes droits envers leurs oppresseurs?

Après avoir commis tant de méfaits, est-ce que ce Léopold de Bade pourrait dormir sur ses deux oreilles, si les peuples allemands n'étaient pas si loyaux et si bons? Quelle triste existence traînent une trentaine de petits pays en Allemagne!

En Allemagne, tous les princes et les ministres ont la pipe à la bouche, et même des princesses en fument quelques-unes. Qu'on prenne garde, qu'on n'allume pas le feu partout !

LE TABAC.

On a tant parlé de la nicotine, que l'on nous permettra de parler un peu du tabac lui-même.

Cette plante, de la famille des solanées, a été découverte en l'année 1560, dans une des Antilles, l'ile de Tabago, d'où elle tire son nom. Les habitants du Brésil et de la Floride l'appellent *pétum*. Le tabac est vivace dans son pays originaire, et annuel en Europe. Il fut introduit en France par Jean Nicot, ambassadeur français à la cour de Portugal, et soumis à l'impôt dès le 17 novembre 1629.

On l'appela *nicotiane*, du nom de son importateur ; *herbe de la reine*, parce qu'à son retour en France l'ambassadeur présenta la plante à Catherine de Médicis, laquelle y prit goût et l'accrédita ; on la nomma aussi *herbe du grand prieur*, enfin *herbe de Sainte-Croix*, du cardinal de ce nom, qui en envoya un échantillon en Italie.

L'usage du tabac devint très-abusif vers le milieu du dix-septième siècle. Les médecins surtout cherchèrent par tous les moyens à s'opposer aux progrès que faisait sa consommation. Urbain VIII lança une bulle d'excommunication contre toutes les personnes qui troubleraient l'office divin en usant de ce sternutatoire auquel on

n'était pas habitué. (Au lieu de tabatière, on portait alors dans sa poche une carotte et une râpe.)

Le sultan Amurat IV condamna les fumeurs à la mort. Les empereurs de Russie firent subir l'amputation du nez aux malheureux priseurs. En Suisse, l'indignation publique poursuivait les délinquants, et le sénat de Berne publia en 1661 un décalogue où le crime de fumer était défendu par Dieu même, comme le vol ou le meurtre. En Angleterre, le roi Jacques Ier fit publier en 1603 un édit qui disait que « cette habitude dégoûtante à la vue, repoussante pour l'odorat, dangereuse pour le cerveau, malfaisante pour la poitrine, répand autour du fumeur des exhalaisons aussi infectes que si elles sortaient des autres infernaux. » En France même, à cette époque aussi, un édit royal défendait de fumer.

Il n'y a pas longtemps encore que le Conseil d'Etat du Valais (Suisse) a rendu un décret qui défend de fumer, sous peine d'amende et même de la prison, à toute personne qui n'a pas atteint l'âge de vingt ans.

A l'époque où le tabac n'était pas sujet à l'impôt, les despotes martyrisaient les fumeurs. Aujourd'hui qu'il est soumis à une taxe considérable, et est devenu pour plusieurs gouvernements une ressource capitale, les despotes couronnés maltraitent ceux qui renoncent à fumer. C'est à la date du 31 mai 1851 qu'à Sinigaglia six jeunes gens anti-fumeurs ont été condamnés au bâton.

Le 1er février 1850, une ordonnance réglementa à Rome la culture et la consommation du tabac. Cette ordonnance prescrit qu'il ne pourra être cultivé que sept millions et demi de plantes, et que nul n'en pourra cultiver moins de 4000 et plus de 8000.

En France, la culture est aussi réglementée, et la consommation est libre, au profit de l'Etat, profit qui n'est pas à dédaigner, puisqu'il monte annuellement à la somme de 90,000,000 de francs, tous frais payés.

Le tabac agit intérieurement à la manière des poisons âcres et narcotiques ; distillé, son action est instantanée ; infusé, il est moins énergique, mais l'action n'en est pas moins destructive. On l'emploie pour ramener les noyés et les asphyxiés à la vie.

A l'extérieur, on en fait usage contre la vermine. A ce sujet, on rapporte que trois enfants furent pris de vomissements et de vertiges, et moururent en vingt-quatre heures, au milieu de convulsions, pour avoir eu la tête frottée avec une préparation composée de tabac, dans l'espoir de les délivrer de la teigne.

Il est aujourd'hui universellement reconnu qu'une substance livrée par le gouvernement aux mains de tout le monde (le gouvernement conserve le monopole de la vente du tabac dont on tire la nicotine), produit un des poisons les plus actifs, un poison qui tue comme la foudre, un poison que le premier venu peut distiller tranquillement à domicile, sous prétexte de fabriquer de l'eau de Cologne, un poison qui, administré par une main prudente, laisse fort peu de traces, et déroute les investigations les plus scrupuleuses de la science.

Hélas ! tristes et éphémères créatures que nous sommes ! nos jours sont comptés par la Providence ! la durée en est si courte, que le vieillard, en regardant derrière lui, soupire et trouve que le berceau touche à la tombe. Eh bien ! l'homme qui nait et qui meurt, l'homme qui

peut compter tout au plus sur la minute présente, l'homme qui tient à sa fugitive existence, qui s'y cramponne, qui frémit à la vue d'un cercueil et cherche en vain à expliquer ce terrible problème dont aucun transfuge du tombeau n'a rapporté jusqu'ici la solution, l'homme, par la plus absurde des inconséquences, cherche à augmenter le nombre des maladies qui le frappent, et double volontairement les chances que la mort a contre lui !!..

Sans être obligé à un calcul rigoureux de statistique, on peut affirmer sans crainte que les trois quarts de la population masculine fument ou prisent. Donc les trois quarts de cette population s'empoisonnent chaque jour, petit à petit, et à la plus grande satisfaction du fisc, dont les bénéfices sont en raison directe de la dose qu'on absorbe. Certaines femmes prennent à tâche de ne pas rester en arrière, et veulent s'associer noblement à ce grand suicide de l'espèce. Bien plus, dans notre siècle de progrès et de jouissances hâtives, on voit des enfants, à peine débarrassés du biberon, porter le cigare à leurs lèvres. On fume au boudoir, on fume au collége, on fumera bientôt en nourrice.

Malheureusement, la découverte de l'Amérique et celle du tabac se touchent de fort près. Christophe Colomb, ce grand navigateur, dans son premier voyage débarqua à l'île d'Haïti, le 6 novembre 1494. Des matelots rencontrèrent des habitants du pays : les hommes ainsi que les femmes tenaient d'une main un charbon allumé, et de l'autre des herbes sèches, qu'ils allumaient et dont ils absorbaient la fumée en l'aspirant. Voilà l'origine des cigarres.

Notre civilisation a adopté les goûts et pris les habitudes des sauvages, ce qui lui fait, certes, beaucoup d'honneur !

Dès l'origine, on ne cultiva point le tabac en France ; l'Angleterre se chargea de ce soin, et la médecine le classa au nombre des médicaments, à cause de ses qualités émétiques, narcotiques, purgatives, et vénéneuses. En 1620 on commença à le cultiver dans les environs de Strasbourg. Depuis cette époque, il est devenu la branche la plus importante de l'industrie alsacienne.

Dans cet empoisonnement universel par le tabac, nous pouvons nous flatter d'absorber la nicotine directement, sans le moindre intermédiaire, et avec une malpropreté parfaite.

Depuis la révélation des effets terribles que peut produire cette substance foudroyante, beaucoup de fumeurs ont renoncé à l'usage du tabac. Ils énumèrent avec effroi la quantité de grammes de poison qu'ils ont dû priser, en demandant à l'érudition des exemples qui confirment leurs craintes.

Dans le temps, le tabac fut mis au ban de l'Europe Jacques I[er] le proscrivit, et la moindre carotte prise en contrebande dans ses Etats pouvait ruiner son possesseur.

Aujourd'hui le tabac est réhabilité, en considération de ce qu'il rapporte ; en effet, le fisc lui tire d'assez belles carottes.

Je ne m'attends pas à ce que cette critique corrige un seul fumeur. Qu'ils soient libres de nuire à leur santé, d'abréger leur vie, mais non pas de nous *nicotiniser*, comme

ils le font, du matin au soir, et partout. Regardez, de grâce, autour de vous ces générations maladives, rachitiques, épuisées, vieillies avant l'âge; oserez-vous soutenir que l'usage immodéré du tabac ne soit pas une de causes les plus certaines de cette décadence physique? Pensez-vous que ce poison, infiltré, milligramme par milligramme, atôme par atôme dans l'organisation, ne finisse point tôt ou tard par la miner et la détruire? Il faudrait, pour le nier, avoir perdu le sens, ou être fumeur, deux choses qui ne manquent pas d'une certaine analògie.

Grâce à la régie et au nombre incalculable des priseurs, il est clair que la moitié du genre humain peut, quand elle le jugera convenable, empoisonner l'autre, sans même avoir besoin de fabriquer de la nicotine. Donc M. de Bocarmé n'est qu'un sot, et les tabatières nous offrent une perspective des plus rassurantes.

Quoique les Italiens aient l'habitude de fumer leur cigare toute la journée, et que même des femmes se vouent à cette mauvaise passion, il est admirable que beaucoup d'entre eux se passent aujourd'hui de tabac, par patriotisme, afin de contribuer à la ruine des finances de l'Autriche, qui tire des sommes énormes du monopole du tabac.

Le patriotisme des Allemands n'est pas encore avancé à ce point, qu'ils se passent de leur pipe, de ce plaisir puant, si nuisible à la poitrine, qui la sèche peu à peu, et qui les engage à boire de la bière outre mesure. On consomme en Europe par an, cinq millions de quintaux de cette herbe vénéneuse, dont les Allemands consomment 30 pour 100; les différents gouvernements en retirent un impôt de plus de 300 millions de francs.

Combien de diligences brûlées par les fumeurs de cigarettes ! Dernièrement encore, près de Bordeaux, un jeune collégien frotta contre la bâche une allumette phosphorique, enflamma du papier, et alluma sa cigarette ; puis le papier fut rejeté en dehors de la voiture ; mais le vent soufflait : le papier enflammé fut ramené sous la bâche, et deux minutes après la diligence était en feu ; les bagages sont devenus la proie des flammes. La diligence a été préservée d'une combustion complète. Quand donc sera-t-on plus sévère contre la pusillanimité des conducteurs, qui ferment les yeux sur les règlements défendant de fumer dans les diligences ? Il ne faudrait pas seulement les destituer de leurs fonctions immédiatement, mais il faudrait leur défendre, sous cette peine, de fumer eux-mêmes.

L'avenir n'est pas aux rois qui ont, en vertu de la force brutale, réparti arbitrairement les nations ; l'avenir est aux peuples confiants ; il est au congrès futur, où tous seront représentés sur une base d'égalité, et qui renouvellera la carte d'Europe d'après les conditions géographiques, la langue et les traditions.

On est unanime sur un fait en Angleterre : c'est pour reconnaître que sans les réformes commerciales de sir Robert Peel, la révolution du 24 février aurait eu chez les Anglais un contre-coup terrible. J'ai déjà fait remarquer que les réformes en Angleterre se font d'en haut, afin qu'on n'en subisse pas d'en bas.

Sur le continent, la peur et l'arbitraire partout !

Le ministère prussien vient de lancer une circulaire à son agent diplomatique aux Etats-Unis, pour qu'il em-

pêche l'achat d'un moulin à papier par le parti démocratique de l'Europe. On y veut, dit-on, confectionner le même papier dont le gouvernement prussien se sert pour ses papiers d'état. Don Quichotte combattait des moulins à vent; le gouvernement prussien tremble devant un moulin de papier.

On pourrait bien voir s'établir à l'avenir des Etats fédératifs de l'Europe-Unie; l'étendue en serait moindre que celle des Etats-Unis de l'Amérique septentrionale.

Nous vivons à une époque dont personne n'a le secret. Partout le même spectacle nous frappe : sur la scène, devant un auditoire nombreux, attentif, mais indifférent, quelques hommes se démènent et jouent aux rois, aux ministres, aux chefs de parti. Celui-ci tient une épée, qu'il brandit en matamore, mais qu'il se garderait bien de laisser retomber : on s'apercevrait qu'elle est en bois blanc.

On sait que rien de vrai ne peut sortir de cette comédie, et que ces chimères de pouvoir n'engendrent que des chimères de progrès.

Voici un trône qui croule, voilà une dynastie rendue aux douceurs de la vie privée. Rois, parlements et ministres, généraux et prêtres, vous croyez à votre importance ; mais, de grâce, si vous ne voulez pas être cruellement désabusés, écrasés tous, étudiez un peu mieux le temps qui court, et vous reconnaîtrez que cette tour de Babel vous offre à peine quelques pierres dont vous puissiez tirer parti dans le nouvel édifice que vous méditez. Bouleverser et altérer d'anciennes

institutions est facile, mais il est difficile de les remplacer à son gré. Que les gouvernements ainsi que les peuples se le tiennent pour dit : ils sont trop embourbés dans cette Babylone moderne.

Les princes ne donnant pas à temps ce qui est juste, les peuples demandent alors ce qui est injuste. A qui la responsabilité de la débâcle genérale qui se prépare? Ce sont les mauvais gouvernements qui l'ont provoquée. Voyez ce qui se passe dans ce pauvre duché de Bade, par exemple à Fribourg : M. Uria-Saragga, un mauvais Espagnol, y est directeur de la ville ; l'homme le plus dépravé de mœurs, mais laquais de Léopold, fait abattre le monument d'un des plus grands citoyens, de feu M. de Rotteck, malgré l'intervention du gouvernement du cercle. Ce lâche Uria était un des premiers fonctionnaires qui se sauvèrent à toutes jambes, lors de la révolution du mois de mai 1849.

Le Michel allemand ne se réveillera-t-il donc pas un jour pour balayer tout cela sans merci et sans pitié?

Vous n'avez su que renverser ; vous avez été impuissants à rien organiser, à rien édifier. Cette œuvre négative accomplie, vous n'avez rien su mettre à la place des institutions renversées par vos mains. Montrez une activité féconde et créatrice.

Pendant la campagne de Saxe en 1813, qui tourna tout d'un coup à l'avantage de la coalition, le ministre de Stein, homme d'état de premier ordre, proposait à l'empereur Alexandre, arbitre alors des destinées de l'Europe (comme son frère Nicolas l'est à l'heure qu'il est), de médiatiser sans retard les petits princes

souverains de l'Allemagne. Alexandre répondit qu'il serait fâché de briser ces trônes, où il voyait le moyen d'établir convenablement les grands-ducs et les grandes-duchesses ses enfants, par des unions matrimoniales avec ces petites maisons princières. De Stein riposta, dans sa manière rude, à l'empereur : « Je ne savais pas que Votre Majesté voulait établir en Allemagne un haras russe. »

Les czars ont bien pourvu les princes d'Allemagne de princesses. Les princesses russes ne manquent pas : il y en a des brunes, des blondes, des rousses, des châtaines. Le grand-duc de Saxe-Weimar a épousé une sœur d'Alexandre, ainsi que le roi des Pays-Bas. La belle Olga, fille de Nicolas, s'est mariée avec le prince royal de Wurtemberg, mari impotent et homme nul. O pauvres princesses ! Une autre fille de Nicolas a épousé le duc de Leuchtenberg. La fille du grand-duc Michel s'était mariée avec le duc Adolphe de Nassau, homme impotent et chauve ; elle est morte bien jeune. Les princesses russes, mariées en Allemagne, ne sont guère heureuses. Le czar leur a donné pour dot le knout, qu'elles apportaient à leurs maris comme un outil d'apprentissage pour gouverner.

GRAND-DUCHÉ DE BADE.

L'Allemagne, en ce moment, est plus malheureuse que l'Italie, et plus divisée. L'Italie sera ou autrichienne ou républicaine; l'Allemagne aura le sort de la Pologne. Elle sera d'abord partagée entre l'Autriche, la Prusse, la Bavière et le Wurtemberg. On va commencer par médiatiser tous les grands-ducs et princes. On n'osera pas encore rayer de la carte européenne les quatre petits royaumes : le Hanovre, la Saxe, la Bavière et le Wurtemberg. Les grandes puissances pourront satisfaire leur appétit plus tard, car, dans ce moment, elles auraient à craindre que la Bavière ne se mît à la tête d'une ligue comprenant tous les petits souverains, avec seize millions d'âmes. Avant ce premier partage, on réunira des congrès de princes, des parlements allemands dans plusieurs villes, pour fatiguer les peuples; mais toutes ces réunions n'aboutiront à rien.

Le parlement de Francfort, en 1848, assemblé dans l'église de St.-Paul (église du *Michel* allemand), n'avait qu'à décréter; le peuple était tout entier debout derrière lui; mais il a fait moins que rien. On voulait augmenter le nombre des princes par un empereur, dans la personne de Frédéric-Guillaume, piétiste et grand comédien; à cet effet, on gagna les chefs des oppositions : De Gagern, Welker, Bassermann, de Soiron, Mathy, Rœmer, et beaucoup d'autres.

On commencera le partage par le grand-duché de Bade, qui n'a plus de force vitale; on aura pour cela un bon prétexte, savoir la position du pays sur la frontière de la France et de la Suisse, position dangereuse, dira-t-on, qui exigera l'incorporation de ce pays dans les Etats des grandes puissances. D'ailleurs, Léopold de Bade a fait banqueroute; il ne pourra plus gouverner; il a fallu le garder, comme le pape à Rome, avec une armée; sans quoi, après tant d'assassinats juridiques, il eût couru de grands dangers, quoique les Allemands ne soient pas de lâches assassins comme il y en a en Italie.

Pour la solution des affaires de l'Allemagne, le peuple n'a rien à attendre; on va introduire des modifications dans le pacte fédéral de 1815, c'est-à-dire qu'on réchauffera l'ancienne diète de Francfort; le partage entre les grandes puissances aura lieu un peu plus tard. On n'ose pas encore entamer les souverainetés des petits princes, mais on leur préparera un état de choses, tel qu'ils seront forcés de demander leur retraite eux-mêmes.

Quelle confusion dans les gouvernements allemands! Quelle confusion dans les idées! Quelle lâche réaction! Quel système de délation, surtout dans ce pauvre pays de Bade, où l'un dénonce l'autre! Où doit mener tout cela? La révolution du pays de Bade a éclaté une année trop tard; le moment était favorable en 1848.

Les troupes badoises étaient à la veille de partir pour tenir garnison en Prusse, lorsque tout-à-coup le grand-duc, comprenant qu'avec l'épée il abandonnait le scep-

tre, eut une scène violente avec son premier ministre, M. de Klüber ; il lui déclara qu'il ne voulait pas que les troupes partissent. Celles-ci étaient d'ailleurs très-mécontentes d'être obligées de partir ; on croyait même qu'elles résisteraient. Mais ce ne fut pas le dernier mot de Léopold. M. de Savigny, le chargé d'affaires de Prusse, règne à Carlsruhe. M. de Klüber n'avait pas communiqué au grand-duc la note publiée par l'Autriche depuis quelques mois, contre les conventions militaires de la Prusse.

Dès le 30 mars 1830, jour où Léopold monta sur le trône, j'ai bien prévu et prédit dans mes ouvrages ce que deviendrait ce pays de Bade ; mon attente a été encore dépassée. Il paraît qu'il y avait beaucoup de monde qui n'attendait rien de bon de ce gouvernement, car c'était un *sauve qui peut* général ; une grande partie des fonctionnaires publics donnèrent leur démission ou demandèrent leur retraite.

Cet idiot de Brentano a voulu jouer dans le grand-duché de Bade le même rôle que l'avocat Guerrazzi à Florence ; tous les deux ne sont que des libéraux ambitieux, mais non pas des républicains ; tous les deux se prêtaient à une restauration. Le procès de Guerrazzi est encore pendant, et Brentano n'a été condamné que *par contumace* à la réclusion perpétuelle. Ceux qui ne font les révolutions qu'à demi se creusent leur propre tombe. On a fusillé des simples soldats à Rastadt, mais on sauvegarde la vie des chefs ; voilà la belle justice badoise. Point de principe gouvernemental dans ce pays de Bade.

Il aurait été impossible de faire une insurrection générale, si tout n'avait pas été miné depuis longtemps par ce mauvais gouvernement lui-même. Le 13 mai 1849, toutes les troupes se sont soulevées spontanément, et le pays entier les secondait. Les autres pays allemands étaient agités, mais il n'y avait pas de soulèvement, quoique leurs gouvernements laissassent beaucoup à désirer ; mais partout il y avait des administrations plus fortes, parce que tout principe gouvernemental n'y était pas abandonné comme dans le grand-duché de Bade ; l'humanité n'y avait pas encore perdu ses droits au même degré que dans ce dernier pays, où trônaient le bon plaisir, l'arbitraire et le crime même. Le roi de Saxe, par exemple, a gracié tous les chefs de la révolution de Dresde ; cela fait honneur à ses sentimens, et on lui en tiendra compte ; mais Léopold de Bade a laissé décimer son peuple et ses troupes par les Gascons du Nord, les Prussiens. Honte éternelle à un tel mannequin de souverain ! Qu'est ce Léopold, par la grâce du mauvais génie grand-duc de Bade ? c'est l'homme le plus lâche et le plus stupide entre les têtes couronnées, et c'est beaucoup dire. Il aurait dû rester à Carlsruhe, et faire mettre en accusation le ministre de l'intérieur Beck, transfuge méprisé, et le général Hofmann, ministre de la guerre. Le premier a hâté la révolution ; c'est un homme à courte vue ; il croisait les bras, et ne prévoyait rien ; il a été surpris par deux attaques de Hecker et Struve ; à la troisième il a pris la fuite bien vite.

Le journal *le Lloyd* de Vienne, semi-officiel, renferme dans sa feuille du 27 juin 1850 des choses blessantes

pour le gouvernement prussien sur ses tendances d'agrandissement, et un long article non moins blessant sur Léopold, grand-duc de Bade ; cet article est assez significatif, et Léopold saura d'après cela où il en est, si toutefois on juge à propos de l'en prévenir, car lui-même n'est pas fort sur la lecture ; il est préoccupé d'autre chose. Cet article dit : « La Prusse garde avec grand soin son allié Léopold de Bade dans son château de Carlsruhe ; elle éloigne de lui les faux conseillers, et sait soustraire à ses yeux les notes qui pourraient enfin lui ouvrir les yeux ; elle fait partir les troupes badoises, pour tenir garnison en Poméranie ou dans le duché de Posen, et elle envoie ses propres troupes, pour la sûreté de son très-cher allié, dans son pays. Depuis ce procédé trop amical, les autres petits princes de l'Allemagne apprécient mieux leur indépendance et leur liberté, car Léopold est pour ainsi dire prisonnier dans son château. » Ce Léopold est tombé si bas, que son ministère Klüber n'exécute que les ordres de M. de Savigny, agent de la Prusse à Carlsruhe. — Le même article dit que la Prusse veut s'acclimater aussi à Hambourg, pour avoir délivré cette ville des mains d'une cinquantaine de gamins ; que par devoir fédératif elle veut surveiller le pays de Bade *indéfiniment ;* mais que c'est un devoir sacré de l'Autriche de se mettre à la tête des petits Etats de l'Allemagne, pour sauvegarder leurs droits vis-à-vis d'un Etat qui ne demanderait pas mieux que de les incorporer. « L'Autriche, dit *le Lloyd* en terminant, ne sera pas infidèle à sa haute mission. » Est-ce clair?

Léopold de Bade sera dépossédé de sa souveraineté,

d'une manière ou de l'autre, un peu plus tôt ou un peu plus tard; les rois, ses cousins, le souflettent; il est la risée de tout le monde. Son dernier voyage à Berlin ne le sauvera pas, quoique ce fût lui qui prit la parole pour répondre au discours du grand comédien couronné; mais il resta court; il remercia cependant le roi de Prusse comme le sauveur du passé et de son trône, et dit qu'il avait confiance dans l'avenir du gouvernement de l'Union... Quel aveugle! l'union sera abandonnée par son fondateur lui-même (le roi de Prusse). Cependant Léopold nageait entre deux eaux: il envoyait en même temps un ambassadeur à Francfort pour assister à l'assemblée convoquée par l'Autriche.

Le mensonge repose sur les lèvres des rois et des princes.

L'empereur d'Autriche et le roi de Prusse en sont venus au point de se faire garder *par des gendarmes de cour*, dans leurs châteaux!

A la fin, tous ces dieux de la terre, quand ils sortiront de leurs palais, seront obligés de se faire accompagner par des gendarmes. Dans ce dix-neuvième siècle, rien n'est grand que la peur!

Que dira Sa Majesté Prussienne en recevant de son frère bien-aimé (qui était à Londres) la nouvelle de l'attentat commis sur la très-gracieuse Majesté la reine Victoria? A peine relevée de ses couches, elle traversait un jour les rues de Londres, lorsque un fou lui appliqua un coup de canne à la figure royale. Tous ceux qui attaquent des têtes couronnées, sont fous sans doute; mais malheureusement cette folie menace de devenir une maladie épidémique.

Depuis quelque temps l'Autriche et la Prusse amusaient le tapis, en faisant des démonstrations guerrières ; elles ne pensaient pas le moins du monde à se faire la guerre, où elles n'avaient rien à gagner, mais tout à perdre. Les loups ne s'entre-déchirent pas. Quant aux quatre-vingt mille *honveds* incorporés dans l'armée autrichienne, avec leurs officiers, qui sont obligés de servir comme simples soldats, ils passeront à l'ennemi, à la première occasion favorable ; et les Italiens et les Polonais pourraient bien en faire autant. Les vingt hussards hongrois qui ont déserté dernièrement, et qui se sont présentés à Breslau au général prussien, disaient : « Nous avons entendu dire que la guerre entre l'Autriche et la Prusse se fera. Eh bien ! rangez-nous tous dans vos escadrons, sauf un seul homme, qui retournera chercher nos camarades, tout prêts à faire la même chose que nous ! »

Les nouvelles du pays de Bade sont des plus tristes ; ce malheureux pays est couvert de cadavres ; les exécutions se suivent rapidement.

Le prince de Prusse et Léopold de Bade ont passé à danser la nuit dans laquelle ils ont fait fusiller les officiers supérieurs de Biedenfeld et Tiedemann à Rastadt.

Le grand-duc de Bade, passant à son retour de Berlin par Butzbach, petite ville du pays de Hesse-Darmstadt, y a été sifflé et hué!... Le peuple se manifeste partout par des exécrations contre les princes.

La restauration de Léopold de Bade coûte bien cher à ce pays, qui est obligé de payer à la Prusse la somme

énorme de trois millions de thalers (11,250,000 fr.) La restauration de Léopold de Toscane coûte 3 millions et demi de francs par an ! Nicolas est donc plus généreux envers l'Autriche : elle ne lui paie que 3,600,000 roubles (environ quatorze millions et demi de francs) une fois pour toutes ; et cependant l'armée russe qui a guerroyé en Hongrie comptait près de deux cent mille hommes.

Il n'était pas d'urgence pour les deux Léopold de décamper ; au contraire, leur devoir les obligeait à ne pas abandonner leur pays dans des temps difficiles ; ils devaient défendre le trône même au péril de leur vie. Il parait que ces deux grands-ducs ignoraient ce qu'un autre Léopold, le roi des Belges, avait dit dans un moment de danger imminent : « Si on veut la république, je m'en irai ; je ne puis aller que jusqu'aux dernières limites de la constitution. » On le pria de rester, et le pays demeura tranquille. Il ne faut quelquefois aux rois qu'un peu de courage et de bon sens.

Le meilleur conseil à donner aux deux grands-ducs fugitifs, c'est que Léopold de Toscane se retire dans ses domaines en Bohême, et que Léopold de Bade demande sa pension de retraite au roi de Prusse ; ils doivent abdiquer des couronnes qui leur pèsent trop et qu'ils ne sont pas dignes de porter. Dans notre siècle, des lâches ne devraient point être tolérés à la tête de peuples braves.

Les rois et princes abandonnent leurs pays en temps de danger, mais avec le projet bien arrêté d'y rentrer en temps opportun, à l'aide des troupes étrangères. Ils com-

mettent ainsi un crime contre la divine Providence qu'ils invoquent toujours, et contre leurs peuples. — Les ministres dans les Etats où il y a des constitutions, sont obligés de s'en aller devant un vote de méfiance des chambres ; les hommes pourris et sans honneur seuls s'accrochent au pouvoir, malgré un tel vote. D'après cela, que reste-t-il à faire aux princes qui n'ont pas perdu tout sentiment d'honneur, après avoir quitté lâchement le *poste sublime* que la *divine Providence* leur a confié ? Ils doivent renoncer pour toujours à la couronne.

Le grand-duc de Bade s'est hâté de reconnaître la constitution de l'Empire, pour échapper à la révolution qui frappait à sa porte ; mais on aurait dû, malgré cela, proclamer la république à la grande réunion du peuple à Offenbourg (réunion composée de plus de quarante mille hommes) ; on en avait d'abord l'intention, mais Welker parvint à y faire renoncer, par le moyen des proclamations qu'il adressa à cette assemblée populaire. Elberfeld, Iserlohn et Dresde avaient fait leur révolution. Malheureusement, les démocrates se laissèrent détourner par les traîtres et les peureux. Welker attendait sa nomination de conseiller intime ; on l'a nommé ambassadeur à Francfort, avec trente mille francs d'appointements. Si en 1848 la révolution du Neckar avait tendu la main à celle de l'Elbe (Dresde), le résultat en aurait été tout autre. On a fait dans le pays de Bade la révolution une année trop tard ; elle était pour ainsi dire mort-née.

Le père Léopold donne à son peuple bien-aimé, de

quatre en quatre semaines, la prolongation de l'état de siége ; il pense sans doute, si toutefois il pense, qu'il rend heureux ce peuple, et qu'il raffermit ainsi son trône ébranlé. Mais il est probable qu'il sera obligé d'abdiquer en faveur de son second fils (Frédéric); l'aîné est trop malade pour pouvoir gouverner ce pays, qui est à toute extrémité, et que les médecins les plus habiles mêmes auront bien de la peine à sauver.

Les grandes puissances n'osent pas encore, par le temps qui court, entamer le principe par lequel elles gouvernent, elles-mêmes; c'est ce qui sauve pour le moment les petites souverainetés.

L'humeur du peuple de Berlin se fait jour par des plaisanteries assez spirituelles, comme par exemple les lettres qu'il adresse « *Au grand-duc royal prussien de Bade.* » Le peuple berlinois indique par-là sa manière de voir à l'égard de ce prince aveugle.

Léopold de Bade aurait dû déposer la couronne en 1848, à l'exemple de l'empereur Ferdinand d'Autriche, de Louis de Bavière et d'autres; il aurait au moins sauvé l'honneur ; car il n'avait ni dignité, ni vertu pour gouverner même dans des temps ordinaires ; son règne a reçu le coup de grâce, il y a longtemps.

Dans ce malheureux pays de Bade, 476 officiers ont passé par un conseil dit d'honneur. On a fusillé une quarantaine de personnes, tant officiers que soldats. On a condamné plus de 200 soldats à deux ans de travaux forcés, et quelques centaines à plusieurs années de prison. Les Prussiens ont reconquis le pays de Bade, pour que Léopold daignât le reprendre sous sa paternelle autorité.

Dans ce grand-duché badois-prussien on emprisonne les femmes pour haute trahison ! A Constance on a condamné trois dames de bonne famille aux travaux forcés.

Le père Léopold soigne bien les enfants du pays : les uns, il les met dans la misère, et il emprisonne les autres. La vaste maison de force à Bruchsal, construite il y a quelques années, ne suffit plus pour recevoir les nombreux pensionnaires que ce bon Léopold y envoie.

Au premier mouvement insurrectionnel, il est à prévoir que le peuple mettra cette fois le feu aux châteaux, et qu'il ne laissera debout, parmi les édifices de l'Etat, que les maisons de force, pour y loger qui de droit.

On le voit, la guerre du Schleswig-Holstein, qui semblait devoir être le signal du réveil de l'Allemagne, a été au contraire un solennel témoignage de complète impuissance. Le sang du peuple a coulé cependant ; la petite armée a éprouvé des pertes énormes, en proportion de sa force numérique ; la perte des Danois a été encore plus sensible. Mais pourquoi tout ce sang répandu ? pour quel résultat ? Il a coulé pour le compte des intrigants et à la plus grande gloire des faiseurs d'arrangements diplomatiques, pour la honte des gouvernements allemands et de tout le peuple qui compose les trente-huit Etats allemands, sans être une nation.

La Prusse et l'Autriche continuent d'amuser la galerie avec la question allemande. Tantôt elles se disent brouillées jusqu'à tirer l'épée, tantôt elles se représentent comme unies étroitement. Il n'y a pas au monde d'imbroglio pareil. Tout cela n'est dirigé que contre les

républicains de l'Europe. On tâchera de gagner du temps.

L'état de siége du grand-duché de Bade fut proclamé le 27 octobre 1849, le gouvernement trouvant ce moyen commode, et n'étant d'ailleurs sûr de rien.

Le meilleur gouvernement devient mauvais, et tombera à la fin, s'il est représenté par des organes méprisés.

Les vicissitudes des grandeurs tombées sont les leçons providentielles des grandeurs vivantes.

Louis-Philippe a fait à la France tout le mal que peut faire un mauvais génie. Il a constitué dans son sein l'inégalité la plus monstrueuse. Il en a fait le champ clos de la concurrence et de l'individualisme, où chacun naît, vit, travaille, se damne et meurt pour lui seul; il en a fait le repaire de toutes les hypocrisies, qui se courbent devant tous les prêtres, devant tous les autels, et ne sacrifient qu'à deux idoles, à celle qui trône à la Bourse, et à celle qui se cache dans le *lupanar*. Il a poursuivi l'œuvre de l'affermissement de sa race par tous les moyens imaginables. Il a corrompu et acheté; il a corrompu la nation entière. Oublieux, ingrat et parjure, il a frappé toutes les libertés. Enfin, il lui a fallu fuir, comme le dernier misérable, du pays de France; et il est mort dans l'exil. Cette grande leçon sera-t-elle encore perdue pour les rois?

Le courage des princes allemands s'élève rarement plus haut que la fuite. Voyez Léopold de Bade et Guillaume électeur de Hesse. — Honneur au courage malheureux!

Le principe monarchique est honteusement compromis par ceux-là mêmes qui s'en disent les principaux représentants. Ce n'est pas montrer du courage, mais une légèreté excessive, que de ne pas apprécier, dans une situation difficile et qui peut avoir des conséquences graves, les difficultés et les moyens de les écarter, et il ne faut pas s'étonner que la légèreté échoue complètement et d'une manière déplorable.

L'ambition aveugle gâte tout. Sigel, adjudant général de Miroslawski, était jaloux de lui ; ce jeune homme se tenait donc pour un Bonaparte? Pour conduire les armées, il faut des chefs d'un dévouement éprouvé, qui aient pleine autorité, soient déchargés de toute autre obligation que de celle de vaincre, et n'aient d'autre espoir que celui d'une conscience pure et droite, d'autre foi que celle du combat. C'est donc aux peuples en révolution de bien choisir les chefs des armées, pour ne pas être toujours trompés d'une manière ou de l'autre.

La révolution de Bade nous montre de grands traîtres : en premier lieu, le colonel Beckert, capitaine de cavalerie en retraite, ivrogne, homme nul ; puis Thomé, capitaine badois en retraite, homme sans moyens, et le général polonais Schnaida ; si celui-ci n'a pas trahi, c'était au moins un homme incapable et un ivrogne.

L'artillerie et une partie de l'infanterie, notamment le 4me régiment badois, ainsi que les différents corps-francs, se sont bien battus ; quelques chevau-légers bavarois se sont également distingués ; mais les trois régiments de dragons badois se sont mal montrés. La bataille de Wagheusel aurait été gagnée, sans la lâcheté

et la trahison de Beckert et de ses dragons. On n'osa pas arrêter Beckert, quoiqu'il se fût déjà conduit assez mal dans une autre occasion avant cette bataille.

Cette révolution mieux dirigée aurait pu se généraliser en Allemagne. Que le peuple, surtout le peuple badois, profite donc des fautes qu'il a commises !

Sigel, jeune lieutenant badois, a montré de la bravoure et beaucoup de patriotisme. On ne pouvait exiger davantage d'un jeune homme sans expérience de la guerre. J.-Ph. Becker, ancien fabricant, grand patriote, homme vigoureux et d'une bravoure éprouvée, s'est distingué. Le colonel Tiedemann, gouverneur de Rastadt; le major Heilig, commandant de l'artillerie, homme d'une grande énergie révolutionnaire; Bœning, et d'autres, se sont également distingués. Le colonel Biedenfeld, qui commandait le 3me régiment, homme faible et pusillanime, contribua le plus, avec Corvin, à rendre Rastadt, le 23 juillet, aux Prussiens.

Je ne puis m'empêcher de faire mention du patriotisme des dames de Fribourg (Bade). Le 15 octobre 1850, les Prussiens donnaient un bal pour fêter le jour de naissance du roi du vin de Champagne; mais les dames fribourgeoises refusèrent de s'y présenter. Néanmoins le bal eut lieu, et les officiers prussiens furent obligés, pour avoir des danseuses, de s'adresser aux servantes; celles-ci furent ensuite renvoyées par leurs maîtresses, pour avoir dansé avec les Prussiens.

Le gouvernement badois-prussien a destitué un homme qui avait rempli son devoir; c'est M. Diez, directeur de la maison centrale pénitentiaire à Bruchsal;

il avait protesté contre des actes arbitraires que le commandant prussien s'était permis au mépris des lois formelles de cet établissement, en faisant donner la bastonnade à des condamnés politiques. Honte éternelle à Léopold de Bade, assommeur du peuple ! Ce pauvre prince vit de la honte ; il n'en meurt pas.

Quoique Frédéric-Guillaume IV ait rétabli Léopold sur un trône à jamais ébranlé, l'intérêt du pays est plus grand que la gratitude dynastique d'un prince. L'alliance naturelle du pays de Bade, vu sa position, est avec l'Autriche, la Bavière et le Wurtemberg, malgré le traité de Ried de l'an 1813 concernant la question de Sponheim, dont l'Autriche paie à la Bavière cent mille francs par an, jusqu'à ce que ce traité devienne une vérité. Malheureusement, le pays de Bade n'est point gouverné par des hommes d'état : il est toujours entre les mains des plagiaires (Marschal, etc.)

Lorsqu'un peuple sait ce qu'il veut, on ne saurait l'en dissuader ; il ne craindra ni les protocoles, ni les toasts de Brégenz, ni les coalitions, ni les pélérinages impériaux chez l'autocrate de tous les serfs.

Le ministre Klüber a été enfin destitué honteusement.

M. Raveaux, un des régents éphémères de l'Allemagne, a dit avec beaucoup de vérité dans sa brochure : que le ministre de la guerre de la révolution badoise était incapable et lâche, et que Sigel s'est conduit comme un enfant à Heidelberg.

On a arrêté à Stuttgart M. Fickler, homme d'action révolutionnaire. Quant aux autres sommités révolutionnaires, c'étaient des niais et des traitres.

Ce fut le 13, le 24 et le 29 mai 1849 qu'on perdit la révolution, qui aurait pu se généraliser, On a eu tort de ne pas marcher sur Francfort, point stratégique et politique. Il fallait de l'audace, comme Danton disait; le Wurtemberg et les Hesses étaient prêts à se déclarer pour le mouvement démocratique.

Le sol européen est miné d'une manière qui rend une catastrophe imminente. Le mot d'ordre sera : *Sans pitié ni merci !*

Le prince de Prusse a dit en rentrant à Berlin, que toute la génération actuelle du pays de Bade ne valait rien. C'est une calomnie jetée à la figure d'un bon peuple. La Prusse s'appelle le glaive de l'Allemagne. Ce prince aurait dû faire des reproches à ce détestable gouvernement badois, qui est la cause de tous les malheurs du pays. Le gouvernement de Bade est dans la boue, et il s'enfonce de plus en plus.

Le peuple de l'Allemagne proprement dite, les seize millions de sujets des petits rois et princes, verront clairement qu'avec l'Autriche et la Prusse il n'y aura jamais une *Allemagne unie;* au lieu de cette unité, il y aura deux gouvernements directeurs de l'Allemagne, et le reste des Etats allemands sera le très-obéissant vassal; ce n'est donc pas un Etat fédératif; ce n'est qu'un commencement de médiatisation. Les rois de Bavière, de Saxe, de Hanovre et de Wurtemberg, avec les autres petits gouvernements, devraient se réunir en Etat fédératif, sans l'Autriche et la Prusse, sous un Directoire, s'ils comprenaient l'intérêt de leurs peuples, et s'ils avaient assez de bon sens pour voir où les deux puissan-

ces européennes veulent conduire l'Allemagne avec ses seize millions d'âmes.

D'ailleurs, la poire est mûre dans toute l'Allemagne ; il ne s'en fallait pas beaucoup, que nous eussions vu en Wurtemberg, en Nassau , dans le grand-duché de Hesse, en Franconie, etc., le même mouvement que dans le pays de Bade. En Wurtemberg, c'est le ministère Rœmer qui a retenu le mouvement ; dans la Hesse, c'est le ministère Jaup. Quoiqu'il y ait beaucoup à désirer dans ces pays, il y a cependant une meilleure base de gouvernement, d'ancienne date. C'est le bon sens qui a empêché ces peuples de suivre l'exemple des Badois ; ils ont vu que ce mouvement isolé ne pouvait guère réussir, et que la révolution de Bade était dirigée par des gens sans aveu, et par des gens à courte vue, qui n'osaient pas employer les vrais moyens ; car qui ne fait une révolution qu'à demi, creuse sa propre tombe.

Le gouvernement badois n'a plus de forces vivantes ; ce gouvernement a corrompu systématiquement, depuis le 30 mars 1830, les Chambres et le peuple ; sans foi, sans justice, sans hommes d'état, sans officiers supérieurs capables, comment voudrait-on rétablir un tel gouvernement sur des bases solides et durables ? Cela parait impossible, malgré ce qu'en a dit le prince de Prusse à sa rentrée de sa glorieuse campagne, où il a battu avec une armée régulière de plus de 50,000 hommes, des corps-francs mal armés et mal disciplinés, sans officiers, pour ainsi dire, et sans la direction d'un bon général. Le corrupteur polonais des armées, Mieroslawski, avait demandé 150,000 fr. pour prendre le commandement de

l'armée révolutionnaire de Bade, en disant qu'il avait reçu autant de la Sicile. Sa célébrité date de ses défaites de Posen, de Catane (Sicile), et de sa honteuse fuite de Bade. Il a touché 22,000 fr. pour un mois, ainsi que cela est maintenant constaté, quoiqu'il dise dans les journaux qu'il n'a reçu en tout que 1700 fr. pour avoir expédié 3000 Prussiens dans l'autre monde; c'est là un mensonge de plus : les Prussiens n'ont pas eu 300 morts, mais ils ont eu beaucoup de blessés. Mieroslawski aurait pu vaincre à Wagheusel, s'il avait su tirer parti de sa cavalerie. Malgré cette mauvaise direction, les Badois se sont bien montrés, et les Prussiens n'ont pu prendre aucun canon, couper aucune colonne; les généraux prussiens sont partout arrivés trop tard, et ont mal manœuvré. Aussi, le prince de Prusse, ce grand héros, aurait dû être plus modeste et plus humain, et se rappeler qu'en mars 1848 il s'était sauvé à toutes jambes de Berlin, où le peuple se disposait à lui faire passer un mauvais quart d'heure. Son palais n'a été sauvé de la destruction que par la présence d'esprit d'un étudiant, qui le déclara *bien national*.

Dans une réunion à Carlsruhe se trouvaient beaucoup d'officiers prussiens, et trois officiers badois, le lieutenant-général Hoffmann, le général Schwartz, et le major d'artillerie Ludwig. Les officiers prussiens, dans leur arrogance, se mirent, suivant leur habitude, à ridiculiser les troupes badoises, en disant qu'elles s'étaient mal battues, etc. Le général Hoffmann leur riposta : « Les soldats badois se sont bien battus, mais ils ont été écrasés par le nombre; si les officiers étaient restés à

leur poste, les Prussiens ne seraient pas ici, et n'auraient jamais pénétré dans le grand-duché de Bade. » Le major Ludwig ajouta : « Les Badois, et principalement les artilleurs, se sont vaillamment battus, et je suis fier de les avoir instruits; si j'étais resté toujours à leur tête, les Prussiens ne seraient point entrés dans notre pays. Vous autres Prussiens, vous n'avez pas une artillerie pareille. »

Il faut encore rappeler à la mémoire de ces Gascons du Nord, que les troupes badoises faisaient partie de l'armée qui fit le siége de Danzig en 1806 et celui de Stralsund, et qu'elles se trouvaient à la bataille de Lutzen et de Bautzen en 1813, où les Prussiens ont été battus partout. J'étais présent, et je puis déclarer que les Badois se sont toujours très-bien battus, quand ils étaient bien commandés. Dans la campagne d'Autriche, en 1809, ils se sont distingués presque partout; ils faisaient partie de la division Legrand, du troisième corps (Masséna). J'ai fait cette campagne dans ce corps. Le régiment de dragons badois, sous les ordres du brave colonel Heimroth, y a fait des merveilles; l'artillerie badoise s'est distinguée partout, comme en dernier lieu encore contre les Prussiens, qui, quoique en forces bien supérieures, n'ont pas pu prendre une seule pièce de canon aux Badois. Il faut cependant ajouter qu'à l'époque des grandes guerres de l'Empire, les troupes badoises avaient de meilleurs officiers que dans ces derniers temps, où ce stupide gouvernement préférait et protégeait les officiers sortis de la noblesse, tandis qu'autrefois on ne comptait pas beaucoup d'officiers de

cette race dans le corps d'armée badois. Le gouvernement de Léopold a encore ce mérite, que depuis 1830, c'est-à-dire depuis la mort du grand-duc Louis, la noblesse a tout envahi. Sous le gouvernement du feu grand-duc Louis la révolution de Bade n'aurait pas eu lieu ; ce prince était aimé du soldat ; il était respecté ; en un mot, il savait gouverner. Il était soldat lui-même ; il n'aurait pas pris la fuite, et il aurait trouvé assez de soldats fidèles pour le défendre.

Le général Hoffmann et le major Ludwig ont été punis pour avoir osé défendre l'honneur de l'armée badoise contre les calomnies des Prussiens : Hoffmann a été destitué, et Ludwig arrêté. Honte à ce grand-duc Léopold, vassal de la Prusse !

Je connais les trois officiers badois dont je viens de parler ; je peux dire sur ma conscience que ces officiers ont du mérite et de l'instruction, et qu'ils sont une noble exception à la masse des officiers badois, qui, en vérité, n'ont ni force morale, ni beaucoup d'instruction, ni esprit de corps ; la preuve en est qu'ils avaient perdu tout ascendant, toute influence sur leurs troupes. Mais, pour être juste, il faut dire que ce triste gouvernement de Léopold de Bade en est la principale cause : ce gouvernement stupide ne demandait que des flatteurs, des machines, et non pas des hommes d'un caractère ferme ; ce gouvernement, le plus misérable de l'univers, pensait produire tout d'un coup des héros, après avoir tracassé de toute manière les officiers d'un caractère énergique. L'organisation des troupes est vicieuse ; l'avancement d'après l'ancienneté ne vaut rien : les meilleurs officiers

languissent dans des grades inférieurs. Sans ces différents vices, on n'aurait jamais vu une dissolution pareille. J'ai été témoin de la désorganisation de la Toscane sous un autre Léopold ; mais la désorganisation du pays de Bade a été bien plus complète encore.

Quelle honte ! Léopold de Bade est obligé de se faire garder par des Prussiens ! Et on envoie les quinze bataillons d'infanterie et les trois régiments de cavalerie de Bade en Poméranie, pour y être soumis au régime prussien.

C'est un acte bien digne de ce lâche gouvernement réactionnaire de Bade que d'avoir destitué le lieutenant-général Hoffmann, parce qu'il avait défendu l'honneur du corps d'armée badois vis-à-vis d'un ennemi arrogant et impudent. On avait d'abord élevé Hoffmann aux nues, on le comblait d'honneurs, parce qu'il avait battu et refoulé deux fois quelques centaines d'insurgés mal armés et mal dirigés ; Léopold voyait dans Hoffmann le sauveur de son trône ; et à l'heure qu'il est, ce sauveur est destitué et en pleine disgrâce. C'est ainsi que va le monde : quand les princes pensent n'avoir plus besoin des gens, ils les foulent aux pieds pour la moindre cause. Ils pensent qu'on leur doit tout, et qu'ils ne doivent rien à personne. C'est pourquoi ils n'ont pas de vrais amis, et un jour ils seront abandonnés tous, sans exception aucune, quoique beaucoup de princes tâchent de conserver un pied dans les deux camps.

La République française aurait dû commencer par où elle va finir. Le 29 février 1848, cinq jours après la révolution, on a donné au gouvernement le conseil de

prendre immédiatement l'initiative contre l'étranger, en déchirant le traité honteux de 1815. On demandait en même temps l'autorisation de former une légion gallo-germanique sur les bords du Rhin ; on était sûr d'avoir au bout d'un mois cinquante mille soldats et volontaires de l'Allemagne du midi ; on présenta un plan d'après lequel on aurait pu occuper *la rive gauche du Rhin* presque sans coup férir ; une grande forteresse dans ce pays était assurée à la France. Mais le gouvernement d'alors n'était pas à la hauteur des évènements du jour : il fit répondre qu'il avait pris note de la demande, pour en faire usage dans l'occasion. — On poussa à plusieurs reprises ce gouvernement à courte vue, mais il ne bougea pas ; il préférait la guerre civile à la guerre étrangère. Sous peu il subira à la fois la guerre étrangère et la guerre civile, mais avec moins de chances de succès.

Quoique tout ne soit pas encore perdu, il faut être sur ses gardes, pour que l'ennemi des peuples ne surprenne pas la France à l'improviste. La nouvelle coalition a ses meilleures troupes échelonnées vers la frontière de la République française et vers celle de la Suisse. Ces troupes sont prêtes à agir immédiatement, dans un cas donné, auquel la coalition s'attend.

La république fait la police des rois, en attendant que les rois fassent la police de la république.

Les réfugiés de toutes les nations se nourrissent d'illusions ; en voici une nouvelle preuve : le brave et malheureux général Narciso Lopez courait l'aventure avec cinq cents hommes pour rendre la liberté à l'ile deCuba,

qui a une garnison de quelques milliers d'hommes. Lopez s'est laissé tromper : il croyait que les habitants de cette île embrasseraient la cause de la liberté, tandis que pas un seul créole ne bougea. Lopez est né dans l'Etat de Vénézuéla, en 1799 ; il était colonel à 23 ans ; il a fait les guerres en Vénézuéla contre Bolivar, avec grande distinction ; plus tard, en Espagne, il prit part dans les rangs des Christinos aux campagnes contre Don Carlos. Malheureusement il paraît que sa raison et son talent n'égalaient pas son grand courage : s'il avait attendu le moment où il se préparait à la Nouvelle-Orléans une expédition sur une plus grande échelle, il aurait peut-être pu délivrer la Havane du joug espagnol ; il aurait du moins pu parer aux revers, et se rembarquer. Ce brave général subit l'horrible supplice du garrot, à la Havane ; il est mort avec le plus grand courage.

Creusez toujours les tombes, enterrez les captifs, ou noyez les, comme on prétend que l'ami du genre humain le grand-duc de Bade l'a fait ; videz vos prisons de voleurs pour les remplir de républicains : un jour viendra où vous recevrez le salaire qui vous est dû !

Si le silence des peuples est la leçon des rois, le féroce crétin qui gouverne l'Autriche vient d'en recevoir une forte en Italie. Comparez la fête donnée spontanément le 21 septembre, à la Spezzia, à Kossuth, avec la réception qu'a reçue le même jour à Milan l'empereur croate par ordre de la police. C'est que le premier est un républicain, et l'autre un empereur!..

Les Italiens se sont montrés d'une manière digne vis-à-vis de l'empereur des Croates : le peuple italien est resté

parfaitement froid et indifférent à la visite de François-Joseph, tandis que le peuple allemand accueille avec enthousiasme Léopold de Bade parcourant son malheureux pays. Pauvre Michel allemand ! tu seras encore longtemps bâtonné, avant que ton éducation politique soit faite. A Fribourg en Brisgau on a donné le droit de citoyen à ce misérable Saraga-Uria, directeur de la ville, qui osa déclarer aux imbéciles porteurs de son diplôme, qu'il n'avait jamais aimé le peuple !

Quel est le vrai danger qui menace la société? Le paupérisme. Et qui cherche le moyen de le combattre et de l'anéantir? Le socialisme.— Le socialisme est donc au paupérisme ce que l'antidote est au poison. Eh bien ! ce n'est pas du poison qu'on se méfie, c'est de l'antidote.

Une preuve que la poire est mûre en Allemagne, c'est la révolution générale du grand-duché de Bade, le 13 mai 1849. La forteresse fédérale de Rastadt, garnie de plus de deux cents bouches à feu de gros calibre, s'est rendue au peuple, auquel s'est joint tout le corps d'armée, fort de quinze mille hommes, dont trois régiments de dragons montés, soixante pièces de campagne servies par de très-bons artilleurs, plus de trente mille volontaires assez bien armés; voilà le commencement du mouvement révolutionnaire de l'Allemagne ; il comptait donc près de cinquante mille hommes. Mais ce qui manquait à cette force formidable, c'était un commandant aguerri et de tête, patriote éprouvé; alors on aurait pu facilement battre les Hessois et les Mecklenbourgeois, commandés par le général Schæffer-Bernstein, ancien

aide-de-camp du prince Emile de Hesse-Darmstadt. Il fallait être vainqueur dans la première rencontre près de Hemsbach, et marcher ensuite en masse sur Francfort. La victoire et cette marche stratégique auraient provoqué l'insurrection du Wurtemberg, du Nassau, des deux Hesses, etc. On y était tout prêt; les troupes de ces pays auraient suivi alors l'exemple des Badois. Au lieu de cela, on n'a réuni que peu de troupes sur la frontière, et les Badois ont été battus, quoiqu'en général ils se soient bien conduits; mais ils agissaient sans plan, sans ensemble, et étaient mal commandés. Lorsqu'on vit que les Hessois suffisaient pour tenir tête aux Badois, on pensa bien qu'après l'arrivée des deux corps prussiens, l'insurrection serait écrasée par le nombre; les pays voisins ne bougèrent pas; quelques centaines de patriotes de ces pays se joignirent seuls aux Badois. On connait l'issue fatale de cette levée de boucliers mal combinée et dirigée par un ambitieux à courte vue (l'avocat Brentano).

La révolution de Bade est terminée; elle a duré six semaines. M. Brentano, ex-dictateur de Carlsruhe, s'était imaginé que sa révolution ne serait point conforme à toutes les règles, si ce pauvre pays de Bade n'avait pas aussi sa *Constituante*. Mais la Constituante, à peine installée, s'est vengée de celui qui l'avait convoquée. Dans sa séance du 28 juin, elle frappa d'un vote de défiance le malencontreux dictateur, qui, pour éviter de mauvais traitements corporels, comme il le dit lui-même, se retira la nuit suivante sur le territoire suisse. La Constituante ne manqua pas d'ordonner aussitôt contre lui une

enquête spéciale pour cause de trahison ; mais les Prussiens vinrent couper court à cette enquête, et M. Brentano est resté sous le poids de la suspicion démocratique. Afin d'écarter de lui ce calice d'amertume, il a imaginé de le faire boire aux autres, et il a adressé au peuple badois une longue épître, qui fait connaître ce que c'était que la démocratie badoise. M. Brentano dit au peuple badois : « Je n'ai pas mis un liard de votre argent dans ma poche. » Qui s'excuse s'accuse, dit le proverbe. Combien n'a-t-on pas vu de gens qui, s'ils n'ont pas pu sauver l'Etat, en ont au moins sauvé la caisse !

On ne pouvait rien voir de plus romantique que le commencement de cette échauffourée de Bade, et les touristes intrépides qui, par amour du pittoresque, n'ont pas déserté devant la bagarre, ont dû trouver que cette bagarre même était pour le paysage une décoration de plus. Il y avait des promenades militaires, costume moyen-âge, bottes montantes, chapeaux à plumes, barbe pointue; des nuits d'été passées à chanter et à boire le long de la Bergstrasse et sur les bords ravissants du Neckar; de vieux chefs de bande qui ressemblaient aux routiers du camp de Wallenstein ; de jeunes sous-lieutenants qui se prenaient sans façons pour des petits Bonapartes. Mais en descendant au fond des choses, nous reconnaitrons les tristes éléments d'une décomposition croissante de l'état de Bade et même de la société. Que dire à la vue d'une armée de quinze mille hommes qui se débande en masse? Il faut en excepter le bataillon du 4me régiment, sous les ordres du lieutenant-colonel de Porbeck, qui se trouvait alors en Schleswig-Holstein,

mais qui, s'il avait été dans le pays, aurait probablement fait comme les autres, quoique M. de Porbeck soit un bon officier, qui a de l'avenir.

Par sa fuite lâche et honteuse, le gouvernement de Bade a avancé la médiatisation des petits Etats d'Allemagne, qui pourront végéter encore quelque temps, grâce à la peur de la République, à laquelle l'Autriche et la Prusse viennent d'échapper par miracle : le peuple prussien s'arrêta devant le trône, au lieu de lui appliquer un coup de pied, et l'Autriche s'est sauvée par les fautes des démocrates de Vienne, par la trahison de Görgey, et enfin par l'intervention des Russes, intervention qui a fait descendre bien bas cette puissance aussi orgueilleuse que cruelle.

Une bourgeoisie qui se laisse imposer, avec une inertie passive, un gouvernement d'étudiants et de caporaux; les gens du petit commerce infatués d'un esprit d'opposition, aussi niais que stérile, courbés sans merci sous la férule de quelques écoliers, quand ils n'avaient pas trouvé le régime constitutionnel assez libéral pour eux : ce sont là de funestes antécédents, de dangereux matériaux pour reconstruire à neuf ce malheureux Etat badois, démoli presque entièrement par la crise d'où les armes étrangères viennent de l'arracher. Le pire est qu'il y a de la faute de tout le monde dans cette dislocation générale, et que la faute est d'ancienne date. Ni le gouvernement, ni le parlement, ni les états-majors administratifs et militaires ne sont exempts de reproches en présence de ce qui se passe aujourd'hui. L'armée, par exemple, n'a jamais tenu à ses chefs par les liens mo-

raux qui rattachent le soldat prussien à son drapeau ; les officiers badois ont vécu trop à part de leurs compagnies. Tandis que le roi Guillaume de Wurtemberg a gardé son ascendant sur la troupe par ses goûts et ses souvenirs militaires, le grand-duc de Bade n'a peut-être pas assez souvent revêtu l'uniforme ; d'ailleurs, il n'est pas soldat, bien qu'il ait suivi, en 1814, les armées alliées dans les fourgons jusqu'à Paris. L'ancienne opposition constitutionnelle peut malheureusement aussi s'attribuer une part dans la démoralisation du pays. Ce n'est pas qu'elle n'ait eu trop de raisons d'être opposée au pouvoir absolutiste de M. de Blittersdorf ; ce n'est pas qu'elle n'ait compté dans ses rangs des hommes distingués à la fois par leur libéralisme et par leur sagesse ; mais elle s'était trop étroitement alliée, pendant la lutte, aux passions et aux illusions du radicalisme ; elle avait trop naïvement compté qu'elle aurait bon marché des appétits une fois déchaînés, avec ses idées abstraites de nationalité et de liberté. Au jour de la victoire, la démocratie véritable a été culbutée, débordée par la démagogie. Nous ne sommes donc pas aveuglés sur les difficultés de la situation badoise ; mais nous n'avons pas non plus beaucoup de goût pour les remèdes que proposent maintenant en Allemagne certaines personnes. Nous n'allons pas cependant jusqu'à conclure de là que le grand-duché de Bade doive, dès demain, cesser d'exister, et nous regrettons que cette conclusion paraisse si naturelle à beaucoup de monde.

On sait avec quelle avidité scandaleuse les princes allemands se disputèrent les dépouilles de leurs co-états,

lorsque la main puissante du vainqueur de Marengo jeta l'ancien Empire germanique dans un nouveau moule. Les publicistes d'outre-Rhin sont aussi âpres à la curée que l'étaient les souverains en 1801 et en 1803. Le thême en vogue dans la presse de l'Allemagne méridionale, c'est le démembrement du pays de Bade. On ne se gêne pas pour contester la légitimité de la famille grand-ducale, pour revendiquer ses possessions au nom des droits antérieurs à 1801. Tel cercle du grand-duché doit revenir à la Bavière, parce qu'il relevait jadis de l'évêché bavarois de Würzbourg; dans tel autre, les habitants sont Bavarois de cœur; tel autre encore compléterait à merveille la défense stratégique du territoire bavarois. L'Autriche est très-populaire sur le lac de Constance; on lui donnerait tout le district avoisinant. Rien n'arrondirait mieux le Wurtemberg que d'avoir Carlsruhe et Rastadt; l'un et l'autre seraient pour lui, et il y en aurait ainsi pour tout le monde. Voilà d'excellentes raisons, en droit allemand. Cependant les feuilles prussiennes répondent qu'il faut bien se garder d'agrandir les Etats secondaires, si l'on ne veut empêcher à jamais l'unité nationale; que Bade ne saurait être sauvé sans un gouvernement strictement unitaire, c'est-à-dire probablement sans une incorporation immédiate à l'Empire; et qu'est-ce que serait l'Empire, si ce n'est la Prusse agrandie? Je suis convaincu que du moment où il s'agira de supprimer le grand-duché de Bade, tous les principicules de la Germanie seront également admis à faire valoir leurs droits à la retraite.

Ce malheureux pays de Bade a toujours été bien pauvre

en hommes d'état, à l'exception de MM. de Reitzenstein, de Berstett et Winter; tous les autres prétendus hommes d'état, y compris les ministres actuels de la restauration, ne sont que des plagiaires. Il fallait remonter jusqu'aux ministres Blittersdorff-Rudt, Joly, Dusch et Freydorf, pour les mettre en accusation et leur faire subir les peines les plus sévères et les plus infamantes.

Le pays de Bade n'a plus de quoi être un Etat indépendant. C'est bien triste de devenir la proie de la Prusse; et cependant c'est là l'avenir de ce malheureux pays, gouverné par la dynastie de Hochberg, qui n'a ni entrailles, ni vertus gouvernementales, ni courage civil. De toutes les dynasties, c'est celle-là qui a le plus mérité d'être renversée, soit par le peuple, soit par les grandes puissances, qui, comme l'on sait, ont toujours bon appétit pour avaler de tels morceaux.

Les petits princes d'Allemagne ont maintenant la plus belle occasion de satisfaire les justes désirs du peuple, tant pour l'unité nationale de l'Allemagne, que pour l'introduction d'institutions libérales, ce qui empêcherait les classes moyennes de les réclamer les armes à la main.

On récolte ce qu'on a semé : le gouvernement de Léopold de Bade en a fait la dure expérience ; il a pu voir ce que c'est qu'un Etat de police : tout y est vide ; il n'y a point de principe de gouvernement, absolument rien. La noblesse, qui y est si protégée, a pris la fuite au premier coup de fusil tiré près de l'arsenal de Carlsruhe, et cependant ce gouvernement regarde les nobles comme l'appui du trône ; quel aveuglement ! J'ai la con-

viction la plus intime que l'on continuera de gouverner l'Etat de Bade de la même manière vicieuse.

Les officiers badois ne valaient pour la plupart rien du tout; les officiers supérieurs n'avaient ni instruction, ni caractère, ni force morale, ni la dignité si nécessaire pour imposer aux soldats; ils étaient aussi serviles et adulateurs envers leurs supérieurs, qu'arrogants, grossiers et insolents envers leurs subordonnés ; ils se tenaient d'ailleurs trop éloignés du soldat pour le connaitre et pour avoir sa confiance. Les officiers badois sont hébétés par le caporalisme et la contemplation du port d'armes; ils ont tous le teint hâlé, et les cheveux coupés en brosse.

Un officier de caractère aurait pu vaincre la révolution de Carlsruhe avec cinq cents hommes; mais le grand-duc, les princes, les ministres, les baillis et les officiers de tous grades prirent honteusement la fuite au premier coup de feu. Honte éternelle à ces lâches !

Avant toutes ces fusillades des pauvres officiers, tels que Tiedemann, Biedenfeld et autres, il aurait fallu donner un grand exemple en pendant le ministre de l'intérieur Beck, et en destituant le ministre de la guerre, le général Hoffmann, qui se sont sauvés les premiers. Beck est un misérable transfuge des libéraux, homme détesté depuis longtemps de tous les partis; il était si peu clairvoyant, qu'il ne se doutait point que les républicains réfugiés en Suisse et en France envahiraient, à trois reprises, le pays de Bade, tout cela faute de précautions de la part de celui qui était investi du portefeuille de l'intérieur; il méritait un châtiment exem-

plaire. Quant au général Hoffmann, qui n'était pas connu du temps de nos grandes guerres, il a été fait prisonnier dans la campagne de Russie, où il était sous-lieutenant. Dans ces derniers temps, de prétendus républicains et des ouvriers allemands travestis en républicains, sont venus en aide à sa réputation : disposant de grandes forces, il a battu à Staufen quelques centaines de travailleurs mal armés, et sauvé ainsi la dynastie des Hochberg; aussi a-t-il été nommé tout d'un coup lieutenant-général et commandeur de l'ordre militaire. Mais ce grand homme a failli être pendu par la soldatesque de Rastadt et par les paysans des environs de Heilbronn. A sa retraite, il s'est montré bien lâche, et comme un homme qui a une mauvaise conscience. C'est lui qui, étant ministre de la guerre, a supprimé le remplacement, et provoqué ainsi un mécontentement qui a été une des causes de cette révolution militaire badoise sans exemple en Allemagne.

Il faut faire encore une observation sur le *sauve qui peut* des officiers et employés du pays de Bade. Ces fonctionnaires n'ont pas pris la fuite par attachement au grand-duc Léopold, mais par peur de la vengeance du peuple outragé et des soldats maltraités. Or, lesquels devraient être punis, de ceux qui sont restés à leurs postes, parce qu'il faut toujours un gouvernement quelconque, lors même que le gouvernement légitime prend la fuite ; ou de ceux qui se sont honteusement sauvés, même avant qu'il y eût danger pour leur vie?

Les princes régnants d'aujourd'hui laisseront de grandes dettes à leurs enfants, qui ne voudront peut-être

accepter la succession que sous bénéfice d'inventaire, car il leur sera bien difficile d'acquitter toutes les dettes que leurs pères ont contractées envers le peuple.

Le gouvernement de Bade livre des milliers de victimes à la réaction prussienne. Ce lâche gouvernement ne sait donc pas que c'est la Prusse qui le dépouillera un jour.

Une députation de Rastadt s'étant rendue auprès du grand-duc fugitif à Mayence, pour lui demander la grâce du major de Biedenfeld, ce prince magnanime répondit que cette affaire ne le regardait pas; qu'il fallait s'adresser au prince de Prusse, qui gouvernait l'Etat en son absence. Les députés s'étant ensuite présentés au prince de Prusse, à Fribourg, celui-ci leur dit : « La grâce que vous demandez ne dépend pas de moi ; adressez-vous à S. A. R. le grand-duc votre souverain. » Voilà la générosité des princes !

MALHEUR MÉRITÉ DE LA RACE RÉGNANTE DE HOCHBERG DANS LE PAYS DE BADE.

Le prince héréditaire, fils de Léopold Ier, grand-duc par la grâce de Dieu, est devenu fou, non pour avoir eu trop d'esprit, mais tout simplement par suite de ses débauches. Son auguste père Léopold a été obligé de le faire ramener d'Italie au château paternel de Carlsruhe, dans un état dégoûtant de corruption générale. Plus tard, ce digne fils de son père ayant fait une excursion à Londres, le grand-duc fut obligé d'y envoyer M. Ché-

lius, médecin et professeur de Heidelberg, pour le ramener de la Tamise sur l'Albe, afin d'y soigner sa santé délabrée. Mais tous les plus célèbres médecins n'ont pu empêcher qu'il ne se trouve à l'heure qu'il est dans la maison des aliénés à Ilmenau. Son père mérite les plus graves reproches, pour avoir confié l'éducation des jeunes princes à des mains incapables : les colonels de Roggenbach et de Hingeldey, leurs gouverneurs, sont des hommes nuls et sans aucunes connaissances. La Némésis paraît vouloir se venger de toute manière de cette race de Hochberg, indigne de régner sur un peuple bon, trop bon pour des princes bâtards dégénérés.

Ce pauvre Léopold de Bade s'est sauvé dans la nuit du 14 mai 1849, assis sur un caisson de canon, et escorté par une poignée de gens jusqu'à Germersheim, où il passa le Rhin. Son fils Frédéric fut obligé de sauter par une croisée de la caserne d'infanterie. Si Léopold pensait que sa vie fût en danger à Carlsruhe, il aurait dû transporter le siége du gouvernement, soit à Mannheim, où la troupe lui restait encore fidèle, soit dans un village au-delà du Neckar, sur la frontière de Hesse. Il aurait ainsi empêché de grands malheurs dans le pays de Bade.

Les reproches que M. Hæuser, professeur de Heidelberg, a faits, dans son ouvrage, au colonel Constantin de Roggenbach, n'ont pas été démentis par le mémoire justificatif de ce dernier ; bien au contraire : Roggenbach est forcé de reconnaître la vérité de diverses accusations. Le fait est qu'il n'a pas montré beaucoup de présence d'esprit, ni de force de caractère. D'autres officiers ont

aussi fait défaut au moment suprême, parce qu'en général les officiers badois manquent de caractère et d'énergie : ils ne sont pas du bois dont on fait les maréchaux, ni de cette trempe d'hommes qui savent s'élever au-dessus d'eux-mêmes dans des moments critiques ; en un mot, ils ne représentent que leur grade obtenu par un mode vicieux d'avancement ; leur personne ne compte pas ; cependant dans les grandes crises une personnalité seule est capable de diriger les masses. L'esprit de corps, si essentiel, a toujours manqué aux troupes badoises ; le mauvais gouvernement y est pour beaucoup. Ce triste gouvernement, restauré par les Prussiens, sera-t-il mieux avisé à l'avenir ? J'en doute. En attendant, ce malheureux pays de Bade a une augmentation de dettes de dix millions de florins. Les peuples sont condamnés à payer cher l'incapacité et la pusillanimité de leurs princes.

M. de Roggenbach l'a échappé belle : son frère Auguste est ministre de la guerre de Bade. C'est, au reste, une des grandes familles privilégiées du Brisgau, qui, ainsi que la famille de Selteneck, savait s'approprier les premières places, sans avoir le moindre talent. Ce pauvre gouvernement de Bade a oublié que le père de Roggenbach est allé à Bâle, en 1814, offrir le Brisgau à l'empereur d'Autriche.

Léopold de Bade en veut aux maitres d'école, parce que beaucoup d'entre eux ont pris part à la révolution de 1849. Toute l'Allemagne en aurait fait autant, s'il s'était trouvé à la tête du mouvement des chefs capables. C'est partie remise.

Que M. le colonel Roggenbach ait manqué de résolution, cela est évident. Il a oublié que le premier devoir d'un commandant de troupes, aussi bien dans les troubles civils que dans la guerre étrangère, n'est pas tant d'épargner le sang des soldats, que de garder pur l'honneur du drapeau, et de mourir, s'il le faut, préférant la mort au déshonneur. On peut retrouver des officiers et des soldats, mais l'honneur perdu ne se retrouve pas. L'honneur d'un brave soldat est le patrimoine de toute l'armée. La situation devient souvent périlleuse, quelquefois même désespérée: eh bien! il faut que tout homme qui a l'honneur de porter l'uniforme militaire, sache que, tant qu'il lui reste la moindre possibilité de défendre son terrain et de sauver l'honneur de ses armes, il doit se battre, et n'accepter aucune condition. Il ne faut jamais confier un commandement quelconque à un officier pusillanime et sans énergie. Ce pauvre gouvernement de Bade devrait se hâter de changer la loi vicieuse sur l'avancement, qui permet aux plus incapables de monter aux grades les plus élevés de l'hiérarchie militaire. Outre M. de Roggenbach, il y a encore bien d'autres officiers qui n'ont pas fait leur devoir: aucun n'a su mourir pour Léopold de Bade; ils ont tous préféré vivre pour eux-mêmes. Autrefois, le pays de Bade avait quelques officiers distingués: mais les uns sont morts, et les autres ont pris leur retraite, ne voulant pas servir un gouvernement faible; on aime à servir le fort. En temps de paix, il est désagréable de servir un petit prince; les officiers d'une forte trempe s'en vont: ils ne veulent pas supporter les misères d'un petit service, sans avoir la

perspective de s'élever un jour aux grades supérieurs. Ce gouvernement à courte vue pensait improviser des héros à un jour donné.

Léopold de Bade vient de décorer M. Carlier, préfet des polices générales. En même temps, plusieurs généraux ont aussi eu l'honneur d'obtenir l'ordre du Lion de Zæhringen ! Le Lion de l'Ordre mérite bien l'Ordre du Lion. Les nombreux Lions de cet ordre, que le peuple appelle l'*Ordre de toutes bêtes*, n'ont pas défendu ce pauvre grand-duc lors de sa fuite nocturne de Carlsruhe. Le défendront-ils à l'avenir en pareille occasion? Il est permis d'en douter. Ce hochet de la vanité n'a plus grande portée.

Le ministère badois a supprimé provisoirement le serment des troupes à la Constitution ; mais, ce qui est plus curieux, il fera, dit-on, l'économie de la cocarde allemande aux nouveaux képis.

Ces lâches princes ! ils prennent tous la fuite ; leurs malles et leurs coffres-forts sont toujours faits, comme je l'ai prédit dans mon ouvrage publié en 1844, *Les Constitutions modernes de l'Allemagne*. Ils se sauvent même avant qu'il y ait danger pour leur vie, comme ont fait Léopold de Bade et Léopold de Toscane; le premier surtout aurait pu empêcher la révolution, s'il fût resté au poste qui lui avait été confié par la grâce de Dieu ; il ne s'agissait pas encore alors de savoir mourir, comme les princes exigent que tout le monde meure pour qu'ils vivent. Ces lâches souverains ne savent donc pas donner l'exemple en mourant à leur poste?

Léopold de Bade a sur sa conscience tous les assassi-

nats commis par les Prussiens. Tiedemann, le gouverneur de Rastadt, fils d'un professeur distingué de Heidelberg, avait été, pour ainsi dire, forcé de donner sa démission de lieutenant de dragons, parce que le gouvernement badois sous Léopold de Hochberg était trop faible pour le soutenir contre les intrigues des officiers de son régiment. A qui donc la faute, s'il a servi le gouvernement révolutionnaire? Il n'avait pas juré fidélité à Léopold; au contraire, il était dégagé de son serment, et il avait une insulte à venger, en servant sa patrie, malgré le prince fugitif. Il sortait du service de la Grèce, et voulait se rendre en Schleswig-Holstein, pour y servir encore la patrie allemande. Il a été assassiné à Rastadt par les Prussiens. Son épouse, d'origine grecque, et son fils Démétrius le pleurent. Repos à son âme! et malédiction aux rois et princes de la Jacquerie!

M. de Savigny fut envoyé de Berlin pour combattre le projet d'abdication de Léopold de Bade en faveur de son second fils Frédéric (l'aîné est imbécile). Ce que Léopold aurait en effet de mieux à faire pour ses intérêts dynastiques, ce serait d'abdiquer; son successeur, Frédéric, pourrait tenir aussi longtemps que les autres petits Etats de l'Allemagne, dont au reste les jours sont comptés; Léopold est trop compromis et trop détesté pour pouvoir garder les rênes du gouvernement sans l'appui des *casques* prussiens.

Les princes suivront un jour les patriotes expulsés de l'Europe; ils iront en Amérique cultiver la terre et apprendre les droits de l'homme.

Si l'on veut laisser subsister plus longtemps cette in-

dépendance de nom du grand-duché de Bade, il y faudra une occupation militaire permanente. Léopold de Bade est dans une position analogue à celle de Léopold de Toscane : ces deux nigauds couronnés verront éclater une nouvelle révolution dans leurs États, une heure après le départ des baïonnettes étrangères. Belle perspective pour ces deux malheureux pays : occupation militaire permanente, ou nouvelle révolution.

Léopold de Bade a bien mérité d'expier en enfer ses méfaits et ses assassinats juridiques, commis à Rastadt et dans tout le pays; il a fait impitoyablement fusiller et décimer le peuple et le corps d'armée de 15,000 hommes, qui avait passé au peuple.

Ce pauvre major de Biedenfeld n'avait pas même une idée politique; on l'avait mis à la retraite à la fleur de l'âge, pour satisfaire la haine d'un mauvais colonel (de Pierron).

Les princes, qui ont toujours la Providence à la bouche, n'y croient pas le moins du monde; sans cela ils ne commettraient pas tant de crimes, en bombardant les villes de toute l'Europe, étranglant et fusillant le peuple.

Dès la révolution de juillet 1830, j'ai bien prévu que le faible gouvernement de Léopold Ier de Bade tomberait à la première occasion, faute de principes. C'est ce qui est arrivé en effet au mois de mai 1849; il y eut fuite, sauve-qui-peut du grand-duc, des ministres, des officiers et de presque tous les employés de l'Etat : chose inouïe jusqu'alors.

Quel triste devoir pour un officier de cœur, que de

commander le feu sur le peuple qu'on a poussé au désespoir! Quelle honte pour un gouvernement qui distribue alors par centaines les décorations à ceux qui ont mitraillé le peuple! Jamais les officiers ne devraient accepter des croix pour de telles missions; plus tard, ces décorations gagnées pour avoir versé le sang de ses compatriotes, pourraient devenir la cible des démocrates: l'exigence de la liberté et de la nationalité est si forte, que tôt ou tard il faudra les accorder, ou périr.

LA DISSOLUTION PROBABLE DU GRAND-DUCHÉ DE BADE.

On a fait comprendre au grand-duc Léopold I[er] de Bade, tant bien que mal restauré, que son gouvernement ne serait jamais assez fort pour se maintenir contre les républicains, et que ce qu'il aurait de mieux à faire, ce serait de suivre l'exemple des petits princes de Hohenzollern-Sigmaringen et Hechingen, qui viennent de céder leurs Etats à la Prusse, moyennant une pension de retraite. Le grand-duché de Bade fera donc probablement le commencement du partage de l'Allemagne méridionale, au profit de l'Autriche, de la Bavière, et peut-être de la Hesse grand-ducale. A l'Autriche retombera le Brisgau et l'Ortenau, avec les villes de Fribourg et d'Offenbourg, les deux cercles du Haut-Rhin et du lac de Constance; à la Bavière, le cercle du Moyen-Rhin et celui du Bas-Rhin; en effet, le traité de Ried, de 1813, réservait à la Bavière cette partie du grand-duché de Bade.

Les trois invasions des républicains ont donc hâté le moment, prévu depuis longtemps, où Léopold de Bade sera obligé de faire valoir ses droits à la retraite. Qu'il prenne donc une fois une grande et salutaire résolution ! qu'il abdique une couronne qui lui pesait trop dès le commencement de son règne (le 30 mars 1830). Qu'il se repose enfin des soucis et des peines de son gouvernement, et qu'il vive désormais avec sa famille dans quelque coin de ses terres, à moins qu'il ne préfère se transporter au-delà de l'Atlantique, pour s'y plaindre à son aise de l'inconstance et de l'ingratitude du monde !

Léopold de Bade a distribué 191 décorations aux officiers prussiens et autres, pour récompenser ceux qui l'ont provisoirement replacé sur son trône ébranlé....

Le pays de Bade ne peut ni vivre ni mourir. Tout le monde convient que ce pays est corrompu et gangrené dans sa partie même la plus intime et la plus noble.

C'est l'entourage des princes (la *camarilla*) qui les perd. Ces malheureux princes prennent les flatteries pour de la fidélité et de l'attachement à leur personne ; ils ne savent pas que les hommes capables et forts par le côté moral, qui seuls pourraient les sauver dans des temps extraordinaires, ne les flattent point, mais qu'ils les servent bien, et qu'ils soumettent leur opinion politique à leur devoir. Dans les temps ordinaires, les gens de cette trempe gênent et incommodent les dieux de la terre ; mais en temps extraordinaires les princes les cherchent quelquefois en vain, et il n'y a qu'eux qui puissent les sauver. Voyez, parmi d'autres pays, le Wurtemberg, où le ministre Rœmer a sauvé la couronne à

Guillaume, et épargné une révolution à son pays, en reniant peut-être ses anciens principes ; il est vrai qu'il a été payé par l'ingratitude de son roi, qui l'a renvoyé lorsqu'il n'a plus eu besoin de lui. D'un autre côté, Rœmer s'est attiré les malédictions des démocrates de l'Allemagne. Avis aux vrais hommes d'Etat, qui ne sont pas des plagiaires.

La Bavière a des prétentions sur la partie du Palatinat dont Mannheim est le centre, et l'Autriche regrette vivement ses anciennes possessions du Haut-Rhin. Depuis que la perte du Brisgau lui a enlevé sa frontière militaire contre la France, il est naturel qu'elle saisisse avec empressement l'occasion de réparer ce qu'elle considère comme une faute du congrès de Vienne. Dans la réalisation de ce plan, l'Autriche pourrait avoir en vue un double but : d'abord, d'augmenter son influence en assurant sa prépondérance dans le Sud ; en effet, si elle recouvrait la partie méridionale du grand-duché de Bade, elle entourerait ainsi militairement la Bavière et le Wurtemberg ; elle acquerrait les plaines fertiles de Fribourg pour nourrir des troupes, tandis que le Vorarlberg et le Tyrol, les seules de ses possessions rapprochées du Rhin, sont des pays de montagnes incapables de nourrir longtemps une grande armée. Ensuite, en acquérant une frontière allemande contre la France, l'Autriche protégerait par-là même ses possessions italiennes.

Outre le traité de Ried de l'an 1813, il existe un traité secret entre l'Autriche et la Bavière, du 14 avril 1816, qui stipule que le Palatinat (possédé par Bade) est rever-

sible à la Bavière dans un cas donné. En attendant, l'Autriche paie chaque année 100,000 florins à la Bavière, à titre d'indemnité jusqu'à la prise de possession de cette partie du pays de Bade.

Une loi très-importante vient d'être promulguée (au mois de décembre 1850) dans le grand-duché de Bade, relativement à la punition des soldats. D'après les anciennes lois, les soldats badois étaient condamnés à plusieurs années de travaux forcés, quelquefois pour des délits purement militaires. On a jugé à propos d'abolir ces lois. Dorénavant la justice militaire enverra les soldats condamnés dans des compagnies de discipline, au lieu de les déshonorer; et après avoir subi leur peine, ils rentreront dans leurs régiments respectifs. Toutefois cette loi ne concerne que les soldats qui auraient été condamnés jusqu'à trois ans de réclusion. C'est la dernière révolution militaire qui a enfin ouvert les yeux au gouvernement badois. J'avais blâmé à bon droit ces lois maintenant abolies, dans mon ouvrage sur Les *Constitutions modernes de l'Allemagne*, publié en 1844 à Mulhouse.

Léopold de Bade travaille aussi à élever l'âme de son peuple : des missionnaires de la Société de Jésus prêchent dans la cathédrale de Fribourg en Brisgau. Mais ce ne sont pas les seules consolations que Dieu semble vouloir accorder à ce pauvre duché de Bade, si cruellement éprouvé : l'introduction des sœurs de la charité est également près de s'accomplir; cette pieuse proposition émane du grand-duc lui-même.

Léopold vient de lancer une loi contre les pauvres

maitres d'école, contre ces demi-savants qui, suivant lui, peuvent faire tant de mal. En effet, beaucoup d'entre eux ont trempé dans cette malencontreuse révolution badoise, plutôt par misère que par d'autres motifs. Augmentez leur chétif salaire, pour qu'ils puissent au moins vivre ; puis faites-les surveiller par leurs autorités.

L'ouvrage publié sur la triste révolution badoise par M. Hæusser, professeur à Heidelberg, mérite d'être lu ; l'auteur y dit de vertes vérités aux révolutionnaires, ainsi qu'à ce gouvernement caduc de Bade.

Le remplacement militaire a été rétabli dans le grand-duché de Bade, où l'on a aussi adopté le système prussien de servir pendant une année dans la troupe à ses dépens.

Le margrave Guillaume de Bade a été chassé par les paysans de Kirchheim (Wurtemberg), où il s'était rendu après sa fuite de Carlsruhe, et où il pensait trouver un asile chez sa belle-mère, Mme la princesse Henriette de Wurtemberg. — Les princes de Fürstenberg et de Hohenlohe ont clandestinement quitté Schaffhouse, où ils séjournaient depuis qu'ils s'étaient sauvés de Donaueschingen ; le peuple de Schaffhouse voulait leur faire un charivari.

Les princes qui donnent aujourd'hui la chasse aux pauvres réfugiés, qui ne savent plus où reposer leur tête, ne seront-ils pas forcés un jour de s'embarquer à leur tour pour l'autre hémisphère, où ils pourront étudier les droits de l'homme ? Ils seront encore assez heureux, parce qu'ils emporteront des trésors.

Mieroslawski, dans sa carrière militaire, n'était connu que par ses revers. Mœrdes, ministre de Bade, le nommait *Pechvogel* (oiseau qui prend la fuite). — Siegel et Mieroslawski ne pensaient pas que les Prussiens les attaqueraient sur leurs deux flancs, à droite à Eberbach sur le Neckar, et à gauche à Germersheim, où les Prussiens passèrent le Rhin. Le Polonais Mniewski, qui commandait de ce côté, s'était complètement enivré, et avait ordonné à sa troupe de se coucher ; les Prussiens passèrent ainsi le Rhin sans obstacle ; et si le général Peucker eût marché plus vite, il enveloppait les troupes badoises, et elles étaient perdues ; mais les généraux prussiens étaient partout les mêmes : ils faisaient faute sur faute, et ne se montraient nulle part à la hauteur de leur mission.

Le grand-duc de Bade, au nom duquel les hommes les plus honorables du pays ont été jetés dans les cachots, est gardé lui-même dans son château comme un prisonnier, et le moindre caporal prussien a plus de pouvoir que lui dans ses Etats. On attend qu'il abdique, et peut-être alors recevra-t-il comme consolation une nomination de général dans l'armée qui l'a dépossédé. Avis aux bons peuples qui font des révolutions sans se débarrasser de leurs rois, et qui se fient bénévolement aux promesses d'un hôtel-de-ville quelconque, aux chartes vérités, etc.

En attendant, Léopold de Bade prolonge l'état de siége d'un mois à l'autre, et commet des actes atroces dans ce malheureux pays, que son prédécesseur, feu le grand-duc Louis, lui avait laissé si florissant.

Les Prussiens continuent à appliquer la bastonnade

aux citoyens de Bade pour les délits les plus minimes. Dernièrement on a condamné à Kehl un citoyen à cette punition inhumaine; au seizième coup il expira, laissant une femme et six enfants sans pain. O peuples! quand vous réveillerez-vous, pour châtier les auteurs de pareilles atrocités?

Quelques officiers badois ont donné leur démission, parce qu'ils ne voulaient pas être déportés sur les sables de la Prusse, où l'on comptait exiler l'armée badoise en masse. J'espère que tous les officiers qui ont de l'honneur suivront l'exemple de leurs camarades. Au reste, c'est en vain que l'on espère métamorphoser ainsi les soldats badois en Prussiens. C'est plutôt le coup de grâce donné à Léopold de Bade. Tout cela aura de graves conséquences pour l'avenir.

La princesse de Prusse, qui se trouvait à Coblentz à l'époque du passage d'un bataillon badois, daigna dire aux officiers de ce bataillon que Léopold de Bade était le meilleur ami du roi de Prusse. Que le pauvre Léopold prenne garde que ce roi, son grand ami, ne l'étouffe pas dans ses embrassements! Quant à moi, je me défie plus des Gascons du Nord que des Gascons du Midi.

Comme je l'ai déjà dit, après la révolution de Carlsruhe, il fallait gagner Francfort, point stratégique et politique, puis se porter sur Cassel, diriger une autre colonne sur Wurtzbourg pour s'y emparer de l'arsenal, tendre la main aux braves patriotes de la Franconie et de la Thuringe, et enfin marcher rapidement sur l'Elbe, ce qui aurait provoqué un mouvement à Berlin. Le hableur couronné, en abandonnant cette ville, laissait le champ libre aux patriotes berlinois.

Léopold, grand-duc de Bade, succéda à son frère en 1830. Effrayé de la Révolution de Juillet, qu'il croyait sur ses talons, il interdit, comme la plupart des principicules allemands, l'entrée de ses Etats à tous les étrangers, et soumit d'innocents touristes aux vexations de ses gendarmes. Plus tard, reconnaissant l'inconvénient de ces mesures prohibitives et vexatoires, il y renonça. Les bains de Bade, qui étaient d'un excellent revenu pour le grand-duc, n'avaient plus d'hôtes : la foule avait désappris le chemin de cet établissement, et il ne fallut rien moins que l'engagement de M. de Bénazet pour rendre à Bade son ancienne splendeur. On joue énormément à Bade ; ce n'est pas moral, mais c'est lucratif, et Léopold n'exige rien de plus. Au rebours du roi de Bavière, qui, lors de son avènement au trône, proscrivit la loterie, le grand-duc de Bade divinise le hasard et ses caprices. Le prêtre vit de l'autel. Aujourd'hui, les communistes peuvent circuler librement à Bade, pourvu qu'ils soient millionnaires, et qu'ils ne reculent pas devant les séductions de la roulette. Une seule chose y est proscrite, ce sont les écrits révolutionnaires. Léopold vient même de conclure un traité avec la Suisse, afin que les pages séditieuses soient appréhendées à leur passage dans les cantons. Pauvre grand-duc ! Nous espérons pourtant que cette brochure lui parviendra, et c'est pourquoi nous terminons par cette maxime : Un souve-

rain qui tient la banque ne devrait régner que dans la patrie des Pharaons.

Les petites dynasties font tous leurs efforts pour se rendre impossibles et pour être anéanties à la première occasion.

NOTES SUR LA HONGRIE.

En Hongrie, l'Autriche manie avec dextérité la hache du bourreau. Elle égorge, elle pend, et quelquefois elle empoisonne. Ailleurs, à Milan par exemple, elle fusille les patriotes, fustige les femmes, et pille les citoyens. Mais nous avons confiance dans la justice providentielle: le sang des martyrs retombera sur la tête de leurs meurtriers; le sang versé est fécond! Tant d'infamies et de crimes ne resteront pas éternellement impunis. Oh! alors, malheur à ces rois que la générosité populaire épargna naguère.

Entre la démocratie et l'absolutisme s'est creusé un abîme désormais infranchissable; les souverains y jettent aujourd'hui les têtes des patriotes vaincus; qu'ils prennent garde d'y rouler avec leurs trônes au jour de la défaite. Ils se montrent sans pitié; comme eux, la vengeance sera impitoyable; plus qu'eux, elle sera juste.

La première phase de la révolution européenne est achevée; le triomphe de la réaction est, *pour le moment,* complet sur tous les points. La suite dépendra de la manière dont on emploiera cette victoire inespérée. Il faudrait de la modération; il faudrait tendre la main de la réconciliation et amalgamer le vieux avec le nouveau.

Ce n'est qu'en se servant ainsi de la victoire de 1849 et en faisant droit aux justes réclamations des peuples, que les hommes d'état de l'Europe pourront peut-être éviter le retour des événements de 1848.

C'est par la solidarité des gouvernements que la révolution a été vaincue, afin qu'elle pût comprendre que dans la solidarité étroite des peuples se trouve son triomphe futur.

Les Hongrois livraient des batailles défensives avec beaucoup d'artillerie et leur bonne cavalerie; l'infanterie a rarement donné. Frédéric le Grand n'avait que cent mille hommes à opposer à plus de quatre cent mille, mais il prenait toujours l'offensive.

La campagne des Hongrois a manqué, parce que Gœrgey, soldat de profession, sans vrai patriotisme, commandait la force principale. Loin de se battre contre les Russes, il attendait d'eux son salut personnel. Six mois avant qu'il se rendît aux Russes, il voulait se rendre avec ses 14,000 hommes à Windischgrætz, qui le refusa, en lui disant qu'il ne traiterait pas avec un rebelle! — Haynau aurait été abîmé à Aes sans l'arrivée des Russes sous Paniutin. — Gœrgey n'est qu'un traître; il avait préparé de longue main sa trahison.

Les Russes ont laissé le métier de bourreau à Haynau, qui a fait fusiller des nobles hongrois à Arad. Radetzky fait fustiger les femmes à Milan, et ses lieutenants font fusiller les prêtres (Bassi) à Bologne et à Venise. C'est ce qu'on appelle l'héroïsme de l'Autriche!....

Une des grandes fautes que l'on reproche à Gœrgey,

c'est le retard qu'il mit à exécuter les ordres de Dembinsky à Kapulna. Si Gœrgey fût venu plus tôt, Windischgrætz était pris avec son armée. La gloire de la prise de Bude appartient surtout au général Charles de Leiningen-Westerburg, qui sut électriser ses soldats et monta un des premiers à l'assaut.

Arthur Gœrgey, le Cincinnatus moderne, qui a jeté l'épée de dictateur pour retourner à son laboratoire de chimie, ne se lavera pas de son rôle de traître; toutes ses actions étaient calculées de manière à perdre la Hongrie. Il est d'autant plus coupable qu'il a trahi non-seulement sa patrie, mais la grande et sainte cause de l'indépendance des peuples de toute l'Europe.

Gœrgey a reçu de l'empereur Nicolas un château et deux millions de roubles, dont la moitié doit être partagée entre les hommes qui l'ont le mieux aidé dans ce qu'il est désormais impossible de ne point appeler la trahison.

Le siége de Comorn a été commandé par Haynau le féroce, le héros de Brescia, de Pesth, de Temeswar et d'Arad. Les défenseurs de Comorn s'y sont tenus jusqu'à la dernière extrémité, plutôt que de se rendre à Haynau, ce délégué de François-Joseph, enfant d'une courtisane royale, dépourvue de tous sentiments humains.

Quel spectacle ! l'Autriche sacrifie des soldats par milliers et de l'argent par millions, pour avoir le plaisir de pendre quelques douzaines d'officiers. Honte éternelle à un tel gouvernement!

Le général Aulich, un des héros que les bourreaux

autrichiens ont pendus à Arad avec le brave comte de Leiningen-Westerburg, Aulich a servi l'Autriche pendant trente-six ans ; il était entré au service comme simple soldat ; mais ses grandes qualités militaires l'ont insensiblement élevé au grade de lieutenant-colonel. Dans l'armée des braves Hongrois, il commandait un corps avec la plus grande distinction ; c'était un des généraux improvisés et celui qui avait le plus de moyens sous tous les rapports.

Le grand traître Gœrgey a livré ses frères d'armes à l'Autriche ; toutes les cruautés auxquelles on les a soumis devraient peser sur l'infâme Arthur. Le sang versé est fécond ; peut-être les Autrichiens paieront-ils cher un jour tous ces assassinats juridiques.

Gœrgey avait sous ses ordres, sur le Danube, 64 bataillons, 72 escadrons, 209 bouches à feu : 52,000 hommes et 7,200 chevaux.

L'armée hongroise, ne comptait à l'époque, de l'invasion des Russes, que 135,000 hommes, avec 400 pièces de canon. Les Russes qui sont entrés en Hongrie comptaient 110,000 hommes, outre 40,000 hommes en Transylvanie ; les Autrichiens, avec les Serviens et les Valaques, 157,000 hommes : total, 307,000 hommes contre 135,000 Hongrois, qui certainement auraient pu encore prolonger la défense, maîtres qu'ils étaient des grandes places de guerre.

L'acte de justice, quoique tardif, de François-Joseph, fera un bon effet sur les Hongrois ; son gouvernement montre de la force en destituant Haynau. Que cette hyène retourne à Cassel, sa ville natale, où la malédic-

tion des braves Hongrois l'accompagnera. C'est surtout l'assassinat juridique de Louis Batthyani qui lui pèsera !

Il fallait user de beaucoup plus de ménagement et de douceur envers la Hongrie, vu que c'est le gouvernement autrichien lui-même qui a provoqué la révolution. Quelle anomalie, entre autres, que cette barrière entre la Hongrie et l'Autriche ! Les produits de la Hongrie ne pouvaient entrer dans la mère-patrie ! Les barrières sont enfin tombées, et justice est faite au moins sous ce rapport.

Haynau ne passe ni pour stratégiste, ni pour un grand capitaine. Son expédition de Temeswar, d'où date sa renommée, était hardie, et sa hardiesse lui réussit, grâce à l'arrivée fort opportune du général prince Lichtenstein, qui avec la division de grenadiers décida le sort de la bataille de Temeswar ; grâce aussi à l'arrivée de la division russe (Panatin).

Le châtiment infligé à Haynau a fait un bon effet sur la nation hongroise ; il a donné à penser à l'armée, surtout aux généraux.

On prétend que le prince Georges Caroli a donné un pot-de-vin de dix mille florins à Haynau, outre les 150,000 florins payés pour être graciés des dix ans de forteresse auxquels il avait été condamné.

L'Autriche, dans sa détresse, commence à battre monnaie de toutes manières : c'est ainsi que les conscrits du royaume lombardo-vénitien peuvent se libérer du service militaire moyennant 700 florins (1830 fr.) payables à la caisse de la guerre ; c'est une spéculation comme une autre... Le comte Caroli et d'autres person-

nages qu'on a mis en prison pour quelques mois seulement, sont obligés de payer des centaines de mille florins à titre d'amende. Honte éternelle à un tel gouvernement! Est-ce qu'il pense peut-être prolonger ainsi son existence? Mille fois non! l'infâme banqueroute s'avance à grands pas : c'est la seconde édition de ce genre dans l'auguste maison de Habsbourg.

Le combat de Comorn, du 26 avril 1849, pouvait devenir une bataille de Marengo, si Gœrgey avait lancé à la poursuite de l'ennemi le corps de Gaspar, qu'il laissa dans la plus complète immobilité. Gœrgey était alors tellement populaire, que Kossuth hésitait à lui ôter le commandement en chef. Cependant, il s'y détermina, en le nommant ministre de la guerre, et en donnant le commandement à Damianish. Mais Gœrgey sut, sous toutes sortes de prétextes, prolonger son séjour dans le camp, jusqu'à l'invasion russe.

Kossuth a pris Gœrgey dans la poussière; il l'a élevé pour qu'il conquît à la patrie la liberté et à lui-même une gloire éternelle; mais, au lieu de cela, il est devenu le lâche bourreau de la Hongrie! De quel profond aveuglement sont donc frappés les pauvres Européens, pour confier leur sort à d'aussi dangereux fous!

La digne comtesse Casimir Batthiany, dame courageuse, qui suivait toujours son mari à cheval, avait enterré en Hongrie ses diamants d'une valeur de 30 mille florins; mais son domestique, sur son lit de mort, a confessé ce secret à un prêtre, qui l'a trahi au gouvernement autrichien; il va sans dire, que celui-ci a confisqué ce trésor.

Le brave général Klapka parle avec beaucoup d'estime des soldats autrichiens; mais il trouve les généraux fort inhabiles. Schlick est le meilleur des généraux; Lichtenstein, Benedeck et Welden méritent des éloges comme commandants militaires; Windischgrætz est le plus mauvais général; il ne sait que bombarder (Prague et Vienne). Haynau le sabreur est un détestable général en chef; il ne sort guère de table sans être complètement ivre; c'est alors qu'il ordonne les fusillades, les pendaisons, les bastonnades d'hommes et de femmes. Ses actions rappellent les faits les plus atroces du moyen-âge; le nombre de ses scélératesses serait plus grand encore, si on avait exécuté tous les ordres qu'il donnait dans l'ivresse.

La meilleure chance que la Hongrie a eue, était après Godollo et Waitzen; Gœrgey aurait dû marcher sur Vienne, révolutionner cette capitale, ou y dicter la paix à l'Autriche. A qui la faute, si cela n'a pas eu lieu? à Gœrgey ou à Kossuth?...

Lors du siége de Bude par Gœrgey, celui-ci était secrètement entendu avec le général en chef autrichien: par la résistance de Bude, on offrait à Gœrgey un prétexte pour se dérober à l'exécution du vaste plan d'opération conçu par le génie de Dembinski. Ce plan ne consistait en rien moins qu'à marcher rapidement sur Vienne et à insurger les Etats héréditaires avant que les Russes eussent le temps d'apparaître sur le champ de bataille. Dans le siége de Bude se trouvent les motifs de la grâce de Gœrgey.

(Tiré des manuscrits de Hentzi, général tué à Bude.)

Les Haynau, dont l'un est le général autrichien, bourreau des nobles Hongrois, descendent en ligne directe d'un prince électeur de Hesse, et sont cousins du prince régnant; le ministre Baumbach est également parent de l'électeur; et Hassenpflug a épousé la sœur de la bru de l'électeur. La baronne Lindenthal, mère de Haynau, ancienne maîtresse d'un souverain de Hesse, était un jour tombée en disgrâce, parce qu'elle avait donné une maladie galante à son seigneur et amant couronné; elle fut ensuite enfermée dans une forteresse; plus tard, elle rentra en grâce, reçut une pension de mille écus par an, et se maria.

L'empereur Ferdinand d'Autriche est imbécile, mais il n'a pas trempé ses mains dans le sang de ses peuples, comme le jeune François-Joseph, disciple d'Ignace de Loyola. Dernièrement le jeune empereur a été reçu avec une froideur glaciale dans une ville bien fidèle, à Trieste; on n'y voyait que des soldats et une foule curieuse, point d'enthousiasme. Désormais ces dieux de la terre n'auront plus besoin de se déranger; ils peuvent se tenir renfermés dans leurs châteaux; ils ne trouveront plus nulle part de ces hommages auxquels ils étaient accoutumés jadis; qu'ils s'épargnent donc une peine inutile et le *fiasco* qui les attend partout.

Les peuples savent qu'on travaille de plus belle à replonger le monde dans les ténèbres de l'ignorance et dans l'abrutissement, au profit de la domination des prêtres, alliés naturels du despotisme des rois.

La réputation militaire de Dembinsky date de la guerre de l'indépendance polonaise (1831). Il sut, avec

une audace et un habileté extraordinaires, se frayer un passage à travers ces masses formidables des Russes de Lithuanie, et rejoindre les siens. De là lui vint le surnom de *Xénophon polonais*. Après la bataille de Capolna, qui ouvrait les portes de Vienne aux Hongrois, le gouvernement magyare ordonna à Dembinsky de s'arrêter ; faute immense ! au lieu de poursuivre la victoire et de marcher sur Vienne.

Les proscrits hongrois font beaucoup d'éloges de la conduite généreuse et hospitalière du sultan. Tous les réfugiés n'ont pas l'avantage d'en dire autant de certains gouvernements chrétiens. Louis-Napoléon surtout, lui, proscrit toute sa vie, leur donne la chasse d'une manière indigne, lui, qui est si près d'être proscrit de nouveau ! L'insensé ! ne sait-il donc pas que Némésis se venge toujours ?

Bem possédait ce qui, au jugement de Napoléon, constitue les grands hommes de guerre : l'équilibre entre l'intelligence et le courage. Aussi son audace ne dégénérait-elle jamais en témérité. Tout ce que son courage lui disait d'entreprendre, son esprit lui indiquait les moyens de l'exécuter. Sous un tel général, l'armée ottomane serait devenue bien vite redoutable pour la Russie, et c'est dans cette pensée que Bem avait embrassé l'islamisme. La mort de Bem est un grand malheur pour la Turquie; c'était un redoutable adversaire de la Russie.

Bem et Dembinsky sont au-dessus de tout éloge. Les Polonais sont une race de héros.

Il fallait plus souvent attaquer les Autrichiens à la

baïonnette; les soldats autrichiens ne tiennent pas, on l'a vu en Hongrie; quand ils n'avaient pas le temps de fuir, ils se jetaient à genoux et demandaient grâce. J'ai toujours vu, dans toutes les campagnes, que rarement une troupe attend ou devance une attaque sérieuse à la baïonnette; une partie se sauve ordinairement avant d'en venir aux mains.

On peut reprocher au général Dembinsky de n'avoir pas attaqué les Autrichiens plus souvent à la baïonnette, cette arme qui va si bien aux braves Hongrois, comme le sabre aux immortels hussards.

Le général Damianish, le plus déterminé des généraux hongrois, disait que Gœrgey n'avait point profité de sa victoire à Nagy-Sarlo (au temps de Windischgrætz); même inaction à Aes, où il avait battu les Autrichiens de Haynau. Il devait immédiatement se jeter sur les Russes. Il laissa échapper à plusieurs reprises l'occasion de prendre Vienne, ce qui aurait paralysé l'Autriche. Il est devenu traître à la patrie; la couleur de l'or a été pour lui plus séduisante que celle du sang versé pour sauver la patrie. L'ignoble métal a eu plus de valeur à ses yeux que sa patrie et son Dieu, qui l'a quitté, comme il l'avait quitté lui-même pour ses alliés de l'enfer.

Glaive rouge de la Hongrie,
Quel gant de fer t'aurait brisé?
Un homme traître à sa patrie,
Aux pieds du czar t'a déposé;
Au sultan demandez asile,
Kossuth et Bem au bras puissant:
Gœrgey, dans sa villa tranquille,
Boit et mange le prix du sang.

Et cependant, ô sainte République !
Quoique aujourd'hui de ton pain noir nourri,
On mourrait encor sans réplique :
Nous le jurons par l'Atlantique,
Par nos fers et par Saint-Merry.

Gœrgey s'est rendu avec son armée sans condition officielle ; pour lui la grâce, pour les autres le gibet.

Que les rois et les principicules y réfléchissent à deux fois avant de continuer leur infernale œuvre de réaction, et qu'ils se rappellent les promesses faites à leurs peuples dans un moment de danger imminent. Ces peuples généreux s'arrêtèrent au pied de ce morceau de bois appelé un trône. Le peuple prussien, en particulier, s'est laissé attendrir par les prières de Frédéric-Guillaume IV et par les larmes de son auguste épouse.

Le bombardeur de Prague et de Vienne a abdiqué la couronne au profit de François-Joseph, dont un jésuite a fait l'éducation, et dont la mère, Sophie de Bavière, a tant fait parler d'elle et du prince Wasa à Vienne.

Le gouvernement autrichien a repris la Constitution qu'il avait donnée au moment du danger ; il a chassé ou emprisonné les députés ; et pour se jouer encore davantage du bon peuple, il lui a octroyé une nouvelle charte, inexécutable, à cause des différentes provinces de l'empire, lesquelles du reste protestent plus ou moins contre ce cadeau impérial. Quelle honte pour l'empire d'Autriche, qui dispose de plus de 500,000 hommes, de se voir obligé de demander une intervention russe contre la magnanime Hongrie ! Sans cette intervention, l'Au-

triche pourrait être renversée par la grande bravoure des Hongrois; c'est qu'elle n'avait pas affaire là à des Italiens, qui ne savent que verbiager et non pas se battre, à outrance; cependant tout n'est pas fini en Italie: Radetzky pousse les Italiens au désespoir; il fait la guerre plutôt aux bourses qu'aux armées. Il est assez démontré, d'un côté, que les princes italiens ne sont plus capables de gouverner et de rétablir l'ordre ébranlé jusque dans ses fondements; de l'autre côté, l'indépendance et la liberté de ce malheureux pays ne seront conquises que par la démocratie; car les princes se feront encore plus petits qu'ils ne le sont, pour entrer dans une ligue contre leurs peuples, l'Autriche en tête. Peut-être le Piémont seul conservera son indépendance....

NOTES SUR LA SUISSE.

Je quittai Gênes le 4 août 1850, en passant par Novare, où je parcourus le champ de bataille du 23 mars 1849. M. le comte François Annoni, ancien lieutenant-colonel des hussards de Radetzky, vint m'y chercher pour me conduire à Trécate, où il possède une belle campagne; j'y demeurai quelques jours. Je vis le beau pont de Bufalora; je jetai un coup d'œil sur la belle Lombardie et sur Magenta, qui a vu, au mois de mars 1849, de triste mémoire, une division piémontaise venir et disparaître... Le Tessin est un beau fleuve bleuâtre, assez large près de Bufalora.

Après quelques jours bien agréables, je quittai le château du digne comte Annoni, homme très-instruit et bon patriote. Je me rendis avec lui à Arona, sur le Lac Majeur; la position de cette petite ville est magnifique; ce lac a une longueur de quinze lieues, de Sesto-Calende jusqu'à Magadino dans le canton du Tessin. Le bateau à vapeur part tous les jours à une heure d'Arona, dernier endroit du Piémont; la vue sur le lac est grandiose. Les montagnes, d'un ton vigoureux, qu'elles doivent à la végétation qui les recouvre, faisaient valoir les cimes vaporeuses du Mont-Rosa, du Simplon et du Saint-Gothard, ébauchées au fond de la perspective; le



paysage est sévère. Le lac est très-animé par les bateaux pêcheurs, les barques de trajet et les pyroscaphes qui vont de Sesto-Calende à Locarno. Près de Baveno on admire les trois îles Borromées. Le Lac Majeur se termine à Sesto-Calende. C'est là que le Tessin sort du lac, et que commence la domination autrichienne; c'est là aussi qu'on rencontre pour la première fois les pantalons bleus collants et la tunique blanche des Hongrois, uniforme dont vous verrez de nombreux exemplaires dans le royaume lombardo-vénitien que vous allez parcourir. De Sesto-Calende à Milan, la route est bordée de vignes et de plantations d'arbres de la végétation la plus vigoureuse et la plus luxuriante.

Corsia dessert l'*hôtel de la Ville*, le meilleur de Milan, et avec lequel l'*hôtel Reichmann* peut seul rivaliser.

Le Dôme est la préoccupation naturelle de tout voyageur qui arrive à Milan. Il domine la ville, et il en est le centre. Quand on regarde le Dôme de la place, l'effet en est éblouissant : la blancheur du marbre tranche sur le bleu du ciel. De la plate-forme l'on découvre un panorama immense : on voit en même temps les Alpes et les Apennins, les vastes plaines de la Lombardie; on voit l'église de Monza. C'est à Monza qu'on garde la fameuse couronne de fer que Napoléon posa sur sa tête lorsqu'il se fit sacrer roi d'Italie.

Le bateau à vapeur du Lac Majeur arrive vers sept heures du soir à Magadino, d'où l'on part immédiatement par la diligence pour Bellinzona et Airolo; on passe ensuite le St.-Gothard, et l'on arrive vers midi à Andermatt, canton d'Uri. A Flüelen on s'embarque sur

le lac des Quatre Cantons, en allant à Lucerne et à Berne, où j'arrivai le 9 août 1850, et où je m'arrêtai quelques mois. Malheureusement j'eus l'occasion d'apprécier les lois de ce grand canton de Berne, qui sont bien mauvaises ; les débiteurs y sont plus protégés que les capitalistes; les frais de poursuite sont bien grands, et ceux qui n'ont pas beaucoup de *batzen* ne peuvent pas se faire rendre justice. Dans presque tous les Etats, les lois ont été établies dans l'intérêt du législateur, pour le besoin du moment, par l'ignorance, par la superstition ; on les a faites au fur et à mesure, au hasard, irré) gulièrement, comme on bâtissait les villes. Il ne faut pas faire par les lois ce qu'on peut faire par les mœurs.

J'eus l'occasion de faire la connaissance des sommités des deux partis à Berne. Le parti dit *noir* (conservateur) gouverne dans ce moment-ci pour quatre ans. Il est incontestable que ce parti a plus d'hommes capables que le parti de l'opposition dit *blanc* (radical). MM. Stæmpfli, Stockmar et quelques autres radicaux ont des moyens gouvernementaux ; ils comptent encore parmi leurs sommités MM. Niggeler, Vogt et compagnie, avocats et rédacteurs de la *Gazette de Berne*, feuille assez médiocre. L'avocat Niggeler est fort d'esprit de chicane ; il plaide assez lourdement, et accepte les plus mauvaises causes, si l'affaire concerne quelqu'un de son parti. Ce procédé lui enlève à juste titre la considération qu'il mériterait peut-être sous d'autres rapports. Dans aucun pays les partis ne sont aussi marqués qu'en Suisse. Les deux partis se déchirent dans les journaux et s'insultent d'une manière peu digne ; cependant ces partis gouver-

nent alternativement le pays, mais chaque parti revient au pouvoir avec moins de considération. Un des hommes que les conservateurs attaquaient le plus, c'était le professeur Guillaume Snell, natif du duché de Nassau (mort depuis); c'était un homme d'un talent incontestable; mais on s'occupait plutôt de sa vie privée, que de sa doctrine et de son opinion politique.

Le canton de Berne, qui était jadis très-riche, n'est point heureux aujourd'hui.

On a enfin supprimé les nombreux péages intérieurs, et établi la douane sur les frontières de la Confédération.

Il faut reconnaitre que la Suisse était mieux assise sous le régime de l'Acte de Médiation, malgré ses défauts; elle fut pendant dix ans heureuse et prospère sous ce régime.

Ce qu'on trouve de beau à Berne, c'est le costume des femmes de l'Oberland; ce costume est ravissant, et va très-bien à ces campagnardes. Le sexe est très-beau dans ce pays; mais on y trouve beaucoup de demi-vertus; c'est bien dommage qu'on y aime tant les *batz* en général, et les *batz* des étrangers en particulier.

La loyauté d'autrefois n'existe plus dans ce canton; on y est volé de toutes manières. On nomme les Bernois *patriotes de poche*, et avec raison: ils n'ont que l'esprit des batz. Oh maudite ville!.... ville d'ours, s'il en fut jamais! On y entretient même des ours vivants dans les fossés. Une des choses bizarres qu'on remarque dans cette ville, c'est qu'il est défendu aux citoyens bernois d'avoir soif les dimanches pendant huit heures: tous les



établissements publics sont fermés pendant ce temps ; et outre les dimanches ordinaires, les Bernois ont encore des dimanches plus particulièrement sacrés, appelés *jours de jeûne fédéral*. C'est ainsi que le dimanche 15 septembre 1850 on jeûnait fédéralement dès la veille, depuis 3 heures de l'après-midi, jusqu'au lundi matin. Il faut à un bon bourgeois de Berne une bonne et large place dans l'église ; il ne veut pas y être gêné par les campagnards ; c'est pourquoi le marguillier refuse l'entrée de la Cathédrale aux paysans. Même après sa mort le républicain bernois veut une sépulture à part, pour que ses os ne soient pas mêlés avec d'autres os républicains. Les dimanches on voit à Berne les rues voisines de la Cathédrale fermées avec des chaînes de fer, pendant que les fidèles sont à l'église, pour que le bruit des voitures de poste ne les dérange pas dans leur piété. C'est encore un rigorisme protestant.

Il faut faire mention encore d'un grand vice qui existe à Berne : il y a beaucoup trop de cabarets. La consommation du vin et de l'eau-de-vie est bien considérable en Suisse, surtout à Berne ; on y boit beaucoup ; les femmes du peuple boivent autant de vin que les hommes ; et tout le monde, jusqu'au mendiant, fume son cigarre ; les femmes mêmes commencent de se vouer à ce grand vice ; l'ivrognerie en est la suite, la santé se mine, et les mœurs s'en vont ! Dans les cafés borgnes, le café est très-mauvais, et l'on est très-mal servi ; dans les caves humides, on boit de mauvais vin.

Quoiqu'on ait mis la douane sur les frontières de la Suisse, on a conservé par exception, à l'entrée des vins

d'un canton dans l'autre, un impôt assez considérable, qui est une des meilleures recettes de certains cantons, et qui sert de prétexte à la cherté du vin et à la mauvaise qualité de cette boisson.

Un mot sur l'Université de Berne, qu'on voudrait supprimer : il y en a encore deux en Suisse, à Zurich et à Bâle; il me semble qu'il vaudrait mieux, sous beaucoup de rapports, les réunir toutes les trois, et établir une Ecole polytechnique. C'est une question à examiner, s'il faudrait l'enlever de Berne et établir une seule Université Helvétique dans une ville convenable à ce grand but, à Zurich par exemple.

La Constitution fédérale interdit toute capitulation militaire, et il y a une loi spéciale contre les enrôlements. Cependant on enrôle presque ouvertement pour le 13me bataillon de chasseurs de S. M. le roi des deux Siciles. Les Suisses républicains servent de préférence les monarchies absolues contre les peuples. Un petit nombre d'entre eux ont embrassé la cause des peuples. Point d'argent, point de Suisses!

La milice en Suisse est nombreuse; mais il lui faudrait plus d'instruction, surtout aux armes spéciales, à l'artillerie et à la cavalerie, qui est assez mal montée ; les carabiniers sont ce qu'il y a de mieux.

Les Suisses défendront à outrance leur pays, en cas d'invasion ; mais pour tenir en rase campagne, il leur faut encore beaucoup : en premier lieu, une discipline plus sévère, et une meilleure tenue, une tenue plus militaire; qu'ils y pensent, et qu'ils se préparent pour le moment où l'on videra la querelle de principe qui divise le monde en deux partis.

Le peuple de Berne est grossier et peu instruit ; l'ours bernois est à redouter. Il n'y a pas de mœurs à Berne, quoique la police y soit sévère sous ce rapport ; les policiers y sont bien nombreux : c'est mauvais signe !

Il y a de bons hôtels à Berne, notamment le *Faucon*, la *Couronne*, l'*hôtel des Gentilshommes*, qui est bien achalandé ; le service y est très-bon, avec l'*english comfort ;* on y est bien poli et honnête, et les prix sont modérés. On est bien au *Singe*, où la table est très-bonne. La nourriture est généralement bonne à Berne ; on y sait faire la cuisine ; mais le vin est détestable et cher, quoiqu'on soit si près du canton de Vaud et du pays du vin de Margraviat, où il y a d'excellents crûs.

Il y a à Berne de belles promenades, par exemple, l'Engi, la terrasse dans la ville avec la vue sur l'Aar et sur les montagnes de l'Oberland. Le pont sur l'Aar est beau ; mais on est obligé d'y payer un droit de passage, ce qui est gênant ; c'est l'Etat qui aurait dû construire ce pont, au lieu de la Société qui l'exploite. Les actionnaires sont menacés de pertes ; car la nouvelle route sera achevée sous peu, et alors le passage par le pont de Tiefenau sera ouvert ; la haute ville y gagnera, tandis que la basse ville y perdra, de manière que le beau pont de la basse ville, qui a coûté treize cents mille francs, se trouvera délaissé ; la Société n'aura plus la recette pour payer les intérêts du capital emprunté. A la suite d'un procédé si léger, on ri que de ne plus trouver d'actionnaires à l'avenir pour des entreprises publiques. D'ailleurs on avait bien mal choisi l'endroit pour la construction de ce pont ; la place la plus convenable dans l'intérêt commun était entre le

nouveau pont de Tiefenau et le pont neuf, c'est-à-dire, vers la maison des blés. On aurait épargné près de 500,000 francs ; mais ce n'est pas par l'intelligence que brille ce grand canton. Les radicaux y ont gâté beaucoup de choses ; ils sont en général moins honnêtes que le parti dit conservateur.

Je connais les vingt-deux cantons de la Confédération ; je trouve que Berne est un de ceux qui sont le plus en arrière sous beaucoup de rapports. Berne est une assez belle ville, mais on s'y ennuie à la mort ; il n'y a point de vie spirituelle. Le Musée de Berne brille par une grande quantité de journaux de toutes les langues ; il est d'une grande ressource pour les étrangers ; on délivre des cartes valables pour quinze jours à ceux qui y sont introduits.

La mesure fédérale concernant les réfugiés est blâmée par tous les amis de l'humanité ; on les chasse des grands cantons pour les interner en partie dans les petits cantons, où ils ne pourront pas gagner leur vie ; c'est une mesure dure et inhumaine, d'autant plus que les réfugiés ne sont plus subventionnés en Suisse. Veut-on les livrer aux bourreaux de Léopold de Bade ? Il est à désirer qu'on revienne, au moins en partie, sur cette mesure peu généreuse de la part d'un pays libre, et que l'homme éclairé qui est à la tête de la Confédération, ainsi que M. Druey, prennent en sérieuse considération le sort cruel de tant de malheureux. Dès le commencement de l'insurrection de Bade (ce jeu d'enfants), la Suisse aurait mieux fait de déclarer qu'elle n'accepterait de réfugiés d'aucun parti, et qu'elle n'accorderait que le

passage ; au lieu de cette mesure prévoyante et moins compromettante, on a donné le droit d'asile aux aristocrates de Bade, à ces lâches qui abandonnèrent leur pays ; on ne les a même pas internés ; on les tolérait sur la frontière. Cela ne passera pas pour un principe de gouvernement ; ce n'est qu'une partialité peu digne d'un pays libre. Aussi la gratitude de Léopold ne s'est-elle pas fait attendre : le citoyen Bienz, à Bâle, a obtenu une médaille d'or de ce magnanime père de la patrie, pour avoir donné l'hospitalité, sans doute contre paiement, dans son auberge (le *Lion*) aux réfugiés aristocrates ; ces fugitifs fidèles au grand-duc avaient quitté le pays plutôt par peur de la vengeance du peuple, que par attachement pour ce faible prince.

Les recruteurs du roi de Naples en Suisse ne sont pas difficiles : ils viennent d'engager à St.-Maurice des Suisses que leurs infirmités exemptent du service militaire des cantons ; il paraît qu'il leur suffit d'acheter de la chair suisse. Le Conseil fédéral ne manquera pas d'être édifié de l'exactitude avec laquelle les lois fédérales sont observées à ce sujet.

Il faut que l'ambition et l'amour de l'argent soient bien grands en Suisse, pour qu'on y trouve encore du monde qui accepte des emplois publics et s'expose ainsi à être traîné dans la boue. Voyez, par exemple, comme les radicaux y traitent le général Dufour, homme d'un mérite incontestable sous beaucoup de rapports ! Voyez le colonel et conseiller fédéral M. Ochsenbein, lapidé à Nidau, dans son pays natal ! On affiche son image dans les bureaux et sur les murs sous un nom offensant *(Os*

de bœuf). Il faut vraiment être d'une forte trempe républicaine pour accepter un emploi quelconque dans cette république fédérative suisse.

Au reste, quand on considère le degré inférieur de la civilisation et de l'instruction dans une grande partie de la Suisse allemande, on est moins surpris des lois despotiques et barbares qui y règnent encore, et de l'appareil de police qui y est presque plus formidable que dans les pays monarchiques. Tout cela prouve que la Suisse est dans un état anarchique, fort critique, et qu'en un mot, elle est bien malade. L'ancienne histoire de la Suisse est belle; la situation géographique et topographique du pays l'a beaucoup protégé, ainsi que la bravoure de ses enfants; mais je ne peux m'empêcher de dire que la Suisse est à son déclin; je crains beaucoup pour elle, car si la réaction européenne restait maîtresse du terrain, elle éteindrait le foyer de la révolution, tant en France qu'en Suisse, et le partage de la Suisse, suivant les trois idiomes qui s'y parlent, ne serait pas improbable; il y en aurait pour l'Allemagne, la France et l'Italie.

D'ailleurs, où en est la république en Suisse? La république s'en va, escamotée sous les gobelets de l'hôtel d'Erlach. Que ceux à qui ce régime convient s'en réjouissent! Pour plaire aux princes étrangers, à un Léopold de Bade par exemple, on a restreint le droit d'asile d'une manière honteuse; la conséquence en a été que quelques malheureux réfugiés badois se sont suicidés, plutôt que de se livrer entre les mains des bourreaux badois-prussiens! Le droit d'asile n'existe réellement qu'en Angleterre et en Turquie.

La Suisse pense-t-elle peut-être qu'elle se sauvera par ses complaisances? Elle serait dans une grave erreur. La foudre gronde de loin contre son indépendance. Si j'avais un conseil à lui donner, je l'engagerais à s'occuper dès à présent d'une meilleure organisation militaire; à veiller activement à son salut, en se tenant prête et en réunissant toutes ses forces pour faire face à toutes les éventualités. Que les deux partis qui la divisent fassent la paix, pour sauver la commune patrie, au lieu de s'entre-déchirer au profit des ennemis éternels de l'indépendance des peuples. L'étranger a déjà plus d'un prétexte pour intervenir : la question de Neuchâtel est encore pendante, et le *Sonderbund* n'est pas mort.

Le gouvernement fédéral était sans doute dans son droit d'expulser les réfugiés qui se sont rendus indignes du droit d'asile; il n'est malheureusement que trop vrai que beaucoup de ces malheureux ne savent pas porter leur infortune avec dignité; au contraire, plusieurs d'entre eux se sont très-mal conduits sous tous les rapports.

Au 17me siècle on respectait mieux en Suisse le droit d'asile qu'au 19me : témoin Edmond Ludlow, qui défendit la république anglaise contre l'usurpation de Cromwel. Pendant la restauration, Ludlow, régicide, se retira à Genève, et de là à Vevey. L'hospitalité accordée alors aux proscrits politiques, mérite qu'on en fasse mention dans ce siècle où rien n'est grand que la peur. C'est une chose admirable que cette protection officielle, éclatante, obstinément maintenue par un petit Etat, en faveur de quelques hommes, juges d'un roi et poursuivis par le



roi son fils. On essaya plusieurs fois d'assassiner Ludlow, car l'assassinat était dans les mœurs royales. Ludlow mourut tranquillement à Vevey.

On dit que des notes aigres-douces ont été remises dernièrement par l'Autriche au Conseil fédéral. La diplomatie prend en main les affaires de la Suisse. J'espère toutefois que les hommes d'état de ce pays n'accepteront pas tout ce que la réaction européenne exigera d'eux. Je pense que la Suisse ne se condamnera pas à boire jusqu'à la lie la coupe de l'ignominie, et que ses hommes d'état y regarderont à deux fois, avant de signer leur arrêt de mort. Courber le genou et se mettre à plat-ventre, n'est pas le moyen de sauver un Etat.

Il y a beaucoup trop d'avocats à Berne, et la plupart encore sont bien mauvais; c'est une des raisons pourquoi il y a tant de procès dans ce pays : les avocats demandent à vivre, n'importe à quels dépens.

Il y a aussi beaucoup de Conseils à Berne : d'abord, le Conseil fédéral, dont le président est élu tous les ans, de manière qu'il y ait un an d'intervalle pour une réélection. Il y a ensuite le Conseil des Etats, composé de deux membres de chaque canton (44); puis le Conseil national, qui compte 120 membres (à raison d'un membre pour 20,000 habitants). C'est le système de deux chambres, aussi vicieux en Suisse que partout ailleurs. Chaque canton a un Grand Conseil et un Petit Conseil (Conseil de gouvernement ou Conseil d'Etat). Ce dernier est le pouvoir exécutif du canton. Il est question, et avec raison, de simplifier le pouvoir fédéral. Il serait à désirer que ce pouvoir eût plus de force d'action, même

aux dépens du pouvoir cantonal. Une Helvétie vaudra encore mieux au dedans qu'au dehors, ainsi que l'a montré l'Acte de Médiation de 1803.

L'Université fédérale devrait offrir un enseignement scientifique complet et approfondi; en outre, elle devrait affermir l'unité fédérale, en rapprochant les deux races, les deux civilisations qui se partagent sa population; elle devrait faciliter aux Allemands l'accès de la culture française et italienne, ouvrir aux Français et aux Italiens la science allemande. L'Université fédérale se présenterait donc comme un foyer commun sur une terre neutre, dans les conditions de la liberté. Les Français et les Italiens y trouveraient l'enseignement universitaire de l'Allemagne, de manière que des étudiants étrangers pourraient fréquenter l'Université fédérale; on empêcherait ainsi en même temps que six cents étudiants suisses n'allassent faire leurs études à l'étranger, faute de professeurs de premier ordre dans leur pays. Zurich est la ville la plus convenable pour l'Université fédérale, et Fribourg pour l'Ecole polytechnique, qu'on établirait dans l'ancien local des jésuites.

L'instruction, en général, laisse encore beaucoup à désirer en Suisse. Les paysans sont orgueilleux et curieux, mais peu instruits; le faux semblant de liberté les rend fiers, et cependant, sous plusieurs rapports, ils sont moins libres dans quelques cantons que dans des monarchies.

La Suisse fournit de bons soldats, quand une fois ils sont exercés, enrégimentés et bien disciplinés. Une discipline de fer est de rigueur pour le soldat suisse, qui

s'abandonne facilement à la licence et aime trop la boisson. Mais la licence n'est pas la liberté, et ceux-là surtout attentent à la liberté, qui la perdent dans l'esprit des gens de bien en dressant sous son nom des autels à la licence.

Le canton de Genève possède un gouvernement composé des hommes les plus influents du parti radical. M. James Fazy, vice-président, ne manque pas de talents.

Genève est une ville de fabricants de bijouterie et d'horlogerie ; on a apprécié à l'exposition de Londres ses bonnes montres à des prix raisonnables ; on y fabrique beaucoup ; les ouvriers gagnent bien leur vie : il y en a qui gagnent dix francs par jour ; mais toute médaille à son revers : on y ressent la vie de fabrique ; le vin y est bon et à bon marché, on aime assez à se griser ; les mœurs n'en profitent pas.

Que les Bernois le sachent bien, si la construction du palais fédéral n'a pas lieu, et que Berne perde l'honneur d'être la ville fédérale, c'est la presse et l'aimable police qui y auront le plus contribué, outre les autres griefs contre cette ville. L'ours ne se dérangera pas pour si peu.

Zurich a la chance de devenir la capitale de la Confédération, ou au moins le siége de l'Université fédérale. On est sur le point de supprimer l'Académie de Bâle, où il y a plus de professeurs que d'étudiants ; on devrait la remplacer par une bonne école de métiers.

La Suisse française est bien supérieure à la Suisse allemande ; l'instruction y est plus avancée ; on y est mieux, en un mot.

La situation de Lausanne et de Genève est magnifique. Les hôtels y sont bien montés. A Lausanne, à l'hôtel Gibbon, du côté du lac, on est très-bien, avec l'*english comfort*, ainsi qu'à l'hôtel du Faucon et à celui de la Poste. A Genève, l'Ecu-de-Genève, l'hôtel des Bergues, la Couronne, le Grand-Aigle et la Balance sont de très-bons hôtels. Les cafés du Nord, de Mme Müller (place Bel-Air), de la Poste et d'autres, sont de bons cafés, comme on n'en trouve pas dans la capitale fédérale. Ce qui est désagréable à Genève, c'est la bise, vent très-violent, et les brouillards. A Vevey, le climat est beaucoup plus doux; des étrangers y passent l'hiver; l'hôtel des Trois Couronnes est un très-bon hôtel.

Les capitulations militaires, ce déshonneur permanent, sont à la République helvétique ce que le maintien de l'esclavage est à la République des Etats-Unis.

La Confédération suisse se compose maintenant de 2,390,000 habitants.

La situation actuelle de la Suisse n'est pas brillante: Neuchâtel a sur les bras sa question prussienne; Fribourg, sa question ultramontaine; Berne, sa question cantonale, *noir* ou *blanc;* Saint-Gall, sa question constitutionnelle. On en veut aux cantons de Genève et de Vaud à cause des réfugiés, qui cependa t se rendent dignes des vrais Etats libres.

Pour les affaires qui ne touchent que les cantons en particulier, personne ne s'en inquiète; cependant chacun des élus de la nation ne regarde que son propre canton, et paraît avoir adopté pour devise: Chacun pour soi, et Dieu pour tous.

La question brûlante pour la Suisse est celle de Neuchâtel, quoiqu'on puisse contester le droit que la Prusse voudrait faire valoir; mais cette puissance y voit son honneur engagé; il est à prévoir qu'après les deux expéditions de la Hesse et du Schleswig-Holstein, la réaction européenne ne s'arrêtera pas cette fois, et qu'elle se croira assez forte pour attaquer le foyer des révolutions. En outre, elle en veut à la Suisse, parce que celle-ci ne traque pas assez les réfugiés, qui cependant ne peuvent rien faire contre le repos du monde, si bien rétabli; le mal qu'ils pourraient faire serait tout au plus local, et ne regarderait que la Suisse, qui n'abandonnera point pour cela le principe sacré du *droit d'asile!*

Un triste événement, qui sera d'ailleurs, il faut l'espérer, un enseignement utile, vient d'avoir lieu à Berne. M. Leibundgut, président non-réélu du tribunal de Berne, a disparu. Son cadavre a été découvert aux bords de l'Aar, près d'Arberg. M. Leibundgut avait lui-même mis fin à son existence. La situation dans laquelle s'était placé ce magistrat, a été la cause unique de cette fin si malheureuse surtout pour sa nombreuse famille. M. Leibundgut laisse un déficit considérable, environ 14,000 fr., dans la caisse qui lui était confiée; il n'y avait pas de caution. C'est encore une nouvelle et bien amère déception pour le parti radical de Berne. En effet, l'administration radicale, qui a fini en juin 1850, a eu plusieurs de ces employés infidèles, qui ont contribué à déconsidérer cette administration et à lui aliéner la confiance du peuple.

La loyauté, qui était proverbiale en Suisse, disparait

de plus en plus, surtout à Berne, où l'on a commencé à mener une vie de débauche, tolérée, pour ainsi dire, par le gouvernement de 1846.

Il est facile de prévoir que le canton de Berne sera bouleversé de fond en comble. Le gouvernement n'y a pas de base solide; tout y est corrompu.

Le gouvernement fédéral ne se trouve plus à l'aise dans la capitale actuelle; ensorte qu'un changement de résidence n'est pas impossible.

Je suis bien-aise pour la Suisse, que le chemin de fer projeté ne sera pas construit, faute des cent millions de francs qu'il coûterait et qu'on ne trouvera nulle part. Ce chemin de fer rapporterait environ 2 pour 100; qui paiera le surplus de l'intérêt, quand même il y aurait des prêteurs à 3 et demi pour 100? Où sera la garantie pour cette somme énorme? Nulle part. C'est au reste un grand bonheur pour le pays que de n'avoir pas sur les bras un chemin de fer; il peut s'en passer. L'expérience a montré que ce genre d'établissement cause souvent la ruine d'un pays. La prospérité dont pourraient jouir Genève et Bâle ne serait pas un dédommagement de la ruine des villes de l'intérieur. Si cependant cette épidémie des chemins de fer vient à gagner décidément la Suisse, que ce soit l'Etat seul qui s'en charge à ses risques et périls.

Le 8 avril 1849, à Catane, ville de 56,000 habitants, le 4me régiment suisse, sous les ordres du brave colonel Muralt, a fait des prodiges; les 900 soldats suisses ont, pour ainsi dire, sauvé l'armée napolitaine, qui chancelait, n'avait pas de ligne de retraite, et se trouvait sépa-

rée de la flotte. Le général Filangieri voyait déjà la victoire lui échapper ; elle ne tenait plus qu'à un fil, et à ce fil était attachée toute l'expédition de Sicile, dont le succès est dû en grande partie aux Suisses.

Encore un mot aux vrais patriotes des vingt-deux cantons de la Confédération suisse. Tendez-vous la main immédiatement, réunissez-vous, pour être forts vis-à-vis de l'étranger qui vous en veut, et pour parer aux éventualités plus ou moins prochaines en Europe. Rayez les noms des deux partis qui divisent la Suisse, savoir : le parti *conservateur libéral*, et le parti *radical*. Soyez tous de vrais républicains suisses ! et que la base de votre organisation soit la liberté, et non la licence. Adoptez, pour le bien-être général, ce qu'il y a de bon dans chaque parti : vous aurez fait un grand pas vers votre union, et vous pourrez être sûrs de conserver votre liberté et votre indépendance nationale, péniblement conquises par le sang de vos braves aïeux ; votre devoir le plus sacré est de transmettre ces biens précieux à vos petits-fils.

Un mot sur le dernier Tir fédéral à Genève. Cette fête nationale, plus grandiose que toutes les précédentes fêtes de ce genre, a été ce qu'elle devait être, une manifestation patriotique et démocratique dans la force du terme. Un citoyen de Berne, revêtu de la peau d'ours *blanc* (symbole du parti démocratique bernois), accompagnait la principale députation de son canton. Le gouvernement actuel de Berne (conservateur et *noir*) a pu entendre là de gros mots. L'ours blanc a reçu une tendre accolade des patriotes de Genève. Ce costume était

significatif et bien choisi, car Berne sans un ours noir ou blanc n'est plus l'ancienne Berne. Quant à l'organisation de la fête, elle était aussi parfaite que possible. L'illumination a brillé dans tout son éclat, malgré la bise, qui souffle toujours plus ou moins dans cette ville patriotique par excellence. L'ordre le plus parfait n'a cessé de régner à cette grande fête, et cela, chose rare dans les autres pays, sans l'assistance d'une armée de gendarmes et de policiers de toute espèce. Honneur au bon sens du peuple suisse !

M. Druey, homme à talents, membre du Conseil fédéral, a, dans un discours prononcé à la tribune du Tir, déclaré que le canton de Genève a été calomnié. Par qui? Par des sbires étrangers, qui ne manquent pas dans ce pays, et peut-être aussi par des Suisses dégénérés.

En face du parti réactionnaire, et en vue des éventualités de l'étranger, la Suisse a besoin de rester unie. Genève a tendu une main fraternelle à tous ses confédérés, à cette belle fête fédérale.

Il est à désirer que le prochain Tir fédéral ait lieu à Neuchâtel, par des raisons patriotiques!...

DOCUMENTS.

A Sa Majesté le Roi de Sardaigne.

Sire,

J'offre mes très-humbles services à Votre Majesté.

J'ai fait toutes les campagnes, en partie dans l'état-major de la grande armée de l'empereur Napoléon; j'ai même rempli les fonctions de chef d'état-major. J'ai assisté à plus de cent batailles et affaires, et, quoique criblé de blessures, je suis prêt à verser encore mon sang pour la régénération de l'Italie et de l'univers.

Je demande donc, Sire, un emploi quelconque dans la vaillante armée de Votre Majesté; je ne reculerais même pas si votre Majesté daignait me confier le commandement d'une partie de son armée. J'ai l'inspiration de la victoire, et j'en répondrai sur ma tête.

Votre armée, Sire, vaut bien celle de l'Autriche, quoique celle-ci soit bien commandée. Je connais les troupes piémontaises, et Napoléon, ce juge suprême, en faisait grand cas

Que l'Italie fasse ses affaires elle-même ! Votre Majesté avec ses alliés en Italie suffira !

C'est l'heure d'agir.

J'ose espérer que Votre Majesté daignera accueillir ma demande.

J'attends ses ordres.

Je suis, avec le plus profond respect,

Sire,

de votre Majesté le très-humble et très-obéissant serviteur,

MOELLER,

Officier de l'ordre national de la Légion d'Honneur.

Nancy (France), ce 4 janvier 1848.

A M. Mœller, officier de l'ordre royal de la Légion d'Honneur, à Nancy (France).

J'ai eu l'honneur de soumettre au Roi votre lettre du 4 janvier, par laquelle vous lui offrez vos services; et S. M., qui apprécie hautement votre dévouement à son auguste personne, ainsi que tout ce qu'elle pourrait attendre d'un officier aussi distingué et d'une expérience si bien constatée, m'a chargé de vous remercier et de vous assurer qu'au besoin il ne vous oubliera pas.

Recevez, Monsieur, l'hommage des sentiments distingués avec lesquels je suis

Le premier Secrétaire d'Etat,
BROGLIE.

Turin, 13 février 1848.

A M. Mœller, officier de la Légion d'Honneur, à Nancy (France).

Je me suis empressé, Monsieur, de soumettre au Roi la nouvelle demande que vous avez adressée, à l'objet de lui offrir vos services dans l'armée d'Italie.

S. M., qui tient compte de vos bonnes offres, s'est réservé de faire connaître ses déterminations sur votre demande.

J'ai l'honneur, Monsieur, de vous en informer, vous priant en même temps d'agréer mes sentiments les plus distingués.

Le Président du Conseil des Ministres, chargé du portefeuille de la guerre et de la marine,
CUARE BALBI.

Turin, le 10 avril 1848.

Alexandrie, 25 août 1848.

Monsieur le Chevalier,

Votre lettre, Monsieur, du 4 août, est arrivée à Vigevano le 10. Vous n'aviez que trop bien jugé des conséquences de la bataille du 25, sur les hauteurs qui s'étendent de Somma-Campagna à Valeggio. Cependant, la retraite, achevée au soleil couchant sur trois colonnes aboutissant à Villafranca, a été, on peut dire, une manœuvre de champ d'exercice. Pas de perte, que les morts et les plus grièvement blessés laissés en avant, à 3 ou 4 milles de distance, sur le champ de bataille même.

Dans la nuit, à 2 heures, on quitta Villafranca sur deux colonnes qui se dirigèrent sur Goito. Cependant nous avions fait avancer deux brigades, outre une de cavalerie, qui, échelonnées à San Leone, Mozze, Cane et Roverbella, auraient soutenu la retraite, si l'ennemi eût cherché à nous entamer. Il entra à Villafranca à six heures, et ne chercha pas même à nous inquiéter. Le 26 donc, entre midi et 2 heures, l'armée avait repassé le Mincio; sa gauche était à Volta, le centre à Goito, et avec la droite on enveloppait encore Mantoue, continuant à occuper Governolo.

Cette ligne était encore trop étendue; d'ailleurs l'ennemi ayant les ponts de Monzambane et Valeggio, menaçait et tournait Volta.

Par un malentendu, Volta fut abandonné un moment le 26 au matin. L'ennemi s'en empara, s'y renforça, et tous les efforts pour l'en chasser l'après-midi du 26 et le lendemain au matin, furent vains.

Dès-lors la ligne du Mincio était tournée, et il fallait ou opérer un changement de front, la gauche en arrière, et repasser le Pô, en laissant à découvert toute la Lombardie, ou marcher vitement à la défense de l'Oglio et de l'Adda. La

première rivière n'est guère susceptible de défense, mais la seconde c'est différent, et n'y avoir pas tenu 7 ou 8 jours a été la cause de tout le reste.

Cependant nous n'avons perdu aucun drapeau, mais 9 canons, à la vérité, dont 7 à Milan, hors des barrières. Il est vrai que nous en avons emmené de cette ville 30 et plus, mais ce n'est pas la même chose : cela fait compensation pour le commissariat, et non pour nous autres militaires. Jamais une colonne n'a été coupée, une grand'garde même enlevée. Avec tout cela, nous en sommes à notre position de départ ; mais les forces n'étaient plus égales et nous étions restés seuls ou presque seuls à supporter le poids de la guerre, fardeau trop lourd pour une petite puissance.

Je suis entré, Monsieur, volontiers en quelques détails avec vous, parce que vous avez, ce me semble, en Français généreux, pris un vif intérêt à une guerre qui semblait devoir établir une nationalité si longtemps existante, mais jamais réalisée. Les temps ne sont pas encore mûrs, il paraît, puisque l'intervention devient nécessaire, et alors adieu la réelle indépendance !

Je vous quitte, Monsieur, en vous remerciant vivement du vif intérêt que vous portez à la cause italienne, de l'estime que vous avez vouée aux troupes piémontaises, et de celle enfin que vous me témoignez.

Si des temps meilleurs surgissent, je me permettrai de rappeler à Sa Majesté votre demande, et en attendant je vous prie d'agréer l'assurance de ma considération très-distinguée.

Je suis, Monsieur le Chevalier,

Votre dévoué serviteur.

SALASCO, *Lieutenant-Général.*

A Sa Majesté le Roi de Sardaigne.

Sire,

Je me permets de présenter très-humblement ce mémoire à Votre Majesté.

La position de Votre Majesté est en ce moment des plus critiques. D'abord il est probable que la médiation offerte n'aboutira à rien; d'ailleurs, quoique cette médiation soit acceptée depuis deux mois, on n'a pas encore pu s'entendre sur la ville où devront avoir lieu les négociations.

Il est incontestable que l'Autriche n'a accepté la médiation que pour gagner du temps, et pour pouvoir mettre à la raison le peuple révolté dans l'intérieur de la monarchie. Elle attend l'hiver; à cette époque le passage des armées françaises sera difficile, sinon impossible, et il est bien à craindre qu'alors l'Autriche ne veuille plus de la médiation. Votre Majesté se trouvera donc seule avec sa vaillante armée, qui est moins nombreuse que celle de l'ennemi.

Peut-être ne serait-il pas prudent de faire la guerre immédiatement. Il est vrai que les événements de Vienne sont une heureuse diversion; mais le résultat en est encore inconnu; et quoique l'armée ennemie soit divisée. elle occupe toujours les positions les plus fortes.

Votre Majesté n'a pas manqué aux Italiens, mais les Italiens lui ont manqué; cependant j'admets qu'ils profiteront du malheur de la première campagne, et qu'ils se lèveront en masse à l'apparition de l'armée de Votre Majesté. Toutefois il n'est pas à méconnaître que l'Autriche s'est fait des partisans depuis 33 ans qu'elle possède la Lombardie et la Vénétie.

La guerre immédiate serait préférable, si Votre Majesté se croyait à même de pouvoir l'entreprendre. Votre armée est inférieure en nombre, surtout en cavalerie; l'ennemi en a

le double ; votre artillerie est supérieure en qualité à celle de l'ennemi ; votre infanterie est en partie supérieure à celle de l'Autriche, mais moins nombreuse. J'admets que le moral du soldat n'a pas beaucoup souffert ; il est cependant nécessaire d'employer tous les moyens pour le relever. Votre Majesté a déjà fait beaucoup sous ce rapport : elle a changé une partie des chefs ; c'est qu'en effet presque tout dépend des chefs ; il faut qu'ils aient la confiance des soldats, qu'ils sachent les entraîner à la victoire, et qu'ils soient stratégistes et tacticiens, surtout vis-à-vis d'un général consommé et de vieilles bandes ; il ne faut jamais mépriser son ennemi. Je suis persuadé que les munitions de guerre et de bouche ne manqueront pas cette fois-ci : c'est la chose essentielle.

Votre système de conscription est vicieux ; vous n'avez que de jeunes soldats de 15 mois de service, et des hommes de réserve qui ont passé 10 à 15 années chez eux.

La cavalerie étant si inférieure en nombre, il faut l'appuyer nécessairement par l'artillerie et par une infanterie bien exercée, à laquelle il faut surtout apprendre à former promptement les carrés *par bataillon*, à marcher en carré, à bivouaquer même en carré, à savoir réunir l'ordre de bataille profond avec l'ordre de bataille mince.

D'excellents exemples ne nous manquent pas : Napoléon en a donné en Egypte, à Marengo, à Dresde, etc.

Pour enfoncer l'infanterie tudesque, il faut placer à la tête de chaque échelon un peloton de lanciers ; alors on est presque sûr de renverser le carré. A la bataille de Dresde, l'empereur Napoléon ne pouvant enfoncer les carrés autrichiens, il fit tout-à-coup placer un peloton de lanciers en tête de colonne de la grosse cavalerie : on enfonça les carrés, et l'on fit 15 mille prisonniers.

Depuis la campagne d'Austerlitz on a employé la baïonnette avec succès contre les Tudesques.

Je prends maintenant la liberté de passer à la politique.

L'Angleterre a accepté la médiation comme pis-aller, pour empêcher l'intervention de la France ; elle savait fort bien qu'il fallait faire quelque chose pour y parvenir, et pour rendormir l'opinion de la nation française. La France, c'est-à-dire son gouvernement actuel, était fort contente de sortir d'un grand embarras, par la médiation ; elle pensait son honneur sauvé. Quant à moi, je n'ai jamais pensé que *l'armée des Alpes* les passerait ; car la politique actuelle du gouvernement français est à peu près la même que sous le gouvernement déchu ; il le paiera cher : son tour ne tardera pas à arriver.

Si, dans ce moment où la médiation est pendante, la prudence, la politique et le devoir ne permettent pas à Votre Majesté de rompre l'armistice pour recommencer la guerre, il faudrait une prorogation d'armistice de six mois, soit pour avoir le temps de poursuivre les négociations d'une paix vraiment acceptable et honorable, soit pour être sûr qu'on ne sera pas attaqué à l'improviste pendant l'hiver ; la garantie des deux puissances médiatrices est de rigueur ; car je n'ai pas de confiance dans la probité de l'Autriche. La héroïque cité de Venise ne doit pas être abandonnée.

Cette prolongation de l'armistice épargnerait à Votre Majesté des dépenses énormes pour l'armée, dont une grande partie pourrait rentrer dans ses foyers jusqu'au printemps. Mais à ce propos je me permettrai de faire une observation : l'armée se réunira-t-elle de bon cœur au printemps ? En temps ordinaire je n'aurais pas posé cette question, mais aujourd'hui il y a des divisions funestes.

Il faut aussi prendre en considération l'état des finances, qui sont le nerf du pays ; il est urgent d'y regarder à deux fois.

Je reviens encore une fois à l'intervention · peut-être le *gouvernement futur* de la République française se trouvera-t-il forcé de venir en aide à l'Italie, non-seulement par sa poli-

tique, mais par devoir, quand on aura vainement tout fait pour obtenir une paix honorable.

Je réitère à Votre Majesté ma très-humble demande de vouloir bien me confier une place dans sa vaillante armée, soit dans l'état-major, soit un commandement dans la ligne ; je demanderai en particulier d'avoir un commandement à l'avant-garde. Je me vouerai corps et âme à Votre Majesté, qui a payé si vaillamment de son auguste personne, ainsi qu'à la cause sacrée de l'indépendance de l'Italie.

Que Votre Majesté me pardonne ma franchise militaire, qui m'a engagé à lui soumettre le présent mémoire.

Sire, j'attends avec confiance votre décision à mon égard.

Je suis avec le plus profond respect, de Votre Majesté le très-humble serviteur,

MOELLER,

Officier de la Légion d'Honneur,

ancien chef d'état-major de la 1re division du 1er corps.

Turin, le 27 octobre 1848.

TABLE DES MATIÈRES.


£2







